L'un des plus célèbres statisticiens fr...

M. Jacques Dumontier est dé...



tout le monde devrait avoir à
ce petit livre gratuit

★ TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9375 — 32 PAGES — VENDREDI 7 MARS 1975

LES RELATIONS ENTRE LE P.C. ET LE POUVOIR

M. Marchais n'ira pas à l'Élysée mais M. Ballanger a été reçu par M. Chirac

(LIRE PAGE 8.)



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 50 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse 0,90 fr. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

ACCEPTANT LA CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE PROPOSÉE PAR PARIS

Le « sommet » de l'OPEP refuse de limiter aux problèmes de l'énergie la négociation entre producteurs et consommateurs

Le premier « sommet » de l'OPEP, commencé mardi à Alger, s'est achevé ce jeudi 6 mars par l'adoption d'une déclaration solennelle. Dans ce texte — dont on lira page 29 de larges extraits, — les treize participants, après avoir réaffirmé leur solidarité avec les pays en voie de développement et leur désir de coopération avec la communauté internationale, se déclarent d'accord « sur le principe de la réunion d'une conférence internationale réunissant ensemble pays développés et pays en voie de développement », *mais rappellent que cette conférence, qui devrait* « accorder une égale importance » *aux problèmes des uns et des autres,* « ne peut en aucun cas être confinée aux problèmes de l'énergie ».

Les quatres membres de l'OPEP invités par la France, Algérie, Arabie Saoudite, Iran et Venezuela, ont décidé en conséquence de participer à la réunion préparatoire à la conférence qui devait se tenir le 7 avril à Paris.

● *Les représentants des dix-huit pays adhérant à l'Agence internationale de l'énergie se sont réunis de leur côté, le jeudi 6 mars à Paris, au siège de l'O.C.D.E. Le développement des ressources énergétiques nouvelles est au centre de leurs discussions qui se termineront vendredi. La diplomatie américaine développe son offensive sur la fixation d'un prix-plancher sur les importations de pétrole. De la réponse des membres de l'Agence aux exigences américaines dépendra la participation de Washington à la réunion préparatoire du 7 avril.*

De notre envoyé spécial PHILIPPE SIMONNOT

Alger. — Les représentants de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, du Venezuela et de l'Algérie viendront à Paris, le 7 avril, comme les y a conviés le président de la République française. Mais ils s'y rendront, si l'on peut dire, sur la pointe des pieds. Cette attitude de prudente expectative, qui sera sans doute aussi celle des autres participants, et particulièrement du délégué des Etats-Unis, à la réunion préparatoire à la conférence internationale dite de l'énergie, a été arrêtée mercredi soir par le « sommet » des chefs d'Etat de l'OPEP.

(Lire la suite page 29.)

Un pas vers la coopération

Malgré toutes les difficultés et les arrière-pensées, la concertation entre producteurs et consommateurs de pétrole commence lentement à s'organiser. En mettant l'accent sur l' « interdépendance internationale » et en acceptant le principe d'une conférence entre le tiers monde et les pays développés, les chefs d'Etat de l'OPEP ont affirmé un désir de coopération d'autant plus compréhensible que le changement du marché a quelque peu affaibli leurs positions ces dernières semaines.

Les grandes lignes d'un accord possible apparaissent, elles aussi, à travers les polémiques actuelles. En échange d'une garantie d'approvisionnement régulier et d'un prix concerté, les pays importateurs devront garantir, sous une forme ou sous une autre, un minimum de stabilité des revenus des pays producteurs. Cette garantie pourra prendre la forme d'une indexation plus ou moins rigide des prix du « brut » sur l'inflation mondiale, mais aussi et surtout comporter un réaménagement du système monétaire international : de nouvelles unités de compte — les droits de tirage spéciaux, par exemple — devront un jour se substituer à la monnaie trop fondante qu'est devenu le dollar pour le calcul des prix. Enfin, il paraît difficilement évitable de parler, à une étape ou à une autre, de l'ensemble du problème des matières premières, et non pas seulement de l'énergie, ainsi que l'ont demandé, à la suite de l'Algérie, les chefs d'Etat de l'OPEP.

Cela dit, on n'aboutira pas en une conférence — ni même en un an — à la remise en ordre du système économique mondial demandée à Alger. Dans l'immédiat, un des principaux « trouble-fête » du projet français pourrait bien être M. Kissinger. Le secrétaire d'Etat compte, en effet, poursuivre le « forcing » pratiqué, non sans succès, ces derniers mois, pour rallier à ses vues les pays membres de ce qu'il appelle la « communauté des démocraties industrielles ». Quelque peu irrité par la date choisie par M. Giscard d'Estaing pour lancer ses invitations — il souhaitait que cela ne fût fait qu'après les réunions de l'OPEP et de l'Agence de l'énergie, qui se tient ce jeudi à Paris — il fera sans doute attendre sa réponse. Surtout, il insistera pour obtenir de ses associés de l'Agence un accord de principe sur la fixation d'un prix-plancher rendant rentable la recherche de substituts du pétrole dans le monde, notamment aux Etats-Unis.

La partie sera ici plus difficile, car les pays sans grandes ressources énergétiques, tels que le Japon et bien des Etats européens, sont en droit de se poser quelques questions : ne sont-ils pas invités à participer à une sorte de « partage des charges » analogue à ce qui leur est demandé dans le domaine militaire, mais destiné cette fois à permettre à l'Amérique de consolider son indépendance économique et d'affirmer son contrôle dans ce domaine aussi, sur ses alliés moins favorisés ?

Le projet de M. Kissinger n'est-il pas, au demeurant, fortement combattu à l'intérieur même des Etats-Unis par les partisans d'un système plus libéral et d'un allégement de la charge fiscale ? Enfin, les Etats-Unis, qui sont à la fois grand producteur et grand consommateur de pétrole, sont-ils les plus qualifiés pour mener la discussion au nom des consommateurs et se réserver le rôle de modérateur le jour où les concessions devront être abattues sur la table ?

M. Giscard d'Estaing, qui espère visiblement tenir ce même rôle, a choisi, pour le moment, de minimiser la portée de ses désaccords avec le secrétaire d'Etat américain. Mais il ne pourra le faire très longtemps.

AU MOMENT OU M. KISSINGER REVIENT AU PROCHE-ORIENT

Le raid des fedayin à Tel-Aviv a fait de nombreuses victimes

Plusieurs fedayin qui avaient pris en otage une vingtaine de touristes étrangers à l'hôtel Savoy de Tel-Aviv ont été tués ce jeudi matin 6 mars au cours de l'assaut mené par l'armée israélienne contre le bâtiment. Selon un communiqué militaire, neuf morts et vingt blessés dont quelques-uns grièvement atteints avaient été dénombrés en fin de matinée parmi les habitants de l'hôtel.

Ce lourd bilan ne serait que provisoire. Aucune précision officielle n'avait encore été fournie sur le sort de plusieurs touristes anglais, français et allemands qui se trouvaient à l'intérieur de l'hôtel.

On apprenait, en fin de matinée, que deux fedayin qui se dissimulaient dans les décombres de l'hôtel avaient été découverts. L'un d'eux s'est rendu. L'autre a été tué.

A Beyrouth, l'O.L.P. (commandement général des forces palestiniennes) a revendiqué l'opération et rejeté sur les dirigeants israéliens la responsabilité des victimes.

A Londres, où il était de passage, sur le chemin du Proche-Orient, M. Kissinger a déclaré qu'il condamnait « entièrement les actes de violence insensés ». Il a ajouté qu'il conservait l'espoir de réaliser de nouveaux progrès en direction de la paix. Mais de nombreux observateurs pensent que l'action du commando visait essentiellement à faire échouer la recherche d'un accord entre l'Egypte et Israël.

Un piège ?

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est selon un scénario désormais classique que s'est déroulé le drame de Tel-Aviv. Mais cette fois, ce n'est pas un village bordant la frontière qui a été attaqué, mais la plus grande ville d'Israël et la plus éloignée des frontières. Deux canots pneumatiques de la marque Zodiac, qu'utilisent aussi bien les vacanciers que les militaires, ont déposé, vers 23 heures (heure locale), six fedayin sur la place devant le modeste édifice qui abrite l'opéra. Après avoir franchi la chaussée qui longe la mer, les terroristes ont vidé quelques chargeurs de mitraillettes à l'entrée d'un cinéma, puis se sont dirigés vers le Savoy où c'est là que, sous le mandat britannique, avait trouvé refuge M. Menahem Begin, alors chef de l'organisation clandestine Irgoun, dont la tête avait été mise à prix par les Anglais.

Après s'être retranchés dans l'hôtel avec leurs otages, dont le nombre exact n'a pas encore été indiqué, les fedayin ont échangé une violente fusillade avec les forces de sécurité, pour entamer plus tard, par l'entremise d'une jeune Israélienne qui servait d'interprète, le marchandage habituel. La libération de Mgr Capucci, le prélat condamné pour transport d'armes, et de dix autres Palestiniens a été réclamée, ainsi que la garantie personnelle des ambassadeurs de France et du Japon : ils auraient dû prendre tous deux place avec un certain nombre d'otages dans un avion à destination de Damas.

M. Rabin, après avoir consulté ses ministres par téléphone, décide de ne pas céder et ordonne au général Gur de s'emparer du Savoy. La presse n'est pas informée de la négociation et ce n'est qu'à 6 heures que les journalistes, tenus éloignés du théâtre de la tragédie, apprennent que l'assaut a été donné quarante-cinq minutes plus tôt et que tout est terminé. En fin de matiné, on avait dénombré cinq morts et vingts blessés dont quelques-uns grièvement atteints.

ANDRE SCEMAMA.

(Lire la suite page 2.)

Lire page 2
l'article d'ERIC ROULEAU :
UN TRIPLE AVERTISSEMENT

TANDIS QUE LES DEUX CAMPS ATTAQUENT PRÈS DE PHNOM-PENH

« La Maison Blanche finira par traiter avec les Khmers rouges »

nous déclare le prince Norodom Sihanouk

De très durs combats se poursuivent au Cambodge. Le pont aérien américain a été momentanément interrompu, mercredi 5 mars, en raison des tirs des Khmers rouges. Une offensive a été lancée jeudi pour tenter de prévenir l'étouffement de l'aéroport de Phnom-Penh. Les républicains espèrent mettre la piste hors de portée des roquettes et des canons de 105. Mais pour disperser les efforts de leurs adversaires, les Khmers rouges lancent trois grandes attaques : à Prek-Phnou, à 13 kilomètres au nord de la capitale ; à Longvek, à 40 kilomètres au nord ; et dans la région de Pursat, entre Battambang et Phnom-Penh. Pour peser sur le Congrès, qui hésite à voter des crédits supplémentaires, M. Kissinger a fait publier mercredi une liste de ses vaines tentatives pour entrer en contact avec les Khmers rouges et provoquer des négociations entre les deux parties. Or dans une interview à notre correspondant à Pékin, le prince Sihanouk déclare : « L'avenir du pays appartient aux Khmers rouges. La Maison Blanche finira par traiter avec les Khmers rouges, comme elle a dû traiter avec les Chinois. Notre victoire est inévitable pour la fin de l'année. »

De notre correspondant

Pékin. — Depuis une semaine, le prince Sihanouk a fort à faire. Des demandes d'interviews lui arrivent de toutes parts, en premier lieu de l'Amérique, émue par les récentes déclarations du président Ford, de MM. Kissinger et Schlesinger, selon lesquels Phnom-Penh tomberait, dans quelques semaines aux mains du FUNC si des crédits d'urgence n'étaient pas accordés pour reconstituer le stock d'armes et de munitions. A l'inquiétude de la Maison Blanche répond d'ailleurs une certaine effervescence chez les Cambodgiens de Pékin, où l'on commence à s'interroger sérieusement sur les perspectives d'un retour au pays.

L'allégresse cependant reste mesurée. On connaît les ressources des Etats-Unis, et la récente tournée à Phnom-Penh d'une délégation de congressistes américains n'a pas l'air de les avoir convaincus qu'il fallait abandonner la partie, c'est de cela que le prince tient à parler d'emblée : « *Les parlementaires américains ne sont pas sincères,* dit-il. *Ils n'ont rencontré que l'ambassadeur des Etats-Unis et Lon Nol, et n'ont pas même parlé aux étudiants, qui leur auraient décrit la situation. Ils sont revenus et disent maintenant qu'il faut éviter un bain de sang qui serait, selon eux, inévitable lors de la chute de Phnom-Penh. Il n'y aura pas de bain de sang. Le congrès du Kampuche (Cambodge), dans sa résolution, a accordé le pardon général sauf pour les sept traîtres qui tiennent le pouvoir. Comment pourrions-nous, pénétrant dans Phnom-Penh, massacrer une population désarmée ? Ieng Sary, conseiller spécial de Khieu Samphan, le vice-premier ministre, est arrivé du front le 1er mars. Il m'a dit au nom de la résistance : « Nous donnons la garantie formelle qu'il n'y aura pas de bain de sang. Nous ne sommes pas des rebelles. Nous sommes un Etat. Notre armée, c'est celle de l'Etat du Cambodge. Comme Etat, nous avons des devoirs envers les soixante-deux pays qui nous ont reconnus. Nous ne pouvons entrer comme cela dans la capitale pour nous y livrer à des représailles.* »

ALAIN BOUC.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

MINIMUM ET MAXIMUM

On veut espérer que le 1er avril, dans le calendrier giscardien, n'est plus l'équivalent mythique de la Saint-Glinglin qu'il est dans la tradition populaire.

Les promesses et les espoirs s'accumulent pour cette échéance. Le moindre d'entre eux n'est pas la revalorisation du prêt du soldat.

Certes, avec 210 francs, Bidasse n'aura pas de quoi faire des folies. Mais, enfin, il accède à la dignité du minimum vital. Cela vaut mieux, en tout cas, pour vivre que le parcimonieux maximum qu'on accordait aux combattants des dernières guerres pour mourir.

ROBERT ESCARPIT.

APRÈS LA MISE EN GARDE PATRONALE SUR LA RÉCESSION

M. Chirac annonce que le gouvernement pourrait apporter à sa politique économique des « inflexions sectorielles ou géographiques »

De plus en plus inquiet de la détérioration de l'activité économique, le patronat français vient de lancer une sévère mise en garde aux pouvoirs publics, en soulignant dans sa note mensuelle de conjoncture que la France traverse actuellement « *sa récession la plus grave depuis la guerre* ».

L'Institut de la statistique confirme d'ailleurs que si les chefs d'entreprise sont un peu moins pessimistes qu'auparavant sur l'avenir, ils n'en continuent pas moins à prévoir dans la plupart des secteurs une baisse de la production au cours des prochains mois.

Les dirigeants patronaux réclament en conséquence des mesures de nature à relancer l'investissement et les exportations.

De même, le bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale a adressé un nouvel appel au gouvernement pour qu'il procède « *à une relance ponctuelle de l'économie en apportant une aide adaptée à chaque entreprise, car le développement du chômage partiel risque d'aboutir dans quelques semaines à un accroissement du chômage complet* ».

M. Chirac, qui avait mercredi annoncé aux présidents des groupes parlementaires de la majorité son intention d'aider au coup par coup les entreprises en difficulté, a laissé entendre ce jeudi 6 mars à M. Bergeron (Force ouvrière) que des « *inflexions* » pourraient être décidées par le gouvernement à sa politique économique. Celles-ci garderaient pour l'instant « *un caractère sectoriel géographique* ».

(Lire nos informations en pages 28 et 32.)

LES RAISONS D'UN « LONG EXIL »

Une lettre de Rostropovitch

Le violoncelliste et chef d'orchestre Mstislav Rostropovitch, après l'écrivain Youli Daniel, répond au texte d'Igor Chafarevitch publié en janvier dernier dans « la Pensée russe », *hebdomadaire de l'émigration édité à Paris (*le Monde *du 30 janvier).*

Rappelons que Mstislav Rostropovitch, inquiété pour sa prise de position en faveur de Soljenitsyne qu'il hébergeait dans sa datcha près de Moscou, a été autorisé en mai dernier à quitter l'Union soviétique avec sa femme Galina Vichnevskaïa et ses deux filles.

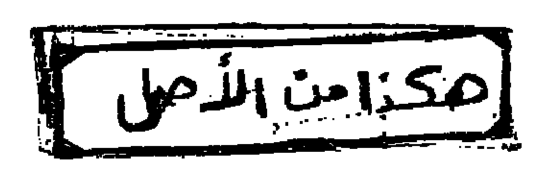
En lisant l'article de l'honorable M. Chaffarevitch, j'ai compris que les hommes, même le mieux disposés à mon égard, comme Chaffarevitch, ne comprennent pas les raisons véritables qui m'ont forcé à faire ce pas décisif et à accepter un long exil, loin de ma patrie.

» Igor Cchaffarevitch écrit : « ... Les meilleurs représentants de notre littérature, de notre critique et de notre musique... sont partis *volontairement.* Ici maintenant, les uns disent qu'ils ont été expulsés, d'autres, presque expulsés, et les troisièmes s'indignent qu'ils aient été privés de leur nationalité. Cela veut dire que les uns et les autres ont le sentiment qu'ils n'ont pas agi comme ils le devaient. » Puisque Igor Chaffarevitch mentionne les représentants de la musique, je crois que j'ai le droit de répondre à ces allégations en vous disant les véritables raisons de mon départ de Russie. (...)

» Peut-être, en réalité, n'ai-je pas agi proprement et y avait-il une autre solution ?

» Parmi les musiciens habitant en U.R.S.S. ces cinq dernières années, ma famille s'est trouvée dans une situation tout à fait particulière, très différente de celle des autres artistes et musiciens. Et ceci pour une simple raison : je suis musicien et je ne me suis jamais occupé de politique. J'ai vécu comme ma conscience et mon cœur me l'ordonnaient.

(Lire la suite page 21.)



PROCHE-ORIENT

L'ATTAQUE DES PALESTINIENS CONTRE UN HOTEL DE TEL-AVIV

UN TRIPLE AVERTISSEMENT

Ce n'est sûrement pas l'effet du hasard si l'opération de Tel-Aviv s'est produite le jour même où M. Kissinger s'envolait de Washington pour inaugurer sa neuvième mission de conciliation au Proche-Orient. Abou Ayad, le numéro deux du Fath, mouvement dont les militants ont mené l'assaut contre l'hôtel Savoy, a confirmé l'objectif politique de l'attentat : « *Je n'ai qu'une seule remarque à faire : il n'y a pas de paix possible sans les Palestiniens* », a-t-il déclaré. Le leader palestinien est l'un des plus chauds partisans de la participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève.

En fait, l'opération de Tel-Aviv paraît bien constituer un triple avertissement aux Etats-Unis, à l'Egypte et à Israël.

1) M. Kissinger est prévenu que les fedayin chercheront à saboter par tous les moyens sa politique des « petits pas ». Tout retrait israélien d'un territoire arabe occupé, tout accord intérimaire partiel, est considéré par l'O.L.P. comme un coup à la résistance. En donnant satisfaction, même partiellement, à tel ou tel Etat arabe, le secrétaire d'Etat creuse le fossé entre les pays « frères », et, partant, affaiblit les positions de l'O.L.P., qui tire une partie appréciable de sa force du soutien des autres Etats arabes. En excluant la « centrale » des fedayin des négociations en cours, M. Kissinger est accusé de se livrer à une manœuvre visant à ouvrir la voie à un règlement négocié entre Israël et le roi Hussein de Jordanie, avec l'aval en temps voulu de plusieurs Etats arabes, dont l'Egypte.

2) Le président Sadate paraissait décidé à conclure un nouvel accord militaire avec Israël, malgré les objections et les protestations de l'O.L.P. et de la Syrie. Pour des raisons intérieures impérieuses, politiques et économiques, il souhaite récupérer les cols stratégiques du Sinaï et les puits de pétrole d'Abou-Rodeiss. S'il est virtuellement acquis qu'il ne paiera pas ce retour d'un accord de non-belligérance — jugé comme un « acte politique », — il aurait offert à l'Etat juif des concessions qui équivaudraient, selon l'O.L.P. et la Syrie, à la fin de l'état de guerre. La réouverture du canal de Suez à la navigation internationale, le passage autorisé par cette voie d'eau des marchandises israéliennes, sous le pavillon de pays tiers, le repeuplement des villes longeant le canal, la reconduction du mandat des forces de l'ONU dans le Sinaï pour une période de deux ans, pour ne pas parler des engagements secrets que le président Sadate pourrait être amené à prendre envers les Etats-Unis, constitueraient à leurs yeux autant de preuves que l'Egypte se retirerait du camp arabe dit de la « confrontation ». La Syrie se trouverait également neutralisée, puisqu'elle n'est pas en mesure de l'emporter seule dans un éventuel conflit. A l'abri de toute pression ou menace de nature militaire, Israël aurait la possibilité de poursuivre, en toute quiétude, la « judaïsation » des territoires occupés, avant de dicter ses conditions quant à la solution du problème palestinien.

L'opération de Tel-Aviv met le président Sadate devant un choix difficile: il ne peut condamchoix difficile. Il ne peut condamner l'ensemble de la résistance, et non pas — comme ce fut le cas pour celui d'Orly — par un groupuscule désavoué par l'O.L.P. Il ne peut non plus approuver l'opération sans miner sa propre position à un moment où il cherche à se présenter aux yeux de l'opinion israélienne et internationale comme un « modéré » aspirant au compromis et à la paix.

3) L'attaque contre l'hôtel Savoy vise, enfin, à démontrer aux Israéliens qu'ils sont vulnérables, jusqu'au cœur même de la « ville la plus juive » de leur Etat, et qu'ils ne retrouveront pas la paix souhaitée sans se résigner à « *négocier avec ceux qui se battent* », fussent-ils des « *terroristes* ». En d'autres termes, l'O.L.P. entend convaincre le gouvernement de M. Rabin qu'il serait vain d'espérer un règlement du problème palestinien soit par le truchement du roi Hussein, soit par l'entremise d'un groupe d'« interlocuteurs valables » que l'on essaie de recruter parmi les notables de Cisjordanie et de Gaza. Il s'agit de consolider l'influence de l'O.L.P. dans les territoires occupés et de décourager toute velléité de « collaboration » qui pourrait subsister chez certaines personnalités.

Audace et horreur

L'opération de Tel-Aviv rappelle dans une certaine mesure le raid israélien de Beyrouth du 10 avril 1973, au cours duquel trois dirigeants palestiniens avaient été abattus à leur domicile. Dans les deux cas, les commandos se sont déplacés par voie de mer, ont sévi à l'intérieur d'une ville éloignée de leurs bases, dont ils paraissaient bien connaître la topographie, et ont vraisemblablement bénéficié de complicités locales. On peut supposer que des Palestiniens résidant en Israël ou dans les territoires occupés ont fourni aux assaillants de précieux renseignements. Le choix d'un établissement de troisième ordre comme le Savoy est significatif : il est moins bien gardé que les hôtels de luxe tels le Dan, le Hilton ou le Sheraton, situés également sur le front de mer.

Beaucoup moins nombreux que les para-commandos israéliens qui avaient débarqué à Beyrouth (une centaine environ) les fedayin qui ont pris d'assaut l'hôtel Savoy n'étaient que six. L'étonnant est qu'ils aient pu, avec un effectif aussi restreint, faire pénétrer dans un quartier de Tel-Aviv des lance-roquettes et leurs ogives, des fusils-mitrailleurs et des grenades à main, en quantité suffisante pour soutenir un combat intensif.

Le parallélisme entre les deux attentats est, malgré tout, limité. Celui de Beyrouth, mené simultanément avec une attaque contre les Palestiniens à Saïda (dans le sud du Liban) s'était soldé par plusieurs dizaines de morts et de blessés. Celui de Tel-Aviv a été peut-être moins meurtrier, selon les derniers chiffres disponibles, mais il comportait une prise d'otages et cette pratique odieuse soulève davantage d'indignation que le bombardement d'un camp de réfugiés palestiniens.

ERIC ROULEAU.

Un piège ?

(Suite de la première page.)

Les six fedayin ont trouvé la mort. La jeune Israélienne qui a servi d'interprète est saine et sauve. Mais on craint que des victimes ne soient encore ensevelies sous les décombres du Savoy. La charge d'explosifs qui a entraîné la destruction de l'hôtel, avait été placée dans la pièce où étaient enfermés les otages. Le détonateur qui se trouvait dans une chambre éloignée où se tenaient les fedayin a été actionné au moment de l'assaut.

Le choc provoqué par le raid fedayin la nuit dernière est très profond. Ce n'était sans doute pas le but essentiel recherché par l'O.L.P., mais il n'est pas impossible que l'émotion suscitée dans tout le pays contribue d'une manière ou d'une autre à créer le climat souhaité par ceux qui veulent faire échouer la mission Kissinger.

M. Rabin a réuni ce jeudi matin ses ministres en conseil extraordinaire. Il convient en effet d'établir dans quelles conditions deux embarcations transportant six hommes et un matériel considérable ont pu aborder sur la plage de Tel-Aviv, au centre même du littoral israélien. Elles pourraient être parties du Liban, de la région de Gaza ou d'un navire parvenu jusque dans les eaux territoriales. L'affirmation du communiqué palestinien, diffusé à Beyrouth, selon laquelle les deux Zodiac auraient été mis à l'eau après avoir traversé Israël, en venant des territoires occupés, n'est pas prise au sérieux. En tout cas, des failles dangereuses sont ainsi révélées dans le système de protection des côtes.

Sur un autre plan, celui de la dissuasion chère aux responsables israéliens, le problème n'est pas moins ardu. L'O.L.P. n'a-t-elle pas souhaité provoquer des représailles au moment où s'engage la phase la plus délicate de la mission Kissinger ? Plusieurs dirigeants palestiniens ont annoncé récemment qu'il fallait lancer des raids « *spectaculaires et sanglants afin d'attirer, les Israéliens modérés eux-mêmes, dans le camp des extrémistes favorables aux représailles* ».

Le gouvernement Rabin va-t-il tomber dans le piège qui lui a vraisemblablement été tendu ? Pourra-t-il, dans le cas contraire, laisser sans suite une agression qui a bouleversé le pays ? Autant de questions que se posent les dirigeants israéliens ainsi que l'ensemble de l'opinion. Tous se demandent aussi quelle place le drame de la nuit dernière va occuper dans les entretiens qu'aura vendredi M. Kissinger avec le président Sadate à Assouan. On fait largement état dans la presse et à la radio ici du ton triomphal adopté par la radio du Caire à la nouvelle du raid des fedayin. Les Egyptiens et leur président souhaitent-ils ou non mettre au pas les « *Irresponsables palestiniens* » ? C'est la réponse à cette question que M. Kissinger devrait poser à M. Sadate que pourrait bien dépendre, dans une large mesure, le comportement de Jérusalem.

ANDRE SCEMAMA.

Le film des évènements

Mercredi 5 mars

Minuit. — Tel-Aviv : six fedayin débarquent de deux canots pneumatiques sur la corniche de Tel-Aviv — séparée de la mer par une plage d'une largeur de quelques dizaines de mètres, — à la hauteur du cinéma Yaron. Dès leur débarquement ils tirent des rafales de mitraillette contre les spectateurs qui sortaient à ce moment du cinéma, mais sans atteindre personne. Ils s'engouffrent aussitôt dans l'Hôtel Savoy, un vieil immeuble décrépit de trois étages, qui se trouve en face du cinéma, se dirigent vers le dernier étage du bâtiment, en emmenant des otages.

Jeudi 6 mars

1 heure. — Tel-Aviv : la radio annonce que les hôpitaux ont été mis en état d'alerte et qu'elle continuera à émettre durant toute la nuit.

1 h. 30. — Tel-Aviv : l'échange de coups de feu entre les fedayin retranchés à l'hôtel Savoy et les forces israéliennes qui cernent le bâtiment a cessé. La radio annonce que quatre personnes blessées lors de l'attaque des fedayin ont été transportées dans des hôpitaux de la ville.

2 h. 30. — Tel-Aviv : la radio affirme que l'hôtel et plusieurs bâtiments des environs ont été endommagés par les tirs des fedayin, qui se seraient servis de bazookas.

2 h. 30. — Tel-Aviv : les fedayin retranchés avec leurs otages dans l'Hôtel Savoy demandent que les ambassadeurs de France et du Japon se rendent sur place pour leur servir d'intermédiaires dans les négociations avec les autorités israéliennes. Les Palestiniens demandent également qu'on leur fournisse un avion afin de gagner Damas en compagnie de leurs prisonniers. Selon la radio, des touristes français, anglais et allemands figureraient parmi les otages ; plusieurs seraient grièvement blessés.

2 h. 30. — Beyrouth : le Commandement général des forces armées palestiniennes revendique l'opération. Il réclame la libération de dix Palestiniens en échange des otages. Le C.G.F.A.P., qui regroupe tous les commandants des unités palestiniennes opérant à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés par Israël, insiste, dans un communiqué, pour que les détenus « soient conduits dans un avion des Nations unies jusqu'à un aéroport arabe ». Les détenus palestiniens, dont le commandement général demande la libération, sont : Mgr Capucci, évêque melkite de Jérusalem, Audi Adib, Mohamed Ghoreikate, Faouzi Nehmr Ahmad, Mme Fatmeh Bernaoui, Mme Aïda Issa, Ommar Kassem, Zaki Malaaibi, Hicham Zaina, et Faki Chammout.

4 heures. — Beyrouth : Un porte-parole du commandement des forces armées palestiniennes déclare à l'A.F.P. que l'opération est conduite par le groupe du Martyr Samer Ouyoumo et le groupe du Martyr Jaadallah, appartenant à l'unité du Martyr Youssef Najjar.

4 h. 15. — Tel-Aviv : Des fusillades reprennent à proximité du Savoy suivies d'une forte explosion. Peu après, un communiqué annonce que les forces armées israéliennes ont pénétré dans le bâtiment. Six fedayin ont été tués. Le combat a duré une dizaine de minutes. Un témoin raconte : « Soudain j'ai vu des soldats s'élancer devant la porte de l'immeuble tandis que des dizaines d'autres montaient comme des singes le long des murs. Puis, on a entendu une explosion formidable, l'hôtel, et particulièrement le dernier étage, ont été couverts par une épaisse fumée et des blocs de ciment ont commencé à s'abattre sur la rue et sur les voitures en stationnement.

6 heures. — Beyrouth : Un communiqué du commandement général des forces de la révolution palestinienne affirme que « plus de cinquante soldats ennemis » ont été tués ou blessés au cours de l'opération et que les pertes civiles israéliennes s'élèveraient à vingt morts et trente blessés. Le communiqué rejette sur les « autorités civiles et militaires de l'ennemi l'entière responsabilité de l'effusion de sang des civils » et accuse notamment « Rabin, Peres, Gour et Hillel d'avoir provoqué une hécatombe par « leur obstination, leur iniquité et leur arrogance ». Nos révolutionnaires, qui avaient pour but d'obtenir la libération de leurs camarades détenus dans les geôles de l'ennemi, sont des militants combattant pour la liberté, l'honneur, la vie et l'avenir de leur peuple », affirme le communiqué qui conclut ainsi : « Le commandement ennemi dont les mains sont tachées de sang innocent et pur ne trouve d'autre moyen que l'effusion de sang pour perpétuer l'occupation de notre terre. Il doit assumer l'entière responsabilité de sa vile tromperie. »

LES PRÉCÉDENTS

• Le 11 avril 1974, un raid sur la ville de Kyriath-Shmoneh, proche de la frontière libanaise, se solde par dix-huit tués, dont huit enfants. Le F.P.L.P.-Commandement général revendique la responsabilité de l'action. Il affirme avoir voulu prendre des otages pour obtenir la libération de cent fedayin détenus en Israël.

• Le 15 mai 1974, un commando palestinien s'empare d'une centaine d'enfants comme otages dans l'école de Maalot. Le F.D.P.L.P. de M. Hawatmeh revendique la responsabilité de l'attaque. Les fedayin réclament la libération de vingt Palestiniens. Vingt-cinq Israéliens et trois fedayin sont tués au cours de l'assaut donné par l'armée israélienne.

• Le 13 juin 1974, des fedayin attaquent le village de Kfar-Chamir. Quatre d'entre eux sont tués, ainsi que trois civils israéliens. Le F.P.L.P.-Commandement général revendique cette action. Il affirme que les fedayin avaient pris des otages pour obtenir la libération de quelque cent prisonniers politiques palestiniens, comme dans l'affaire de Kyriath-Shmoneh.

• Le 24 juin 1974, trois combattants du FATH occupent un immeuble à Nahariya, en Haute-Galilée. L'armée israélienne donne l'assaut. Les Palestiniens et trois Israéliens sont tués et sept Israéliens blessés.

• Le 19 novembre 1974, trois Palestiniens du F.D.L.P. se retranchent dans un immeuble de Beit-Shean (nord d'Israël, près de la frontière jordanienne). L'armée israélienne intervient immédiatement et quatre civils israéliens sont tués. La foule brûle les cadavres des trois Palestiniens.

LES RADIOS ARABES APPLAUDISSENT

Le raid des fedayin à Tel-Aviv a été accueilli avec satisfaction par la plupart des radios arabes, à l'exception de celle de Beyrouth, qui a pratiquement ignoré l'affaire. La radio du Caire a fait l'éloge de l'opération « *menée contre le plus grand palace de Tel-Aviv* ». Selon Radio-Bagdad, « *les fedayin opèrent au cœur de la Palestine occupée* ».

● A TUNIS, les milieux officieux ont rappelé que, si les autorités tunisiennes condamnent énergiquement les opérations terroristes effectuées à l'étranger, dont les détournements d'avions, elles approuvent les actions menées à l'intérieur d'Israël.

● A BEYROUTH, le journal *Al Nahar* a publié le commentaire suivant d'Abou Ayad, numéro 2 du Fath, au sujet de cette opération : « *Je n'ai qu'un seul commentaire : il n'y a pas de paix possible sans les Palestiniens. Cela doit être clairement compris par M. Henry Kissinger.* »

YOUSSEF NAJJAR

Youssef Najjar — dont le nom a été donné à l'unité de fedayin qui a attaqué l'hôtel Savoy à Tel-Aviv — était l'un des trois dirigeants de la résistance palestinienne abattus à Beyrouth le 10 avril 1973 par des para-commandos israéliens. Najjar a été tué dans son appartement, sous les yeux de sa femme, laquelle devait succomber à ses blessures le lendemain.

Auparavant, les soldats israéliens avaient abattu trois Palestiniens qui montaient la garde à l'entrée de l'immeuble où résidait Youssef Najjar.

Ce dernier était l'un des fondateurs du Fath et occupait le poste de président du département politique de l'O.L.P. Il était, en quelque sorte, le chef de la diplomatie palestinienne. Il était généralement considéré comme un « modéré » favorable à un compromis qui aurait conduit à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

La nouvelle tournée de M. Kissinger

M. Shimon Pérès affirme que l'écart demeure grand entre les positions israélienne et égyptienne

Pour la onzième fois depuis la guerre d'octobre 1973, M. Kissinger a repris mercredi le chemin du Proche-Orient.

Après une escale de deux jours en Grande-Bretagne, le secrétaire d'Etat entamera vendredi sa mission proprement dite à Assouan, où il s'entretiendra jusqu'à dimanche avec le président égyptien Anouar El Sadate.

De là, il se rendra sans doute dimanche pour quelques heures à Damas, pour conférer avec le président syrien Hafez El Assad, puis dans la même journée à Jérusalem pour s'entretenir avec les dirigeants israéliens.

● A JERUSALEM, commentant les informations venues du Caire selon lesquelles un accord israélo-américano-égyptien serait imminent, le ministre de la défense, M. Shimon Pérès, a déclaré que la simple comparaison des positions égyptienne et israélienne suffisait à indiquer combien l'écart restait grand entre les deux parties.

M. Pérès a encore indiqué que, en échange d'un accord plus limité que la cession des cols stratégiques et le retrait des gisements pétroliers d'Abou-Rodeis, Israël demanderait « *une démilitarisation progressive de part et d'autre des lignes, un renforcement de la zone de contrôle de l'O.N.U. et une diminution de l'effort militaire en faveur d'un plus grand effort de développement économique des parties concernées* ».

● A WASHINGTON, un porte-parole du Pentagone a confirmé mercredi que des militaires israéliens s'entraînaient aux Etats-Unis à l'utilisation du missile sol-sol *Lance*.

Le département de la défense refuse toujours de dire si la nouvelle ébruitée en janvier, de la prochaine livraison à Israël de deux cents *Lance* est exacte ou non. Mais elle est implicitement confirmée par la présence aux Etats-Unis de soldats israéliens.

Le Pentagone va jusqu'à préciser leur nombre : de quatre-vingts à quatre-vingt-dix, et la durée de leur entraînement : une quinzaine de semaines. Ce stage a commencé « *récemment* » a dit encore le porte-parole.

Les camps d'entraînement pour l'utilisation de *Lance* sont à Fort-Sill (Oklahoma), où se trouvent cinquante-deux des futurs spécialistes israéliens du *Lance*, à l'arsenal de Redstone et au dépôt d'Anniston, dans l'Alabama.

Ce missile à deux étages et à guidage par inertie a une portée de 50 kilomètres et mesure 6 mètres de longueur. Il est à double capacité : conventionnelle et nucléaire. — *(A.F.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● M. RONALD BUNTING, l'un des principaux fondateurs du parti socialiste républicain irlandais (I.R.S.P.), mouvement dissident de l'IRA, a été légèrement blessé par deux inconnus qui avaient fait irruption dans sa maison, dans la nuit du 6 mars. La veille, son fils avait eu les genoux fracassés par des balles : punition habituelle infligée par l'IRA à ceux qu'elle considère comme des traîtres. — *(A.F.P.-Reuter.)*

Guinée

● UN COMPLOT VISANT A L'ASSASSINAT du président Sékou Touré a été déjoué, a annoncé, mercredi 5 mars, Radio-Conakry. Selon la radio, M. Siradiou Diallo, ancien directeur de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, avait recruté à cette fin un tueur à gages de nationalité hollandaise, qui aurait pris la fuite. — *(Reuter.)*

Inde

● ***Plusieurs dizaines de milliers de manifestants*** ont défilé le jeudi 6 mars à New-Delhi à l'appel du vieux leader gandhien M. Jayaprakash Narayan pour protester contre la « corruption » du régime de Mme Gandhi. Vingt mille policiers et militaires avaient été mis en état d'alerte. Les thèses de M. Narayan avaient été évoquées la veille devant le Parlement indien par M. Mohan Dharia, qui a été relevé récemment par Mme Gandhi de ses fonctions de ministre des travaux publics et de la construction. — *(Reuter, A.P., Times.)*

Laos

● M. NICOLAS FIRIOUBINE, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé le mercredi 5 mars à Vientiane, venant de Hanoï. C'est la première fois qu'un ministre d'un pays socialiste visite le Laos depuis la formation du gouvernement provisoire d'union nationale en avril 1974. — *(A.F.P.)*

Liban

● UNE MANIFESTATION DE SOLIDARITE avec l'armée, organisée par les Phalanges libanaises et le parti national libéral de l'ancien président Camille Chamoun, a fait un mort et un blessé le mercredi 5 mars à Beyrouth. La journée de « solidarité » s'est également traduite par la fermeture des magasins des quartiers Est de Beyrouth et l'une partie du centre commercial de la capitale, ainsi que de la Bourse. — *(A.F.P.)*

Union soviétique

● ERNST NEIZVESTNY, le sculpteur du monument funéraire de Nikita Khrouchtchev, a fait savoir, mercredi 5 mars à Moscou, que pour pouvoir émigrer il avait donné sa démission de l'union des artistes soviétiques et reçu en contrepartie la « Kharakteristika », sorte de certificat de bonnes mœurs, indispensable pour la constitution de son dossier. — *(A.F.P.-Reuter.)*

EUROPE

UN HOTEL DE TEL-AVIV

... des événements



M. Shimon Peres affirme que l'écart demeure grand entre les ... israéliennes et égyptiennes

Portugal

Le parti communiste français dénonce les tentatives de « sabotage » de l'expérience démocratique

Le C.D.S. (Centre démocratique et social) et le Parti populaire démocratique (P.P.D., membre de la coalition gouvernementale) ont, chacun de leur côté, lancé des appels aux autorités pour qu'elles empêchent les provocations à leur encontre durant la campagne électorale.

D'autre part, M. Mario Soares a protesté, le 5 mars, contre des informations publiées dans le quotidien « A Capital », accusant le parti socialiste d'être complice d'un projet de coup d'Etat préparé par la C.I.A. avec le concours des ambassadeurs de Washington et de Bonn.

M. Pierre Mendès France, qui achève de son côté une visite au Portugal, a déclaré le 5 mars, à Lisbonne, qu'il avait été particulièrement frappé par l'importance accordée dans le programme économique et social du gouvernement, à la réforme agraire, qui libérera le pays de sa dépendance alimentaire.

Enfin, le parti communiste français vient d'envoyer au Portugal une délégation d'information, présidée par M. René Piquet, secrétaire du comité central.

« *L'expérience en cours au Portugal est un moment important de la lutte des peuples pour leur liberté* », a déclaré M. René Piquet, retour de Lisbonne, à l'occasion d'une conférence de presse que présidait M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, membre du bureau politique du P.C.F. Il convient donc de la suivre « *avec intérêt et sympathie* ». Or, cette expérience, a estimé le représentant du P.C.F., est discréditée aux yeux de l'opinion publique par une « *campagne de presse* » qui tend, en particulier, à travestir le rôle du parti communiste portugais (P.C.P.) « *Les vérités historiques, l'action passée et présente* », l'effort « *passionné du P.C.F. pour renforcer l'alliance du peuple et du mouvement des forces armées* » rendent insupportables, a déclaré M. Piquet, « *les élucubrations anticommunistes* ». Le secrétaire du comité central a, en particulier, contesté toutes les affirmations relatives à « *la domination ou la volonté de domination du P.C.P.* », et les risques de « *dictature et de guerre civile* » qui s'ensuivraient.

Le P.C.P. jouit, certes, dans la classe ouvrière portugaise, d'une « *autorité réelle* », que lui ont valu ses sacrifices passés, mais il n'est nullement « *sur-représenté, tout au contraire, dans les divers organismes de décision* », a déclaré M. Piquet. C'est l'idée d'une domination du P.C.P. sur les organes d'information que le représentant du P.C.F. s'est efforcé, avec le plus de force, de dissiper : « *Aucun quotidien du matin ou du soir — hormis la publication officielle du P.C.P.* Avante, — *aucun hebdomadaire n'est dirigé, de près ou de loin, par un communiste. A l'inverse des autres forces de la coalition gouvernementale, le parti communiste n'occupe aucun poste de direction à la radio ou à la télévision.* » Cette dernière, a remarqué le représentant de la délégation du P.C.F. à Lisbonne, n'était même pas venue à la conférence de presse réunie le 3 mars par M. Alvaro Cunhal pour présenter les candidats communistes aux élections du 12 avril.

« *Dans le nord du pays*, a, d'autre part, déclaré M. Piquet, *là où la présence et la pression des forces réactionnaires fascistes sont pratiquement intactes, les communistes portugais sont chassés, le plus souvent physiquement, des commissions de contrôle électoral. Et ce sont pourtant les communistes qui sont accusés de porter atteinte à la liberté, de préparer un régime totalitaire ! Eux, dont les deux cent quarante-sept candidats aux élections du 12 avril totalisent quatre cent quarante années de prison !* »

Le secrétaire du comité central du P.C.F. a, néanmoins, admis que les informations données par la presse rendaient compte, « *hormis quelques éléments rajoutés ici ou là* », de faits effectivement puisés « *dans la réalité politique portugaise* ».

Le secrétaire du comité central du P.C.F. a, d'autre part, assuré qu'un certain « amalgame » était sciemment pratiqué entre la situation de la gauche en France et au Portugal, tendant à démontrer un prétendu « *durcissement des communistes* ». Mais, là encore, selon M. Piquet, la réalité elle-même peut inviter aux comparaisons : « *Certains leaders de l'Internationale socialiste — comme l'on dit — ont tenu des propos désagréables sur la gauche en France et tiennent, sur le Portugal, des propos de même nature. Ceci ne facilite pas l'union des partis communiste et socialiste dans l'un et l'autre pays.* »

Enfin, M. Piquet a fait un rapprochement entre cette « campagne » — qu'il a nommée un « *sabotage extérieur* » de l'expérience portugaise — et le « *sabotage intérieur* » pratiqué, en particulier, par les entreprises multinationales et des capitalistes portugais, ainsi que par de grands propriétaires terriens du sud du pays.

Le ministre de l'éducation menace de sanctions lycéens et professeurs en grève contre la sélection

De notre correspondant

Lisbonne. — Le lieutenant-colonel Rodrigues da Silva, ministre de l'éducation et de la culture, a lancé, mercredi 5 mars, un ultimatum à propos de la grève qui, depuis une semaine, paralyse plusieurs établissements secondaire au Portugal : « *D'ici deux jours, les cours doivent reprendre normalement*, a déclaré le ministre, *sans quoi lycéens et professeurs manquants s'exposeront aux mesures disciplinaires prévues par la loi.* » Cette grève, a assuré le ministre, est due aux agissements d' « *opportunistes intéressés à travailler le moins possible* ». L'explication aura paru un peu brève aux Portugais. En effet, depuis longtemps, l'inefficacité du ministère de l'éducation est avérée et provoque le désarroi des professeurs et des étudiants. Pas plus l'actuel ministre militaire que son prédécesseur, le civil Magalhaes Godinho, n'ont pu faire évoluer une situation caractérisée, en particulier, par l'opposition entre socialistes et communistes en vue de contrôler ce secteur-clé.

Les maladresses commises, surtout au cours des mois qui ont suivi le 25 avril, n'ont jamais été corrigées : elles auraient même plutôt été aggravées.

Afin de résoudre les difficultés créées par l'organisation des examens au mois de juin dernier, le ministère avait abaissé la moyenne permettant le passage automatique en classe supérieure : en particulier, une moyenne de 12 sur 20 obtenue au cours de l'année était suffisante pour accéder à l'université, sans aucun examen. Résultat : vingt-huit mille nouveaux étudiants, aux portes des différentes facultés, sont venus réclamer des cours qui n'existaient pas, faute de professeurs et de locaux. La réaction du ministère est venue : la première année d'enseignement supérieur a été purement et simplement supprimée. Aux milliers d'étudiants qui se trouvaient désorientés, on a promis un « service civique » (*le Monde* du 31 décembre). Or celui-ci est encore à l'état de projet. Il devait, pourtant, assurer à ceux qui le faisaient une priorité pour les admissions à l'université à la prochaine rentrée. Ce projet de « service civique » a été immédiatement appuyé par les militants de l'U.E.C. (Union des étudiants communistes) et refusé par tous les mouvements d'extrême gauche, qui l'ont considéré comme une solution « *improvisée par la bourgeoisie* » pour entraîner la formation d'une « *main-d'œuvre bon marché dans un pays où il y a deux cent cinquante mille chômeurs* ».

Les difficultés rencontrées en octobre 1974 risquant fort de se reproduire en octobre 1975, le gouvernement a été obligé de remettre en vigueur les moyennes exigées avant le 25 avril pour le passage dans les classes supérieures. La réaction des lycéens ne s'est pas fait attendre, surtout parmi les plus âgés : la perspective de se retrouver derrière des milliers de « *prioritaires* » est encore assombrie par la décision de leur faire passer un examen destiné à « *sélectionner les plus capables* » en fonction du nombre de places disponibles à l'université.

La grève, déclenchée il y a une semaine dans une école située à une centaine de kilomètres de Lisbonne, s'est rapidement étendue à vingt-cinq autres établissements. Très vite, on s'est aperçu que la question des moyennes n'était que le détonateur d'une crise dont les causes sont profondes. Les étudiants sont exaspérés de l'absence de solutions permettant de changer le système d'enseignement archaïque hérité du régime antérieur. Les méthodes, en effet, demeurent sensiblement les mêmes ; les programmes n'ont guère subi de modifications : dans nombre de classes le seul changement est la suppression des textes de propagande salazaristes.

L'attrait éprouvé par une partie importante de la population scolaire pour les organisations politiques d'extrême gauche est indéniable. Cette grève est soutenue par deux mouvements maoïstes — le Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.) et le Parti d'unité populaire (PUP). — fortement implantés en milieu étudiant par le biais du Front révolutionnaire des étudiants portugais et des commissions d'étudiants d'unité révolutionnaire. D'autres partis, comme le Mouvement de la gauche socialiste et la Ligue communiste internationaliste (trotskiste), sans s'opposer à la grève, on adopté une ligne d'action beaucoup plus modérée. En revanche, les étudiants de l'U.E.C. dénoncent les « *extrémistes petits-bourgeois qui entravent l'évolution du processus démocratique portugais* ».

JOSÉ REBELO.

Des dirigeants des pays du Comecon mettent à jour le programme de propagande idéologique

De notre correspondant

Vienne. — Une conférence réunissant des secrétaires du comité central de neuf partis communistes se tient depuis le mardi 4 mars à Prague. Elle devait s'achever ce jeudi. Les neuf partis représentés sont ceux des pays membres du Comecon : Bulgarie, Hongrie, R.D.A., Cuba, Mongolie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Union soviétique. Selon l'agence pragoise C.T.K., les travaux sont consacrés « *à la coopération entre les partis présents et au réveil idéologique dans la situation internationale actuelle* ».

Les rumeurs rapportées ces derniers jours et selon lesquelles l'un des principaux points à l'ordre du jour serait la conférence sur la sécurité européenne, sont à considérer avec prudence, car, s'il en était réellement ainsi, on ne s'expliquerait pas très bien les raisons de la présence à cette réunion de représentants des partis cubain et mongol.

Il semble plutôt que cette rencontre devrait fournir aux partis représentés l'occasion de réexaminer les tâches idéologiques à la lumière des événements internationaux de l'année écoulée. Les réflexions des participants devraient alors s'articuler autour de trois grandes têtes de chapitre :

1) L'état d'avancement des projets de conférences communistes européenne et mondiale; 2) L'évolution de la détente après le « gel » par les Soviétiques de l'accord commercial avec les Américains ; 3) La crise économique mondiale et ses conséquences dans les pays du Comecon.

Après les réunions de Varsovie en octobre et de Budapest en décembre, la préparation de la conférence communiste européenne suit son cours. Du 17 au 19 février, un groupe de travail comprenant les représentants de seize partis (sur un total de vingt-huit) a discuté à Berlin-Est du caractère et du contenu que devrait avoir le document final de la conférence. Selon certaines informations, des divergences assez sérieuses entre les Soviétiques et certains de leurs alliés d'une part, les Yougoslaves, les Roumains et les Italiens d'autre part, seraient apparues.

Ces derniers souhaiteraient que le document final, concret mais non contraignant, soit de nature politique. Les Soviétiques, au contraire, auraient insisté pour élaborer un texte de caractère idéologique pouvant être considéré comme l'appréciation commune des partis européens occidentaux et orientaux de la situation internationale et des perspectives du mouvement communiste.

Les opposants à une telle formule, en particulier les Roumains, font valoir qu'ils n'en voient pas l'utilité puisque chaque parti élabore en toute indépendance sa ligne politique et idéologique. M. Stefan Andrei, secrétaire du P.C. roumain chargé des questions internationales, s'est rendu les 27 et 28 février à Moscou quelques jours seulement après avoir conféré à Prague avec son homologue M. Bilak. Ces derniers entretiens se sont déroulés, a-t-on dit, dans une atmosphère « *franche et fraternelle* », ce qui est le signe de la persistance des divergences.

D'autre part, les partisans de la souplesse craignent sans doute qu'une plate-forme idéologique ne soit un point de départ solide pour les avocats d'ure conférence communiste mondiale. Ce projet a été relancé en janvier par MM. Jivkov et Hussak, premiers secrétaires bulgare et tchécoslovaque lors de la visite faite par ce dernier à Sofia. Ces deux chefs de parti avaient en même temps dénoncé « *la subversion idéologique et l'impérialisme, toutes les formes de l'anticommunisme et le danger du maoïsme* ».

Le refroidissement intervenu en janvier dans les relations soviéto-américaines a montré aux pays du camp socialiste les aléas et la fragilité du processus de la détente. Cependant, après une vague de critiques contre toute une série d'aspects de la politique américaine, une pause est intervenue. Les pays socialistes ont tiré la conclusion de cet « *accident de parcours* » que le processus de la détente n'était pas encore « *irréversible* » et qu'il fallait accentuer l'effort pour éviter tout retour en arrière. Ce thème, qui s'accompagne d'attaques contre « *certains cercles impérialistes et les forces réactionnaires* », devrait continuer à être exploité. Sur le plan européen, les progrès de la conférence sur la sécurité pourraient avoir pour effet de faire diminuer les attaques contre la République fédérale : l'obstination manifestée par cette dernière, notamment au sujet de la question du regroupement des familles, serait à l'origine des critiques de plus en plus vives lancées contre elle ces dernières semaines par le camp oriental.

Les conséquences de la crise mondiale

Mais ce sont peut-être les conséquences de la crise économique mondiale et la récente réforme du système des prix du commerce à l'intérieur du Comecon qui causent actuellement aux idéologues de ces pays les problèmes les plus délicats vis-à-vis de leur opinion publique. Tenant compte de l'inflation mondiale, les Etats membres du Comecon ont, en effet, décidé, en janvier dernier à Moscou, de fixer désormais leurs prix annuellement et non plus, comme c'était le cas jusqu'à présent, pour la durée du plan quinquennal. D'autre part, d'importantes augmentations ont été appliquées dès cette année en particulier pour les matières premières (*le Monde* du 25 février).

Ces mesures réclamées depuis déjà un certain temps par l'U.R.S.S. ont mis ses alliés dans une situation difficile et idéologique. Dans le courant du mois de janvier encore, certains dirigeants de l'Est se félicitaient non sans ostentation du caractère stable des prix dans le Comecon par opposition à l'inflation galopante en Occident. Or, la réforme décidée peu après à Moscou a indéniablement porté un coup sévère à cet argument de la propagande communiste.

Une concertation apparait donc utile afin de présenter sous le meilleur jour possible cette réforme et d'en atténuer les éventuels effets négatifs dans l'opinion publique.

MANUEL LUCBERT.

Allemagne fédérale

APRÈS L'ÉPILOGUE DE L'AFFAIRE LORENZ

Le gouvernement souhaite étendre la compétence de la police judiciaire fédérale

De notre correspondant

Bonn. — Une centaine d'appartements ont été visités, quatre mille automobiles contrôlées, cent soixante-quinze personnes interpellées puis remises en liberté, mercredi 5 mars à Berlin-Ouest, mais malgré plus de trois mille « indices » venus de la population, la police n'a toujours pas de piste sérieuse des ravisseurs de M. Lorenz. Le président de la C.D.U. berlinoise, qui a été détenu près de six jours par un commando se réclamant du Mouvement du 2 juin, n'a pu donner que des indications vagues sur les lieux où il a été enfermé. Il se trouvait dans une cave transformée en cellule, aux murs recouverts de plaques isolantes et équipée d'un mobilier des plus succincts. Quatre mille policiers, dont certains ont été envoyés de République fédérale, participent à Berlin à la plus grande opération depuis la fin de la guerre (1).

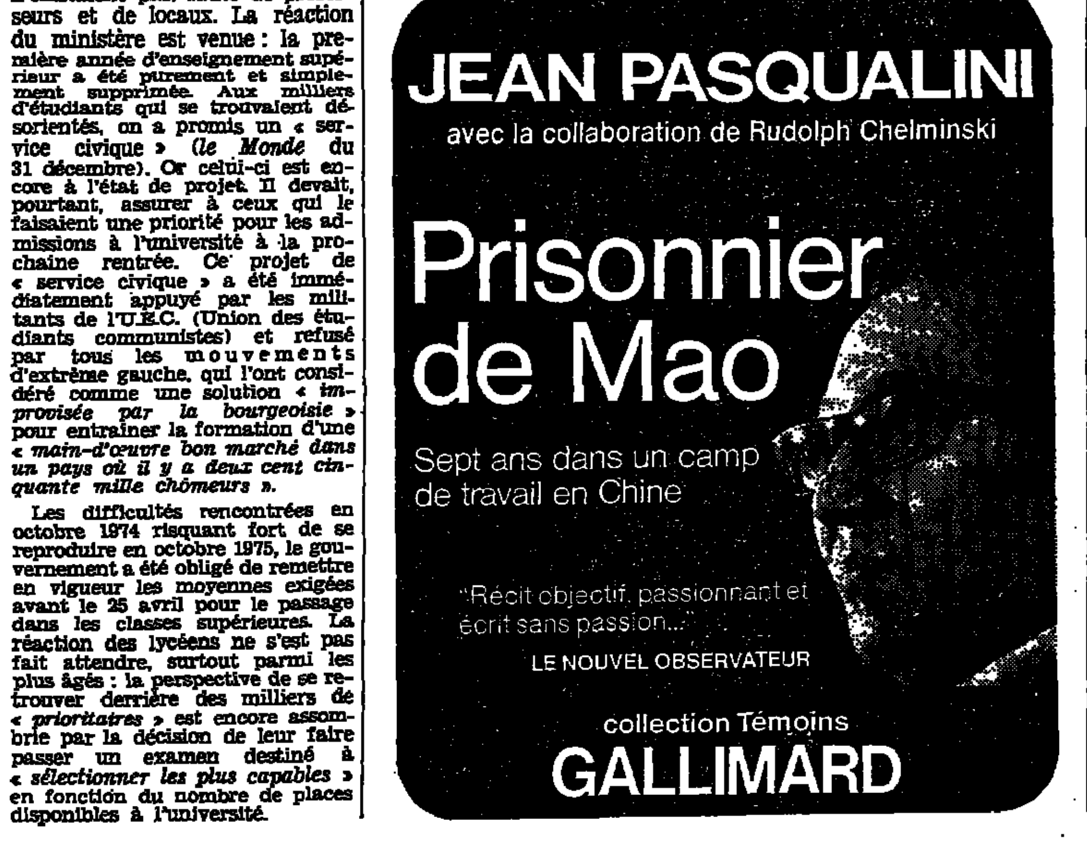
Pendant ce temps, à Bonn, le gouvernement et l'opposition se préparent à faire les comptes. Chacun fourbit ses armes avant le grand débat sur la « sécurité intérieure » prévu pour la semaine prochaine au Bundestag. La coalition libérale-socialiste ne veut pas laisser à la démocratie chrétienne l'exclusivité des appels à la fermeté. Dans une déclaration télévisée, le chancelier Schmidt a promis de « *défendre, avec fidélité aux lois, notre Etat démocratique et, si nécessaire — personne ne doit s'y tromper, — avec toute la fermeté souhaitable* ». Il a également lancé un appel aux partis démocratiques pour que « *la solidarité de tous les hommes politiques manifestée dans l'action ne soit pas oubliée maintenant que Peter Lorenz est libre* ».

Cet appel a peu de chances d'être entendu. M. Strauss espère, dans un télégramme de vœux à M. Lorenz, que « *son destin incitera à prendre la menace au sérieux, à la combattre avec résolution, et non à la négliger comme par le passé* ». Quant à la C.D.U., elle ne veut pas se contenter d'un renforcement des moyens de la police en armement et en personnel, elle souhaite une transformation radicale de l' « *état d'esprit* », un soutien sans réserve de la police, des juges et des procureurs. Elle appelle de ses vœux « *un Etat fort de l'adhésion de tous les citoyens* ».

Le gouvernement réplique que, depuis 1969, les pouvoirs de la police judiciaire fédérale (B.K.A.) ont été augmentés, que ses moyens financiers ont été multipliés par dix, et que les unités de la police des frontières ont été renforcées. Mais que l'efficacité de la police est entravée par la querelle de compétences entre l'Etat fédéral et les Laender. Le gouvernement de Bonn songe, depuis quelque temps, à donner des compétences générales au B.K.A., mais, jusqu'à maintenant, il s'est heurté aux réticences des Laender, même de ceux gouvernés par des coalitions libérales-socialistes. Il pourrait profiter de la situation actuelle pour faire avancer ses projets.

DANIEL VERNET.

(1) La R.D.A. a protesté, dans un communiqué, le 5 mars, contre les opérations de police, notamment dans les gares de Berlin-Ouest dont elle a la gestion.



Tchécoslovaquie

La criminalité a fortement augmenté depuis 1968

De notre correspondant

Vienne. — Les vols de matériel sont l'une des plus grandes plaies des entreprises tchécoslovaques. Une statistique officielle, publiée dans la revue *Socialisticka Zakonnost*, confirme que les crimes « *économiques* » représentent en effet plus du quart de l'ensemble des délits enregistrés annuellement dans le pays.

Ce document permet en outre de constater que la criminalité a très fortement augmenté depuis 1968 : cette année-là, les tribunaux tchécoslovaques n'avaient prononcé que 51 700 condamnations; deux ans plus tard, ce nombre s'élevait à 107 000, et, en 1972, il était de 139 000. En 1973, un progrès a été enregistré, puisque seulement 117 000 délits ont été sanctionnés, mais l'augmentation par rapport à 1968 reste quand même très élevée (+ 120 %).

L'auteur de l'article se félicite cependant de ce signe encourageant noté pour la première fois depuis cinq ans. Ce retournement de tendance serait dû selon lui « *au développement plein de succès de la société* ». Si l'on considère qu'il y a vingt ans le niveau de la criminalité était à peu de chose près le même qu'aujourd'hui (133 600 condamnations en 1952), on est bien obligé de s'interroger sur la valeur d'un tel jugement.

L'article indique aussi que 15 % des délits sont commis par des jeunes. Ceux-ci sont punis pour des motifs souvent futiles. La sévérité des tribunaux n'en est que plus étonnante. C'est ainsi, avons-nous appris, qu'à la fin de 1974 trois jeunes gens appartenant à un groupe musical ont été condamnés à des peines allant de cinq à quatorze mois de prison pour avoir donné un concert sans autorisation dans la petite ville de Budejovice. Les trois musiciens — deux ouvriers et un « sans-travail » — étaient aussi accusés de résistance aux forces de l'ordre.

Quelques mois auparavant sept membres d'une troupe de joueurs de marionnettes avaient subi eux aussi les rigueurs de la loi. Leur « crime » ? Ils avaient osé représenter une saynète dans laquelle un personnage faisait un jeu de mots inoffensif sur le Kremlin. La plaisanterie leur valut des peines de prison allant de neuf mois à deux ans et demi. Apparemment deux ans et demi. Apparemment, les tribunaux tchécoslovaques rêvent toujours de mettre le soldat Svejk aux fers. — M. L.

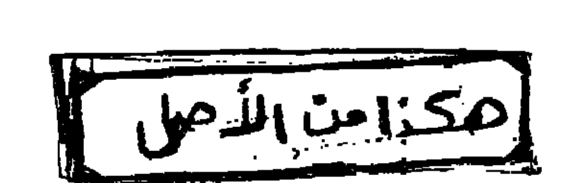
Grèce

Le gouvernement dément la mise en état d'alerte de plusieurs unités

De notre correspondant

Athènes. — C'est avec satisfaction que les Grecs ont enregistré les changements décidés par le gouvernement dans les forces armées. Depuis un certain temps des rumeurs, le plus souvent extragantes ou exagérées, créent dans le pays un climat de nervosité. Mercredi encore il fut question d'un nouvel état d'alerte et d'actes d'indiscipline dans diverses unités (nos dernières éditions du 6 mars). D'autre part, disait-on, les bâtiments de la marine de guerre ancrés à Skaramanga avaient pris le large et les incidents avaient éclaté dans des bases aériennes. Le gouvernement a démenti ces rumeurs et a dénoncé ceux qui s'efforcent d'entretenir le malaise.

Après le vote unanime du Parlement d'une loi sur les promotions le gouvernement peut accélérer la liquidation des séquelles de la dictature dans l'armée. La nouvelle loi permet aux ministres et au conseil supérieur de la défense nationale de juger les officiers des trois armes, indépendamment de leur grade et des commandements exercés, sur le seul critère de leurs qualités professionnelles et de leur loyalisme. Une liste établie par l'Union des avocats démocrates et publiée dans la presse, fait état de deux cent cinquante-huit officiers considérés comme d'irréductibles partisans de la dictature. Une bonne partie d'entre eux seront écartés des forces armées.



مكان الأصل

AMÉRIQUES

L'ARGENTINE VEUVE DE PERON

II. — DROITE, GAUCHE, DROITE...

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Dans l'indifférence apparente d'une majorité de la population, le terrorisme politique est devenu une réalité quotidienne en Argentine (« le Monde » du 6 mars). Les groupes d'extrême gauche y ont leur part ; mais plus inquiétante pour l'avenir paraît l'impunité dont jouissent des groupes para-policiers comme l'Alliance anticommuniste argentine (A. A. A.). Dans ce deuxième article, Jean-Pierre Clerc analyse les origines historiques de la violence actuelle.

Buenos-Aires. — « *Croyez-vous que, pour nous, le gaullisme soit tellement intelligible ?* », répondent fréquemment les Argentins aux Français qui leur font part de leur difficulté à comprendre le « phénomène » péroniste. Sursaut! Les sympathies du colonel Peron n'allaient-elles pas clairement, durant la dernière guerre mondiale, aux régimes fascistes ? Les historiens, pourtant, relèveront des convergences : le thème de l'association du capital et du travail et l'hostilité proclamée aux impérialismes, et notamment à celui des Etats-Unis. Mais, surtout, ils noteront la marque indélébile que l'un *et* l'autre leaders ont posée sur leur pays : l'histoire française la plus récente est quasi inintelligible sans de constantes références à l'homme du 18 juin 1940 : l'Argentine, elle, ne se comprend que si l'on remonte à cette année 1943 où le colonel Peron surgit sur la scène politique.

Juan Peron a su durant les années-clés de 1943 à 1945 accorder aux ouvriers des avantages sociaux si décisifs que trente ans plus tard ils diront encore : « *Jamais nous n'avions si bien vécu.* »

Rien ne prévaudra jamais contre cette conviction : ni les accusations de corruption ou de despotisme lancées contre lui, en particulier après sa chute en 1955; ni les démonstrations imparables des technocrates assurant que, si les énormes réserves de devises amassées par l'Argentine en vendant sa viande et son blé aux pays combattants avaient été utilisées à créer une infrastructure économique, l'Argentine serait aujourd'hui le premier pays latino-américain ; ni la démonstration, facile à fournir (1), que la finalité du *Lider* était le conservatisme social et l'intégration de la classe ouvrière dans un système demeuré fondamentalement capitaliste.

Les ouvriers ont donc, tantôt activement, tantôt avec nostalgie, « *gardé la flamme* » pendant les années d'exil du *Lider*. C'est ce dont s'aperçut, vers la fin des années 60, une jeunesse bourgeoise qui, à l'image de celle des autres pays latino-américains — mais en plus grand nombre qu'ailleurs, compte tenu de l'importance numérique des classes moyennes en Argentine — allait se radicalisant. Pour être « *avec la classe ouvrière* », il fallait être péroniste — quitte à tenter d'infléchir vers *la gauche un mouvement initialement* peu enclin à suivre cette pente.

Ainsi naquit un péronisme fortement teinté de socialisme, dont le théoricien fut John William Cooke : étonnant personnage, longtemps représentant personnel de Peron, que l'invasion de la baie des Cochons trouva en train de défendre le régime castriste les armes à la main ! Pour lui, le péronisme était un mouvement de libération nationale dont la première étape avait été essentiellement anti-impérialiste et dont la seconde serait socialiste. Décédé en 1968, il ne pouvait imaginer le succès que connaîtraient un jour ses écrits, devenus la Bible des péronistes radicalisés.

Ce néo-péronisme capitalise largement le mécontentement contre la dictature militaire qui grandit dans le pays vers la fin des années 60 et explosa lors du *cordobazo* (2). L'état de déconsidération ou de faiblesse où se trouvaient les forces traditionnelles les rendaient, en effet, incapables d'en tirer profit.

Ce péronisme prit plusieurs visages. Syndical, en 1968, avec la C.G.T.A. (C.G.T. des Argentins), dont le secrétaire général, M. Raimundo Ongaro, prônait la lutte des classes — en opposition formelle, d'ailleurs, avec les théories de conciliation des classes dont Peron avait fait la raison d'être de *la C.G.T. Politique : ce fut*, à partir de 1969, le mouvement dit du « péronisme de base », où se retrouvèrent en particulier de nombreux intellectuels. Guérillero, enfin : en 1970 naquirent les *Montoneros*.

Le succès de ce dernier mouvement a été tel qu'il a fini par s'identifier au péronisme de gauche lui-même. Pourtant, au départ les *Montoneros* étaient une douzaine de jeunes gens issus de la droite nationaliste (c'est-à-dire, selon l'acception latino-américaine, hostile à l'impérialisme américain) et catholique, mais influencés par le courant progressiste des prêtres du tiers-monde. Parmi les premiers sympathisants figurent Mario Firmenich, l'actuel leader du mouvement, et la fille d'un officier passé par les armes en juin 1956 pour avoir trempé dans un complot: le général Valle. Le « pacte du sang » entre ces jeunes gens sera, d'ailleurs, l'exécution, en 1970, du général Aramburu, artisan des répressions anti-péronistes de 1955-1957. Le nom du mouvement a été choisi en référence aux *montoneras*, ces bandes de gauchos, qui, au siècle dernier, appuyaient les *caudillos* en lutte contre le pouvoir central.

La croissance du mouvement fut très rapide. Moins de trois années après la fondation, les *Montoneros* — à la tête d'un Front d'organisations telles que la Jeunesse péroniste, la Jeunesse universitaire péroniste, les Jeunes Travailleurs péronistes, le Mouvement d'assistance aux bidonvilles, etc., — pouvaient compter sur la sympathie active de plus de cent mille jeunes gens, agissant, eux, en principe, par des voies exclusivement pacifiques. En 1973, les *Montoneros* se voyaient grossis par l'entrée dans le mouvement des FAR (Forces armées révolutionnaires), un groupe de guérilla d'idéologie marxiste.

La commune de Buenos-Aires

Depuis son exil de Madrid, le général Peron — ce tacticien de génie — était bien évidemment conscient que la radicalisation de la jeunesse était un atout capital pour lui dans sa lutte contre les militaires pour revenir au pouvoir. D'autant plus que la C.G.T. — *qui aurait dû être son* bras séculier en Argentine — était tentée de le mettre sur la touche et de faire du « *péronisme sans Peron* » en allant « à la soupe auprès des militaires ». Aussi, encourageait-il ses *muchachos*, leur donnant clairement à entendre que, s'il avait vingt ans, lui aussi serait *montonero*. Les années 1969 à 1972 verront ainsi la multiplication des occupations temporaires de localités, des attaques de casernes, de commissariats et autres lieux publics, des enlèvements de personnalités, des insurrections locales, etc., auxquels les groupes marxistes, comme l'E.R.P. prenaient largement leur part.

Les opposants illégaux au régime militaire bénéficient à cette époque de la complicité plus ou moins active de larges couches de la population, traditionnellement péronistes, comme les ouvriers, ou plutôt hostiles à Peron, comme les intellectuels ou la petite bourgeoisie. Celle-ci, très touchée par la crise économique, est politiquement disponible. Elle est privée, depuis la dissolution des partis en 1966, de canaux légaux d'expression. Elle découvre, d'autre part, près de quinze ans après la chute de Peron, les mérites du *Lider*. N'avait-il pas, en son temps, favorisé le développement d'une industrie légère nationale qui l'a enrichie ? Et ne serait-il pas, en ces temps troublés, le plus sûr rempart contre le communisme montant ?

La guérilla et les syndicats « *combatifs* », qui multiplient les grèves, ont ainsi été le fer de lance de la résistance à la dictature militaire. Leurs actions n'ont pas peu contribué à convaincre le général Lanusse, chef de l'Etat à partir de 1971, qu'il était indispensable de réintégrer le péronisme dans le jeu politique — ne fût-ce que pour dégonfler la « *baudruche* ». Ainsi furent décidées les élections de 1973.

Néanmoins, le général Peron lui-même ne serait pas admis à s'y présenter. *Celui-ci, au cours* d'une brève « opération-retour », en novembre 1972, choisit son candidat : contre le souhait des hiérarques de la C.G.T. — décidément trop compromis avec les militaires — il désigna Hector Campora, fidèle entre les fidèles, au point, estiment maints Argentins, de n'être qu'une transparence, une ombre portée.

Sous la direction des *Montoneros*, la jeunesse péroniste se mobilisa corps et âme pour « faire la campagne » d'Hector Campora. Elle fut bien la seule : les syndicalistes, eux, boudaient. Contrairement aux espérances du général Lanusse, le candidat péroniste fut élu, et triomphalement : au premier tour.

Le 25 mai 1973, jour de la prise des fonctions officielles d'Hector Campora, la capitale argentine est en délire. Nul ne s'y trompe : avec le nouveau président — dont les deux fils sont, d'ailleurs, *Montoneros* — c'est bien la gauche qui a pris le pouvoir. Le slogan « patrie socialiste » l'emporte, ce jour-là, sur la « patrie péroniste » scandé par les justicialistes « orthodoxes ». L'histoire retiendra aussi que deux signatures sont apposées à côté de celle du président Campora sur l'acte officiel de prise de fonctions : celles d'Osvaldo Dorticos, chef de l'Etat cubain, et de Salvador Allende.

Rien ne paraît ce jour-là pouvoir endiguer la « *tendencia revolucionaria* », comme l'on désigne les *Montoneros* et les « *péronistes de base* ». Brocardés, bousculés, injuriés, les militaires ne peuvent pas organiser leur défilé. Couronnement de cette journée : plusieurs milliers de jeunes gens se dirigent vers la prison de Villa Devoto où environ six cents « politiques » sont incarcérés. La pression de la foule est telle qu'on les libère sur-le-champ. L'amnistie viendra après !

La gauche péroniste compte également des parlementaires ; plusieurs gouverneurs sympathisent avec elle ; elle envahit littéralement l'Université ; les journaux révolutionnaires fleurissent. Et qui s'inquiéterait qu'au sein d'un gouvernement finalement bien dosé — il l'avait été à Madrid ! — figurât, déjà, un ministre nommé José Lopez Rega ? « *Jamais la gauche n'avait eu autant de pouvoir en Argentine qu'au cours des quelques semaines de la présidence Campora* », assure un sympathisant aujourd'hui bien déconfit. « *En Europe*, ajoute-t-il, *vous avez mal perçu l'ampleur de ce succès. Confondant les sympathies originelles de Peron pour l'Axe et la nature profonde du mouvement qu'il a suscité, vous en êtes restés à l'équation simpliste : péronisme égale fascisme.* »

« *Ce fut en somme*, commente un autre sympathisant de la tendance, *avec toute son improvisation et son enthousiasme, la Commune de Buenos-Aires.* » Avec toute sa brièveté aussi.

Le 20 juin 1973, le *Lider* rentre. Des centaines de milliers d'Argentins sont massés pour l'accueillir. Avant l'arrivée de son avion, une fusillade éclate sur le chemin de l'aérodrome. Guet-apens monté par des ultras du péronisme « *orthodoxe* » ? Officiellement, nul ne le sait : si enquête il y a eu, ses résultats n'ont jamais été publiés ! Des dizaines de militants de la gauche péroniste furent abattus. Au jeu tragique du « qui a commencé », c'est de ce jour-là que la *tendancia revolucionaria* date le début de la violence qui endeuille aujourd'hui le pays.

Isabel, la clé de voûte

Trois semaines plus tard, Hector Campora, *à la demande* de Peron, démissionne. La gauche perd une bataille. Aujourd'hui, maints péronistes de gauche assurent que, dès cette époque, ils ont compris que la partie était perdue. Sur le moment, pourtant, on note surtout que Peron, candidat à la présidence pour la troisième fois en vingt-huit ans, refuse de trancher entre la droite et la gauche lors d'un acte capital pour un homme âgé de soixante-dix-huit ans : le choix d'un vice-président. Finalement, ce sera sa femme. « *Peron-Peron* », l'association est, comme l'on dit en Argentine, « transparente » : elle n'avantage, semble-t-il, aucun des clans du péronisme.

Le 23 septembre 1973, le *ticket Peron-Peron* est élu, avec 62 % des voix. C'est l'unanimité enfin retrouvée. Mais le surlendemain, José Rucci, secrétaire général de la C.G.T., le plus solide pilier du péronisme orthodoxe, est assassiné par les *Montoneros*. L'Argentine retombe de haut.

Le nouveau président use d'abord de modération avec la jeunesse — cette fraction du mouvement qui, comme lors de ses deux premières présidences, lui échappe. Il se garde bien, en particulier, de procéder à une remise en ordre brutale de l'Université. Mais le dialogue se tend peu à peu. Le 1er mai 1974, le *Lider* accable les dizaines de milliers de *Montoneros* rassemblés sur la Plaza de Mayo, de paroles irréparables : « *Mercenaires imberbes, imbéciles infiltrés par le marxisme.* » Ceux-ci replient leurs banderoles et s'en vont : la moitié de la place reste vide. La rupture est consommée.

Dès après l'assassinat de Rucci, la violence civile avait repris. Les enlèvements, les occupations de lieux publics étaient surtout le fait de la gauche. Les deux ailes rivales se partageaient assez équitablement les assassinats et les attentats à la bombe.

Le 1er juillet 1974 Juan Domingo Peron « *cessait d'être* », comme disent les Argentins. Pour voir, une minute, le cercueil contenant les restes mortels du président, une foule innombrable, silencieuse, transie, éplorée, devait attendre deux jours et demi sous la pluie. Cependant, tout ce qui compte dans le pays d'hommes politiques, de militaires, de syndicalistes, de représentants des grands intérêts économiques fait serment, sur la dépouille du *Lider*, d'œuvrer de toutes ses forces au maintien d'un régime constitutionnel péniblement retrouvé.

Dans ses habits de deuil, Isabelita paraît bien frêle, pour une charge si écrasante. Elle n'a, apparemment, ni l'abattage ni la fibre politique de celle dont elle a d'abord cherché à imiter l'allure, avant d'y renoncer pour en faire, plutôt, une sorte de modèle mystique, une image tutélaire : Evita, la précédente épouse de Peron, la « *madone des sans-chemise* ». (3).

On se rassure comme l'on peut à Buenos-Aires. La présidente n'a-t-elle pas appris la politique sous la houlette d'un grand homme ? N'a-t-elle pas été chargée par son mari, du temps de l'exil, de plusieurs missions ? Et depuis son élection comme vice-présidente, n'a-t-elle pas été l'ambassadeur itinérant du général ? « *Elle a été danseuse* », rappellent les perfides. Oui, répondent les autres, mais dans un spectacle *folklorique*. Elle paraît, au total, très « *convenable* ». « *Moins populacière que ne l'était Evita* », tranche-t-on dans les quartiers chics. Toujours très digne, avec son chignon bien tiré et ses tailleurs stricts, sans clinquant, sans chiqué, n'est-elle pas une image de cette petite-bourgeoise argentine dont certains observateurs assurent qu'elle constitue... 90 % de la population !

On se rappelle opportunément qu'Isabelita a, elle aussi, été élue par près de 62 % des voix en septembre 1973. Et puis elle s'appelle Peron. Cette « *faible femme* », comme elle se qualifie elle-même, cette veuve qui fond fréquemment en larmes, d'énervement, lors de ses apparitions publiques, fait donc clairement figure, dans ces premiers jours de juillet où l'Argentine se retrouve veuve de Peron, de clé de voûte du système institutionnel. Car, sinon, qui, quoi, quelles nouvelles aventures pour le pays ? Lanusse, Campora, Lastiri, — président intérimaire, — Juan *Peron, Isabel, cinq chefs d'Etat* en treize mois, l'histoire va-t-elle continuer à ce rythme de république tropicale ?

Mais sitôt Juan Domingo Peron mort, une silhouette jusque-là demeurée dans l'ombre saute littéralement sur le devant de la scène : celle de M. José Lopez Rega, ministre du bien-être social et de la santé publique et secrétaire privé de la présidente. Et de quelle façon ! Deux heures après que celle-ci eut annoncé officiellement la mort de Juan Peron, le ministre apparaît sur le petit écran pour... confirmer l'événement.

Avec Isabelita, le jeu constitutionnel serait, un temps au moins, préservé. Mais avec M. Lopez Rega, l'équilibre difficilement maintenu depuis des lustres, grâce au génie conciliateur de Juan Peron, entre les factions adverses du justicialisme était définitivement rompu au profit de la droite la plus extrême.

Prochain article :

M. LOPEZ REGA DEVANT LES « GROSSES BÊTES »

(1) Voir, à ce sujet, l'ouvrage de M. Luis Mercier Vega, *Autopsie de Peron*. Editions Duculot. 208 pages, 35 francs.

(2) Cette révolte, qui laissa, durant plusieurs heures, la ville de Cordoba aux mains d'étudiants et d'ouvriers, les 29 et 30 mai 1969, est un peu considérée comme le « mai 1968 » argentin.

(3) Littéralement, « *descamisados* », c'est-à-dire les indigents, « *ceux qui n'ont pas de chemise* ». *Dans la foule* qui, le 17 octobre 1945, s'était mobilisée pour réclamer la libération du colonel Peron arrêté par ses collègues inquiets de sa popularité, nombreux étaient ceux qui, en raison de la chaleur, s'étaient mis « en bras de chemise ». Eva Peron *s'empara* de ce jeu de mots comme d'un slogan.

IVE DE PERON

CHE. DROITE...

LA SITUATION AU CAMBODGE NE CESSE DE SE DÉGRADER

Le pont aérien de Phnom-Penh est menacé par le feu des Khmers rouges

De notre envoyé spécial

Phnom-Penh. — Après avoir imposé, le mercredi 5 mars, la fermeture au trafic civil de l'aéroport international de Pochentong — le seul lien entre la capitale cambodgienne et l'extérieur, — les Khmers rouges ont paru proches de réaliser leur objectif : interrompre le pont aérien avec Phnom-Penh.

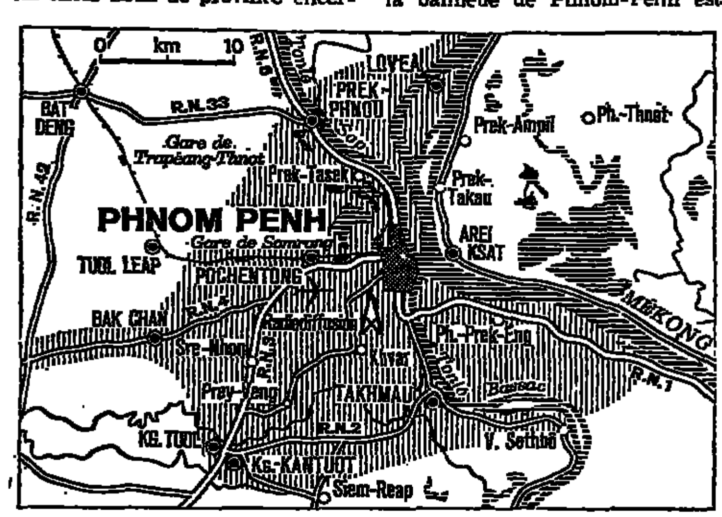
Pendant deux heures, mercredi après-midi, les DC-8 et les C-13 ont suspendu leurs vols, après qu'une roquette de 107 millimètres eut endommagé un DC-8. Ce dernier a toutefois pu regagner Saigon par ses propres moyens et les vols ont repris jeudi normalement, selon l'ambassade américaine. Mais les vols des nombreuses compagnies locales sont arrêtés. Le trafic de passagers entre Phnom-Penh et les chefs-lieux de province encerclés, ainsi que le ravitaillement de ceux-ci en produits alimentaires et en armes et munitions, ne sont plus possibles. Ces villes, déjà isolées, risquent ainsi de connaître une pénurie croissante, à moins que des vols n'aient lieu au départ de Kompongsom (l'ancien Sihanoukville), le seul port en eau profonde que les Républicains tiennent encore.

Est-ce parce que la population et les troupes de ces enclaves craignent d'être abandonnées que le général Sosthène Fernandez, commandant en chef républicain, a cru nécessaire, le 3 mars, de publier un « *ordre du jour numéro 10* » dans lequel il affirmait : « *Pour moi et mes proches collaborateurs, j'affirme solennellement que nous ne vous abandonnerons pas. Nous restons avec vous...* » ? Ou bien est-ce parce que des rumeurs de départ de hauts responsables continuent de circuler avec insistance ?

Toujours est-il que la fermeture de l'aéroport, cible favorite des roquettes des Khmers rouges, n'est pas faite pour remonter le moral de la population. Le personnel civil avait déjà, depuis mardi, refusé à plusieurs reprises d'effectuer certaines opérations, en particulier le ravitaillement en carburant des appareils. Les formalités d'immigration, voire d'embarquement, seront transférées en ville en cas de réouverture de la piste. Ce secteur de la banlieue de Phnom-Penh est devenu de loin le plus dangereux. Les roquettes y pleuvent par dizaines chaque jour. Le marché de Pochentong, plusieurs fois atteint, est désert depuis plus d'une semaine. Les voitures accélèrent au maximum quand elles le traversent. Les passants qui s'y risquent courent. Des civils ont été tués, des véhicules atteints.

Pour remédier à cette situation précaire, les forces du maréchal Lon Nol ont lancé une nouvelle opération de dégagement, cette fois au nord de la route n° 4, vers Tuol-Leap, à une dizaine de kilomètres au nord de l'aéroport. Elle semble jusqu'à présent être la réplique de celle entreprise il y a quelques jours au sud de la même route (*le Monde* du 6 mars). Les forces républicaines vont y jeter, à défaut de soldats, blindés, avions, hélicoptères, artilleries et bombes. Mais elles n'auront pas les effectifs pour poursuivre un éventuel avantage ou pour réoccuper le terrain.

PATRICE DE BEER.



La partie de la carte en grisé présente, de façon nécessairement approximative, le territoire tenu par les troupes de Phnom-Penh autour de la capitale. Toutes les voies de communication sont coupées, y compris la RN 4, à l'ouest du secteur délimité par la carte. Les Khmers rouges attaquent de tous côtés, même si le front sud est jusqu'à présent plus calme que les autres. Les républicains ont perdu la semaine dernière Tuol-Leap, position-clé défendant l'aérodrome de Pochentong. C'est dans cette direction qu'une offensive a été lancée, jeudi 6 mars, afin de protéger la piste d'atterrissage des tirs de canons.

Pour renforcer l'aide à Saigon

LA BANQUE MONDIALE VA ORGANISER UNE RÉUNION A MANILLE

La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement poursuivent dans la plus grande discrétion leurs efforts en vue de mettre au point une aide occidentale à Saigon. Une réunion est prévue en juin, à Manille, à cet effet. Alors que, au cours de la réunion qui s'est tenue à Paris en octobre 1974, seuls deux pays — les Etats-Unis et le Japon — s'étaient en fait montrés ouvertement partisans de créer un groupe de coordination en faveur de Saigon, les deux banques sont décidées à aller de l'avant.

La France n'est pas favorable à la multiplication de l'assistance, et le Canada se montre très réservé.

D'autre part, la Banque mondiale a proposé l'attribution d'un fonds spécial pour l'aménagement de la vallée du Mékong : elle fournirait 15 millions de dollars. Un total de 45 millions à 50 millions de dollars devrait être réuni, la participation de Saigon étant largement majoritaire.

Nous apprenons aussi que, toujours à Manille, les deux banques internationales organiseront en avril une réunion consacrée à l'aide au Laos.

Il est en tout cas remarquable que, une fois encore — comme ce fut le cas en octobre 1973 et en octobre 1974 — ces réunions, placées sous les auspices de la Banque mondiale, sont censées se tenir dans le secret alors qu'elles engagent, sur le plan financier et surtout sur le plan politique, des gouvernements qui, de leur côté, n'informent pas leur Parlement. La question se pose aussi de savoir dans quelle mesure le plan de M. Kissinger est conforme à l'accord de Paris sur le Vietnam. — J. D.

Les déclarations du prince Norodom Sihanouk

(Suite de la première page.)

Nous nous trouvons dans le grand salon où, naguère, le chef de la résistance intérieure, M. Khieu Samphan, avait tenu une conférence de presse pour marquer sa première sortie des maquis. Le portrait de M. Mao Tse-toung côtoie celui du prince. Le chef du FUNC a retrouvé la gaieté qu'avaient ébranlée il y a quelque quinze mois ses différends avec certaines fractions de la résistance intérieure.

« Avec musique, fleurs et chansons... »

« *D'ailleurs*, ajoute-t-il, *vous devez vous mettre dans l'ambiance du Cambodge. Entre nous soit dit, les Cambodgiens sont des ultras opportunistes. Pires que les Thaïlandais ! Au moment de la victoire, ils jureront fidélité à Khieu Samphan et aux Khmers rouges. Tout va se terminer par une kermesse, avec musique, fleurs et chansons. C'est comme cela que ça se passera, et ces propos des congressistes américains sur le bain de sang ne sont pas sincères. En réalité, ce à quoi les Etats-Unis ne peuvent pas se résoudre, c'est à perdre le Cambodge, car, selon la fameuse théorie des dominos, ils voient derrière cet échec la menace de leur élimination progressive dans la région. Après la victoire au Cambodge, la Thaïlande perdra son rôle de base pour l'agression américaine en Indochine. Les bases en Thaïlande alimentent le budget de Bangkok et font vivre du monde, des serveurs d'hôtels aux masseuses pour soldats. Alors, la Thaïlande connaîtra des difficultés. Notre victoire encouragera là-bas les maquisards et fera de même avec ceux du Laos. Notre neutralité ne veut pas dire qu'au Vietnam nous resterons neutres à l'égard de Nguyen Van Thieu. On se solidarisera de multiples façons avec le peuple frère du Vietnam. Ensuite, Singapour, la Malaisie et l'Indonésie vont s'agiter de proche en proche, puis les Philippines, Taïwan et la Corée... Le bain de sang ? C'est déjà fait. Rappelez-vous, dans les premiers jours, les tueries de Vietnamiens et la répression lonnollienne, puis l'arrivée des troupes de Saigon, puis, après la signature des accords de Paris et, jusqu'au 15 août 1973, les pilonnages de B-52.*

» On nous reproche les roquettes qui tombent sur Phnom-Penh. Il faut vous dire que, bien que les approvisionnements soient réguliers, le Vietnam du Nord n'a pas assez de camions, si bien que nous ne disposons pas de rampes de lancement normales. Nous en fabriquons avec des bambous : ce sont des équipements de fortune, sans plus. Après le tir, nous déguerpissons au plus vite, pour éviter le bombardement. De vraies rampes à fusées seraient d'ailleurs dangereuses, parce qu'elles nous feraient repérer. Il y a ainsi des accidents. Mais nos objectifs sont uniquement des objectifs militaires. »

Soudain, le visage du prince se durcit : « *J'ai dit que ça finirait en kermesse, oui, mais à une condition : c'est que les Etats-Unis ne s'en mêlent pas, qu'ils n'encouragent pas les Phnom-Penhois à résister jusqu'au bout. Parce que nous ne garantissons plus rien. Si on nous tire dessus, on ne pourra pas ne pas riposter. Alors, je dis : toutes les nouvelles aides que Washington apportera à l'armée lonnollienne équivalent à autant d'huile jetée sur les flammes de la guerre. Que l'Amérique suspende son aide et les gens de Phnom-Penh vont tourner casaque. Le congrès du Kampuche a annoncé qu'il voulait établir des relations avec les Etats-Unis. Ceux-ci n'auront même pas besoin de fermer leur ambassade. Ils doivent aussi se rendre aux réalités. L'avenir du pays appartient aux Khmers rouges. Comme la Chine du début de 1949 passait inéluctablement dans les mains de Mao Tsé-toung. La Maison Blanche finira par traiter avec les Khmers rouges, comme elle a dû traiter avec les Chinois. Notre victoire est inévitable pour la fin de cette année, et les Américains devraient fonder leur diplomatie sur cette réalité. Mais, si le Congrès vote les nouveaux crédits — à vrai dire, ces 222 millions de dollars ne représentent pas une grosse somme, et ils ont déjà dépensé 7 milliards de dollars, mais c'est le geste qui compte — alors, nous les jugerons sur leurs intentions. Cela voudra dire qu'ils veulent nous éliminer à tout prix et ils perdront toute chance de s'entendre avec les Cambodgiens avant longtemps, dix ou vingt ans peut-être, alors qu'ils pourraient tout de suite normaliser la situation aux applaudissements du monde entier qui se réjouirait de voir une épine de moins sur cette planète, qui en compte tant aujourd'hui.* »

Le prince termine sa phrase les mains jointes devant la poitrine, comme pour le salut khmer, pour nous prier de bien prendre note de ses paroles et en souligner le sérieux. Il ajoute : « *Ils peuvent nous envahir une fois de plus, nous ferons face. Nous sommes prêts même à d'éventuels bombardements atomiques. Mais je ne crois quand même pas qu'ils tenteront une nouvelle aventure.* »

Tout le bruit fait sur les difficultés du régime de Phnom-Penh n'a-t-il pas pour but d'exercer une sorte de chantage sur le Congrès pour le contraindre à voter les crédits demandés? « *Non, je ne crois pas*, dit le prince, *la situation nous est réellement très favorable. Lon Nol ne dispose plus de réserves. En revanche, nous avons des hommes, des cadres nombreux, des troupes d'élite aux effectifs importants. Nous pouvons nous attaquer à de grosses agglomérations, comme nous l'avons fait ces derniers jours. Les hommes passent de notre côté, les femmes et les enfants partent pour Phnom-Penh comme « réfugiés ». Nous n'avons pas autant de morts que le dit l'ennemi. Ieng Sary* (conseiller spécial du chef de la résistance intérieure), *qui revient du front, m'a encore affirmé :* « Nous savons mieux nous » défendre qu'autrefois contre les » attaques aériennes, les mitrail- » lages et les bombardements. » Comme nous combattons de » près les « lonnoliens », ceux-ci » ne peuvent nous bombarder de » peur de frapper leur propre » camp. » *En fait, si les Etats-Unis suspendaient leur aide, la victoire finale serait une question de jours.*

« Chef d'État à vie »

» A mon avis, la victoire est probablement pour la fin de cette année, c'est une très grande probabilité. Un tournant psychologique va se produire, et les Cambodgiens vont se mettre à appeler Khieu Samphan. »

Qu'en est-il des relations avec les Khmers rouges, que le prince considère visiblement comme les maîtres du pays, les détenteurs de la seule autorité ?

« *La tension dont nous avions autrefois parlé*, rappelle le prince, *s'est beaucoup atténuée. A vrai dire, plus ça va, plus ils sont gentils. A mesure que les années passent dans la résistance commune, leur estime pour moi grandit. Ieng Sary m'a dit ces jours-ci que je serai chef d'Etat à vie, qu'il fallait que je m'intéresse aussi aux affaires intérieures, ce que j'ai refusé catégoriquement. Chat échaudé... En réalité, je m'occuperai des relations inter-étatiques, des contacts avec la presse. A cinquante-deux ans, j'ai l'intention de passer agréablement le reste de ma vie.*

» Bien sûr, je rendrai visite à mes compatriotes mais, le reste du temps, je me promènerai à travers le monde. S'agissant des relations internationales, j'aurais tendance à être plus réservé que les Khmers rouges, qui se disent prêts à tendre la main à tout le monde. Il faut être prudent dans les embrassades.

« *Notre aide, en temps de paix, nous l'attendrons surtout de la Chine, de la Corée, de pays comme la Yougoslavie et la Roumanie, sans doute aussi de gouvernements arabes comme la Libye et l'Algérie, voire de la France et de la Suède et aussi du bloc soviétique. Mais, dans ce dernier cas, il faudrait que celui-ci se rapproche du modèle chinois.* »

En fin d'entretien, le prince affirme son intérêt pour les problèmes de stratégie militaire. L'année dernière, il aurait fortement suggéré aux Khmers rouges de concentrer leurs efforts pour fermer la voie d'approvisionnement du Mékong, et l'idée porte ses fruits aujourd'hui.

Mais le prince a encore le temps, à Pékin, de s'adonner à ses activités artistiques traditionnelles. A l'issue de l'entretien, il nous remet deux disques. Titre de la pochette : « *Musique et chansons de S.A.R. le prince Norodom Sihanouk du Cambodge. Nouveau, 1975.* »

ALAIN BOUC.

(1) Le second congrès national du Cambodge s'est tenu les 24 et 25 février sous la direction de M. Kieu Samphan. Le communiqué contenait notamment une liste de sept personnalités de Phnom-Penh dont les Khmers rouges veulent l'élimination (N.D.L.R.).

Le département d'État affirme qu'il a tenté à plusieurs reprises d'entrer en contact avec le GRUNC

Le département d'Etat a rendu publique mercredi 5 mars une déclaration énumérant les diverses tentatives faites au cours des dernières années par les Etats-Unis en vue d'ouvrir des négociations destinées à régler le conflit cambodgien.

La déclaration dit tout d'abord que les Etats-Unis « *continuent à œuvrer pour une solution de compromis au Cambodge fondée sur les principes suivants :*

» 1) Les Etats-Unis appuieront toutes négociations que les parties en cause au Cambodge sont elles-mêmes disposées à appuyer ;

» 2) Les Etats-Unis accepteront tous résultats éventuels de ces négociations qu'accepteraient les parties en cause ;

» 3) Aux yeux du gouvernement américain, les personnalités en cause ne feront pas elles-mêmes obstacle à un règlement quelconque. »

Selon ce texte, c'est au cours de l'été 1973 que les efforts américains sont apparus les plus « *prometteurs* », mais, précise la déclaration, « *juste au moment où il semblait qu'on approchait d'une phase sérieuse, ces efforts ont été réduits à néant par l'arrêt forcé des bombardements aériens votés par le Congrès* ».

Le document énumère les tentatives, également sans succès, de prises de contact avec l' « *autre côté* » cambodgien opposé au régime de Phnom Penh :

— Octobre 1974 : L'idée d'une conférence internationale sur le Cambdoge est évoquée avec deux pays, non identifiés, ayant des relations avec le camp dirigé par le prince Sihanouk.

— Novembre 1974 : Les Etats-Unis indiquent avec précision à un gouvernement entretenant des relations avec le GRUNC leur volonté de voir se réaliser un compromis au Cambodge dans lequel tous les groupes auraient pu jouer un rôle.

— Décembre 1974 : Les Etats-Unis tentent d'entrer en contact avec les communistes khmers par l'intermédiaire d'un pays neutraliste.

— Décembre 1974 et début de janvier 1975 : Les Etats-Unis acceptent de participer à une initiative pour ouvrir un dialogue à Pékin avec le prince Sihanouk. Mais celui-ci, après avoir d'abord accepté de recevoir un émissaire, revient sur sa décision.

— En février 1975, un « contact direct » entre le prince Sihanouk et les Etats-Unis est encore tenté sans succès : divers gouvernements ayant des intérêts dans la région et des relations avec d'autres gouvernements soutenant le GRUNC sont mis au courant des efforts américains.

D'autre part, M. Schlesinger, secrétaire à la défense, a confirmé mercredi l'envoi dans le golfe de Thaïlande du porte-hélicoptères *Okinawa* ; les « marines » interviendraient en dernier ressort pour évacuer les quelque quatre cents Américains présents à Phnom-Penh si le pont aérien ne pouvait plus fonctionner.

Une intervention militaire américaine au Cambodge serait illégale, encore que M. Schlesinger ait parlé de l'existence de « *contengency plans* » (plans pour toute éventualité), nous indique à ce propos notre correspondant à Washington. La Maison Blanche espère toujours un revirement du Congrès en faveur de son projet d'aide supplémentaire au régime de Phnom-Penh et continue de penser que, si le régime Lon Nol « tenait », une situation serait créée qui contraindrait le GRUNC à la négociation.

● A SAIGON, indique l'agence Kyodo, le président Thieu a déclaré mercredi que ses forces n'envahiront pas le Cambodge en cas de chute de Phnom-Penh.

● A PHNOM-PENH, M. Long Boret, premier ministre du gouvernement républicain, a déclaré mercredi : « *Nous ne capitulerons pas (...). Nous sommes tous prêts à démissionner, mais nous n'agirions ainsi que si nous avions l'assurance que cela conduirait à la paix.* »

PENDANT SON VOYAGE AU JAPON

M. Mitterrand s'est employé à faciliter un rapprochement des formations de gauche

M. François Mitterrand a regagné Paris ce jeudi 6 mars au terme de la visite qu'il vient de faire au Japon. « Je crois, a-t-il déclaré à son arrivée à l'aérodrome de Roissy-en-France, que ma présence aura pu servir à rapprocher les socialistes et les communistes japonais. »

De notre correspondant

Tokyo. — La querelle entre socialistes et communistes, qui risque de faire perdre à la gauche le poste de gouverneur-maire de Tokyo (*le Monde* du 18 février 1975), a maintenant des chances d'être réglée par un compromis de dernière heure. L'un des hommes qui aura contribué au raccommodement aura été M. Mitterrand qui vient de terminier ici une visite courte mais remarquée.

Ses entretiens ont été dominés en grande partie par un problème urgent. Le gouverneur-maire actuel, M. Minobe, d'obédience socialiste, pourra-t-il revenir sur sa décision de ne pas se représenter aux élections municipales du 13 avril ? Il faut que la solution intervienne dans les jours qui viennent. Si M. Minobe persiste à renoncer, le gouvernement de la capitale reviendra à un « jeune turc conservateur », M. Ishihara, que la gauche accuse de tendances fascistes.

M. Mitterrand, dans cette première visite au Japon, était l'hôte non du parti socialiste, mais de la Fédération des maires progressistes du Japon, et de son président et animateur, M. Asukata, maire de Yokohama, récemment élu vice-président du parti socialiste japonais (*le Monde* du 24 décembre 1974). Les hôtes de M. Mitterrand comptaient sur sa présence et ses conseils, sur le symbole d'union de la gauche qu'il incarne à leurs yeux, pour remettre en selle M. Minobe et faire pencher la balance en faveur d'un compromis entre socialistes et communistes.

Au cours de toutes ses conversations avec les représentants des divers partis et tendances de gauche, le premier secrétaire du P.S. s'est fait l'avocat vigoureux de l'union des forces populaires. En France, le parti socialiste, disait-il devant la presse japonaise, ne se dispute pas avec le parti communiste, même s'il est vrai que le parti communiste se dispute avec le parti socialiste. « *Il est bon de discuter*, ajoutait-il, *mais pendant ce temps-là ce sont les autres qui gouvernent. Discutons donc, mais gouvernons aussi.* »

Le gouverneur Minobe voudra-t-il et pourra-t-il suivre ce bon conseil ? Il faut encore qu'il parvienne à résoudre le difficile problème qui l'oppose aux communistes, et dont M. Mitterrand ne s'est pas occupé : celui des « Burakumin », victimes d'une discrimination sociale qui les apparente aux parias de l'Inde, avec cette différence qu'ils sont beaucoup moins nombreux.

Les états-majors socialiste et communiste japonais se sont montrés, jusqu'à présent intransigeants, mais un mouvement populaire qui s'amplifie en faveur du maintien de M. Minobe et la perspective du drame que serait pour la gauche la perte de la mairie de Tokyo, livrée à la droite sans combat, font que les pronostics penchent maintenant vers une réconciliation.

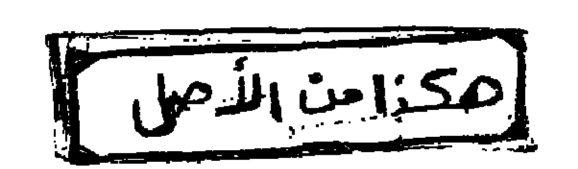
La visite de M. Mitterrand aura au moins été l'occasion de ce que ses interlocuteurs appellent « *un petit événement historique* ». Lors du dîner donné en son honneur par M. Asukata, se sont réunis autour du visiteur des personnages politiques venant de tous les horizons de l'opposition. Cela ne s'était jamais vu. Ils étaient vingt-quatre, du parti démocrate-socialiste, généralement exclu de ce genre de réunion comme trop centriste et trop complaisant pour la droite, jusqu'au parti communiste, en passant par le parti bouddhiste et par la fraction de droite du parti socialiste.

Il faut savoir à quel point le jeu des factions empoisonne la vie politique japonaise, même à gauche, pour mesurer la portée de l'événement. « *Depuis la guerre*, disait un des assistants, *c'est la première fois que cela nous arrive, la première fois que nous sommes tous ensemble pour une réunion amicale, pas seulement tous les partis, mais toutes les tendances des partis. Nous sommes tous également surpris et réjouis du miracle.* »

ROBERT GUILLAIN.







مكرامن الأصل

AFRIQUE

Le Maroc à l'heure de l'union nationale

IV. — TECHNOCRATES ET HOMMES D'AFFAIRES

Dans ses précédents articles (« le Monde » des 4, 5 et 6 mars), Paul Balta, après avoir montré comment Hassan II a repris la situation en main, et avoir analysé la partie qui se joue entre le souverain et l'opposition, a examiné les progrès et les faiblesses de l'agriculture. Il évoque aujourd'hui les problèmes du développement industriel et les choix auxquels le pays est confronté.

De notre envoyé spécial PAUL BALTA

Safi. — Située à mi-chemin de Casablanca et d'Agadir — à laquelle elle a ravi le titre de premier port sardinier du monde, — la ville de Safi, sur la côte atlantique, est en train de devenir un des pôles industriels du pays. Son plus beau fleuron est Maroc-Chimie I, fabrique d'acide phosphorique, terminée en 1960, que tout le monde appelle M.-C.I.

Face à l'océan, les cheminées fument jour et nuit. Les imposantes installations, étalées sur quelque 150 000 m2, paraissent cependant modestes comparées aux 400 000 m2 sur lesquels s'édifient Maroc-Chimie II et Maroc-Phosphore I. Des grues s'affairent là où s'élevait une colline de déchets; des bulldozers creusent, défoncent, égalisent dans un grand vacarme, tandis que des ouvriers mettent la dernière main à une série de bâtiments, contrôlent l'étanchéité des bacs de stockage, ou montent des usines de traitement, véritable labyrinthe de canalisation. M.-C. II doit être terminé fin 1975, de même que la première tranche de M.-P. I, dont l'achèvement est prévu pour fin 1976. Lorsque M.-P. II aura été réalisé, un an plus tard, à l'échéance du plan quinquennal, la production globale d'acide phosphorique, d'engrais et de produits secondaires exportables représentera onze fois celle de la première usine.

« Nous consommerons alors 5 200 000 tonnes de phosphates au lieu de 520 000 actuellement. Quant au gisement de Youssoufia — à 80 kilomètres d'ici — qui nous alimente, sa capacité d'extraction passera de cinq à dix millions de tonnes », nous dit l'ingénieur en chef des techniques. Le directeur de la firme espagnole Fosforico, concurrente mais néanmoins amie, qui visite le chantier avec nous, ne cache pas son admiration : *« Je ne pensais pas que les travaux étaient aussi avancés. Vous êtes en avance sur les prévisions... C'est impressionnant de penser que dans deux ans le Maroc produira 1 360 000 tonnes d'acide phosphorique, soit 360 000 de plus que la France... En 1977, Safi disposera donc du plus grand complexe de P 205 réalisé dans le monde. »* L'ingénieur marocain qui nous guide, un ancien de l'X, commente : *« J'aurai pu vous donner moi-même ces précisions, mais il est toujours gênant de tresser ses propres lauriers... »* Modestie et pudeur, voilà deux autres traits du caractère marocain.

Directeurs et ingénieurs, sortis des grandes écoles françaises, se plaignent de manquer de cadres moyens, de contremaitres et d'ouvriers qualifiés. Des écoles de formation ont été créées, mais n'aurait-il pas fallu s'en préoccuper plus tôt, et les prévoir en plus grand nombre, non seulement pour répondre aux besoins du secteur chimique, mais des autres projets industriels prévus par le Plan ?

A Rabat, M. Bencheikh, secrétaire d'Etat au Plan, nous avait brossé une fresque des transformations attendues dans les sept régions économiques. Nous en avons eu une illustration sur place. Ainsi, dans la province de Safi, qui compte 704 327 ruraux et 193 619 citadins, les ports d'Essaouira (ex-Mogador), célèbre pour ses marqueteries, et de Djorf-Sfar doivent être agrandis, tandis que sont prévus, ou déjà en chantier, des conserveries, des entrepôts frigorifiques, une cimenterie, etc.

Le « ventre du Maroc »

Au-dessus, au nord-ouest, le Gharb (Kenitra) sera couvert d'un réseau d'une vingtaine de petits barrages, qui s'ajouteront à deux grands, ceux d'Idriss I, en construction, et du Mjara, en projet. La plaine marécageuse du Gharb, ravagée par les inondations, qui ne compte actuellement que 56 000 ha cultivés, en aura 90 000 à la fin du Plan, et 230 000 en 1985. Elle sera alors le « ventre du Maroc ».

La région du sud (Tarfaya-Ouarzazate-Agadir) est un pôle touristique. Cette dominante est équilibrée par les périmètres irrigués et les usines de traitement du poisson (Agadir est le deuxième port de pêche, après Safi).

A l'intérieur, la province orientale (Oujda-Figuig), qui s'étire le long de la frontière algérienne, sera animée par le complexe sidérurgique du port de Nador, destiné à devenir la « fenêtre du Maroc » sur la Méditerranée. Un périmètre irrigué de 60 000 ha, artère nourricière de la région, sera doté d'une deuxième usine de sucre, tandis qu'une cimenterie est déjà en cours de construction, en association avec l'Algérie. En revanche, le projet algéro-marocain de gazoduc dort toujours dans les cartons, alors que le gaz est essentiel pour la sidérurgie. Il en est de même pour l'oléoduc qui devrait fournir le pétrole indispensable au complexe chimique de Safi pour la fabrication d'engrais azotés.

La cinquième région, au centre-ouest, est délimitée par Casablanca, métropole des affaires, Beni-Mellal, province agro-industrielle, et Khouribga, capitale du phosphate et principal fief de l'O.C.P. (Office chérifien des phosphates), qui emploie vingt-deux mille agents et produit, sur l'ensemble du territoire, 30 millions de tonnes environ vendues quelque 63 dollars la tonne. Le prix de ce minerai ayant doublé en juillet 1974, sa part dans les exportations du pays est passée de 21 % à 50 % et les impôts versés par l'O.C.P. à l'Etat, qui étaient de 403 millions de dirhams en 1974, s'élèveront à 2 350 millions de dirhams en 1975 (+ 483 %).

Le centre-sud (Meknès-Kenitre-Ksar-Es-Souk) est consacré à l'industrie de transformation (confection, frigorifiques, tannerie, etc.), tandis que les projets agricoles se développent sur le plateau de Meknès, jusqu'ici négligé. Les autorités parlent périodiquement des schistes bitumineux fort abondants, susceptibles de fournir du pétrole et d'assurer la création d'emplois. Mais jusqu'ici rien n'a été entrepris.

Dernière région, celle du centre-nord (Fes-Taza-Hoceïma), dont la tradition commerciale et artisanale sera complétée par une nouvelle ressource : le tourisme de montagne et le ski, à Taza.

L'hémorragie des cadres

Seul l'Etat a la puissance de mener à bien de telles entreprises. Mais ces dernières ne risquent-elles pas d'être limitées, compromises ou retardées, le Plan n'étant pas impératif mais simplement indicatif ? *« On fait ce qu'on peut, alors que, dans un pays en voie de développement dont les structures sont encore fragiles, des contraintes sont indispensables, et seule une attitude volontariste au niveau du pouvoir peut avoir un effet d'entrainement »*, disent les meilleurs économistes marocains. En outre, le problème des cadres est des plus préoccupants : nombre d'entre eux passent dans le secteur privé, ou gagnent l'étranger, ceux qui sont au service de l'Etat étant pour leur part souvent « neutralisés ».

Un cadre supérieur d'une trentaine d'années, fiché par la police pour avoir milité dans le syndicalisme en Europe, nous disait : *« Mon ambition était de servir l'Etat. Il aurait fallu, une fois mes études terminées, que je fasse acte d'allégeance. Cela, finalement, ne m'aurait pas trop gêné. Une chose m'a retenu : au poste que j'aurais occupé, j'aurais été amené à entériner des décisions techniques que je n'approuve pas parce qu'elles ne servent pas toujours l'intérêt général. Pire, j'aurais été entraîné, par un jeu complexe de solidarités administratives, à fermer les yeux sur des actes de corruption. Alors, je suis entré dans une « boite » privée. Je gagne très bien ma vie, mais je m'ennuie. »*

Des mesures ont été prises pour combattre la corruption. Mais, nous disait le directeur d'*Al Alam*, *« quatre personnalités ont bénéficié d'une grâce amnistiante, et on parle d'en libérer d'autres »*. De son côté, *Maghreb-Information* expliquait récemment qu'à la suite de ténébreuses tractations, le bois marocain serait destiné à une fabrique de pâte à papier plutôt qu'à une usine d'aggloméré qui aurait couvert la quasi-totalité des besoins du pays et évité d'onéreuses importations...

Ces problèmes sont vivement ressentis par la nouvelle génération, comme nous avons pu le constater au cours d'un déjeuner-débat organisé par un membre de la jeune chambre économique. Une dizaine de personnes, Arabes et Berbères, fonctionnaires, technocrates et industriels, ont discuté pendant quatre heures avec passion de l'avenir du pays. *« Depuis dix ans*, dit l'un, *nous n'avons pas de stratégie du développement. » « Le dynamisme des milieux d'affaires est certain, mais il fait illusion*, ajoute une autre. *D'aucuns affirment que les technocrates qui quittent l'Etat pour le privé demeurent au service du Maroc. C'est vrai à condition de préciser que cette mutation entraine un changement de perspective et que nous risquons de passer d'une économie de développement à une économie de marchands. »* Plusieurs soulignent que la matière grise, pourtant abondante au Maroc, est négligée, voire stérilisée.

« On prétend que les Soussis (Berbères du Souss) *se méfient des Fassis* (Arabes de Fès), affirme un des participants. *C'est faux. Les uns et les autres pâtissent des mercantis des deux camps, et l'affairisme de la minorité soussi leur apparait comme un « néo-fassisme ». Les vieilles rivalités régionales n'ont plus de sens aux yeux des jeunes : ils réclament une action concertée à l'échelle nationale et la mise en place de structures modernes. »*

A qui profite la croissance ?

Pour M. Abdelaziz Benjelloun, directeur de l'O.D.I. (Office de développement industriel), la marocanisation a été bénéfique, parce qu'elle a obligé les Marocains à faire prospérer des entreprises qui stagnaient, et à acquérir une pugnacité qui leur faisait défaut au lendemain de l'indépendance. Il faut posséder des usines qui marchent, et fabriquer des produits qui soient concurrentiels, explique-t-il. Mais l'opposition rétorque que le secteur privé, auquel on a lâché la bride, recherche le profit maximum dans le minimum de temps, et n'investit pas dans les industries de base. Elle regrette aussi que l'Etat n'ait pas créé un plus grand nombre de « *fers de lance* », comme l'O.D.I., l'O.C.P., la Direction des mines, l'O.N.T. (Office national des transports). *« De plus*, nous dit Mᵉ Bouabid, *pour l'U.S.F.P., croissance ne signifie pas nécessairement développement, et il convient de se demander à qui elle profite. On dit que le revenu par tête est de 1 250 DH par an, mais c'est une moyenne, et beaucoup de citoyens ne l'atteignent pas. »*

Professeur d'économie à l'université et membre du bureau politique du Parti du progrès et du socialisme, M. Belal souligne que les investissements dans l'industrie sont insuffisants et précise qu'une enquête réalisée en 1969 par le ministère intéressé avait révélé que l'investissement net — une fois soustraits les 203 millions d'amortissements — n'atteignait que 102 millions de DH, soit 0,7 % du revenu national. La situation s'est depuis quelque peu améliorée, « *mais*, dit-il, *l'Algérie investit cinq à six fois plus que le Maroc* ».

Le Dr Mohamed Benhima, ministre d'Etat chargé de la coopération et de la formation des cadres, signale un phénomène qui peut contribuer à redresser la barre. Depuis un an environ, des sociétés allemandes et accessoirement françaises ont tendance à « exporter » des usines au Maroc plutôt qu'à « importer » de la main-d'œuvre. L'opposition ne semble pas hostile à un tel renversement, mais elle se demande s'il s'accompagne d'un réel transfert de technologie. En outre, le capital étranger ne risque-t-il pas, en investissant directement ou en s'associant aux hommes d'affaires locaux, d'infléchir les choix économiques dans un sens qui lui est favorable, et d'exercer ainsi une mainmise invisible mais réelle sur les secteurs vitaux du pays ? C'est pourquoi l'U.N.F.P. de M. Abdallah Ibrahim réclame la nationalisation du commerce extérieur, des banques, des assurances, des grandes sociétés de production industrielle, des mines, du réseau de distribution des principales matières premières, ce qui suppose une profonde réforme des structures.

A travers toutes les questions qu'ils se posent et les situations contradictoires qu'ils vivent, les Marocains cherchent à assumer à la fois leur passé et la nation moderne qu'ils veulent édifier. Dans cette quête, le Maroc a renoué avec l'Orient arabe, dont il avait été coupé par la colonisation, mais depuis l'indépendance, reconquise il y a près de vingt ans, il ne s'est jamais voulu aussi proche de la France et de l'Europe. Ce n'est sans doute pas le moindre paradoxe de ce pays de contrastes. Il est vrai qu'en arabe Maroc se dit *Maghreb*, et que *Maghreb* signifie Occident. Au-delà des problèmes intérieurs, la grande question que se posent les Marocains est de savoir si les pays d'Afrique du Nord parviendront à pousser assez loin leur coopération, voire à s'unir, pour peser d'un plus grand poids, et être le trait d'union entre l'Europe, l'Afrique noire et l'Orient arabe.

FIN.









LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le « sommet » franco-africain a été retardé de vingt-quatre heures

De notre envoyé spécial

Bangui. — La longue série de quiproquos, d'ordres et de contrordres, de projets et de contre-projets qui se succédaient depuis le début de la semaine à propos du « sommet » de Bangui est vraisemblablement close. Du moins y voyait-on plus clair ce jeudi matin 6 mars. Le calendrier des manifestations prévues dans la capitale centrafricaine a été bouleversé. L'ouverture de la conférence regroupant les chefs d'Etat africains et le président de la République française, prévue ce jeudi matin à 10 heures, a été reportée au lendemain, ce qui a contraint à modifier le programme de la visite officielle de M. Giscard d'Estaing en République Centrafricaine.

Ces changements ne semblent pas avoir affecté la bonne humeur du président de la République, qui était particulièrement détendu mercredi soir, et a paru apprécier les entorses faites au protocole au cours des premières heures de son séjour.

M. Abelin devait s'entretenir ce jeudi matin avec M. Potolot, ministre centrafricain des affaires étrangères. Un déjeuner devait avoir lieu à la résidence de l'ambassadeur de France, regroupant, autour de MM. Abelin et Fourcade, plusieurs chefs d'Etat africains, les ministres des affaires étrangères et les ministres des finances (ceux-ci devaient en outre se réunir dans l'après-midi).

Le président Houphouët-Boigny, de Côte-d'Ivoire, a joué un rôle de premier plan pour concilier les impératifs des uns et des autres, après que le président Bongo, du Gabon, eut annoncé qu'il ne pouvait arriver à temps à Bangui, en raison de sa participation à la conférence de l'OPEP, à Alger.

Arrivé à Bangui, mercredi à 15 h. 20, M. Giscard d'Estaing a été accueilli par le maréchal Bokassa, tandis que la foule, dont les aspects multiples évoquaient divers âges de l'humanité, manifestait bruyamment son enthousiasme.

Les gardes républicains en veste blanche, pantalon noir et burnous rouge, les parachutistes — hommes et femmes — en tenue « léopard », les hôtesses d'accueil en robe longue vert d'eau et les majorettes en bottes, jupe blanche et casaque bleu ciel, qui agitaient en cadence des drapeaux tricolores, évoquaient l'Europe et l'Amérique de 1975.

Avec les casques plats des policiers, identiques à ceux des « Tommies » de la première guerre mondiale, on effectuait déjà un premier retour en arrière. La photographie du président Bokassa en tenue de maréchal, qui, devant la terrasse de l'aéroport, faisait face à celle de M. Giscard d'Estaing faisait penser aux fastes de l'Empire.

L'Afrique traditionnelle était la plus séduisante. Des danseuses frappaient le sol en levant les bras au ciel. Des guerriers rythmaient des danses sauvages en faisant teinter les sonnailles qui entouraient leurs mollets. De petits hommes sombres, portant des barbes postiches en poils de singes, trépignaient en poussant des cris gutturaux...

Le président de la République devait, en compagnie du maréchal Bokassa, quitter la capitale centrafricaine ce jeudi dans la matinée pour la région de Ndélé, réputée pour la richesse et la variété de sa faune. M. Giscard d'Estaing a précisé lui-même mercredi, après la réception organisée à l'ambassade de France, qu'il avait déjà séjourné à trois reprises à titre privé dans le pays avant d'accéder à la présidence, ajoutant : *« Je connais la République Centrafricaine, mais les Centrafricains ne me connaissaient pas encore. »*

Le retour du président français est prévu pour vendredi en fin de matinée à Bangui où il a convié à déjeuner les chefs d'Etat africains. Pour ce voyage en province, il ne devait, en principe, être accompagné d'aucun de ses proches collaborateurs. Peut-être mettra-t-il à profit ce déplacement pour se livrer à la chasse aux fauves, l'un de ses passe-temps favoris.

PHILIPPE DECRAENE.

BONJOUR, MONSIEUR LE PRÉSIDENT A VIE...

« Bonjour monsieur le président à vie, salut terre d'Afrique, salut à vous, Africaines et Africains qui êtes les amis de mon cœur et que je suis venu visiter chaque fois que j'ai pu le faire », a déclaré M. Giscard d'Estaing, de la tribune dressée sur la piste de l'aéroport de Bangui.

« Salut République Centrafricaine, placée au centre du continent maternel, et qui en rassemble les courants et les forces.

» C'est un grand jour pour moi, que celui où je peux vous apporter non seulement mon salut personnel, mais le salut de la France, dont je suis le président. (...)

» Croyez bien, monsieur le président à vie, mon cher parent (1) *et ami, que la France ressent profondément cette solidarité envers la République Centrafricaine qui, sous votre autorité, s'est engagée dans une action en profondeur de développement économique, culturel et humain. »*

Le maréchal Bokassa, qui était habillé en civil, a remis au président Giscard d'Estaing le diplôme de citoyen d'honneur de la R.C.A. *« Vous êtes la première personnalité étrangère à être investi de ce diplôme »*, a-t-il déclaré. — *(A.F.P.)*

(1) Le maréchal Bokassa avait déclaré lundi qu'il recevrait M. Giscard d'Estaing « comme son frère ».

Éthiopie

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN PLAIDE POUR LE MAINTIEN DE L'AIDE MILITAIRE A ADDIS-ABEBA.

M. Edward Mulcahy, qui occupe provisoirement les fonctions de sous-secrétaire d'Etat pour les affaires africaines, en attendant que la nomination de M. Davis soit confirmée par le Congrès, a déclaré, mercredi 5 mars, à la Chambre des représentants, que les pays d'Afrique noire qui ont exprimé leur préoccupation devant le risque d'une désintégration de l'Ethiopie ne comprendraient pas que les Etats-Unis renoncent à leurs livraisons d'armes à Addis-Abeba.

A Addis-Abeba, les manifestations de mercredi, organisées par le conseil militaire pour exprimer le *« soutien du peuple éthiopien »* au programme de réforme agraire, ont rassemblé, selon les observateurs, entre cent mille et trois cent mille personnes. Devant l'ancien palais Ménélik, où est détenu Hailé Sélassié, des groupes de manifestants ont demandé que l'ancien empereur soit pendu. — *(Reuter.)*

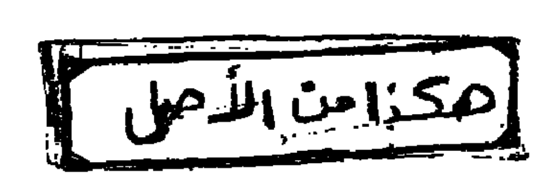
Rhodésie

LE PRÉSIDENT KAUNDA ADRESSE UN AVERTISSEMENT A M. IAN SMITH

Le président zambien Kenneth Kaunda a adressé le mercredi 5 mars un sévère avertissement à la Rhodésie à la suite de l'arrestation du révérend Sithole, leader de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) (*le Monde* des 5 et 6 mars). Au cours d'un toast qu'il prononçait en l'honneur du roi des Belges et de la reine Fabiola, en visite officielle en Zambie, le président Kaunda a déclaré que *« la lutte armée doit être la réponse, logique et justifiable, apportée à l'oppression armée d'une petite clique d'extrémistes et de fascistes blancs »*. *« Si la route conduisant à des changements pacifiques est coupée*, a-t-il ajouté, *nous n'aurons d'autre choix que de soutenir la lutte armée des mouvements de libération en Afrique australe. »*

● A DAR-ES-SALAAM, le comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a déclaré avoir appris avec *« stupéfaction »* la *« lâche arrestation »* de M. Sithole, et accusé le *« régime minoritaire raciste et illégal de M. Ian Smith »* de vouloir délibérément entraver les tentatives faites pour introduire la règle de la majorité dans le pays.

● A SALISBURY, les huit députés indépendants (les seuls qui n'appartiennent pas au Front rhodésien de M. Ian Smith) ont condamné l'arrestation de M. Sithole. Ce dernier ne peut, pour l'instant, recevoir aucune visite. — *(Reuter, A.P.)*



POLITIQUE

L'U.D.R. souhaite une relance ponctuelle de l'économie

M. Jacques Chirac, premier ministre, a reçu mercredi 5 mars à l'hôtel Matignon MM Claude Labbé et Max Lejeune, respectivement présidents des groupes U.D.R. et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux, et M. Roger Chinaud, qui sera candidat à la présidence du groupe des républicains indépendants. L'entretien a porté sur l'activité économique, l'emploi et le chômage partiel. Le Premier ministre s'est notamment engagé à développer davantage les aides particulières de l'Etat en faveur de certaines entreprises en difficulté, après examen des cas particuliers.

Par ailleurs, le bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, réuni sous la présidence de M. Claude Labbé, s'est félicité que le gouvernement — comme le groupe l'avait déjà demandé au premier ministre — ait pris certaines mesures pour lutter « *contre le chômage invisible* », c'est-à-dire le chômage partiel. « *Toutefois*, a précisé M. Labbé, *les mesures prises s'attaquent aux effets et non aux causes.* » Le bureau du groupe, en conséquence, a adressé un nouvel appel au gouvernement pour qu'il procède « *à une relance ponctuelle de l'économie en apportant une aide adaptée à chaque entreprise, car le développement du chômage partiel risque d'aboutir dans quelques semaines à un accroissement du chômage complet* ».

Le bureau a également demandé aux syndicats patronaux et ouvriers de se hâter de conclure l'accord qui permettra aux mesures gouvernementales d'entrer en application. M. Labbé a indiqué que ses amis avaient exprimé leur satisfaction de voir le président de la République, au cours du conseil des ministres de mardi, réaffirmer la nécessité d'une défense indépendante. « *Les députés U.D.R.*, a ajouté M. Labbé, *approuvent cette orientation sans en être surpris.* »

M. René Tomasini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, a présenté un exposé sommaire des principaux projets législatifs qui viendront à la session de printemps qui s'ouvre le 2 avril. Trois textes concernant les femmes apportent des modifications au code de la famille, au code du travail et au statut des fonctionnaires pour rapprocher leur situation de celle des hommes. Un texte relatif à la santé concerne les laboratoires d'analyses et les produits cosmétiques. Le projet de loi relatif au divorce sera également examiné. Enfin, d'autres textes *concernent le statut du fermage*, le remembrement et la modification de la procédure et du droit pénal.

La réforme de l'enseignement, préparée par M. Haby, pourrait ne pas venir à cette session. M. Robert-André Vivien, député du Val-de-Marne, a demandé qu'un débat soit organisé sur les problèmes de la presse française, et M. Couve de Murville, député de Paris, ancien premier ministre, a demandé un débat sur la politique étrangère. M. Claude Labbé a indiqué que le bureau du groupe avait « *réaffirmé son désir d'obtenir une représentation équitable de tous les groupes politiques* » au bureau de l'Assemblée nationale et aux bureaux des commissions parlementaires, qui doivent être renouvelés au début de la prochaine session. M. Bernard Pons, député du Lot, a été chargé d'animer, au sein de l'U.D.R., un groupe d'étude sur les problèmes de l'industrie pharmaceutique.

LE MOUVEMENT CONSTITUE UNE « ÉQUIPE NATIONALE DE JEUNES »

L'« Equipe nationale des jeunes U.D.R. » a tenu sa première réunion mercredi, à Paris, sous la présidence de M. Robert Grossmann, délégué national à la jeunesse.

Cette « équipe » est ainsi composée :

Délégués à l'animation : MM. Alain Aubert, Alain Vignaux et Jean-Luc Mahiette.

Délégués aux études et propositions : MM. Jean-Baptiste Carpentier et Paul Valli.

Délégué aux relations internationales : M. Michel Barnier.

Délégué aux relations avec la presse : M. Paul Colin.

Problèmes de loisirs, sports et culture : M. Didier Chinardet.

Chargés de mission régionaux : MM. Yves Leguy, Pierre André, Patrick Lecointe et Bernard Bruno.

Des délégués départementaux ont été désignés.

[La création de cette « équipe nationale » animée par M. Grossmann, ancien président fondateur de l'U. J. P., est en contradiction avec les déclarations antérieures de M. Grossmann lui-même et des nouveaux dirigeants de l'U. D. R., qui ne voulaient pas que se reconstitue un mouvement de jeunes gaullistes et qui affirmaient que ces derniers devaient être intégrés dans le mouvement adulte et y acquérir des responsabilités. Cette structure nouvelle a pour objectif d'attirer les jeunes militants qui sont demeurés à l'Union des jeunes pour le progrès *malgré la rupture totale intervenue* entre cette formation et l'U. D. R.]

M. COUVE DE MURVILLE : l'U.D.R. est le seul parti populaire de la majorité.

M. Maurice Couve de Murville, au cours d'un dîner-débat organisé au Plessis - Robinson (Hauts-de-Seine), le 5 mars à l'initiative de M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a affirmé que « *la majorité ne présente aucun signe de désagrégation à vue humaine* ». S'étant félicité de la « *reprise en main du grand mouvement politique* » qu'est l'U.D.R. par M. Chirac, l'ancien premier ministre a estimé que cela ne pouvait pas constituer « *une solution définitive* ».

Selon M. Couve de Murville, « *la re-vie de l'U.D.R. correspond à l'intérêt national car elle est le seul parti populaire de la majorité* ». Il a ajouté :

« *Les républicains indépendants, qui font actuellement un gros effort pour devenir un grand parti à la place d'un parti de notables, ne seront pas capables de prendre le relais de l'U.D.R. en tant que parti populaire.* »

En ce qui concerne les centristes, ils sont un « *conglomérat de petits groupes qui ont perdu leur raison d'être depuis leur ralliement au pouvoir* ».

● *Une délégation du Mouvement national des élus locaux* a été longuement reçue, mercredi 5 mars, par M. Jacques Chirac. MM. Pierre Carous, sénateur (U.D.R.) du Nord, maire de Valenciennes, président du mouvement, André Voisin, secrétaire général (que dans nos dernières éditions du 6 mars nous avons confondu avec son homonyme, député d'Indre-et-Loire), André Mignot, sénateur (R.I.) des Yvelines, maire de Versailles, Gilbert Gauer, maire de Meudon, Marcel Martin, maire de Nancy, René Bayet, adjoint au maire de Lyon, et Jean Valleix, député (U.D.R.) de la Gironde, ont exprimé les soucis des communes en ce qui concerne les finances locales. M. Chirac a indiqué qu'un projet de loi sur ce sujet pourrait être présenté à la session parlementaire d'automne.

Le congrès du mouvement se tiendra du 11 au 13 avril à Mâcon.

LES RELATIONS ENTRE LE POUVOIR ET LE PARTI COMMUNISTE

M. Georges Marchais n'envisage pas de se rendre à l'Elysée

En se faisant recevoir par M. Gaston Defferre à la mairie de Marseille, jeudi 27 février, le président de la République avait placé le parti socialiste en porte à faux. M. Giscard d'Estaing vient de réussir une opération analogue au détriment des communistes en invitant M. Georges Marchais et une délégation d'élus du P.C.F. à l'Elysée. Le chef de l'Etat a en effet répondu favorablement, mercredi 5 mars, à une demande d'audience que lui avait adressée, le 17 février, M. Fiszbin, député de Paris, au nom des élus communistes de la capitale.

Ces élus souhaitent entretenir le président de la République de la politique économique et déclarent refuser l'austérité. Compte tenu du caractère des préoccupations exprimées par les élus communistes parisiens, qui entrent d'ailleurs dans le cadre d'une campagne nationale du P.C.F., *M. Giscard d'Estaing* se montre habile en proposant de débattre de ces questions avec les principaux dirigeants du parti communiste, et en particulier avec M. Marchais.

Certes, après avoir accepté au mois d'août dernier le principe de tels entretiens, le secrétaire général du P.C.F. les a depuis formellement récusés aussi bien le 25 octobre à la tribune du vingt et unième congrès de sa formation que le 3 mars au micro de France-Inter. Cette attitude avait contraint les socialistes à refuser eux aussi de se rendre à l'Elysée, en dépit du fait que M. Mitterrand soit favorable au principe de telles rencontres. Il avait d'ailleurs annoncé qu'il en susciterait s'il était élu président de la République.

Le refus de principe des communistes, confirmé le 6 mars par M. Georges Marchais, devient beaucoup plus difficile à justifier à partir du moment où eux-mêmes multiplient les demandes d'audience auprès du président de la République mais aussi du premier ministre et du ministre d'Etat ministre de l'intérieur. Les élus communistes ont, ces derniers jours, multiplié les délégations de routine devant les ministères et, mercredi, fort habilement, M. Chirac leur a ouvert sa porte. En dépit des attaques que le premier ministre vient d'adresser au P.C.F. à propos de la situation dans les usines Renault, M. Ballanger s'est entretenu avec lui une heure durant, déclarant même à la sortie que les communistes reviendraient « à chaque fois qu'ils auront quelque chose à demander pour les travailleurs ».

Dès lors, quand deux heures plus tard le président de la République leur propose de poursuivre le débat engagé avec le pouvoir, l'attitude de refus paraît contradictoire avec les démarches du P.C.F. A moins de considérer que l'on se compromet à l'Elysée et non à Matignon.

THIERRY PFISTER.

M. Chirac a reçu une délégation du P.C.F.

Une délégation du groupe parlementaire communiste s'est présentée dans l'après-midi du mercredi 5 mars à l'hôtel Matignon et, alors qu'elle n'avait pas de rendez-vous, a été reçue pendant près d'une heure par M. Jacques *Chirac*.

Avec cette délégation de onze parlementaires, dirigée par M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, un petit garçon de dix ans, Eric, fils de Mme Jacqueline Chonavel, député, maire de Bagnolet, s'est retrouvé dans le bureau du premier ministre.

A la sortie, M. Robert Ballanger a constaté « *un désaccord fondamental sur l'analyse de la situation et les remèdes à y apporter* ».

« *Nous avons*, a-t-il dit, *proposé une relance économique de la consommation intérieure, notamment pour les travailleurs, et nous avons constaté, sur ce point, que nous étions en désaccord avec le premier ministre.* »

Au sujet de l'aide aux chômeurs, M. Ballanger a ajouté que le versement de 90 % du salaire brut promis aux salariés licenciés pour raison économique, ne touchera que quelque cent mille travailleurs, et que l'aide au chômage partiel était tout à fait insuffisante.

Le président du groupe communiste a remis un mémoire au premier ministre dans lequel se trouvent récapitulées les mesures sociales et de lutte contre le chômage préconisées par le P.C.F. Il a, en outre, demandé que l'ouverture de la session parlementaire soit avancée au début mars (au lieu du 2 avril), mais le premier ministre a refusé.

M. Ballanger a conclu : « *Le premier ministre nous a dit, sans doute par courtoisie, qu'il avait été heureux de nous voir. Nous reviendrons donc à chaque fois que nous aurons quelque chose à demander pour les travailleurs.* »

M. LEROY : une campagne anticommuniste.

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du parti communiste, a répondu mercredi 5 mars aux déclarations de M. Chirac accusant le P.C.F. d'être à l'origine de l'agitation dans les usines de la régie Renault. Il a déclaré : « *Chaque fois que la politique réactionnaire d'un pouvoir a provoqué le mécontentement des travailleurs et a été à l'origine de leurs luttes, les forces réactionnaires ont tenté d'accréditer l'idée du chef d'orchestre clandestin que serait le P.C. Il s'agit d'une véritable campagne anti communiste. S'il y a quelque chose d'orchestré, c'est bien cette campagne-là, dans le but évident de tenter de diviser les forces de gauche.* »

La demande d'audience de M. Fiszbin

Le 17 février, M. Henri Fiszbin, député, premier secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F., avait adressé au président de la République une lettre dans laquelle il notait :

« *Les trente élus communistes de la capitale, députés, sénateurs, conseillers, avec la fédération de Paris du P.C.F., ont lancé il y a dix jours une vaste campagne de pétitions contre l'austérité et pour une politique économique et sociale nouvelle sur la base du programme commun de gouvernement.*

» *D'ores et déjà, elle rencontre un très large écho parmi les travailleurs et la population de Paris (...). Les Parisiens, en effet, sont doublement victimes de la crise. Comme tous les Français, ils subissent l'inflation, la vie chère, mais, habitants de la capitale, ils sont de plus victimes du nouvel urbanisme que vous mettez en place et qui aboutit à un arrêt brutal de la construction de logements sociaux et d'équipements collectifs, déjà très insuffisants. Pour certains, la situation est devenue insupportable. C'est pourquoi nous avons élaboré quinze exigences vitales. Pour l'essentiel, la satisfaction de ces exigences dépend des décisions présidentielles.*

» *Aussi, au nom des Parisiens, nous souhaitons vous rencontrer afin de vous exprimer leurs préoccupations et d'obtenir vos réponses. Nous avons l'honneur de vous demander de recevoir dans les meilleurs délais une délégation représentative des trente élus communistes de la capitale.* »

La lettre du président de la République

Le président de la République a adressé à M. Henri Fiszbin la lettre suivante :

« *Monsieur le député,*

» *Par lettre du 17 février, vous m'avez demandé, au nom des élus communistes de Paris — députés, sénateurs et conseillers, — de recevoir une délégation les représentant. Vos collègues et vous-même souhaitez m'entretenir de la situation économique et sociale et me faire part des décisions qu'elle appelle à votre avis.*

» *Ainsi que je l'ai indiqué publiquement, il me paraît conforme au fonctionnement normal de nos institutions démocratiques que le président de la République puisse examiner périodiquement les grands problèmes nationaux avec les responsables des principaux partis d'opposition.*

» *Je suis donc prêt à recevoir une délégation des élus de votre parti, conduite, comme il est normal, par son secrétaire général. Cet entretien pourrait avoir lieu le jeudi 20 mars à 10 h. 30.*

» *Si, pour des raisons de convenance personnelle, M. Marchais souhaitait un report de cette date, celle-ci pourrait être fixée au mardi 25 mars à 10 heures.*

» *Veuillez agréer, Monsieur le député, l'expression de ma considération la meilleure.* »

L'Humanité : une ficelle grosse comme un câble

L'Humanité du 6 mars commente sous le titre « *A propos d'une manœuvre de M. Giscard d'Estaing* » l'invitation du président de la République :

« *Le caractère manœuvrier de la proposition*, écrit-elle, *est évident et la ficelle a la grosseur d'un câble. Le président de la République n'ignore pas ce que Georges Marchais a dit à France-Inter mardi dernier en réponse à la question : « Valéry Giscard » d'Estaing compte renouveler son » invitation à l'opposition. Etes- » vous d'ores et déjà décidé à » refuser ? »*

» *Georges Marchais a répondu : « Mais à quoi servirait une ren- » contre entre Valéry Giscard » d'Estaing et Georges Marchais ? » Nous représentons deux politi- » ques fondamentalement oppo- » sées. Valéry Giscard d'Estaing » est au service des monopoles, » moi je sers les intérêts des tra- » vailleurs... J'ai été amené, au » nom de mon parti, à de multi- » ples reprises, à formuler des » propositions concrètes sur les » problèmes de l'inflation, du » chômage, du pétrole.*

» *Or jamais ces propositions » n'ont été prises en considération » par le président de la Républi- » que. Non, nous les communistes, » nous n'irons pas à l'Elysée pour » cautionner la démagogie de » M. Giscard d'Estaing. »*

» *Nul doute que Georges Marchais sera amené à confirmer la position du parti communiste français après la lettre de Valéry Giscard d'Estaing à Henri Fiszbin.* »

M. Mitterrand : on peut discuter avec le président de la République

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a évoqué jeudi 6 mars à son retour de Tokyo l'invitation adressée par le président de la République à M. Marchais. Il a déclaré :

« *C'est une réponse à une demande de rendez-vous faite par les parlementaires communistes pour aller à l'Elysée. C'est comme cela qu'on doit poser le problème et non en sens contraire. Cela dit, c'est une question qui concerne le parti communiste qui est parfaitement libre de déterminer son choix.*

» *Ces problèmes de courtoisie ou de visite sont tout à fait secondaires par rapport à l'importance des problèmes à traiter et, à partir du moment où l'on discute avec le préfet ou le ministre, on peut aussi discuter avec le président de la République.*

» *C'est un problème d'opportunité, et il arrive des moments, pour ce qui concerne le parti socialiste, où il ne paraît pas opportun d'aller discuter avec le président de la République, afin de ne pas créer la confusion et de laisser croire à l'ensemble des travailleurs que l'on pourrait être complice de la politique économique sociale menée.*

» *La question n'est pas de savoir si je suis d'accord avec Georges Marchais ou pas d'accord avec Georges Marchais. Je suis d'accord avec Georges Marchais lorsqu'il refuse de donner sa caution à la politique du gouvernement.*

» *Cela fait assez longtemps que Georges Marchais et moi-même combattons dans le même camp pour savoir qu'il n'est pas question pour moi, comme pour lui j'imagine, que telle ou telle visite ou telle absence de visite puisse signifier autre chose qu'un combat légitime et démocratique.*

» *A partir du moment où une confusion peut être créée par les effluves de la propagande ou par les habiletés du pouvoir, il est bien normal que l'opposition se refuse à ce genre de compromission.* »

JUSTICE

LES SUITES DE L'AFFAIRE PORTAL

Le président du Conseil supérieur du notariat conteste la version de la chancellerie

En réponse au « *récit officiel* » du ministère de la justice sur l'affaire Portal (*le Monde* du 26 février), au cours duquel le comportement d'un notaire, Mᵉ Valette, avait été largement cité, M. Louis Chaine, président du Conseil supérieur du notariat, a réuni, mercredi 5 mars, une conférence de presse pour « *faire une mise au point* » à ce propos après qu'un inspecteur du Conseil supérieur se fût rendu sur les lieux mêmes de l'affaire Portal pour y faire « *une enquête sur place* ».

M. Chaine explique « *l'origine de propriété des 154 hectares du domaine de la Fumade* » et indique qu'elle correspond à « *deux dévolutions dont l'une est véritable et régulière, l'autre fallacieuse* ».

Quant à la première, M. Chaine indique que la vente du 24 juin 1825 par Louis William de Portal, a été faite, conjointement, à M. Pierre Léonce Portal « *un de ses petits-cousins lointains* » et à sa femme, Elina Gauthier, vente accompagnée d'une réserve d'usufruit et d'une clause d'inaliénabilité.

Le 7 juillet 1925, Louis-William de Portal fait, de sa main, un testament (ce que n'avait pas dit la chancellerie) par lequel il désigne comme ses légataires universels d'autres cousins : Pierre et Jean de Portal et Mme de la Verhne.

Le 2 juillet 1948, dit encore le président du Conseil supérieur, Elina Portal meurt, « *sans testament à notre connaissance* ». De sorte que sa succession va à sa sœur Elia Gauthier, mariée à un M. Itey. Celle-ci, par acte notarié du 9 décembre 1949, « *lassée sans doute des difficultés avec Léonce Portal* », cède ses droits à trois frères, MM. Escarmant, cession acceptée par Léonce.

La suite est connue et aboutira, le 7 avril 1971, au partage judiciaire des biens indivis entre les Escarmant et Léonce Portal. Lui aura la Fumade (pour 506 000 F), eux les immeubles de Montauban (pour 131 000 F). Le premier reste donc débiteur à l'égard des seconds d'une somme de 377 000 francs.

Entre-temps, Léonce avait tenté de faire déclarer par la justice que la vente de 1925 était nulle. La justice leur donne tort mais c'est là que se place cette « *dévolution fallacieuse* » dont parlait initialement M. Chaine. Car le but de Léonce est de faire jouer un testament que « *Léonce Portal exhibe en 1967* », signé de Louis William et daté du 5 juillet 1892. Ce texte l'institue, ainsi que son frère François (décédé en 1919), comme légataire universel. Léonce avait alors huit ans. Si l'opération avait réussi — l'annulation de la vente — Léonce aurait pu soutenir que les ayants droit de sa première femme en étaient, en fait, dépourvus puisque la Fumade lui revenait, dès l'origine, en totalité.

Pour ce qui touche à l'affaire Valette, le président du Conseil supérieur indique que « *les Portal ayant diligenté vingt-cinq procédures à propos de la Fumade, ce notaire reçut treize actes constatant 226 500 F de prêts au profit des Portal et consentis par vingt-sept prêteurs* ». Des hypothèques sont prises, et publiées.

A ce moment les dettes en capital des Portal s'élèvent à 603 500 F. Viendront s'y ajouter 76 000 F, dus à un M. Lamolinairie, pour prix du labourage de 80 hectares de la Fumade qui, d'ailleurs, « *n'ont jamais été ensemencés* ». M. Chaine affirme que le comportement du notaire est donc totalement étranger à la déconfiture présente des Portal. Il ajoute : « *Nous ne désirons pas couvrir les défaillances des notaires. Mais nous ne voulons pas porter le chapeau de toutes les affaires qui arrivent en France.* »

Il dit en conclusion : « *Au moment de la faillite de Mᵉ Valette et au moment de la désignation du syndic, l'actif équilibrait à peu près le passif. Mais*, glisse-t-il, *en matière de faillite, on ne peut pas savoir où nous en serons quand elle sera terminée.* »

* * *

Les faits rapportés par M. Louis Chaine, président du Conseil supérieur du notariat, ne sont pas qu'un complément au « récit officiel » présenté le 24 février au ministère de la justice. Ils y apportent aussi un démenti partiel, courtois, mais net. M. Chaine, en effet, s'il dit n'avoir trouvé nulle trace du prétendu testament de la première épouse de Léonce Portal — sur lequel la chancellerie fonde ses espoirs de solution, — fait, en revanche, référence à un autre testament à propos duquel Léonce Portal soutenait que son « oncle » l'avait signé en 1892, alors que la chancelerie n'a jamais mentionné cet acte, fût-ce pour e nrécuser l'authenticité. Ce n'est là qu'un exemple parmi bien d'autres qui pourraient découler de la simple confrontation des deux narrations.

S'il serait, quoi qu'on en ait, hardi de dire quelle version est authentique, au moins pourra-t-on relever que le président du notariat français ne cache pas sa conviction que la cause des dames Portal, pour ce qui concerne leurs droits actuels sur la Fumade, est bien compromise.

Pas plus d'ailleurs qu'il n'a cherché à masquer le défaut de contrôle qui était à l'origine des pratiques illicites de Mᵉ Valette, auteur dix-sept ans durant — de 1950 à 1967 — d'opérations de banque interdites à un notaire. Cela dit, il est un peu navrant que la seule explication fournie à ce défaut de contrôle soit de dire que : « ... malgré notre surveillance, il n'est pas facile de détecter par des inspections, des faits qui se passent généralement hors comptabilité. » *Si les notaires ne peuvent efficacement assurer l'auto-surveillance à laquelle ils sont habitués — et attachés — c'est que d'autres doivent s'en charger.* — Ph. B.

A Nice

DEUX MOIS DE PRISON FERME POUR AVOIR SEMÉ DES CLOUS SOUS DES DIZAINES DE VOITURES.

(De notre correspondant.)

Nice. — Auteur, avec un groupe d'étudiants, d'une opération « anti-circulation » menée au mois d'août dernier à Nice, et au cours de laquelle les pneus de plusieurs dizaines de voitures crevèrent sur les grands axes de la ville semés de clous de tapissier, M. René Jene, vingt-deux ans, a été condamné, mardi 4 mars, par le tribunal correctionnel, à deux mois de prison ferme.

« Je ne regrette pas ce que j'ai fait. Je regrette qu'on ait pris cela pour du vandalisme », a déclaré le prévenu. « C'était un acte politique dirigé contre le développement du parc automobile, qui menace gravement l'environnement. Aujourd'hui, je ne recommencerais plus, a-t-il ajouté. Je n'y crois plus. Il n'y a plus rien à faire. »

EN BREF...

● *Marc Aherfi, neuf ans*, qui s'était enfui du domicile de ses parents naturels, à qui il avait été récemment restitué pour rejoindre, à Rillieux, près de Lyon, ses parents nourriciers, vient d'être confié provisoirement à une famille amie (*le Monde* du 1ᵉʳ et du 5 mars). Le maire de la commune de Rillieux a déclaré que l'enfant lui avait écrit deux fois pour lui demander d'être reconduit chez ses parents nourriciers. Le maire a estimé que, dans l'intérêt de l'enfant, un arrangement devrait intervenir entre les deux familles.

● *Un libraire de Marseille*, M. André Gueyrard, a été inculpé, mardi 4 mars, par Mlle Mabelly, juge d'instruction, d'homicide et tentative d'homicide volontaire. Il a été laissé en liberté. Il avait tué, le 2 mars, un jeune cambrioleur âgé de dix-huit ans et blessé son complice, âgé de dix-sept ans, avec un pistolet 22 long rifle. Le blessé, qui est toujours hospitalisé, a été inculpé de vol qualifié.

● *M. Jean Cadiot, sous-brigadier de police, a été inculpé et écroué*, mercredi 5 mars, à Angers, sous l'inculpation de violences avec arme, violation de domicile et vol. Le 1ᵉʳ mars, le sous-brigadier, accompagné de son cousin, M. Mansigne, et du fils de celui-ci (tous deux inculpés mais laissés en liberté), s'était rendu au domicile de travailleurs nord-africains où sa fille avait trouvé refuge. Il avait tiré à trois reprises — sans blesser personne — et s'était enfui avec une valise contenant 2 000 francs.

● *Détenu à la maison centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin) M. Freddy Lefevre*, qui faisait la grève de la faim depuis vingt-deux jours, a été hospitalisé à Mulhouse, a annoncé le 3 mars son avocat Mᵉ Denis Langlois. Ce dernier avait adressé récemment au garde des sceaux une demande en révision de procès (*le Monde* du 20 février). M. Lefevre avait été condamné en 1972 à huit ans de réclusion criminelle pour une série de cambriolages qu'il a toujours niés.

● *La situation des délégués à l'assistance post-pénale.* — M. Raymond Barbet, député des Hauts-de-Seine (P.C.), demande au ministre de la justice, à l'occasion d'une question écrite, « *les dispositions qu'il entend prendre pour que les services de l'application des peines et d'assistance post-pénale jouent un rôle efficace* ». Le député des Hauts-de-Seine observe en effet que les conditions de travail des délégués affectés à cette tâche se « *dégradent* », que « *le recrutement de ce personnel est très hétéroclite* » et que « *les moyens matériels sont dérisoires* ».

LA COMMISSION D'INDEMNISATION ALLOUE 11 000 FRANCS A M. BOUHADDIDA, QUI FUT ACQUITTÉ AUX ASSISES DU RHONE.

Réunie sous la présidence de M. Vienne, conseiller à la Cour de cassation, la commission d'indemnisation des personnes ayant bénéficié d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement après avoir été détenues abusivement à titre préventif, a rejeté deux des requêtes qui lui étaient soumises. Elle a, en revanche, accordé 11 000 F à titre de dommages et intérêts à M. Younès Bouhaddida, un ancien harki naturalisé français en 1966, qui fut détenu pour le meurtre de sa femme pendant vingt mois et demi (du 1ᵉʳ avril 1971 au 15 décembre 1972), date à laquelle il fut acquitté par la cour d'assises du Rhône.

Le corps de la victime, née Khadra Alaoui, étranglée à l'aide d'un lacet de chaussure, avait été retiré du Rhône le 26 mars 1971. Et dès son incarcération, M. Bouhaddida, qu'assistait Mᵉ La Phuong, avocat à la cour de Lyon, avait protesté de son innocence.

Devant la commission, qui a statué à huis clos sur rapport du conseiller Barbier, les conclusions de M. Mazet, avocat général, le Trésor public étant représenté par Mᵉ Sourdillat, Mᵉ La Phuong avait réclamé au nom de son client la somme de 115 886,39 F en réparation de son préjudice tant matériel que moral.

● *Un détenu de la maison centrale de Saint-Martin-de-Ré*, Michel Ancarola, s'est pendu dans sa cellule, mercredi 5 mars, à l'aide d'une cordelette de nylon prise dans un atelier. M. Ancarola avait été condamné, le 19 octobre 1973, par le tribunal correctionnel de Paris, à deux ans d'emprisonnement pour vol, conduite en état d'ivresse, et refus de se soumettre à l'alcootest.

RELIGION

● *Dom Helder Camara, archevêque d'Olinda et Recife* (Brésil), recevra le diplôme et l'insigne de docteur « Honoris Causa » de l'université de Paris I, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le vendredi 7 mars. Le lendemain, il fera une conférence au Palais des Sports de Grenoble à 20 h. 45 intitulée « J'ai entendu les cris de mon peuple », organisée par les Informations catholiques internationales, avec la participation du comité catholique contre la faim et pour le développement, sous la présidence de Mgr Gabriel Matagrin, évêque de Grenoble. Cette conférence est organisée à l'occasion d'un numéro spécial des Informations catholiques internationales, consacré à la vie des chrétiens dans le diocèse de Grenoble. (Pour se procurer ce numéro, écrire aux I.C.I., 163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.)

ÉDUCATION

Les réactions au projet de réforme de l'enseignement

Des assemblées d'élèves se sont tenues dans plusieurs lycées parisiens

Une certaine agitation contre le projet de réforme de l'enseignement de M. René Haby commence à se développer dans des lycées de la région parisienne. Des assemblées de lycéens se sont réunies, le mercredi 5 mars, dans plusieurs établissements à l'initiative de l'Union nationale des comités d'actions lycéens (UNCAL), animée par des lycéens de gauche, souvent proches du parti communiste, ou de groupes d'extrême gauche, comme la Ligue communiste ou Révolution. De nouvelles assemblées ont lieu, ce jeudi, dans d'autres établissements. Plusieurs « réunions de coordination » sont annoncées d'ici à la fin de la semaine. Une manifestation de lycéens de l'Ouest parisien est prévue le vendredi après-midi à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine).

Le ministre de l'éducation avait invité les proviseurs dans une circulaire à réunir les délégués de classe pour leur expliquer le projet de réforme. Plusieurs organisations syndicales d'enseignants et des personnels de direction des établissements secondaires ont protesté, notamment au cours de la réunion du conseil supérieur de l'éducation nationale, le 28 février, contre ce texte : ils estimaient que celui-ci invitait les proviseurs à « *faire de la propagande* » en faveur du projet. A la suite de ces discussions, M. Haby, dans une nouvelle circulaire, vient de préciser que les chefs d'établissements doivent remettre aux délégués des élèves les informations sur la réforme diffusées par le ministère ; ils « *pourront répondre aux questions qui leur seront posées oralement par les délégués, mais ils interdiront toutes les réunions d'élèves au cours desquelles des adultes, parents ou enseignants, envisageraient de se livrer à un commentaire, favorable ou défavorable, des propositions de réforme* ».

Des grèves ont eu lieu ce jeudi dans des lycées techniques : les mots d'ordre des groupes lycéens coïncident avec la grève des professeurs techniques adjoints organisée par le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) qui réclame une revalorisation du traitement de ces enseignants.

Dans le Finistère, l'agitation continue dans les lycées et les collèges techniques : après le lycée et le CET Thépot de Quimper, le lycée classique et moderne de Pont-l'Abbé et le collège technique de Pleyben ont été fermés par décision du rectorat de l'académie de Rennes à compter de ce jeudi matin. A Brest, où cependant les cours reprennent dans la plupart des établissements, une manifestation de lycéens devait avoir lieu en ville.

A Colombes

CINQ « BAHUTS » CONTRE LA RÉFORME

Pour la plupart, « ce n'est qu'un début ». *Vingt « bahuts » avaient été convoqués, mercredi en début d'après-midi, au lycée Robert-Schumann à Colombes, dans les Hauts-de-Seine. Cinq sont venus, en petite délégation, les uns mandatés par leurs camarades, les autres de leur propre chef, tous avec un très grand sérieux, voire de la gravité. En grève « illimitée » depuis lundi, bulle crevée à la surface d'un mouvement qui ne fait pas encore tache d'huile, « Schumann » sert aujourd'hui de point de ralliement.*

« Il a dû faire exprès. C'est impigeable ! », *s'indigne une lycéenne qui s'est plongée il y a peu dans le texte de la réforme Haby. La plupart des délégués avouent une certaine perplexité. Ceux de « Schumann » interviennent. Certains « savent » déjà. Un nombre impressionnant de paquets de feuilles s'entassent dans un coin. On va rédiger un tract ; expliquer la réforme ; jeter les bases d'une « coordination ouest ». Il faut préparer une « manif ». Dans le département ? Au ministère ? Les esprits s'échauffent. Imperceptible jusque-là, le clivage entre UNCAL et « gauchistes » apparaît soudain.*

Quelques remarques acerbes volent au-dessus des têtes chevelues. « Les copains, il faut se décider », *intervient le « président » de séance, visiblement soucieux de ne pas menacer un mouvement encore fragile. Le calme revient. Les nouvelles sont encourageantes.* « La Bretagne a démarré. A Balzac, ils ont tenu une « A.G. ». Vendredi, il y aura une coordination à Jussieu. D'ici là, il faut s'y mettre. »

A L'UNIVERSITÉ D'ANGERS

Les conseils de lettres et de droit ont démissionné

De notre correspondant

Angers. — Les cours ont été suspendus depuis le vendredi 28 février, jusqu'à la fin de cette semaine, dans les deux unités d'enseignement et de recherche de lettres et de droit et sciences économiques d'Angers. Les conseils des deux U.E.R. ont démissionné en bloc. La semaine dernière, une délégation comprenant notamment les deux directeurs et des représentants des collectivités locales s'est rendue à Paris pour rencontrer M. Jean-Pierre Soisson. Elle a demandé au secrétaire d'Etat aux universités la création de cinq postes d'enseignants dans chaque U.E.R., l'engagement de programmer d'autres créations de postes pour les années à venir, la construction de locaux et la constitution d'un deuxième cycle d'histoire et de géographie autonome.

M. Soisson a demandé aux Angevins un projet de développement original, par exemple tourné vers les problèmes agricoles. L'idée avait été avancée à Angers même d'une « *université verte* », axée sur des formations liées aux techniques agricoles et aux problèmes ruraux, économiques, juridiques, etc. Cette réponse a été considérée par les universitaires angevins comme une esquive. Enseignants et étudiants craignent que la transformation ne se fasse au détriment de la formation classique. Tout au plus en accepteraient-ils le principe pour le troisième cycle seulement.

Tandis que les conseils démissionnaient, des commissions réunissent cette semaine des enseignants et des étudiants des deux U.E.R. pour établir un projet de « développement ». Ces commissions sont animées par les deux directeurs, restés en place pour assurer les tâches administratives. Le projet doit être remis au secrétaire d'Etat avant les vacances de Pâques, et les universitaires angevins souhaitent obtenir une réponse avant le 15 avril.

D'autre part, le lundi 3 mars, un cortège réunissant quelque deux mille personnes, les deux directeurs en tête, et comprenant des étudiants, des enseignants et des syndicalistes, a traversé la ville pour aller remettre au préfet une motion déplorant l'insuffisance des moyens accordés à l'université. Celle-ci vit en grande partie grâce à l'aide des collectivités locales. En 1975, celles-ci lui accorderont 6 millions de francs, soit plus que la subvention de l'Etat (5 millions de francs). Elles aimeraient que celui-ci prenne le relais.

MÉDECINE

LA LOI SUR L'INTERRUPTION DE GROSSESSE

L'hôpital de Melun ne pratiquera les avortements qu'après publication des textes d'application

Une « table ronde » a eu lieu à huis clos dans la soirée du mercredi 5 mars à l'hôpital de Melun. Elle réunissait les représentants du conseil d'administration et de la direction du centre hospitalier de Melun, des représentants du corps médical et plusieurs représentants des divers mouvements qui avaient accompagné le 1ᵉʳ mars les trois femmes demandant à se faire avorter à l'hôpital de Melun (Planning familial, M.L.A.C., etc.). Des observateurs de plusieurs partis politiques, P.S.U. et P.S. étaient aussi présents.

Les conclusions de cette « table ronde » n'ont pas été rendues publiques. On sait cependant que les représentants des services hospitaliers ont confirmé les éléments principaux de la réponse qu'ils avaient déjà donnée samedi dernier aux trois femmes venant se faire avorter et aux personnes qui les accompagnaient. A savoir : la loi existe, elle sera appliquée, bien sûr, à l'hôpital de Melun, mais elle ne pourra l'être que lorsque seront promulgués les textes d'application sur trois points précis : la réalisation du carnet-guide qui doit être remis aux femmes demandant à se faire avorter ; la réglementation du financement et les tarifs des interruptions de grossesse ; enfin, la modification des règlements hospitaliers afin que soient définies de façon précise les responsabilités des différents services qui pratiqueraient les avortements. Il apparaît légitime que les médecins acceptant de pratiquer l'avortement dans un service hospitalier soient couverts sur le plan de leur responsabilité civile. La circulaire qui doit prochainement parvenir aux hôpitaux devrait préciser tous ces points et, en principe, mettre fin aux difficultés actuelles.

Il a été confirmé au cours de cette « table ronde », croit-on savoir, que les médecins seraient toujours libres en conscience, comme la loi le prévoit, d'accepter ou de refuser de pratiquer une interruption de grossesse ; mais, dans le cas où tous les médecins d'un service de gynécologie, par exemple, refuseraient de pratiquer l'avortement, celui-ci pourrait l'être dans un autre service par d'autres médecins qui, eux, accepteraient.

JACQUES COURCELLE.

● *Une exposition Claude Bernard inconnu* se tient au Collège de France (11, place Marcelin-Berthelot, 75005) jusqu'au 10 mars. Des documents, des peintures anciennes et récentes, des photographies, des souvenirs personnels, montrent à la fois le portrait intime de l'homme, son entourage scientifique.

Parallèlement à cette exposition est présenté un ouvrage, *Lettres à Mme R.* (Mme Raffalovitch, femme intelligente et cultivée qui, les dix dernières années, adoucit la vie douloureuse de Claude Bernard), édité par la Fondation Mérieux, réalisé par Mlle Sonolet, conservateur du musée Claude-Bernard à Saint-Julien, dans le Beaujolais, et illustré en partie par Mme Renée Halpern (50 F, en vente à la Libraire des facultés de médecine et de pharmacie, 174, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris).

DÉFENSE

Le remplacement des avions de combat en Europe

Une délégation des quatre pays clients a été reçue en France

Une délégation militaire de représentants belges, néo-zélandais, danois et norvégiens a été reçue, mardi 4 et mercredi 5 mars à Paris, par les services officiels pour débattre des conditions de vente du Mirage F-1 M-53 qui remplacerait des appareils F-104 anciens. Cette délégation avait, auparavant, séjourné aux Etats-Unis, puis en Suède, puisque ces deux pays proposent aux clients européens de leur vendre un avion concurrent, respectivement le F-16 de General Dynamics et le Viggen de Saab. Le marché est estimé, dans un premier temps, à trois cent quarante-huit appareils (1).

Les représentants des quatre pays cherchent à obtenir des garanties politiques, industrielles et financières sur les livraisons de nouveaux avions. La délégation va rendre compte aux quatre gouvernements, dont les ministres de la défense doivent se réunir le 10 mars puis le 18 mars à Bruxelles. Pour leur part, les pays fournisseurs doivent avoir définitivement soumissionné ce jeudi 6 mars avec des estimations de prix à l'unité qui incluent la participation aux frais de développement.

La délégation à Washington, Stockholm et Paris était porteuse d'un questionnaire auquel les Etats vendeurs doivent répondre à propos de la fluctuation des devises et des compensations industrielles accordées aux clients.

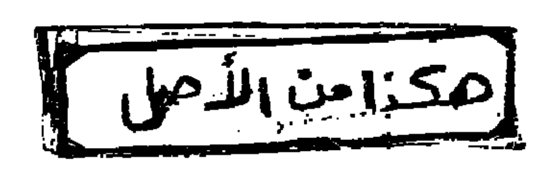
Selon certaines informations, les Etats-Unis s'engageraient sur un prix de vente qui n'excéderait pas 6,1 millions de dollars (valeur 1975), soit actuellement 28 millions de francs environ l'exemplaire. D'autre part, General Dynamics offrirait aux constructeurs européens de fabriquer jusqu'à 88 % de la valeur d'un programme comprenant mille cinq cents avions F-16 au total (soit la commande de l'armée de l'air américaine, les achats des pays européens et le contrat de pays tiers).

La société suédoise Saab, productrice de l'avion Viggen-Eurofighter, a précisé, de son côté, qu'outre une participation dans la fabrication de l'appareil (25 % pour la Belgique et 64 % pour les Pays-Bas) les quatre pays concernés pourront bénéficier d'un programme industriel dit parallèle, représentant jusqu'à 115 % de la valeur du marché. C'est ainsi que des entreprises suédoises d'automobiles ou de télécommunications électroniques prévoient d'investir dans les pays clients. Le gouvernement suédois n'est pas disposé à diminuer le prix du Viggen, par une subvention, et le coût d'un exemplaire reste fixé à environ 32 millions de couronnes (de l'ordre de 34 millions de francs).

En France, la délégation a reçu l'assurance que, si la commande intervenait dans le courant de ce premier trimestre, les livraisons des premiers avions opérationnels auraient lieu dans quatre ans. Une organisation industrielle quinquapartite sera mise en place pour garantir aux acheteurs, en compensation de leur contrat, jusqu'à 70 % de la valeur du marché, cette compensation industrielle pouvant s'élever jusqu'à 100 % au-delà d'une commande totale de neuf cents Mirage F-1 M-53. Depuis la conception jusqu'au service après-vente, en passant par la construction en série, les quatre clients européens seront des partenaires de la France, qui propose le Mirage F-1 M-53 à un prix de l'ordre de 34 millions de francs environ, étant entendu que le vendeur prend à sa charge les hausses économiques industrielles qui dépasseraient 7,5 % par an. L'armée de l'air française s'engage à acheter cent vingt Mirage F-1 M-53 si les quatre pays européens en commandent.

Les Pays-Bas ont, semble-t-il, adopté une attitude particulière, dès lors que les discussions avec la France ne se limitent pas à la seule affaire du remplacement du F-104. Ainsi les Néerlandais suivent avec attention le choix de la France, en matière d'informatique, sur l'avenir de la C.I.I. qui pourrait s'allier avec Honeywell ou coopérer davantage avec le groupe européen Unidata formé de Siemens (République fédérale d'Allemagne) et de la firme hollandaise Philips. — J. I.

(1) Ce marché est ainsi réparti : cent seize exemplaires pour la Belgique, cent deux pour les Pays-Bas, soixante-douze pour la Norvège et cinquante-huit pour le Danemark. Au total : deux cent quatre-vingt-dix monoplaces et cinquante-huit biplaces.



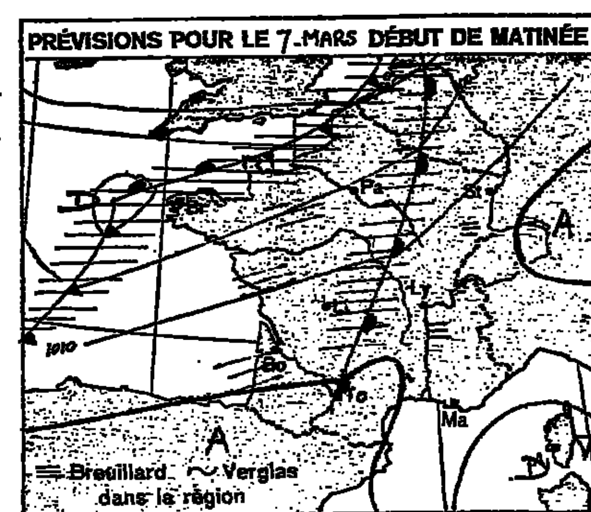
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6-3-75 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7 MARS DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 6 mars à 0 heure et le vendredi 7 mars à 24 heures :

La profonde dépression du sud-ouest de l'Islande se déplacera vers la mer de Norvège. La perturbation qui l'accompagne, et qui abordait jeudi matin les côtes européennes, pénétrera progressivement sur la France ; elle épargnera les régions proches de la Méditerranée.

Vendredi, des éclaircies assez belles persisteront près du golfe du Lion, tandis qu'un temps instable avec quelques pluies ou averses isolées sera observé du golfe de Gênes à la Corse. Le matin, le temps sera assez frais et brumeux sur le Nord-Est et le Centre-Est, tandis que sur le reste de notre pays, la perturbation donnera un temps très nuageux avec des pluies éparses, plus faibles et isolées dans le Sud. Au cours de la journée, ce temps très nuageux et parfois pluvieux gagnera le Nord-Est et l'Est, tandis qu'un temps plus variable s'établira sur la Bretagne, la Normandie et la Vendée, les précipitations devenant alors plus isolées et sous forme d'averses. Des éclaircies pourront se développer aussi sur le Bassin aquitain.

Les vents, de secteur sud-ouest dominant, seront faibles à modérés en général, mais parfois assez forts près des côtes de l'Atlantique et de la Manche.

Les températures minimales seront en hausse, sauf de la Méditerranée au Nord-Est. Les températures maximales de la journée varieront peu.

Jeudi 6 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1 015,9 millibars, soit 762 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 mars ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Biarritz, 13 et 6 degrés ; Bordeaux, 15 et 6 ; Brest, 11 et 6 ; Caen, 10 et 2 ; Cherbourg, 9 et 5 ; Clermont-Ferrand, 12 et 4 ; Dijon, 12 et 4 ; Grenoble, 13 et 2 ; Lille, 10 et 6 ; Lyon, 15 et 3 ; Marseille, 16 et 5 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 13 et 3 ; Nice, 13 et 7 ; Paris - Le Bourget, 10 et 7 ; Pau, 11 et 4 ; Perpignan, 16 et 9 ; Rennes, 13 et 2 ; Strasbourg, 14 et 2 ; Tours, 13 et 2 ; Toulouse, 13 et 6 ; Ajaccio, 15 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 24 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 12 et 5 degrés ; Athènes, 17 et -10 ; Bonn, 12 et 5 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Le Caire, 20 et 12 ; îles Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 7 et 5 ; Genève, 13 et 2 ; Lisbonne, 14 et 7 ; Londres, 9 et 3 ; Madrid, 13 et —1 ; Moscou, 1 et 1 ; New-York, 4 et 2 ; Palma-de-Majorque, 12 et 9 ; Rome, 14 et 5 ; Stockholm, 9 et 2 ; Téhéran, 10 et 1.

Sécurité sociale

● *Le service des rentes accidents du travail* de la Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne actuellement situé 17, place de l'Argonne, Paris-19e, sera fermé au public le 28 mars 1975. Il rouvrira le 7 avril au 84, rue Charles-Michels, 93525 - Saint - Denis, CEDEX 2.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le comité des stations françaises de sports d'hiver.

Le premier chiffre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes ouvertes ; le second chiffre indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

ALPES DU NORD

Alpe-d'Huez : 110, 400 ; Autrans, 0, 60 ; Bellecombe-Crest-Voland : 10, 100 ; Chamonix : 5, 300 ; Chamrousse : 60, 90 ; Chapelle d'Abondance : 10, 110 ; Châtel : 10, 250 ; La Clusaz : 10, 260 ; Combloux : 15, 310 ; Les Contamines-Montjoie : 20, 250 ; Le Corbier : 20, 220 ; Courchevel : 143, 200 ; Les Deux-Alpes : 50, 300 ; Flaine : 135, 325 ; Flumet-Praz-sur-Arly : 35, 100 ; Les Gets : 15, 180 ; Grand-Bornand : 20, 220 ; Les Houches : 10, 150 ; Megève : 15, 200 ; Les Menuires - Val-Thorens : 70, 170 ; Méribel : 35, 260 ; Morzine-Avoriaz : 10, 300 ; La Plagne : 145, 185 ; Pralognan : 50, 100 ; Saint-Gervais-le-Bettex : 80, 200 ; Samoëns : 60, 300 ; Thollon - les - Mémises : 30, 120 ; Tignes, 170, 260 ; Val-d'Isère : 170, 340 ; Valloire : 25, 170 ; Villard-de-Lans : 10, 60.

ALPES DU SUD

Auron : 140, 250 ; Isola 2000 : 190, 230 ; Montgenèvre : 90, 170 ; Orcières-Merlette : 10, 80 ; Pra-Loup : 40, 120 ; Le Sauze : 25, 130 ; Serre-Chevalier : 40, 155 ; Valberg : 110, 160 ; Vars : 30, 120.

PYRENEES

Ax-les-Thermes : 40, 60 ; Barèges : 40, 120 ; Cauterets-Lys : 160, 410 ; Font-Romeu : 20, 40 ; Gourette - Les Eaux-Bonnes : 35, 210 ; La Mongie : 30, 160 ; Saint-Lary - Soulan : 60, 100.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 5, 60 ; Super-Lioran : 5, 25.

JURA

Les Rousses : 0, 110.

★ Horloge des neiges : 874-03-59.

Colloque

● *Sur le thème « La protection et la dignité du travailleur dans l'entreprise »*, Droit et Démocratie (1, rue de Cérisolles, Paris-8e) organise, le jeudi 6 mars, à 21 heures, à l'université de Paris-I, salle 1, 12, place du Panthéon, une réunion publique à laquelle participeront notamment M. Maurice Rolland, président honoraire de la chambre criminelle de la Cour de cassation, M. Robert Badinter, avocat au barreau de Paris, et des représentants syndicaux.

Formation professionnelle

● *Formation préprofessionnelle pour les femmes.* — L'Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.) organise du 8 avril au 13 juin des stages de formation préprofessionnelle pour les femmes n'ayant jamais eu d'activité professionnelle ou désirant en reprendre une après une interruption. Renseignements et inscriptions : U.F.C.S., 6, rue Béranger, 75 003-Paris. Tél. : 272-17-26 (le vendredi de 14 heures à 16 heures).

P.T.T.

● *Paris - Louhans (Saône-et-Loire) à l'automatique.* — Les abonnés au téléphone de la région parisienne peuvent obtenir leurs correspondants de Louhans par voie automatique en composant le 16, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicatif 85 suivi des six chiffres du numéro de l'abonné demandé.

● CABLE TELEPHONIQUE TEL-AVIV-ROME. — Un câble téléphonique sous-marin d'une capacité de mille huit cent quarante communications simultanées vient d'entrer en fonctionnement entre Tel-Aviv et Rome. Ce câble fait partie d'une liaison qui s'étendra, dans quelques mois, à la France.

loterie nationale — Liste officielle des sommes à payer, tous lots compris, aux billets entiers.

Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer (F)
1	431	tous groupes	500
	94 441	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000
	37 591	groupe 2	100 000
		autres groupes	2 000
	54 111	groupe 5	100 000
		autres groupes	2 000
2	32	tous groupes	100
	3 762	tous groupes	1 000
	04 582	tous groupes	10 000
	39 892	tous groupes	10 000
	90 822	tous groupes	10 000
	90 862	tous groupes	10 000
	94 442	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000
	99 302	tous groupes	10 000
3	3	tous groupes	50
	293	tous groupes	250
	583	tous groupes	250
	2 153	tous groupes	1 050
	6 123	tous groupes	1 050
	17 993	tous groupes	10 050
	94 443	groupe 1	10 050
		autres groupes	2 050
4	24	tous groupes	100
	0 904	tous groupes	1 000
	94 444	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000
5	75	tous groupes	100
	705	tous groupes	200
	05 795	tous groupes	10 000
	94 445	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000
	07 335	groupe 4	100 000
		autres groupes	2 000
6	346	tous groupes	200
	4 196	tous groupes	1 000
	4 726	tous groupes	1 000
	9 716	tous groupes	1 000
	6 746	tous groupes	2 500
6	87 316	tous groupes	10 000
	94 446	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000
7	27	tous groupes	100
	6 437	tous groupes	1 000
	94 447	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000
	96 977	groupe 1	100 000
		autres groupes	2 000
8	8	tous groupes	50
	98	tous groupes	150
	658	tous groupes	250
	4 178	tous groupes	1 050
	10 438	tous groupes	10 050
	94 448	groupe 1	2 000 050
		autres groupes	20 050
9	59	tous groupes	100
	519	tous groupes	200
	5 399	tous groupes	1 000
	6 649	tous groupes	2 500
	79 619	tous groupes	10 000
	94 449	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000
	70 779	groupe 3	100 000
		autres groupes	2 000
0	310	tous groupes	200
	980	tous groupes	200
	750	tous groupes	200
	17 900	tous groupes	10 000
	59 270	tous groupes	10 000
	94 440	groupe 1	10 000
		autres groupes	2 000

Tranche des Primevères
Tirage du 5 mars 1975
75 — PROCHAIN TIRAGE LE 12 MARS 1975 AU TOUQUET-PARIS-PLAGE (Pas-de-Calais) — 11e

Liste établie par le Secrétariat Général de la Loterie Nationale

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 6 mars 1975 :

DES DECRETS

● Relatif à la délégation d'avocats généraux à la Cour de cassation.

● Portant attribution de commandements dans la marine.

UN ARRETE

● Portant création de la commission sur l'affaire Portal auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

UNE LISTE

● De sélection supplémentaire pour l'année 1975 dans la magistrature.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 094

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II							■		
III			■			■			
IV							■		
V	■		■		■	■			
VI									
VII		■							
VIII		■				■	■		
IX					■				
X					■				
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. Son absence se remarque en sa présence. — II. Ne courbera plus la tête en grandissant ; Cours étranger. — III. Note ; Permet d'écarter ; Fait par le maçon ou le militaire. — IV. Brusques résolutions ; Grecque. — V. On y parie. — VI. Des endroits où il est bon de ne pas mettre les pieds ! — VII. Forts légers. — VIII. Souvenir de vacances ; Possessif. — IX. Ordre d'examiner la situation bien en face ; Réellement déçu. — X. Coule en France ; Perdu par Charles VI en 1392. — XI. Arrêt inquiétant ; Traduit une certaine amertume.

VERTICALEMENT

1. Le sommeil de l'innocence ; Pas nécessairement joyeuses. — 2. Une arme extrêmement délicate à manier ; Terme sportif. — 3. Abréviation ; Transportera. — 4. Pas claires du tout. — 5. Se fraye parfois un chemin parmi les épis ; Faisait fumer. — 6. Article ; Deux voyelles ; Laps de temps. — 7. Endroit où l'on escomptait laver une tache ; Est mou, quand l'usage ne s'y oppose pas. — 8. Ennuiera fort. — 9. N'ont pas souvent l'occasion de dîner en ville.

Solution du problème n° 1 093

Horizontalement

I. Tonnelet (cf « bordelaise »). — II. Etoiles. — III. Ut ; Aurore. — IV. To ; Geint. — V. Ma. — VI. Noires ; El. — VII Réas ; Eta. — VIII. Sel ; Satan. — IX. Esculape. — X. Aimiez. — XI Goudéa ; Se.

Verticalement

1. Teuton ; Ag. — 2. Otto ; Orée. — 3. No ; Miels. — 4. Niagara ; Cad. — 5. Elue ; Essuie. — 6. Lérins ; Alma. — 7. Eson ; Etai. — 8. Rt ; Etapes. — 9. De ; Planèze.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	168 F	232 F	308 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

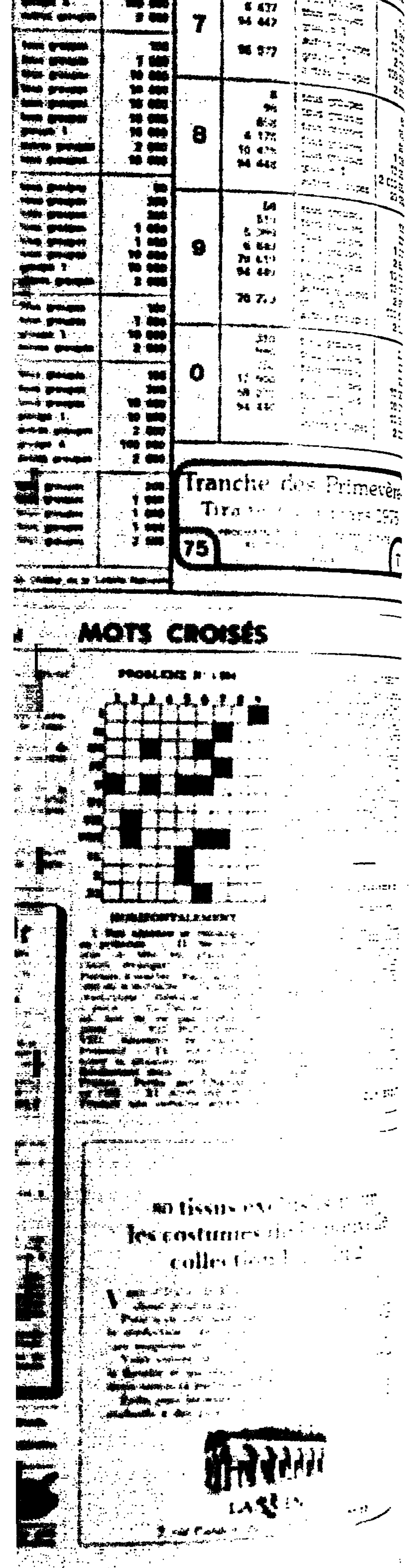
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.





CARNET

Naissances

— Jean et Claire Aribaud, née Thépot,
ont la joie de vous annoncer la naissance de
Pierre
Briançon, le 6 février,
La sous-préfecture.

— Mme Jacques Fron, née Vachette,
est heureuse de vous faire part de la naissance de ses trente et unième et trente-deuxième petits-enfants,
Savine Nicot, à Troyes,
le 25 janvier 1975,
Thierry Fron, à Lyon,
le 23 février 1975.

— M. Thierry Moulonguet et Mme, née Nicole Dissez,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Constance,
le 25 février 1975.

— M. Eric Prévost et Mme, née Nicole Girard,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Maxime
le 3 mars 1975,
3, parc de la Saône,
76130 Mont-Saint-Aignan.

— M. Georges Rambaud et Mme, née Catherine Lebel, et Patricia,
font part de la naissance de
Pierre-Yves,
le 27 février 1975.
« Le France », 4, square Léon-Blum,
92800 Puteaux.

— Patrick et Geneviève Werner, née Dabezies,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Guillaume,
le 1er mars 1975.
106 bis, rue de Lourmel,
75015 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Félicien BAUDRY,
agrégé de l'Université,
officier des palmes académiques,
survenu le 26 février 1975 à Vienne (Autriche) dans sa soixante-deuxième année,
de la part de
Mme Françoise Baudry, son épouse,
M. et Mme Léon Baudry,
M. et Mme Georges Marjolet,
M. et Mme Pierre Baudry et leurs enfants,
M. et Mme J.-P. Van den Eeckhoudt,
M. et Mme Michel Van den Eeckhoudt et leurs enfants,
85860 Triaize.

— Mme Henri Bordier, son épouse,
Ghislaine, Nathalie, Renaud, ses enfants,
Mme Mallet, sa mère,
Les parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri BORDIER,
principal du C.E.S. Jules-Ferry, Sallanches
survenu le 5 mars dans sa quarante-sixième année.
La sépulture civile aura lieu à Sallanches le vendredi 7 mars, à 15 heures, dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Francis A.D. BRYLINSKI
née Elisabeth Martin-Dumesnil
survenu subitement le 18 février en son domicile.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Via dei Radiotelegrafisti 50
I 00143 Roma.

— Mme Bernard Choppin de Janvry,
Patrick, Elisabeth Choppin de Janvry et Florent,
Alain, Barbara Choppin de Janvry, Marc et Laurent,
Bruno, Nicole Julhiet, Céline, Agathe et Nicolas,
Bruno Choppin de Janvry,
Baudoin, Catherine de Brie, Benoît et Géraldine,
font part du décès de
M. Bernard CHOPPIN DE JANVRY
rappelé à Dieu le 3 mars et dont les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Une messe sera célébrée le mardi 11 mars, à 9 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, Paris-17e.
Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Maximilien GONSE,
née Yvonne Duchesne,
survenu le 26 février 1975 dans sa quatre-vingt-sixième année.
Le service religieux a été célébré dans l'intimité le 1er mars 1975 en la cathédrale Saint-Louis de Versailles.
De la part de
M. et Mme Jacques Schricke, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Gonse et leurs enfants,
M. et Mme François Gonse et leurs enfants,
Des familles Duchesne et de Mesmay, et de tous ses parents et alliés.

— On apprend la mort de
M. René JOLIVET,
à l'âge de soixante-dix-sept ans.

[D'abord ingénieur, journaliste, romancier, auteur dramatique, René Jolivet a écrit le scénario et les dialogues d'une quinzaine de films avant de réaliser notamment, dans les années 50, « Gil Blas de Santillane » et « Un certain M. Jo ».]

— On nous prie d'annoncer la mort de
Mme Jacques MOURIER,
née Charlotte Dewavrin,
survenue le 28 février 1975.
De la part de
Me Jacques Mourier, son mari,
M. et Mme Daniel Mailliard,
Mme Ghislaine Mitchell Mailliard,
M. Dominique Mailliard,
Ses enfants,
M. et Mme André Dewavrin,
Mme Suzanne Dewavrin,
M. et Mme Paul Mourier,
M. et Mme Etienne Prangé,
Mme Yves Mourier,
De ses petits-enfants, neveux et nièces.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité à Verdelot (Seine-et-Marne).

— Mme Régnier-Jaurès
fait part du décès accidentel de son fils
Louis REGNIER,
survenu le 22 février à Brigueuil (Charente).
Les obsèques ont eu lieu à Oradour-sur-Glane le 27 février.
72, rue Taitbout,
75009 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Robert SICHEL,
survenu le 4 mars 1975, à Paris.
Le service religieux aura lieu le vendredi 7 mars à 10 h. 30, en l'église réformée d'Auteuil, 53, rue Erlanger, Paris (16e), où l'on se réunira.
De la part de
Mme Robert Sichel,
M. et Mme Yves Sichel et leurs enfants,
Et de toute la famille.
19, avenue Théophile-Gautier,
Paris (16e).

— M. et Mme Jean Broyet,
M. et Mme Pierre Teinturier,
M. Gilbert Deblaye,
M. et Mme Bernard Teinturier et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme VOLBART-TEINTURIER,
née Suzanne Antoine.
Les obsèques auront lieu le vendredi 7 mars 1975 à 14 h. 30, en l'église de Clermont-en-Argonne (Meuse).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
9, rue de l'Ancien-Vélodrome,
30000 Nîmes.
63110 Beaumont-Champaux.
128, avenue Charles-Boutet,
08100 Charleville.
16, rue de Bruxelles,
29200 Brest.

Remerciements

— Mme Robert Wampach,
M. Hubert Wampach,
M. Patrick Plaucheur,
Et leur famille,
remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie en prenant part à leur chagrin, lors de la disparition de
M. Robert WAMPACH,
pharmacien-biologiste
de la faculté de pharmacie de Paris,
licencié ès sciences physiques.

Anniversaires

— Emmanuel MOUNIER est mort il y a vingt-cinq ans. A l'occasion de cet anniversaire, une messe sera célébrée le mercredi 19 mars, à 12 h. 15, en l'église Saint-Germain-des-Prés, par le Père Charles Blanchet.
Tous les amis connus et inconnus d'Emmanuel Mounier y sont invités.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort du
sénateur André ARMENGAUD,
une messe sera dite le mardi 11 mars à 9 heures, à l'église Saint-Roch.

Communications diverses

— La paroisse quercynoise de Paris et de l'Ile-de-France organise une rencontre, présidée par M. le chanoine Pechuzal, supérieur de Rocamadour, dimanche 9 mars à 15 h. 30, en l'église Notre-Dame-des-Otages, 81, rue Haxo, à Paris (20e).

— L'ambassadeur du Maroc à Paris et les autorités des Yvelines président l'inauguration de l'Exposition artisanale, culturelle et touristique organisée par la ville de Meknès, le samedi 8 mars, à 16 heures, à la salle Maurice-Denis, place Maurice-Berteaux, à Saint-Germain-en-Laye.

Soutenances de thèses

— Samedi 8 mars à 9 heures, université de Paris-VII, salle Louis-Liard, M. Philippe Berthier : « Barbey d'Aurevilly et l'imagination. »

— Samedi 8 mars à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, salle Louis-Liard, Mlle Marguerite Bonnet : thèse principale : « André Breton. Naissance de l'aventure surréaliste. » Thèse complémentaire : « André Breton : Mont de piété et Alentours (1913-1919). Edition critique. »

— Samedi 8 mars à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, amphithéâtre Descartes, M. François Charpin : « L'idée de phrase grammaticale et son expression en latin. »

Visites et conférences

VENDREDI 7 MARS

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Pajot : « La manufacture des Gobelins ». — 15 h., 92, boulevard Jean-Jaurès, à Clichy, Mme Pennec : « Saint Vincent de Paul, curé de Clichy ». — 15 h., 23, rue de Sévigné, Mme Legregeois : « Les collections révolutionnaires à Carnavalet ». — 15 h., 24, rue de Poissy, Mme Saint-Girons : « Le collège des bernardins ». — 15 h., musée du Louvre : « Antiquité grecque » (Mme Angot).

CONFERENCES. — 15 h., Musée des arts décoratifs, 109, rue de Rivoli, Mme Véra Granoff : « Orfèvrerie anglaise, orfèvrerie française du dix-neuvième siècle ». — 20 h. 30, Centre Chaillot-Galliera, 28, av. George-V : « Soixantième anniversaire des massacres de 1915 par le gouvernement turc de l'époque à l'encontre du peuple arménien » (Union culturelle française des Arméniens de France). — 20 h. 30, salle des ingénieurs des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna : « La Grèce et ses îles ». — 20 h. 30, 26, rue Bergère, M. Patrick Leball : « Le maître de sagesse » (L'Homme et la Connaissance). — 20 h., 58, rue de Londres : « Scientologie. Philosophie religieuse appliquée. Méthode de libération spirituelle et cours d'efficacité personnelle » (Eglise de Scientology de France) (entrée libre). — 20 h. 30, salle La Rochefoucauld-Liancourt, 9 bis, avenue d'Iéna, M. Claude Ferraton : « David, Ingres, Delacroix ». — 15 h., Sorbonne, galerie Richelieu, M. le recteur Ahmed Abdesselem : « L'histoire dans le monde arabe, et plus particulièrement le Maghreb ».

A L'HOTEL DROUOT

VENTES

Vendredi

S. 1. — Meubles, objets d'art du 18e, porcelaine, faïence anc. MM. Lacoste, Mes Ader, Picard, Tajan.

S. 2. — Meubles. Me Thullier.

S. 3. — Dentelles anc., jetons anc. Me Pescheteau.

S. 7. — Livres anciens et modernes. M. Leconte, Mes Ader, Picard, Tajan.

S. 8. — Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne. S.C.P. Couturier/Nicolay.

S. 10. — Tableaux mod. M. Hellebranth. Mes René et Cl. Boisgirard.

S. 12. — Meubles. Mes Ribault-Menetière, Marlio.

S. 13. — Bib., mbles. Me Deurbergue.

VENTES A VERSAILLES

RAPATRIÉS

M. Mario Bénard fait le point sur les mesures envisagées en faveur des Français musulmans

M. Mario Bénard, député du Var (U.D.R.), parlementaire en mission chargé d'étudier le problème des rapatriés, a réuni mercredi 5 mars à l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer une conférence de presse pour faire le point sur les mesures envisagées en faveur des Français de confession islamique. Six associations, regroupant des rapatriés français musulmans, étaient représentées par leurs présidents ; seule la Confédération nationale des Français musulmans et leurs amis, que préside M. Laradji, et qui avait organisé en novembre dernier une longue grève de la faim en l'église de la Madeleine, avait refusé de se faire représenter.

Treize ans après les accords d'Evian, M. Mario Bénard a examiné la situation des dizaines de milliers d'Algériens qui ont demandé à garder la nationalité française. Ce sont, pour la plupart, d'anciens membres des forces supplétives de l'armée ou des fonctionnaires.

Allocation viagère pour les anciens harkis

De nouveaux délais sont accordés à ceux d'entre eux qui n'auraient pas encore entrepris les démarches officielles afin d'opter pour la nationalité française. Leurs dossiers seront étudiés plus rapidement, ce qui permettra notamment de régler, dans le cadre de la juridiction française, de nombreux cas de divorces, divorces provoqués en grande partie par la longue séparation entre les époux, les femmes restées en Algérie ne recevant pas de leur gouvernement l'autorisation de rejoindre leurs maris. Ceux-ci de leur côté ne peuvent, en leur qualité de Français, envoyer des devises hors de France, ce qui n'est pas le cas pour les Algériens immigrés.

M. Mario Bénard a rappelé qu'au cours de son séjour à Alger, M. Giscard d'Estaing abordera le problème de la libre circulation entre les deux pays pour ceux des rapatriés qui ont encore la double nationalité.

Pour les anciens supplétifs de l'armée française, il a été rappelé qu'ils avaient les mêmes droits que les militaires à l'attribution de la carte du combattant. De leur côté, les anciens harkis détenus pendant un certain temps en Algérie recevront une allocation viagère sur la base du SMIC.

La construction par les communes et avec l'aide de l'Etat d'habitations à loyer modéré pour familles nombreuses (F 6 à F 8) permettra de faire disparaître les trente derniers hameaux dans lesquels, depuis de nombreuses années, vivent dans des conditions parfois lamentables un millier d'ouvriers et leurs nombreuses familles.

Enfin, un supplément de crédits de 30 à 40 millions de francs a été inscrit au budget 1976 au titre de la formation professionnelle des Français de confession islamique. — L. P.

RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

Mondialement vôtre

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber s'est bien amusé, mercredi, dans les studios du « Point sur l'A 2 », où l'on traitait de la crise de l'économie mondiale. Du moins en donnait-il l'impression. Il y avait de quoi, d'ailleurs. On s'attendait à le voir gigoter, mal à l'aise, sur la sellette, devant François de Closets, auteur du Bonheur en plus, et surtout devant Jean Ferniot, qui vient de publier, avec Michel Albert, une réponse : les Vaches maigres, *indignée, généreuse, passionnée, au* Défi américain, *lancé il y a sept ans, à l'époque des vaches grasses, par le directeur de* l'Express. *C'était mal le connaître. Au bout de trois minutes d'émission, souriant, habile, assuré, mi-indulgent, mi-impatient, c'est lui qui leur donnait la leçon, qui distribuait les blâmes et les encouragements.*

Avant de réfuter les gens, il faut commencer par apprendre à lire. A l'en croire, on lui faisait dire l'inverse de ce qu'il avait écrit. Il n'a jamais proposé le modèle américain à notre admiration et à notre imitation servile. Il nous a incités, au contraire, à créer un modèle européen pour ne pas être à la traîne des Etats-Unis. Jean Ferniot le prie de l'excuser, il lui avait pourtant semblé le voir citer en exemple la croissance américaine et la formidable supériorité économique des Etats-Unis, supériorité aujourd'hui contestée. Sans doute était-il bête, il avait dû se tromper. Mais non, mais non, il n'est pas bête du tout, impulsif simplement.

Intervention de Samuel Pisar, avocat international, spécialiste des transactions entre l'Est et l'Ouest, en faveur de la croissance, seul remède connu au chômage. Jean Ferniot en connaît d'autres (partage du travail, horaires et retraites à la carte, « déspécialisation »). Il les a énumérés en conclusion de son livre, et on pensait qu'il saisirait l'occasion de nous les soumettre à l'écran. Il s'est contenté de rappeler le « peuple », les « peuples » à l'attention de ses interlocuteurs qui s'interrogeaient sur les dangers de voir l'isolationnisme des syndicats et des militaires américains l'emporter sur la tendance gouvernementale, parlementaire et industrielle, à l'intégration et aux échanges avec l'U.R.S.S. Quoi le peuple ? Qui le peuple ? s'est impatienté le député de la Moselle. N'est-il pas justement représenté par les élus et par les syndicats ? Mais enfin, bon, on va essayer de ne pas oublier le peuple. Et on passe aux choses sérieuses. A la nécessité de développer les équipements collectifs plutôt que d'encourager les entreprises privées, tout en regrettant que ce ne soit pas toujours le cas aux Etats-Unis. Et tout en se félicitant de l'aide apportée à Citroën par l'Etat providence présidé par M. Giscard d'Estaing. De toute façon, la France comme les Etats-Unis sera obligée d'exporter d'ici peu ses entreprises, déplaçant ainsi le marché de l'emploi, et contribuant à l'internationalisation de l'économie illustrée par la récente proposition des pays producteurs de pétrole de construire dans les pays en voie de développement des usines de fabrication d'engrais. Eux se chargeraient de l'apport financier, nous de l'aide technique. Là-dessus tout le monde était d'accord. A problèmes mondiaux solutions mondiales.

CLAUDE SARRAUTE.

LA PEINE DE MORT SUR FR 3

Une trop bonne cause ?

Des êtres blessés jusqu'au fond d'eux-mêmes ont parlé mercredi soir, 5 mars, à la télévision, d'un sujet dont ils attendent, à l'évidence, la guérison des tourments, si compréhensibles, qui les habitent : la peine de mort.

Ils sont les parents d'enfants, d'adolescents tués, ou violés, ou les deux. Pour éviter que de tels faits se reproduisent et comme pour trouver un remède qui rendrait leurs souffrances passées moins vaines, ils ont une solution, car elle est dans les codes. Ils veulent qu'on l'applique, puisqu'elle est dans les codes : la peine de mort.

Ils parlent, malhabiles, caparaçonnés de leur conviction. Leurs lapsus sont une preuve supplémentaire que rien n'est, d'avance, convenu. Leurs mains, que la télévision nous montre, tremblent : c'est la fébrilité de la sincérité. Car, bien sûr, ils sont sincères. Ils défendent une bonne cause, la leur. Ils disent : *« Le président de la République ne doit pas exercer son droit de grâce, ni sa mansuétude vis-à-vis du monde carcéral. Ce serait un facteur de régression de la criminalité et du banditisme »* (M. Malot, un sympathisant ; *« Je trouve qu'actuellement on s'intéresse beaucoup aux assassins, trop peu aux victimes, jamais aux familles des victimes. Nous sommes écœurés. Au moment du procès de l'assassin de ma fille, l'avocat général n'a pas été suivi, parce qu'il n'a pas eu le dernier mot »* (Mme Blin) ; *« Les faits divers, on n'y fait pas attention, mais on risque toujours de figurer dans cette rubrique, pensez-y ! Un jour, cela peut vous arriver. (...) Les prisons bientôt, ce sera le château de Versailles, on chouchoute les assassins »* (M. Baulieu, dont la mère a été assassinée) ; *« Libéraliser serait créer une caste d'intouchables qui auraient le droit de tuer les honnêtes gens »* (M. Taron, dont le fils a été assassiné et qui assure que son association a reçu *« de la reine d'Angleterre »* une lettre lui indiquant que *« les crimes avaient augmenté en Grande-Bretagne depuis que la peine capitale avait été supprimée »*).

Voilà ce qui, sincèrement, fut dit. Mais quand on se révèle si tourmenté, peut-on dépasser ce que les passions commandent, rechercher davantage qu'un palliatif pour une douleur qui ne cesse pas ? Et, pour une cause si bonne, déjà gagnée — ses zélateurs eux-mêmes affirment que 85 à 95 % des Français la soutiennent, — un quart d'heure à la télévision, à une telle heure, ça n'est pas rien. — Ph. B.

★ Association pour la défense de la vie des enfants et la stricte application de la peine de mort à leurs assassins, 18, rue de Naples, 75008 Paris, sur FR 3, Tribune libre, à 19 h. 40, mercredi 5 mars.

POUR RÉSOUDRE SES DIFFICULTÉS BUDGÉTAIRES

Antenne 2 pourrait diffuser des émissions de formation professionnelle des entreprises

Les problèmes financiers restent au centre des soucis des responsables des nouvelles sociétés de télévision, ceux d'Antenne 2 en particulier qui souhaitent compléter par des recettes annexes l'enveloppe budgétaire de la chaîne pour 1975 (soit 652,5 millions de francs).

C'est dans cet esprit que de nouveaux « créneaux » publicitaires — dont un à 21 h. 30 — vont être aménagés dans la grille de programme de la seconde chaîne, mais dans des limites strictes. On sait, en effet, qu'il n'est pas permis aux chaînes de télévision d'augmenter le volume des recettes publicitaires au-delà de 25 % des recettes totales.

Mais un autre projet fait déjà son chemin : il s'agirait de louer des temps d'antenne actuellement inemployés (par exemple le matin entre 9 h. et 10 h.) à des collectivités professionnelles ou à des entreprises publiques ou privées qui souhaitent communiquer avec leur employés en province ou informer leurs personnels par les moyens audio-visuels. Dans l'esprit de M. Xavier Larère, directeur de la société Antenne 2, il s'agit, sans porter atteinte au monopole, de mieux utiliser l'antenne, comme cela se fait déjà au profit de l'éducation nationale (TV scolaire) ou de la Sécurité sociale. Les fonds prévus pour la formation professionnelle dans certaines branches pourraient s'investir partiellement dans ce mode de communication.

« Mais nous garderions la totale maîtrise de cette nouvelle mission de service public, précise M. Larère, *laquelle participerait en outre aux activités annexes de fabrication d'émissions que souhaite développer M. Jean-Charles Edeline dans la société française de production. »*

Précisons cependant qu'il ne s'agit encore que d'un projet sur lequel le gouvernement aura à se prononcer. L'Etablissement public télédiffusion de France attendra pour sa part ce « feu vert » avant de dire à Antenne 2 ce qu'il lui en coûtera comme frais supplémentaires.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 6 MARS

— *M. Olivier Guichard,* ancien ministre, est interrogé par Jacques Chancel sur France-Inter, à 17 heures.

— *M. François Mitterrand,* premier secrétaire du parti socialiste, de retour du Japon, répond aux questions d'Etienne Mougeotte, à 19 h. 20, sur Europe 1.

— *M. Jacques Barrot,* secrétaire d'Etat au logement, répond aux questions des auditeurs sur le thème *« les locataires ont-ils* des droits et lesquels ? », pour France-Inter, vers 19 heures.

— *M. Jose Lopez Rega,* ministre du bien-être social d'Argentine, est interviewé au cours du magazine « Satellite » sur TF-1 à partir de 21 h. 20.

VENDREDI 7 MARS

— « *La réforme de la Sécurité sociale en matière de pension et de reversion* » est le sujet d'Inter-Femmes à 11 h. 30.

— *M. Yvon Bourges,* secrétaire d'Etat à la condition militaire, participe au journal diffusé depuis la base aérienne du plateau d'Albion sur France-Inter, à 13 heures.

— *M. Paul Laurent,* membre du comité central du parti communiste français, est l'invité du journal de R.T.L. à 13 heures.

— « *La surpopulation* » fait l'objet d'un dossier traité par M. Alfred Sauvy sur France-Culture à 16 heures.

— *Les alcooliques anonymes* exposent leur point de vue en tribune libre sur FR-3 à 19 h. 40.

— « *Le Club de Rome* », avec MM. R. Lattes, A. Touraine, J. Delors et M. Rocard, est le sujet des « Rencontres » de France-Culture à 20 heures.

— « *Arabes et Israéliens* » est le thème du magazine littéraire « Apostrophes » auquel participent MM. Mahmoud Hussein et Saul Friedländer sur Antenne 2 à 21 h. 40.

M. CLAUDE MERCIER PRÉSIDENT DE SOFRATEV

M. Jean Autin, président de Télé-Diffusion de France (T.D.F.) a proposé au conseil d'administration de Sofratev, filiale de T.D.F. *(qu'il présidait auparavant)* de confier ce poste à M. Claude Mercier, ancien directeur général adjoint de l'O.R.T.F., chargé des services techniques.

Rappelons que la Sofratev, créée en mars 1973, est une société d'économie mixte avec participation de l'Etat et de banques de dépôt et d'affaires, dont l'objet est de favoriser l'exploitation des techniques et matériels français.

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

JEUDI 6 MARS

● CHAINE I : TF 1

18 h. 20 Le fil des jours.
18 h. 40 Pour les petits : Chapi Chapo.
18 h. 50 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Une minute pour les femmes.
19 h. 45 Feuilleton : Aurore et Victorien.
20 h. 35 Série : « Jo Gaillard » : « Escale à Gênes », réal. H. Bromberger, avec B. Fresson, D. Briand, F. Garrani.
Comédie à l'italienne ou suspense policier ? Qui est cette jeune Calabraise sans papiers et sans argent ? Séduit, le « second » du Marie-Aude mène l'enquête.
21 h. 20 Magazine de reportage : « Satellite ».
France-Afrique : quelle politique ? ; Pêcheur en Bretagne; Argentine : les morts au pouvoir ; Erythrée : les premiers ralliés.
22 h. 20 Basket-ball.
Berck - Tel-Aviv, quarts de finale de la Coupe d'Europe (en différé).

● CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
18 h. 40 Le livre du jour.
18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
20 h. 35 Dramatique : la Croisée, d'A. Stil, réal. R. Sangla, avec B. Fossey, G. Guégan, J.-P. Dougnac.
Viviane est mariée avec Jean-Pierre. Ils sont jeunes. Elle est infirmière — la nuit — lui professeur de mathématiques, le jour. A force de se « croiser », il s'éloignent l'un de l'autre.
21 h. 35 Alain Decaux raconte : l'Affaire Stavisky.
Un scandale financier qui compromit le gouvernement Chautemps en 1934.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Voir (les bandes dessinées).
19 h. 40 Tribune libre : Les citoyens du monde.
20 h. Jeu : *Altitude 10 000,* d'A. *Jérôme* et P. Vignal.
20 h. 30 Un film... un auteur : « l'Insoumis », d'A. Cavalier (1964), avec A. Delon, L. Massari, G. Géret.
L'aventure d'un légionnaire déserteur qui participe, à Alger, en 1961, pour le compte de l'O.A.S., à l'enlèvement d'une avocate française, puis la délivre et devient un homme traqué.

● FRANCE-CULTURE

20 h., « Climats », d'A. Maurois, adapt. : M. Weill, avec M. Teynac, F. Fabian, J. Erty, R. Dhéran, G. Romande (réal. A. Gilles) ; 21 h. 20, Biologie et médecine, par les professeurs R. Debré et H. Lamy ; 21 h. 50, Le livre d'or ; 22 h. 40, Café-théâtre par Y. Taquet : « C'est pas mon frère » et « la Cuillère » ; de P. Louki au petit T.E.P. ; 23 h. 25, Aux portes du rêve, par C. Mettra : « la Maison forestière », d'après Erckmann-Chatrian.

● FRANCE-MUSIQUE

19 h. 40 (S.), En musique avec... Guitare en famille (Milan, Vivaldi, Moskowski, Rodrigo) ; 20 h. 30 (S.), En direct du Studio 105. Orchestre de chambre de Radio-France, direct. : H. Quach, avec le concours de B. Yanotta, clarinettiste ; H. Gui, baryton : « Suite champêtre » (Sibelius) ; « Concerto pour clarinette » (Copland) ; « Introduction et Allegro » (Elgar) ; « Cinq rondos de Charles d'Orléans » (Devriès) ; « Suite Holberg » (Grieg) ; 22 h. 45 (S.), Clarté dans la nuit ; 23 h. (S.), Le monde des jazz ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30, Pop music.

VENDREDI 7 MARS

18 h. 20 Le fil des jours.
18 h. 40 Pour les petits : Chapi Chapo.
18 h. 50 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Une minute pour les femmes.
19 h. 45 Feuilleton : Aurore et Victorien.
20 h. 35 Au théâtre ce soir : « Treize à table », de M.-G. Sauvageon, avec S. Renan, R. Manuel, B. Auber.
Les tourments d'une maîtresse de maison un soir de réveillon pour ne pas trouver autour de sa table le nombre fatidique de treize invités. (Première diffusion : le 25-5-1967.)

● CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
18 h. 45 Le livre du jour.
18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : L'âge en fleur.
20 h. 35 Variétés. Bouvard en liberté.
Avec Thierry le Luron.
21 h. 40 Magazine littéraire. Apostrophes, de B. Pivot : Arabes et Israéliens.
Avec MM. Mahmoud Hussein et Saul Friedländer qui parleront des livres : « Arabes et Israéliens », de J. Lacouture ; « Un substitut de campagne en Egypte », de Tewfik El Hakim et « Jusqu'à la mort », d'Amos Oz.
22 h. 50 Ciné-club : « Scarface », de H. Hawks (1930), avec P. Muni, G. Raft, A. Dvorak, B. Karloff (v.o. sous-titrée).
Le règne d'un gangster balafré — violence, meurtres en série, volonté de puissance — à Chicago dans les années 20. D'après la « carrière » d'Al Capone, un film célèbre qui a marqué les débuts du parlant aux Etats-Unis.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Télescope.
Comment fabriquer un masque et « Oum le dauphin ».
19 h. 40 Tribune libre : Les alcooliques anonymes.
20 h. Emissions régionales.
20 h. 30 Contre-enquête : « L'affaire des bijoux de la bégum », réal. R. Forissier.
En 1949, un hold-up traditionnel se transforme en une véritable guerre des « polices », où se trouvent mêlés et successivement impliqués les renseignements généraux, la sûreté nationale, le contre-espionnage, des indicateurs, des gangsters, des journalistes...
21 h. 20 Série : A voix haute, à voix basse : « Madame Cantili ».
Une nouvelle de Paul Léautaud lue par Jean-Claude Brialy.

● FRANCE-CULTURE

20 h., Rencontre. Patrice Galbeau reçoit M.-R. Lattes à propos du Club de Rome, avec MM. A. Touraine, J. Delors, M. Rocard ; 21 h., Entretien avec Darius Milhaud, par G. Léon (2) ; 21 h. 20, Les grandes avenues de la science moderne, par le professeur P. Auger ; 21 h. 50, En son temps l'Opéra ; 23 h., Folklore, par F. Vernillat ; 23 h. 25, Musique nouvelle, chorales nouvelles.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), En direct du Studio 105. Lever de rideau par R. Stricker, avec J.-L. Haguenauer, pianiste : « Pièce opus 19 » (Schoenberg), « Quatre préludes et fugue du clavecin tempéré, deuxième livre » (Bach), « Humoresques » (Schumann) ; 22 h. (S.), Jardins à la française : Jolivet, Pierné, Rivier) ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30, Nocturnales.

PRESSE

EN RAISON DE LA LIMITATION DU TIRAGE

La direction du « Parisien libéré » fait procéder à un constat d'huissier

Le Comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.) — confirmant les informations que nous rapportions dès mercredi (*le Monde* du 6 mars) — fait état dans un communiqué des dispositions que prendrait la direction du *Parisien libéré* pour faire confectionner des éditions-pirates régionales des titres qu'elle a décidé de supprimer le 4 mars (*Oise-matin, Seine-et-Marne-matin, Beauce-matin et Val-d'Oise*).

Le Comité *« se félicite de ce que les travailleurs des services techniques du* Parisien libéré *aient parfaitement bien réagi à la volonté manifeste de M. Amaury de s'attaquer, sous couvert de résorber un prétendu déficit, à leurs conditions de travail. Le meeting du mardi 4 mars, réunissant la quasi-totalité des personnels techniques, les réunions au niveau des équipes, ont amené le Comité intersyndical à recueillir différentes informations laissant présager les intentions de la direction de faire confectionner des éditions régionales pirates des titres ci-dessus.*

» Le Comité intersyndical tient à attirer l'attention de tous les travailleurs du Livre de la région parisienne concernant ces confections qui n'ont pour but que d'infléchir la position des ouvriers en lutte. Pour faire échec à cette tentative, il leur demande de s'opposer à ces confections d'éditions pirates pour le cas où ils seraient sollicités. Ces confections, d'un prix très onéreux, démontrent, s'il en était encore besoin, que le problème financier avancé par la direction n'est qu'un faux prétexte et qu'en réalité la direction veut, entre autres, par le conflit qu'elle a ouvert, briser l'unité des ouvriers du Livre de la presse parisienne.

» Le Comité intersyndical du Livre parisien se félicite de ce que la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. ait pris toute disposition au niveau national et international pour que joue la solidarité face aux tentatives de confection des éditions pirates. »

Pour sa part, la direction du *Parisien libéré* a fait procéder, mardi et mercredi, à un constat d'huissier concernant la réduction du tirage (417 287 exemplaires sur format tabloïd unique contre 480 000 souhaités par la direction du journal le mardi 4 mars). Selon ce rapport, *« cette décision a été prise unilatéralement, causant un préjudice certain et irréversible à la requérante* [la direction du journal], *qui avait le plus grand intérêt à faire constater l'existence d'un document indiquant l'ordre de tirage de 480.000 exemplaires et l'attestation par laquelle M. Laurens, pointeur, certifie que sur ordre des organisations syndicales le chiffre a été fixé arbitrairement et au mépris des instructions données à 405 287... »*

A Dijon GRÈVE AUX « DÉPÊCHES » POUR S'OPPOSER A VINGT LICENCIEMENTS

(De notre correspondant.)

Dijon. — L'ensemble du personnel des Presses nouvelles de l'Est, qui éditent en Côte-d'Or et dans le Jura le quotidien *les Dépêches*, s'est mis en grève mercredi après-midi, empêchant la parution du journal jeudi matin.

Ce mouvement, qui concerne environ deux cents personnes, a été décidé, en assemblées générales des différentes catégories du personnel, pour une durée de vingt-quatre heures. Il fait suite à l'annonce de vingt licenciements frappant la plupart des membres du personnel engagés en 1973 et 1974. Le personnel estime que ces mesures sont dépourvues de signification économique en l'absence d'un plan de réorganisation de l'entreprise.

Les organisations syndicales (F.F.T.L.-C.G.T., employés-C.G.T., S.N.J.-Autonome, S.N.J.-C.G.T. et S.J.F.-C.F.D.T.) déclarent dans un communiqué que *« le personnel entend ainsi s'opposer à cette mesure arbitraire prise sans aucune consultation préalable et sans que la direction ait défini un plan de rétablissement de l'entreprise. Le personnel se refuse une nouvelle fois à faire les frais de mauvaises gestions successives. Les organisations syndicales établissent actuellement des propositions concrètes tant pour assainir la situation financière que pour sauvegarder l'emploi ».*

● LES JOURNALISTES DE L'ENVIRONNEMENT. — L'Association des journalistes de l'environnement (A.J.E.), qui a tenu son assemblée générale le 3 mars, a procédé à la désignation de son conseil d'administration et de son bureau. Celui-ci est présidé par M. Jean Vuaille (agence Presse-Environnement). Il est en outre composé de MM. Christian Marmain *(l'Usine nouvelle),* Michel Chevalet *(la Croix),* Louis Bériot *(la France défigurée),* Michel Chaumont *(le Nouveau Journal)* et Jean-René Albertin *(France-Soir).*

FAITS DIVERS

A Paris

LES LOCAUX DU JOURNAL « RÉVOLUTION » SONT MIS A SAC PAR UN COMMANDO D'EXTRÊME DROITE

Les locaux du journal d'extrême gauche « Révolution » ont été mis à sac, le mercredi 5 mars dans la matinée, par un commando d'une dizaine de jeunes gens se réclamant du Groupe d'intervention nationaliste (GIN). Après avoir fait irruption dans les locaux, situés 60, rue de Richelieu, à Paris-2e, les assaillants ont molesté une personne, saccagé les lieux et allumé un début d'incendie, qui a pu être maîtrisé.

Dans un communiqué, l'organisation communiste Révolution — dont le journal « Révolution » est l'organe — proteste contre cette agression d'un « groupuscule fasciste » et demande à « toutes les forces révolutionnaires d'organiser immédiatement la riposte la plus énergique ».

EN BREF...

● *Le meurtre de Mme Cazenave : audition d'un officier.* — Un capitaine du 92e régiment d'infanterie, M. Marcel Wattebled, est entendu, depuis la fin de l'après-midi du mardi 5 mars, par les policiers du S.R.P.J. de Clermont-Ferrand comme *« témoin »* du crime de Saint-Ours-les-Roches au cours duquel fut tuée, le 19 février, Mme Marie-Hélène Cazenave, épouse du trésorier-payeur général de la région Auvergne. Les policiers doivent montrer ce jeudi 6 mars la photographie du capitaine Wattebled au fils de la victime, blessé le 19 février et toujours soigné à Paris.

● *Huit nouvelles toiles provenant du vol de la Galerie Odermatt à Paris* viennent d'être retrouvées dans un petit appartement du Cros-de-Cagnes. Parmi celles-ci, un Utrillo, un Rouault et un Cézanne. Jacques Laporte, arrêté voici une semaine à Monte-Carlo et dans la voiture duquel huit autres tableaux avaient été découverts (*le Monde* du 26 février), les y avaient entreposées. Avec les cinq toiles remises spontanément à la police par un particulier chez qui Laporte les avait laissées en dépôt, cette découverte porte à vingt et un le nombre de tableaux retrouvés. Il en manque encore six. — *(Corr.)*

● *Colis piégé à Niort : un mort.* — M. Guy Leclerc, employé municipal à Sainte-Pézenne (Deux-Sèvres) a été victime, mardi 5 mars, d'un attentat. Ce père de trois enfants est mort, déchiqueté par l'explosion d'un colis piégé, trouvé dans le garage du dépôt d'ordures dont il s'occupe.

● *L'état d'urgence* a été décrété, le mercredi 5 mars, à Arequipa, au Pérou, où des pluies torrentielles ont provoqué la mort de seize personnes. Les dégâts sont considérables. — *(A.F.P.)*



...ES PROGRAMMES

...DI 6 MARS

VENDREDI 7 MARS

LA LIMITATION DU TIRAGE

Le Monde DES LIVRES

HERVÉ BAZIN FACE AU DIVORCE

La guérilla ex-conjugale

★ MADAME EX, d'Hervé Bazin. Le Seuil, 320 pages, 35 F.

ON ne soupçonnera pas Hervé Bazin de condamner le divorce : il a divorcé deux fois ; ni de discréditer le mariage : il en est à sa troisième femme. Pourtant, à la limite, « Madame Ex » pourrait amener à l'une ou l'autre conclusion ceux qui continuent à rêver de l'impossible tant est amer au fond le récit tragi-comique de cette dissociation familiale.

L'impossible, Hervé Bazin n'est pas de ceux qui en rêvent. Les deux pieds sur terre, le goût de la vie et, du moins dans ce livre-là, la préférence accordée au bonheur sur le malheur, au positif sur le négatif, fût-ce au prix d'une victime expiatoire.

Quant à remettre le divorce en cause, il n'en est pas question. Nous n'en sommes plus au temps de Bourget, que l'auteur cite avec malice, plutôt que de laisser ce soin à ses détracteurs. Puisqu'on se range sous la même bannière, le roman de mœurs, autant marquer soi-même les distances. La précaution vaut ce qu'elle vaut. Elle ne détruit pas le parallélisme.

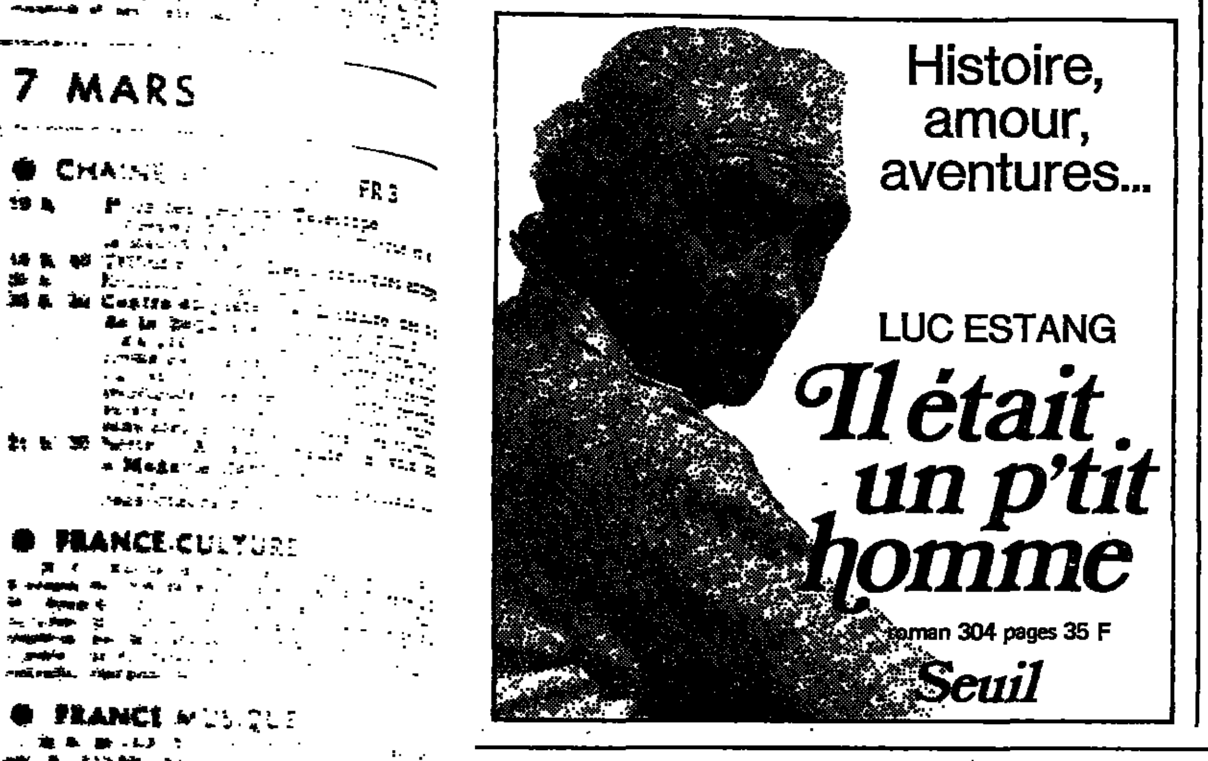
Donc, pour Hervé Bazin, l'institution existe sinon comme un bien, du moins comme un de ces maux inhérents à l'humaine condition dont la sagesse consisterait à limiter les dégâts. La loi va le tenter. Elle n'y suffira pas. Sans un « consentement mutuel », sincère et bien vécu, le mal prolifère. Pour être séparés, les époux ne sont point sortis de l'enfer. Qui a jamais parlé des « liens que crée le démariage » ? Les enfants, la pension, le droit de garde et le droit de visite... Mal assumés, ils enveniment des plaies qui font peur à voir...

C'est cet enfer d' « après » que décrit « Madame Ex », qui d'emblée s'ouvre sur la tentative de conciliation entre Aline et Louis. L'enfer d'« avant » se réduit à peu de choses et très ordinaires. Après dix-huit ans de mariage et quatre enfants, Louis, décorateur, qui manie avec plus ou moins de bonheur le pinceau, a quitté une femme qui n'était plus jeune, qui n'était plus aimable et plus guère désirable, pour vivre avec Odile : vingt ans de moins et sa maîtresse depuis cinq ans. Ce n'est pas l'adultère qui détruit les couples, nous dit Bazin, fort de la vieille morale bourgeoise. La rupture se produit quand la tendresse, greffée sur le désir, s'en mêle. La tendresse pour l'autre, s'entend, avec qui soudain vous prend l'envie de vivre.

Pas très fier de son coup, Louis ! Tout à fait conscient de ses torts et prêt à les reconnaître. Pas héroïque non plus au point de sacrifier l'amour au devoir. Mais heureux malgré tout, puisque d'autres bras l'attendent.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 14.)



Enfin en poche

«TRISTRAM SHANDY»

LE RÉCIT « LE PLUS FOU » DE L'OCCIDENT



★ VIE ET OPINIONS DE TRISTRAM SHANDY GENTILHOMME, de Laurence Sterne. Traduit de l'anglais par Charles Mauron : U.G.E. « 10-18 », 2 volumes, 448 pages, 15 F chaque.

A quoi les reconnaît-on ? Rien, apparemment, ne les distingue du commun des mortels. Pourtant, ceux qui ont eu, une fois pour toutes, l'esprit mis sens dessus dessous par la lecture de *Tristram Shandy* forment une sorte de confrérie secrète, un réseau d'initiés. Depuis l'an 1760, où parut le premier volume, ils pensent avec la plus intime conviction que ce roman déroutant, savant, subtil, célèbre, désinvolte, méconnu, est le texte le plus fou que l'Occident ait jamais vu paraître (c'est vrai : les « shandiens » ont une certaine propension à l'hyperbole...).

Voltaire ne s'y était pas trompé, qui le porte aux nues. Ni Diderot, qui le pille sans vergogne dans *le Neveu de Rameau*. Ni Charles Mauron, qui en donna en 1946, chez Robert Laffont, une traduction française admirable de vivacité, pour la plus grande joie des fidèles de Sterne. Peut-être ceux-ci tremblent-ils un peu de voir aujourd'hui aux devantures, et en « poche », leur drogue secrète. Car, il faut prendre garde à ce texte sans pareil : « Croyez-moi, *bonnes gens, la chose n'est pas une bagatelle.* »

Cette « chose » est une étrange autobiographie : elle se déroule pour moitié avant la naissance du héros, et s'achève quand il a tout juste quatre ans. Quoi d'anormal ? Tristram a décidé de raconter sa vie à partir de l'instant exact de sa conception. De ce soir-là datent, en effet, tous ses malheurs « *Pardon, mon ami*, demanda sa mère, *n'avez-vous pas oublié de remonter la pendule ?* » : la question, inattendue, perturba si profondément son père à l'instant crucial qu'elle « *éparpilla et dispersa* » les « *esprits vitaux* » qui eussent assuré un heureux engendrement.

En dépit de ces fâcheux présages, il restait à espérer que l'enfant eût un long nez. Gentilhomme campagnard, esprit systématique et féru de philosophie, Mr. Shandy père soutient doctement que la longueur d'un nez est en relation directe avec la noblesse, l'imagination et la fantaisie de son possesseur. Erudit estimable et fin politique (« *Si j'avais le pouvoir absolu..., avait-il coutume de dire en remontant sa culotte à deux mains.* »), il collectionne tous les *in-folio* imaginables à l'appui de sa thèse et argumente son sujet avec la plus indéfectible ténacité. Peine perdue : le jour de l'accouchement, les impitoyables forceps du Dr Slop écrasent totalement l'appendice nasal du jeune Shandy...

Le père accablé se raccroche à sa vieille théorie des prénoms : la force de caractère change du tout au tout suivant qu'on s'appelle John ou Trismégiste. Mais on ne s'appelle pas Tristram !

Par quel diabolique concours de circonstances ce malheureux fils, au nez déjà plat, sera-t-il baptisé ainsi ? Voilà qui nous entraînerait trop loin. Mais ce fut — hélas ! — le cas.

La trame de cette histoire édifiante n'a d'ailleurs qu'une importance secondaire. Sur elle viennent se greffer dix autres développements, cent argumentations à n'en plus finir, mille considérations philosophiques, historiques, physiologiques et militaires. Etudiant à Cambridge, entré dans les ordres, auteur d'innombrables sermons, Sterne est d'abord l'héritier de la grande rhétorique médiévale. Il la parodie avec une incomparable maîtrise, mêlant les vraies et les fausses citations, inventant des textes, des références, des œuvres entières. L'illustre Slawkenbergius n'est-il pas l'auteur d'un traité universel sur le rôle des nez dans l'histoire du monde ? Des juristes n'ont-ils pas démontré, toutes autorités à l'appui, qu'aucun lien de parenté n'existe entre une mère et ses enfants ?

ROGER-POL DROIT.

(Lire la suite page 16.)

QUELQU'UN QUI A QUELQUE CHOSE A DIRE !

« LE REFLUX », de Maurice Maschino

Par Bertrand Poirot-Delpech

ENFIN un écrivain qui ne cache pas sous des théories, des éructations ou des joliesses son embarras de n'avoir rien à dire ! Enfin quelqu'un qui a vécu quelque chose, et dont l'expérience ne remonte pas, une fois de plus, aux années 40. Enfin la preuve que le témoignage lucide à la manière de Sartre ou de Beauvoir reste une des fonctions majeures de la littérature !

François Maschino fait partie des hommes de gauche à qui ne peut être adressé le reproche courant de vivre en désaccord avec leurs opinions ou de s'engager sans périls. Il a été en effet parmi les quelques centaines de rappelés de la guerre d'Algérie qui ont préféré les risques de la désertion ou de l'insoumission à un combat selon eux injustifiable. Dans deux romans aussitôt interdits pour apologie de la désobéissance — *le Refus* et *l'Engagement*, Maspero 1960, 1961, — ce professeur de philosophie alors âgé de trente ans a raconté comment son attachement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les horreurs coloniales aperçues au Maghreb l'avaient poussé, malgré ses réflexes de petit-bourgeois plutôt rangé, à ne pas rejoindre, en 1957, une armée qu'il n'avait pas lieu de révérer.

Passé en Tunisie, il a collaboré à la presse F.L.N. ainsi qu'aux *Temps modernes*. Après la paix de 1962, il a épousé une Algérienne, dont il a acquis la nationalité et partagé les déceptions devant l'Afrique indépendante au point d'écrire avec elle *l'Algérie des illusions* (Laffont 1972) et de vouloir, en juillet 1971, revenir vivre en France.

C'est ce retour et la redécouverte de notre réalité qu'il raconte aujourd'hui dans *le Reflux*, avec le regard sombre mais exceptionnellement neuf d'un bâtard à qui trois exils — sa mère était russe — n'ont laissé pour patrie qu'une improbable révolution.

PREMIERE épreuve après douze ans d'absence : alors que l'amnistie avait joué pour les tueurs O.A.S. et les officiers putschistes, que les tortionnaires étaient promus et décorés, en attendant de devenir ministres, les réfractaires comme lui demeuraient hors-la-loi, leur exemple constituant une menace finalement plus inquiétante pour le pouvoir que les rodomontades de généraux. Ils étaient trop peu nombreux, d'autre part, pour que se mobilise en leur faveur une gauche plus soucieuse d'opérations « payantes » que d'« humanité ».

Aidé d'avocats aux honoraires peu conformes à leurs convictions affichées, il lui a donc fallu régulariser sa situation militaire : devant le tribunal de Reuilly, le même qui avait laisser filer, entre autres, l'auteur de l'attentat au bazooka contre Salan, précurseur du coup d'Etat gaulliste de mai 1958 ; puis auprès de l'école militaire, et enfin au fort de Vincennes. Malgré un commissaire du gouvernement qui l'accusait de rentrer par « appât du gain » et réclamait six mois de prison avec sursis pour prix de son « anarchisme » il eut la double joie d'être acquitté et d'être libéré de ses obligations par décision de Michel Debré, alors ministre de la défense nationale.

Mais il lui fallait encore retrouver dans l'enseignement un poste en rapport avec ses titres et son ancienneté. Sans l'intervention de son ami Olivier Todd auprès du ministre, l'administration de l'éducation nationale, ou du moins la responsable réactionnaire qu'il rencontra rue de Grenelle, l'aurait volontiers obligé à redébuter comme pion. Et même rétabli dans ses droits comme professeur de terminale aux environs de Rouen, puis à Saint-Germain-en-Laye, il lui restait, sinon à adopter, au moins à supporter un climat et une mentalité où il ne se reconnaissait plus.

SA famille ne l'y aide pas, disloquée qu'elle est entre des êtres eux-mêmes déracinés. Du côté de sa mère, fille abandonnée de Russes blancs, on vit, en plein Colombes, à l'heure des icônes et du samovar rapportés de Pétersbourg.

Son père est davantage intégré, puisqu'il achève sa carrière de juriste comme directeur du contentieux au ministère de la défense nationale. Mais il a abandonné femme et fils dès la naissance de ce dernier, et la réussite administrative ne l'a pas empêché de gâcher sa vie. Revu après douze ans, il donne l'impression d'être passé à côté de ses convictions et de ses dons moqueurs. Divorcé très jeune, lui aussi, et éloigné de ses enfants, l'auteur a le sentiment de rééditer les erreurs de son père et de subir une espèce de fatalité, malgré sa foi dans la liberté existentialiste.

Les parents se révélant les pires médiateurs pour renouer avec son pays, le revenant se tourne tout naturellement vers des proches qui ont enchanté sa jeunesse. Ainsi d'une « marraine » éditeur, à qui il a dû ses lectures de khâgneux, ses premières rencontres avec des auteurs, et sa vocation de philosophe-écrivain. Mais c'est à peine si elle le reconnaît ou consent à le reconnaître, à cause de son passé jugé infamant. Même pour quelqu'un d'intelligent et de libéral, le déserteur rejoint les suicidés et les fous dans on ne sait quel opprobe irréfléchi.

D'UNE façon générale, les Français tels que les retrouve un des leurs après douze ans se révèlent pressés d'oublier le passé, farouchement racistes, égoïstes, fermés aux autres et, dirait-on, à eux-mêmes.

Deux amis font brillamment exception : l'orientaliste Maxime Rodinson et, surtout, l'inspecteur général de l'enseignement Tric. Tout en conservant les plus hautes fonctions, cet universitaire classique a introduit Marx dans les programmes et soutenu en pleine guerre la cause F.L.N., ce qui lui a valu de recevoir un blâme sur son lit de mort. A propos de cette obscure vie de luttes à l'intérieur du système, Maschino s'insurge contre le confortable radicalisme gauchiste qui en nie l'efficacité et voit partout des « *chiens de garde* ».

C'est sans doute pourquoi, tout en ayant renié son éducation religieuse, il trouve de meilleure qualité l'engagement des chrétiens, du militant de base aux ministres, comme Edmond Michelet, témoin à son procès. Il estime que la foi enrichit l'attitude de ces progressistes au lieu de la restreindre, qu'elle rend leur « *écoute plus attentive* » et « *plus exigeante leur présence* ». Pour les mêmes raisons, il trouve trop exclusivement politique la position de François Maspero, à qui il reproche de « *mettre le vécu entre parenthèses* ».

On pourrait insinuer qu'il lui en veut davantage, comme auteur, d'avoir jugé superflus, dans ses précédentes autobiographies, les récits d'enfance récrits à la demande même de Sartre. Mais cette petite rancune littéraire, si c'en est une, est symptomatique. Agé maintenant de quarante-quatre ans, venu à la politique par des voies humanistes qu'il est devenu de bon ton de juger dépassées, Maschino est typiquement de la génération des enfants de Sartre pour qui l'existence forme un tout, tout entier intéressant, et que *les Mots* ou les Mémoires de Beauvoir ont marquée autant que les écrits politiques de circonstances.

IL pousse la fascination pour ces grands modèles des années 50-60 jusqu'à à analyser ses propres réactions en termes de bâtardise et à s'avouer « floué ».

La révolution algérienne, tout d'abord l'a déçu par sa « caricature petite-bourgeoise du socialisme », son « arabisation qui est une théologisation » et, plus personnellement, parce qu'elle l'a interdit de journalisme et d'enseignement, l'obligeant à peupler son exil parisien de couvertures kabyles et de céramiques de Tipasa comme sa mère s'entourait d'icônes.

Mais son dépit dépasse celui du bannissement. Après avoir vécu pendant quinze ans « *en symbiose avec le monde* », aux côtés des justes et des vainqueurs, il a senti que d'autres lui « *confisquaient* » l'histoire et le condamnaient à « *se bricoler au jour le jour une existence sans grandeur* ». En quarantaine par l'âge et du point de vue de l'épopée, notre héros, rentré dans le rang des certifiés-stagiaires, découvre mélancoliquement qu'une vie isolée, celle de son maître Tric ou la sienne, ne pèse rien dans les balances de l'histoire.

Il s'afflige que le système récupère d'avance nos protestations et ridiculise ce qui n'est plus qu'un « révolutionnarisme verbal ». Il va jusqu'à se demander pourquoi on aurait des idées, dès lors qu'elles ne mènent plus le monde. Non seulement il éprouve le doute résumé par Sartre dans sa réplique fameuse à Jacqueline Piatier (*le Monde* du 18 avril 1964) : « *On n'est pas plus sauvés par la politique que par la littérature* », mais il pousse la morosité jusqu'à ne plus croire à la liberté telle que l'a proclamée le maître. Devant le poids des données politiques de son pays natal, des conditions économiques et psychologiques de sa famille, de ses héritages génétiques et autres hasards en chaîne, la définition existentialiste de l'homme comme somme de ses libertés lui semble — ô sacrilège ! — n'être qu'une « *illusion idéaliste* ». Et dès lors, à quoi bon se battre ? Pourquoi ne pas se livrer aux caprices de la contingence ?

COMMENT se croire libre, il est vrai, quand après avoir tant aimé l'Algérie et cru en elle, on se retrouve de force à trois mille kilomètres de là, à cent vingt de sa femme, dans les brumes de la banlieue rouennaise ?

A quarante ans d'intervalle, Maschino ressent dans la même Normandie une sorte de nausée encore plus écœurante que celle de Roquentin, parce qu'elle tient aux êtres autant qu'aux choses. La province française des années 70 lui apparaît comme frappée de stupeur autistique. Les gens ont l'air murés. Les regards se fuient Toute tentative de conversation est présentée et reçu comme une offense. La consommation capitaliste paraît avoir déshumanisé et décervelé les Français plus sûrement que l'exploitation coloniale, à laquelle échappait une joie de vivre et de partager. L'égoïsme de notre société d' « éternel hiver » culmine la veille des fêtes, dont le sens s'est perdu dans des indigestions solitaires et lugubres.

L'univers concentrationnaire du lycée ne ferait que répondre et préparer à celui de la ville. Les élèves seraient à la fois indifférents et dociles, hors d'état de former jamais « *l'avant-garde d'un éventuel combat révolutionnaire* ». La gauche tout entière serait à l'image du pays, « *plate et médiocre, plus politicarde que politique, aliénée elle aussi à la consommation avant toute chose, incapable de concevoir un autre projet de société* ».

Bien sûr, si de nouveau le combat de la justice devenait évident, Maschino saurait « *de quel côté, comme autrefois, diriger sa barque* ». Mais pour l'heure il n'a que faire des « *précieux qui lacanisent* » et des *esthètes qui ethnologisent* ». Défaitisme généralisé et sans recours, car s'il avait vingt ans et s'il « *reprenait le large* » loin de ce « *royaume poussiéreux* », rien ne dit qu'il ne retrouverait pas « *les mêmes rivages désolés...* »

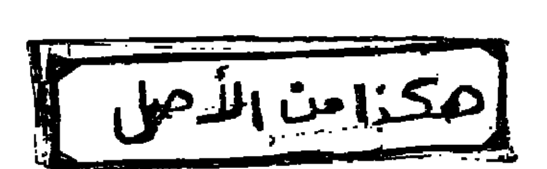
CE tableau pèche sans doute par excès de noirceur et de désarroi. L'auteur en est lui-même conscient puisqu'il accepte, en préface, d'en débattre avec cet autre sartrien ancien combattant de l'indépendance algérienne qu'est Francis Jeanson.

Tout en reconnaissant que la décolonisation n'a pas produit en France la crise sociale escomptée, et que les perspectives d'action sont « moins claires » qu'au temps du soutien au F.L.N., l'aîné Jeanson donne au cadet Maschino une belle leçon d'adaptation optimiste aux circonstances nouvelles. Contrairement à leur maître commun, le marxisme ne lui semble pas « indépassable » si l'on prend en compte les « *ressorts charnels des événements* ».

Maschino mériterait d'entendre cet appel, du fond de son triple exil sans soleil. Car le « reflux » floué n'est pas une position longtemps supportable.

La sincérité maniaque et presque masochiste de ce bilan en fera un des témoignages indispensables sur une génération qui regrette moins ses heures de gloire que le temps, en effet révolu, des combats limpides.

★ LE REFLUX, par Maurice Maschino, P.-J. Oswald édit., 264 pages, 27,80 F.



LITTÉRATURE ET CRITIQUE

La guérilla ex-conjugale

(Suite de la page 13.)

Tandis qu'Aline... Aline qui va « gagner » son procès, garder les enfants, se faire verser pension sans lésine et qui sera pourtant la grande perdante de l'affaire. Il est vrai qu'elle massacre tout ! En ces temps d'avant notre future législation, elle aurait pu refuser le divorce. Elle y a consenti, mais des lèvres seulement, et ses dents ne cesseront pas de mordre. Sept ans de guérilla, où les enfants servent à la fois d'armes et de butin. Ils ne se laisseront pas tous rameuter dans le camp de la mère. « Mamiens », les aînés, garçon et fille. Affaire de tempérament ? D'âge plutôt : à dix-sept, à *dix-huit ans, l'orgueil blessé par l'abandon, le quant-à-soi, parlent* plus haut que l'instinct. « Papiens », les jeunes, garçon et fille également. Quel qu'il soit — et Dieu sait qu'on ne se fait pas faute de le noircir ! — ils ont besoin de leur père. Or le renouveau de l'amour n'a pas obnubilé chez Louis le sentiment paternel, un des traits forts dont Hervé Bazin marque ses personnages mâles. Les petits trouvent donc auprès de Louis plus de tendresse et plus de joie que sur *l'aigre sein maternel.* C'est là-dessus que le sort des armes se décide.

Si Bazin cultivait le drame, il aurait pu surcharger : drogue, suicide, délinquance... Rien de tout cela n'arrive. Les enfants s'en tireront. Une simple fugue stratégique des « papiens » qui leur permet, avec l'appui de la société, de rejoindre le nouveau foyer de leur père, plus chaud, plus rayonnant. C'est qu'Odile est une belle-mère sur mesure, toujours prête à accueillir, même à son détriment, les poussins de l'autre couvée.

Gageons qu'en peignant sous ces fraîches couleurs la détestable rivale, à quelques touches de noir près qui vite virent au rose, Hervé Bazin escompte se libérer de la misogynie qu'on lui impute. Voire ! Certes, Louis ne remportera la victoire que grâce à Odile. Face à ce bon type qu'on voudrait faire passer pour un salaud en l'entortillant dans ses torts, les femmes conduisent le bal : l'une destructrice, l'autre rédemptrice.

Sagesse populaire

Mais, pour gagner, la femme doit être l'alliée de l'homme. Si elle s'en fait l'ennemie, elle est broyée. Et tous les « droits » qu'on lui reconnaît ne changeront rien à son sort. Ils ne feront que le précipiter. On ne proclame pas plus clairement l'inéluctable supériorité d'un sexe sur l'autre et la nécessité du vieil ordre naturel, tout en se donnant l'avantage de faire triompher, aux dépens d'une morale morte, l'amour sur la haine.

Car « Madame Ex » est encore un de ces romans de la haine qui réussissent si bien à Hervé Bazin. Seulement autrefois, au temps de Folcoche et de « Vipère au poing », *cette passion grandissait* le héros, l'appelait à la révolte. Elle mène maintenant à sa perte celle qu'elle étreint. Ainsi les « bons sentiments » sont saufs. Quelques féministes sans doute protesteront. La sagesse populaire, elle, se déclarera satisfaite. Il y a belle lurette qu'elle le dit : on ne prend pas les mouches avec du vinaigre.

Le roman s'en tient-il à cette morale un peu courte à laquelle s'arrêteront les rieurs ? Je crois qu'il va plus loin, y gagnant force et grandeur. L'inégalité de situation et de chance entre les époux désunis lui donne une résonance tragique. Au jeu du sort, la place de la victime est assignée à la femme. A l'homme, celle du bourreau. Le jeu diabolique du romancier consistera d'abord à inverser les rôles, puis à les changer de signe ; la victime devient odieuse, le bourreau sympathique. Ce pourrait être une leçon de cynisme, à la Mirbeau ; il y en a toujours un peu chez les réalistes.

Victime et bourreau

Mais victime et bourreau restent à leur place, pris dans la fatalité. Tel est le sens de la dernière scène où, le jour du mariage de son fils, Aline, ayant perdu tous ses enfants, les grands parce qu'ils font leur vie, les autres parce qu'ils ont choisi le parti de la vie, se retire dans la solitude. Un combat sans merci laisse toujours un mort, même en sursis, sur le carreau.

« Madame Ex » repose fort habilement sur des tensions contradictoires qui lui donnent, à partir de la banalité, sa force explosive. Peindre une guerre dans un roman, c'est en dresser l'un contre l'autre les divers éléments. Tout est ici à l'envers de ce qu'on attend et la forme elle-même va à l'encontre du fond. Car cette tragédie sans drame se déploie dans le registre comique : scènes ridicules, parler dru, regard moqueur. D'autant plus qu'au féroce guignol de ce couple désuni, toujours à la recherche du commissaire, se superpose une satire du monde judiciaire dans la plus vieille tradition de notre comédie.

JACQUELINE PIATIER.

Le facteur Cheval de la rue d'Ulm

★ VOLUBILIS DES MIROIRS, de Gilles Charpy. 382 pages, 39,50 F. Jean Dullis.

C'EST entendu : le texte, et rien que le texte. Il n'est tout de même pas indifférent de savoir que le « producteur » de ce texte-ci n'a guère plus de vingt ans et qu'il est khâgneux. On n'en apprécie que mieux et avec plus de sympathie ce débordement de flux vital et verbal, — et aussi l'art plus discret de la canalisation. Celui qui écrit est à la fois le torrent artistement sauvage et l'ingénieux ingénieur qui en surveille le débit et en règle le cours. Lui-même nous livre son dessein : le « rêve d'un roman » qui serait une « construction énorme, toute biscornue et mal foutue, quelque chose comme le palais du facteur Cheval ».

Curieux que le biscornu prétende toujours à exprimer la fantaisie compliquée, alors qu'il est la règle la plus commune : vache ou cocu. L'insolite, c'est l'unicornu : du rhinocéros à la licorne. Il y a donc dans ce biscornu prémédité un ordre très normal (avec ou sans jeu de mots), une symétrie quasi classique. D'ailleurs, en ce temps de créativité spontanée et populaire, où sont nos facteurs Cheval, nos douaniers Rousseau ? Gilles Charpy apporte la réponse : le facteur Cheval se prépare à entrer rue d'Ulm. Son « palais du rêve » est donc une construction d'intellectuel ; et ce « mal foutu » — le facteur Cheval, lui, était profondément et naïvement convaincu que ce qu'il faisait était bien foutu, et même merveilleusement — est évidemment très délibéré. Ce qui n'exclut pas une spontanéité au second degré, l'abandon sinon à l'écriture, du moins au récit automatique. Pourtant, un intellectuel à la mode construirait son palais avec des ferrailles malaxées, des poubelles en rondelles et des containers de déchets nucléaires. Gilles Charpy, lui, entasse, ordonne, allume le verre, les miroirs, les racailles, dans des éclats chromés et des feux clignotants : comme l'autre Cheval, il est un baroque moderne, sinon naïf.

Son récit, conduit avec une grande continuité dans le discontinu, est une remémoration imaginaire sur un fond de voyages réels, et qui tourne, avec des séquences de conteur arabe, dans « les flash-back de la mémoire », dans l'éclatement des images, l'accélération d'une parole qui se réfléchit inlassablement : volubilité et miroirs. Le livre s'ouvre et se referme sur une animation de papier peint — souvenir de Proust — le volubilis achève sa spirale autour du miroir qui le répète à l'infini ; et, du même coup, tombe la clef de ce récit clos sur lui-même : « *La répétition. La répétition de la répétition qui grouillait à l'intérieur d'elle-même et la lampe qui oscillait pour rendre les choses grisâtres et cendrées : ainsi le souvenir de s'être souvenu de la poussière grisâtre et cendrée, sur le papier où se répétait à l'infini la vieille histoire...* » Le papier peint de la chambre. Mais aussi : le papier sur quoi *c'est écrit.*

YVES FLORENNE.

Le parti communiste fait connaître son « Manifeste pour le livre »

M. GUY HERMIER, membre du bureau politique du parti communiste français vient de présenter, au cours d'une conférence de presse tenue au siège du Comité central, 2, place *du Colonel-Fabien, le* mercredi 5 mars, le « Manifeste pour le livre », précisant les analyses et les propositions de son parti sur la crise actuelle de l'édition française.

Subordonnant un avenir véritablement heureux du livre à un changement démocratique de société, le Manifeste pour le livre n'en préconise pas moins l'application de mesures urgentes dans ce qu'il appelle « le cadre même de la situation présente » :

— suppression de la T.V.A. de 7 % appliquée aux livres;
— lutte contre la spéculation sur le prix du papier ;
— développement d'une production française de pâte à papier ;
— octroi de crédits aux petites et moyennes maisons d'édition et librairies, défense du réseau actuel de librairies et de maisons d'édition indépendantes ;
— accroissement substantiel de l'aide de l'Etat aux bibliothèques municipales et départementales *aussi bien que scolaires et universitaires* et des subventions patronales à celles des Comités d'entreprise, etc.

Ces mesures ne sauraient cependant être dans l'esprit de leurs promoteurs que palliatives comparées aux véritables solutions qu'apporterait l'application du programme commun grâce, notamment, à la réduction du temps de travail, l'amélioration des transports, l'aide aux mères de famille et aux femmes laborieuses, la démocratisation de l'enseignement, le développement de la démocratie, donc de la responsabilité. La nationalisation de tout le secteur bancaire, inscrite dans ce programme, permettrait de libérer l'édition — et la distribution — de l'emprise du grand capital. (Les N.M.P.P. étant dissociées du « trust » Hachette.)

La lecture publique deviendrait une grande question nationale se fixant pour but de porter à 20 % le pourcentage d'usagers des bibliothèques et d'élever à 5 % de la masse salariale les subvention patronale aux comités et aux bibliothèques d'entreprise.

Enfin, un effort serait fait pour une meilleure diffusion du livre français à l'étranger et un encouragement actif à la création (aide aux jeunes écrivains, fiscalité et régime de retraite, statut matériel et moral amélioré).

Ces propositions, dont chacune justifierait une discussion approfondie, ne diffèrent guère, du moins dans leur principe, de celles émises par le secrétariat d'Etat chargé du Livre et elles rejoignent jusqu'à souvent s'y confondre, les revendications soutenues par la section des écrivains socialistes. Elles témoignent, en tout cas, de deux constats d'évidence : l'existence d'une crise réelle de l'édition, dans les pays industriels occidentaux, le fait que le combat politique pour le changement ou le maintien du régime en exercice, passe désormais par le livre, c'est-à-dire plus exactement, par la classe qui lit, enjeu, moyen et, éventuellement bénéficiaire d'une prise de pouvoir. — P. M.

VIENT DE PARAITRE

Romans français

ANDRE DHOTEL : *le Train du matin.* — Un nouveau roman du récent Grand Prix de l'Académie française qui se déroule dans l'est de la France entre Rethel et Reims. (Gallimard, 280 p., 35 F.)

JEAN CANOLLE : *le Jaguar.* — Un fauve dans la séduction et les affaires. Par l'auteur de *la Rose et le Sable.* (Robert Laffont, 400 pages, 36,40 F.)

JACQUES PERRY : *la Trouble-Source.* — Seizième livre de l'auteur de *l'Amour de rien*, qui, à partir d'une enquête sur la dépollution d'une rivière, fait remonter le héros à ses sources. (Albin Michel, 280 pages, 35 F.)

Critique littéraire

JACQUES PROUST : *Lectures de Diderot.* — Une histoire de la critique consacrée à Diderot, en France et hors de France, depuis le dix-huitième siècle jusqu'à nos jours. Armand Colin, 240 p., 22 F.)

Littérature étrangère

ADOLFO BIOY-CASARES : *Dormir au soleil.* — Le septième livre en français de l'écrivain argentin, auteur de *l'Invention de Morel.* Traduit de l'espagnol par Françoise-Marie Rosset. (Laffont, coll. « Pavillons », 281 p., 34 F.)

ERWIN BLUMENFELD : *Jadis et Daguerre.* — Les Mémoires d'un photographe né à Berlin avec le siècle et mort à New-York en 1969. Traduit de l'allemand par Chantal Chadenson. Préfacé par David Rousset. (Laffont, coll. « Pavillons », 414 p., 49 F.)

JOHN UPDICKE : *Des musées et des femmes.* — Une trentaine de nouvelles par l'auteur de *Couples.* Traduit de l'anglais par Georges Magnane. (Gallimard, « Du Monde entier », 324 p., 39 F.)

Pamphlet

JEAN CAU : *Pourquoi la France.* — L'auteur de *la Grande Prostituée* fait de la France une tranchée et du nationalisme son épée. (La Table ronde, 160 p., 26 F.)

Société

BERTRAND BOULIN : *Au secours des enfants perdus.* — Fondateur du Comité de lutte contre la délinquance juvénile et du Comité antidrogue, l'auteur s'est entretenu avec de jeunes drogués, prostitués, suicidaires. (Guy Authier, 320 p., 39 F.)

ANDRE COUTIN : *les Cahiers au feu.* — Une enquête sur l'incendie du C.E.S. Edouard-Pailleron qui, le 6 février 1973, coûta la vie à quatre *adultes et à seize enfants. Postface de* Marie Cardinal. (Editions Hallier, « L'écrivain public », 300 p., 35 F.)

Histoire

GERARD ISRAEL : *Heureux comme Dieu en France (1940-1944).* — Les tragiques tribulations de trois jeunes hommes qui croyaient que l'on pouvait être à la fois juif et heureux en France, lorsque vint la défaite. (Robert Laffont, 325 pages, 35 F.)

CARL J. BURCKHARDT : *Richelieu* (tome III) : *la Politique d'hégémonie et la mort du cardinal.* — Le troisième tome d'une œuvre magistrale, où la matière biographique est fondue dans l'histoire d'une époque. (Robert Laffont, 540 pages, 69 F.)

JEAN-LUC DALLEMAGNE : *Construction du socialisme et révolution.* — Une tentative de comprendre le *rapport des forces mondiales à l'origine* de la déformation bureaucratique de la révolution. (Coll. « Textes à l'appui », Maspero, 401 pages, 14,75 F.)

Sciences humaines

LUIS J. PRIETO : *Pertinence et pratique.* — Des essais de sémiologie *sur des notions classiques* (langue, parole, connotation) et sur des problèmes plus généraux : l'idéologie, l'objectivité. (Ed. de Minuit, « Le sens commun », 168 p., 22 F.)

PHILIPPE NEMO : *l'Homme structural.* — Au-delà du structuralisme, un jeune philosophe annonce la résurrection de l'homme, transfiguré. (Grasser, « Figures », 256 p., 32 F.)

Biologie

JONAS SALK : *Métaphores biologiques.* — *L'inventeur du vaccin antipoliomyélitique* en 1953 définit la biologie comme une discipline culturelle susceptible de prévenir le développement des déséquilibres de toute nature et les excès. Trad. de l'américain par Marie-Raymonde Delorme. (Calmann-Levy, 220 p., 24,30 F.)

Voyages

CLAUDE PAVARD : *Lumières du M'Zab.* — A la verticale, d'Alger, 600 kilomètres au sud, se trouve Gardhaïa, sous-préfecture du département des Oasis, chef-lieu du M'Zab. Ce bel album de photos, illustré de textes, en français, en anglais et en arabe, vous y conduira, sous la direction de l'auteur, sociologue, cinéaste et journaliste auquel ses travaux sur le M'Zab ont valu le prix de la Fondation de la vocation. (Editions Delroisse, 113, rue de Paris, Boulogne-Billancourt. VILO, Paris, 90 F.)

ECHOS ET NOUVELLES

Poésie

— LA POESIE DU QUEBEC (les premiers modernes) et LA NOUVELLE POESIE DU QUEBEC font l'objet de la publication de deux petits volumes dans la collection « Poésie » des Editions Saint-Germain-des-Prés (chaque volume, 128 pages, 3 F).

— LA COLLECTION POETIQUE, chez Payot, Lausanne, dont une première série était parue de 1968 à 1971, publie une deuxième série avec quatre volumes : « Chants d'en bas », de Philippe Jaccottet ; « la Traversée », de P.-A. Tâche ; « le Vrai Mystère des champignons », d'André Dhôtel », et « Cercle du soleil », de Jean-Claude Berger.

— POUR MARQUER LE TRENTIEME ANNIVERSAIRE DU RETOUR EN FRANCE, une anthologie des « Poètes prisonniers de guerre » est projetée par le secrétaire général des Poètes français. Lui adresser, en double exemplaire, un poème original sur la vie des camps (quarante vers, enveloppe timbrée à Roland Le Cordier, 23, boulevard Général-de-Gaulle, 92500 Rueil-Malmaison.

La Bibliographie de la France automatisée

Depuis le 1er janvier, la Bibliographie officielle de la France, qui présente les livres déposés à la Bibliothèque nationale, est composée par ordinateur.

Grâce à ces procédés informatiques, tous les ouvrages publiés en France seront ainsi recensés, semaine après semaine.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, qui a visité le 27 février dernier le nouveau dispositif, a déclaré dans son discours qu'une ère nouvelle s'engageait pour les bibliothèques, caractérisée par une gestion de jour en jour plus efficace et une disponibilité accrue du personnel aux besoins des lecteurs.

Colloques et débats

— Le texte du débat sur LES HOMOSEXUELS, sujet de l'émission d'Armand Jammot, aux « Dossiers de l'écran », qui suivit la projection du film « les Amitiés particulières », le 21 janvier 1975 sur Antenne 2, est reproduit en volume, chez Robert Laffont (96 pages, 14 F). On y retrouvera les interventions de J.-L. Bory, Yves Navarre, Roger Peyrefitte, etc.

— UN COLLOQUE CONSACRE AU « REEL ET IMAGINAIRE DANS L'ŒUVRE DE HENRI BOSCO » se tiendra à Nice les 14 et 15 mars prochains avec la participation de MM. Georges Raillard, Michel Suffran, Michel Mansuy, Jean Onimus, Georges Poulet, etc. S'adresser à Mlle Monique Baréa, Les Oliviers (I), 76, avenue des Baumettes, 06000 Nice ; tél. 86-63-30.

— LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE organise le dimanche 9 mars 1975 une Journée internationale du livre, en *présence de nombreux écrivains.* Placée sous le patronage de l'UNESCO, cette journée se déroulera de 14 heures à 19 heures (vente de livres, dédicaces, « tables rondes »). Entrée libre, 3, rue du Maréchal-Joffre.

Prix

— LES GONCOURT ONT MODIFIE LE REGLEMENT DE LEUR PRIX, lors de leu déjeuner mensuel ; désormais, la voix du président comptera double automatiquement en cas d'égalité des suffrages. L'an passé, alors que René-Victor Pilhes et Pascal Lainé avaient obtenu, chacun, cinq voix au premier tour, le président, Hervé Bazin, refusa de faire usage de sa voix double.

— LE TRENTIEME PRIX DE LA POESIE PAUL-VALERY, réservé à un étudiant, a été attribué à M. Jean-Luc Cabanas, étudiant en sciences humaines à Perpignan, pour son *recueil* « Pygmalion », suivi de « Voyage au pays de la solitude ».

— LE PRIX HENRI-MALHERBE a été attribué à M. Georges Poisson pour son livre sur « Saint-Simon » par six voix contre trois à « Flahaut », de Françoise de Bernardy, et deux voix à Claude de Leusse pour « Papiers de Chine ».

Dans l'édition

— « LES PORTES DE LA PERCEPTION », d'Aldous Huxley, sont rééditées par la nouvelle maison d'édition Pygmalion. Huxley y décrit ses expériences hallucinatoires sous mescaline et même à partir d'elles, à la lumière du bouddhisme, une réflexion personnelle. (Traduit de l'anglais par Jules Castier.)

— PREMIER VOLET D'UNE TRILOGIE dont les deux autres sont « le Zéro et l'Infini » et « Croisade sans croix », le « Spartacus » d'Arthur Koestler avait paru en 1945, chez Demogy, dans traduction d'Albert Lehman. Calmann-Lévy réédite aujourd'hui ce roman historique, écrit de 1935 à 1938, et que l'auteur présente dans une postface (de 1965) comme une réflexion sur l'éthique révolutionnaire et politique.

— JULIEN TEPPE, récemment disparu (voir « le Monde des livres » du 21 février), et qui fut un familier de Julien Benda — non son secrétaire, comme nous l'avons écrit par erreur, — a laissé deux importants et très divertissants ouvrages de linguistique : « les Caprices du langage » et « Vocabulaire de la vie amoureuse », tous deux disponibles aux Editions Roger Maria (le Pavillon), 5, rue Rollin, 75005 Paris.

— PAR SUITE D'UNE ERREUR MATERIELLE, le commentaire relatif à l'ouvrage de Jacqueline Fontaine, « le Cercle linguistique de Prague » (Mame, « Repères », 190 p., 35 F), a été rendu incompréhensible. Il s'agit d'un ouvrage qui se propose de définir, par rapport aux néo-grammariens et à Saussure, la contribution de ce cercle (1926-1939) à l'histoire de la linguistique.

Anniversaires

— LE CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE JACQUES RIVIERE sera marqué le samedi 8 mars, à 12 heures, par une messe célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés par le Père Talec. Le même jour sera créée une Association des amis de Jacques Rivière et Alain-Fournier destinée à promouvoir la connaissance de ces deux auteurs en France et à l'étranger. Présidence : professeur Marcel Raymond. Siège social : 31, rue Arthur-Petit, 78220 Viroflay.

— POUR LE CENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DU POETE, un Eté Rainer Maria Rilke 1975 se déroulera à Sierre, du 14 juin au 14 septembre, avec un final sous le signe de la rose, les 17, 18 et 19 octobre.

226 lettres de Jean Paulhan à Etiemble

Réunies par Jeannine Kohn-Etiemble, ces « 226 lettres inédites de Jean Paulhan », « le patron » à Etiemble, « l'enfant terrible » constituent une contribution à l'étude du mouvement littéraire en France de 1933 à 1967.

Elles sont précédées de diverses études qui évoquent le Paulhan épistolier, le Paulhan directeur de conscience littéraire, le Paulhan mystique, le Paulhan politique.

« Pas une idée qui ne passe par la politique, écrivait-il. Bienheureux quand elle ne s'y arrête pas. »

L'itinéraire de celui que l'on a qualifié d'éminence grise de la N.R.F. apparaît à travers ces lettres comme celui d'un funambule qui, du 6 février 1934 à la guerre d'Algérie, aura traversé la scène du monde sur le fil d'une littérature qui cherchait à préserver son « en soi » entre la gauche et la droite. Blum et Maurras, Aragon et Sartre, Drieu, Céline... Le tao et le zen. (Klincksieck.)

POÉSI

Tri-tan Corbière. fantas

CRITIQUE

Le parti communiste fait conn[aître] son « Manifeste pour le livre »

PARAITRE

ET NOUVELLES

POÉSIE

La prière de Charles Le Quintrec

★ JEUNESSE DE DIEU, de Charles Le Quintrec ; Albin Michel. 216 p., 40 F.

LE poète chrétien moderne peut réinventer son Dieu et ses dieux, comme Jean-Claude Renard. Il peut combattre la création à l'échelle de la planète douloureuse, comme Pierre Emmanuel. Il peut se bâtir une mythologie personnelle, comme Patrice de La Tour du Pin. Seul Charles Le Quintrec demeure fidèle à des images et à des concepts assez traditionnels : proche de la terre et de la mer, insistant sur ses origines bretonnes, il est avant tout un mainteneur nostalgique. C'est ce qu'avaient déjà dit de manière spontanée, rustique et on ne peut plus sincère ses deux meilleurs recueils, *les Noces de la Terre*, en 1957, et *la Lampe du corps*, en 1962. Et c'est ce que ses géorgiques avaient encore répété, sous une forme plus surveillée, dans *Stances du verbe amour*, en 1966, et *la Marche des arbres*, en 1970.

Jeunesse de Dieu n'est guère différent. Il faut y voir une sorte d'anthologie des humeurs, des goûts et des regrets du poète, plus qu'un livre construit avec discipline. A travers tant de pages — trop nombreuses et inégales, à notre avis — il dit sa foi en une existence simple, proche des Evangiles, toute d'humilité et de pureté, avec des élans mystiques et le perpétuel recommencement des gestes nécessaires. Il sait être émouvant dans ce repli sur soi, même s'il lui arrive de multiplier un prosélytisme un peu grandiloquent. Ailleurs, c'est un nouvel aspect qu'on découvre en Charles Le Quintrec : celui d'un ennemi acharné de toute expérience langagière. Son verbe — et le nôtre — il le veut immédiatement préhensible, sans aventure, ancré dans ses certitudes. Quelquefois le partisan fait taire le poète.

Rien n'est plus inspiré, plus juste, plus vibrant, en revanche, que l'espèce de cosmisme viscéral qui saisit Le Quintrec dans ses moments les moins réfléchis. Il sait alors mêler le réel au fabuleux, à la manière un peu des bardes gallois du sixième ou du septième siècle, qui ne voyaient pas de solution de continuité entre l'homme et l'eau, la bête et le soupir, l'abstrait et le concret. Emerveillé par le spectacle du monde, avant que le jugement et la raison interviennent, Le Quintrec sait être un grand poète de l'instinct demeuré instinct. *Jeunesse de Dieu* doit signifier : « Retour à la jeunesse de l'homme, à l'époque où il était capable d'inventer Dieu. »

Les yeux fendus

Je n'ai pas reconnu mon visage dans l'eau
Je n'ai pas su me taire
La mer entrait dans des bourrasques de lumière
On n'était pas de chair
On reniait sa peau
La mauve cathédrale émergeait du chaos

Il fallait inventer les mots de notre mue
La palestre où jamais les rois ne régneront
On chassait dans la nuit l'ombre de ses démons
Jusqu'aux chemins du ciel on avançait à vue
Les yeux fendus
La vomière à l'étrave des arbres
On allait comme saoul vers le pays sans nom
Soudain dans le sous-bois où luisent les morilles
Eclatait d'aube nue la naissance des filles.

Que disait le zodiaque ?
Que veut la libellule ?
Je n'ai pas reconnu le visage de l'eau
La guerre était heureuse
L'amour comme une lutte
On s'attaquait souvent au sacre des tombeaux

Lorsqu'on imaginait un poisson dans les dunes
On en faisait un dieu lisse comme un oiseau.

ALAIN BOSQUET.

Les solos meurtris de Franck Venaille

★ CABALLERO HOTEL, de Franck Venaille ; Editions de Minuit, 80 p., 15 F.

AVEC quelques recueils de poèmes — *Journal de bord I et II*, *Papiers d'identité*, *l'Apprenti foudroyé*, *Pourquoi tu pleures, dit, pourquoi tu pleures* (1), — Franck Venaille, qui appartient à cette génération qui poussa son premier cri lorsque l'Espagne de Machado voyait déferler les hordes des « Viva la muerte ! », a imposé une voix à nulle autre pareille, une voix *actuelle*.

En effet, Venaille, qui a créé la revue *Chorus*, écrit sans repentir la parole de son temps, d'un temps illuminé par les vitrines de la « *grande ville* », zébré par la musique rauque d'un Coltrane, d'un Parker, d'un J Hendrix, les images d'Antonioni, les violences planétaires. « *Pourri, pourri de tristesse* », c'est l'aveu de Laforgue que Venaille épinglait en exergue à *Papiers d'identité*. Une autre fois, alors qu'on le sommait de se définir, il s'écria : « *Communiste et désespéré* ».

Ce « *communisme* » et ce « *désespoir* » fondus ensemble ont donné naissance à des poignées de poèmes, de proses-poèmes vibrant des rumeurs des saxos, pleins d'odeurs de femmes, de rencontres nocturnes au bord de zincs périphériques.

Face au désespoir — et je crois pour le connaître que celui-ci a largement pris chez Venaille le pas sur la « militance fanatique » d'autrefois, — un désespoir secret, pudique, qui se cache, restent les bas nylon à retirer, les soutiens-gorge à dégrafer avec des mains de fièvre, les bouches à écraser entre deux éclairs de lucidité.

Ces corps portés au rouge du plaisir bref, et violent, ces « *villes de grande solitude* », ces solos meurtris, nous les retrouvons, nous les écoutons à nouveau dans *Caballero Hôtel*.

« *J'aime ta peau, dit-elle de sa voix devenue rauque, tandis qu'elle ferme les yeux Se cale dans l'attente des mots qui la déchireront Ton cou Tes yeux Et la voici qui tremble Ton dos Tes cuisses Ton sexe blond Quand tu ris quand tu marches j'aime que tu sois jeune Ses doigts détachent le ceinturon de son blue-jean...* »

Caballero Hôtel n'est pas un roman, ne se veut pas « poème en prose ». Une suite de textes où tournent les mêmes obsessions, un ensemble de « séquences » un peu floues, comme un paysage urbain qu'on distingue mal parce qu'on est recru de lassitude, un peu ivre, et que les lumières laissent des zones d'ombres.

Deux femmes se rencontrent, couchent ensemble, s'égarent dans la nuit. Plus tard un homme vit, se souvient. Il est sans doute près d'une des femmes de la première aventure. Autour de ces deux couples rôde l'ombre d'une petite fille...

On ne raconte pas *Caballero Hôtel*. Une fois de plus, monte la voix de Franck Venaille, nerveuse, écorchée, qui sait si bien dire les fêtes fulgurantes de l'Eros, basculer dans le vertige de l'actualité la plus sauvage : « *Stocks de plasma sanguin épuisés peu à peu.* » Des mots accrochent le regard : « *Journées d'émeute* », « *mitrailleuses* », « *tireurs de toits* », « *fusillade* ». Des mots que la « génération algérienne » a expérimentés sur le terrain, et qu'elle continue à vivre, plaie mal fermée. *Caballero Hôtel* rassemble en une gerbe d'étincelles électriques pourpres et sombres, les fantasmes et les fragments de la « vision du monde » de Venaille : cruauté de la guerre, violence des individus les uns envers les autres, fascination mêlée d'horreur devant le décor urbain de la société capitaliste, goût de l'enfance perdue, mémoire souillée par l'histoire et l'âge, difficultés de la communication entre les êtres, présence muette de la mort.

Pour « rendre » toute cette beauté blessée, pour « coller » aussi au plus près du réel, Venaille recourt à une écriture tantôt brève, hachurée comme un tir d'armes légères, tantôt a m p l e, océanique, caverneuse, comme le plaisir, un corps dévoilé Il joue sans abus avec les ruptures typographiques. Il n'oublie pas qu'il appartient à la « génération de l'œil », nourrie de cinéma, de magazines, de publicité. Il mêle les langues, les slogans, les bouts d'articles de presse arrachés à un quotidien éphémère, les litanies d'enseignes commerciales.

Il fait se catapulter les temps, les lieux, joue à saute-mouton avec la logique, et fait des pieds de nez à la belle littérature. Dans *Caballero Hôtel*, nouveau « journal de bord », nous devrions être nombreux à retrouver notre visage en miettes.

ANDRÉ LAUDE.

(1) Tous aux éditions P.-J. Oswald.

CENTENAIRE — Tristan Corbière, fantasque et déchirant

LE 1er mars 1875 s'éteignait à Morlaix, comme une lampe qui n'a plus d'huile, un poète totalement ignoré : Edouard-Joachim, dit Tristan Corbière. Ce centième anniversaire passe moins inaperçu. On le célèbre de différents côtes. Depuis Verlaine et Huysmans, depuis *les Poètes maudits* et la page cent fois citée d'*A rebours*, *les Amours Jaunes*, âpres, fantasques ou déchirants, publiés en 1873 dans l'indifférence générale, se sont imposés peu à peu.

Et non sans mal. Si certains critiques se sont contentés de dissocier *Armor*, voire *Gens de mer* du reste du recueil et de faire de Corbière une sorte de barde breton, d'autres plus clairvoyants ont été déroutés, au sens maritime du verbe, par les aspects contradictoires — ironie, tendresse, violence, naïveté, etc. — d'un personnage tellement insaisissable que, fascinés par le dernier vers de son *Epitaphe*

(*Tristan Corbière par lui-même.*)

Trop réussi — comme raté

ils l'ont souvent pris au mot.

Raté, il l'a été certes dans son être physique. Sa débilité, le mal qui l'a non seulement miné, mais d'année en année transformé en épouvantail, font malheureusement comprendre tout le reste. Nul besoin de recourir à Freud pour motiver son comportement, ses révoltes, son cynisme, ses provocations, ses outrances gestuelles et verbales. Sa manière, quoi ! Sa laideur, au début supportable, ne l'a-t-il pas encore accentuée avec ses accoutrements, son dandysme à l'envers, dans ses féroces autocaricatures et, sentant venir la fin, par ses excès suicidaires ? L'œuvre entière en est la projection, et la thèse de Keith H. Macfarlane (1), dernier en date des exégètes des *Amours jaunes* — qui a en outre l'avantage de mettre à jour l'état présent des études sur Tristan Corbière — nous semble, jusqu'à nouvel ordre, la critique interne la plus fouillée, la plus aboutie d'un texte qui, vu la pénurie des données biographiques, est contraint le plus souvent à se suffire à lui-même.

On se demande seulement pourquoi K. H Macfarlane déplore que René Martineau, dont le livre, reconnaît-il, « *reste la meilleure biographie de Corbière* », révèle très rarement ses sources, « *ce qui en compromet la valeur* ». René Martineau les avait révélées dans son essai de 1904 — omis dans la bibliographie de K. H Macfarlane, — des sources surtout orales, il en existait encore, recueillies sur place de la bouche des survivants.

« L'Eternel Madame »

On inscrira à l'actif de Martineau l'importance donnée à Edouard Corbière, le père, ancien marin au passé aventureux, auteur de récits maritimes qui eurent leur heure de succès L'admiration envieuse que lui portait l'adolescent maladif est affirmée par la dédicace des *Amours jaunes* : « *A l'auteur du Négrier* » — roman toujours lisible — et par le nom donné à son cotre, le *Négrier*, encore.

Marin raté, Tristan le fut peut-être, en regard d'une carrière qui lui était interdite, mais non « faux marin » comme on l'a dit — on l'a aussi traité de « faux amant » — ses prouesses téméraires à la barre de ses bateaux le démontrent. Et s'il cherche une compensation dans l'écriture, sa rage s'en prend aux terriens et produit des merveilles. L'admirable poème, *la Fin*, réponse à *Oceano nox*, est un défi de plus. Il chante la mer, sa grande passion, jusqu'à ce qu'apparaisse la femme, sous les traits d'une passagère mythifiée en « Marcelle », qu'il suivra en Bretagne, rejoindra à Paris. Curieuse ? Amusée par les railleries fulgurantes du poète ? Ou simplement touchée d'une pitié protectrice ?

« Cet homme est laid... Et moi ne
[suis-je donc pas belle ?
Et belle encore pour nous deux !
En suis-je donc enfin aux rêves
[de pucelle
Je suis reine : qu'il soit lépreux ! »

Cet amour fut partagé au moins le temps d'une traversée — *Steam-Boat*, — fut sincère au moins le temps d'une séparation — *le Poète contumace*, — deux poèmes qui émergent parmi les plus extraordinaires.

Autrement, c'est le malentendu, le « duel » entre Tristan, enfermé dans son personnage, et l' « Eternel Madame », « la bête féroce », qui, comme le dit K. H. Macfarlane, s' « obstine à vouloir percer son mystère ».

« Mon amour à moi n'aime pas
[qu'on l'aime. »

Mais comment désunir l'amant écartelé du poète « raté » lui aussi aux yeux des tenants des valeurs établies ? Un interminable art poétique, qui est un interminable art antipoétique, si l'on préfère, s'élabore en surimpression des convulsions d'un *moi* déboussolé, tout au long des *Amours jaunes*, dont la vertu novatrice dans la remise en question du poème, la désarticulation du vers, la désagrégation du langage est loin d'être épuisée. (« *Pour la première fois il fait pénétrer dans la poésie française le langage parlé de tous les jours sans le dépoétiser.* »)

Cette révolution, il l'annonce en clair ou par le truchement de symboles, telle *la Rapsodie du sourd*, image de l'isolement de l'homme qui parle dans le vide. Avec des formules inouïes : « *Je parle sous moi...* » Et, lorsqu'il passe de « *l'hystérique tourment d'un Tantale acoustique* » à la privation sanglante du sens de la vue — « *Il voyait trop... et voir est un aveuglement* », — ce sont alors *Cris d'aveugle*. Encore dans ce poème le discours suit-il un processus relativement régulier. Ailleurs la rapidité des images, des associations d'idées ou de mots est telle que de ce « *moulin à paroles* » la phrase sort hachée, morcelée, découpée par les artifices de la ponctuation. L'élan se brise sans cesse, la mélodie se sectionne en menus morceaux.

Le flot emporte furieusement des antinomies multipliées qui font penser au Villon de « *Je ris en pleurs* ». « *Je suis là mais absent* », répond Tristan. Une autre parenté nous semble plausible : avec cet autre Breton, Max Jacob, dont la cocasserie, les clowneries, le calembour promu au rang de métal précieux, s'effacent aussi devant la poésie gaélique rude et naïve, taillée dans le chêne ou le granit. *La Rapsodie foraine* passe à juste titre pour le chef-d'œuvre de Corbière. Fini de rire. Le vrai Tristan est là.. pas absent.

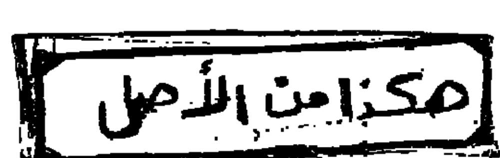
Dernier miracle, qui propulse également la poésie par-delà son époque : les *Rondels pour après...* pour *après* la mort du poète, qui ne saurait tarder. Cinq pièces posthumes par anticipation, si l'on peut dire, et qui d'un coup s'engagent dans une région paradisiaque pacifiée, allégée.

Il fait noir, enfant, voleur
[d'étincelles !
.. ..
Dors d'amour, méchant ferreur
[de cigales
Dans le chiendent qui te
[couvrira
Va vite, léger peigneur de
[comètes !
Les herbes au vent seront tes
[cheveux...
.. ..

Un centenaire ? « *Ils te croiront mort — les bourgeois sont bêtes* », ajoute Tristan. Il était temps. Il aura fallu un siècle pour que soit *entendu* un poète qui brûlait les étapes.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) *Tristan Corbière dans « les Amours jaunes »*, de Keith H. Macfarlane. Bibliothèque des Lettres modernes. Minard, 218 pages.



LETTRES ÉTRANGÈRES

ENTRETIEN AVEC SEVERO SARDUY

« Le baroque ? Une guerre entre le cercle et l'ellipse »

★ **BARROCO, de Severo Sarduy. Traduit de l'espagnol par Jacques Henric et l'auteur. Editions du Seuil, 141 pages, 32 F.**

IL a trente-huit ans, il est Cubain et rien de ce qui est baroque ne lui semble étranger Chez lui, un sens tropical du foisonnement *se mêle à un goût citadin — il vit à Paris —* de l'artifice. « Cobra », son troisième roman publié au Seuil et qui lui valut, en 1972, le prix du Meilleur Livre étranger, en témoignait. Cette fois, Sarduy s'improvise théoricien : dans « Barroco », un court essai d'une lecture aride, il se plaît à mettre en relation la science et l'art, et à réactualiser — comme il s'en explique ici — la cosmologie. Et surtout, il revendique le droit au baroque. *Un baroque très contemporain et quelque peu* subversif, art et morale, à la fois, du gaspillage.

● *Le baroque aujourd'hui ?*

— Ce n'est ni un « pur jeu décoratif de langage », ni un désir d'obscurité, ni une mouture de plus du « kitsch », ou du « rétro ». C'est même tout le contraire. Le baroque est un acte critique, une attitude de parodie, constante, envers notre société organisée uniquement sur la gestion qu'on dit économe — et au fond, avare — des biens. Et de ce bien, en particulier, qui permet la communication et le *fonctionnement de tous les* autres : le langage.

Etre baroque signifie pour moi : gaspiller, dilapider, « foutre en l'air » ce bien-là ; et, tout simplement, en fonction du plaisir. Vous voyez comment l'action baroque menace en son centre même tout système d'échange puisqu'elle n'est pas un pur jeu, mais — et ce n'est pas la même chose — une pure dépense, un excès.

● *Comment expliquez-vous la censure dont a été — et est — victime, en France, le baroque ?*

— Ce refus français, cette résistance, et finalement, ce mépris du baroque m'ont toujours inquiété. Quand on revient d'Inde et qu'on parle, ici, de l'architecture indienne, la réponse est toujours la même : *« Mais voyons, c'est lourd, c'est de la crème fouettée ! »* L'intensité de cette censure contre le baroque recouvre, avec la même violence sournoise, une autre censure : celle qui s'exerce contre l'érotisme. Parce que l'érotisme aussi, est un gaspillage, une perte d'énergie, une pure dépense, en fonction du plaisir ; contrairement à la « sexualité » qui, comme le classicisme, est fonction de production, d'information directe, sans détours.

Ce qui m'a amené à écrire *Barroco*, c'est la généralité des formes de dépense : c'est par le même mouvement que Kepler, le Greco et Gongora remplacent, chacun dans son domaine, un *système bien régulier, bien centré*, par un fonctionnement à deux centres. C'est pour cela qu'à la première page du livre vous trouvez opposés un cercle et une ellipse : une économie ou une dépense de centre. Toute la distinction entre le classicisme et le baroque est là.

● *Vous évoquez les « retombées » existant entre la science et l'art. Que voulez-vous dire ?*

— J'appelle « retombées », ces phénomènes de répercussion, ou d'écho, qui se produisent entre la science — l'astrologie, la cosmologie — et l'art. Bien entendu, il n'y a pas de forme première ; parfois, la cause vient *après* la conséquence et le sosie *avant* le modèle. C'est une « chambre d'écho » — il y a beaucoup d'influence, chez moi, du langage radiophonique : je suis journaliste scientifique à la radio — où l'écho, parfois, précède la voix. La voix arrivera plus tard, et barrée, ou renversée ; comme une prière dite par un sorcier.

Le « big bang »

Galilée, par exemple, ayant observé à la lunette notre satellite, en donnait une description précise dans le *Sidereus Nuncius* : deux ans plus tard, un ami de Galilée, le peintre florentin Ludovico Cardi, « le Cigoli », peignait une Vierge de l'Assomption posant les pieds, comme le veut l'iconographie, sur une lune ; mais cette lune avait l'air d'une photo prise par Apollo : elle était trouée de cratères ! Le cercle immaculé, emblème de la pureté céleste, devient, franchie la barrière de la science à l'art, une sphère rongée, une représentation de la « corruptibilité » de la matière.

La stricte « retombée » est plus formelle : on la trouve dans la peinture, entre autres, de Raphaël, toute organisée à partir du cercle, et même composée en partie de tableaux circulaires. Telle, est la Renaissance : centrée, « parfaite », théologique, héritière de Platon. Galilée avait bien constaté que les orbites des planètes étaient elliptiques ; mais il ne voulait pas en démordre : le cercle était la forme normale, la bonne forme, la plus économique : celle du monde, forcément.

Il y a le cercle et il y a la dilatation, la « déformation » du cercle : l'ellipse, avec ses deux centres. C'est le système de Kepler. La « retombée » de cette astronomie ? Tout le baroque ! Depuis l'architecture de Borromini jusqu'à la peinture de Velasquez. Et il y a aussi l'autre ellipse, celle de la réthorique, support de la poésie de Gongora dans laquelle *il n'y a plus (même par renvoi)* de sens « premier ».

● *Quant à la cosmologie actuelle ?*

— Il est encore plus amusant de repérer qu'aujourd'hui comme à l'âge du baroque deux théories cosmologiques s'affrontent. Pour celle du *big bang*, qui a toutes les chances d'être la « bonne », l'univers a eu un commencement : l'explosion, ça fait dix milliards d'années, d'un noyau minuscule de matière très dense ; l'Univers, actuellement, est en expansion : les galaxies sont comme des points *à la surface d'un ballon* que quelqu'un — mais qui, mon Dieu ? — gonfle, elles s'éloignent les unes des autres à des vitesses qu'il est inutile de consigner : incroyables. Cet Univers, de même, aura une fin. Le Soleil, par exemple, deviendra, d'ici quelques millions d'années, une « naine blanche » : il faut en profiter vite, ça va mal finir !

Les « Géantes rouges » et le henné

Au *big bang* s'oppose le *Steady state*, l'état stationnaire : on peut dire que l'Univers — qu'il soit « localement » ou non en expansion — présente toujours, à peu près, la même apparence globale. Pour compenser l'expansion, de la matière — de l'hydrogène pur — se crée continuellement, à partir de rien Cela va, *évidemment, contre tous les principes* acceptés de la physique. Il s'agit d'un Univers illimité dans le passé et dans l'avenir, qui se renouvelle perpétuellement.

Dans *Barroco*, je m'aventure à chercher les retombées en art de cette guerre des mondes.

● *Cette passion cosmologique n'est pas nouvelle chez vous ?*

— Non, elle était déjà présente dans *Cobra*, où les métaphore des astronomes sont prises à la lettre. Par exemple : « les géantes rouges », qui sont pour l'astronome des étoiles rougeâtres et distendues — on peut en voir une à l'œil nu : Bételgeuse, dans la constellation d'Orion, — sont, pour moi, d'énormes travestis qui ont abusé du henné, cette teinture qui donne aux cheveux des robustes femmes musulmanes des reflets roux.

Il *en va de même pour les* « naines blanches » de l'astronomie — étoiles contractées, rapetissées, chauffées à blanc, très denses. Dans ma fiction, elles deviennent les naines blanches de la peinture : l'Infante des *Ménines* en tête. Suivie de cette petite albinos qui traverse, un oiseau énigmatique attaché à la ceinture, *la Ronde de nuit*, de Rembrandt, de ce *Monstre habillé*, de Carreño, et, pour finir, de... Shirley Temple ! Ceci pour ne citer que deux des personnages de l'astronomie : il y a encore les « voyageuses bleues », les « trous noirs », etc La science s'invertit là en fiction en se prenant à la lettre, comme dans *Barroco* la science et l'art s'écoutent, se répondent dans une grande chambre d'écho.

Propos recueillis par
FRANÇOISE WAGENER.



Détail de « la Ronde de nuit » de Rembrandt

Une des « naines blanches » de la peinture.

Rafael Alberti
entre l'œillet et l'épée

★ **MÉPRIS ET MERVEILLE, de Rafael Alberti. Edition Bilingue, traduit par Victor Mora et Charles Dobzynski. Les Editeurs français réunis, 224 pages, 33 F.**

DEPUIS dix ans, le poète espagnol Rafael Alberti vit en exil à Rome et refuse tout contact avec un régime qu'il a combattu dès son apparition outre-Pyrénées. Revenu à sa première vocation, la peinture, il illustre, ou mieux, dessine ses poèmes anciens, si populaires dans le monde hispanique. Aujourd'hui septuagénaire, il écrit peu : c'est pourquoi un livre comme Mépris et merveille, *qui vient de paraître presque simultanément en Italie et en France, est pour ses amis une heureuse surprise.*

Poète tour à tour pur ou engagé, Rafael Alberti s'était autrefois défini comme vivant « entre l'œillet et l'épée ». *Est-ce encore vrai ? Dans la paix de la campagne romaine, qui lui inspire une gerbe de chansons lumineuses et colorées, les rumeurs des procès, les cris des prisons et le grincement du garrot en Espagne lui arrivent, avec d'autres échos de crimes en Amérique latine ou au Vietnam. Alors le militant qui avait inoubliablement chanté la résistance républicaine retrouve sa combativité et à coups d'images hallucinantes, de jeux de mots sarcastiques et de nouvelles trouvailles rythmiques pulvérise la sérénité du bonheur égoïste.*

Le poète et la rivière

Cette alternative fait de Mépris et merveille *une œuvre à la fois lyrique et dramatique. A la fin du recueil, un émouvant poème en prose synthétise tous les éléments du conflit existentiel ouvert depuis toujours dans le cœur du poète. Nous le reproduisons dans la version très réussie de Victor Mora et Charles Dobzynski :*

« ... Oh ! voilà ce que j'aime, ce que je voudrais contempler tranquille, à mes quasi soixante-dix ans. Laissez-moi parler, je vous prie, écrire sur cette petite rivière qui va heureuse, pleine de truites et d'écrevisses, animant dans ses cristaux un très fin paysage de petits peupliers sur le point de chanter, illuminés de feuilles. N'exigez pas de moi d'oublier ce petit azur du ciel qui se contracte heureux sous les arcs de ce pont. A jamais dites-moi que ce n'est pas un crime emplir d'air les poumons et la vie, ressentir l'élan de courir le long des pentes de ces montagnes, en criant à pleine voix du bout de tant d'années de va-et-vient forcés : j'en mérite un, mais de soleil placide, un brin d'herbe qui ne soit pas ensanglanté, une gorgée d'eau pour le plaisir, non pour l'angoisse de la soif, la possibilité de fermer les yeux sans veille... quelque chose qui rend possible, à la fin, que d'ici l'on s'en aille, l'idée que tout n'a pas été malédiction, inexplicable châtiment... Mais, infinies mes aubes sans sommeil, mes aurores longues et sursautantes me bouleversent, changent mes désirs de paix, d'une harmonie du monde ardemment espérée toujours... Et soudain, sans briser les murs, les voix froides, coupantes, de l'épée, fendent l'obscurité, et ce pauvre œillet que j'ai voulu lever dans ma main durant de si brèves heures, je l'entends tomber, décapité, défait, dans la pénombre de ma chambre qui va bientôt m'imposer la violence du jour à travers le cristal de la fenêtre... »

CLAUDE COUFFON.

« TRISTRAM SHANDY »
Le récit « le plus fou » de l'Occident

(Suite de la page 13.)

Quant à l'art militaire, il a moins de secret pour le capitaine Toby, l'oncle de Tristram, que la chevalerie pour Don Quichotte.

Tous ces savoirs ne seront plus ceux des Lumières. Mais ils sont encore vivaces en ce milieu du dix-huitième siècle, et Sterne-Shandy s'en donne à cœur-joie. On pense, bien sûr, à Rabelais. Mais surtout à Ben Jonson, John Donne, Swift — ses auteurs favoris. Car le ton est inimitablement britannique. Pour preuve, ce dialogue entre les parents de Tristram :

« Mon frère Toby, dit-elle, va épouser Mrs. Wadman.

— Il ne pourra donc jamais plus, dit mon père, s'allonger en diagonale dans son lit. »

On retrouve ailleurs le thème (essentiel, peut-être...) de la diagonale. Lorsqu'il décrit la difficile posture de son père soulevant sa perruque de la main droite pour aller chercher, avec la gauche, son mouchoir rayé des Indes dans sa poche droite, Tristram écrit sans sourciller : *« Il n'est jamai· commode d'aller en diagonale fourrer sa main au fond de la poche opposée, mais dans l'année 1718, où ces événements eurent lieu, la chose était incroyablement difficile. »* La mode de l'époque fixait les poches fort bas...

Dormir dix pages durant

Rien de tout cela ne ferait de *Tristram Shandy* un texte vraiment unique, s'il n'y avait cette folle conduite du récit. Car Tristram ne cesse de courir après son sujet, de digression en digression. Il s'égare, perd le fil, le retrouve, laisse ses personnages en plan et poursuit son idée. Il se fait plaisir : *« Je me sens la grande envie de commencer ce chapitre par une folie et je ne vais pas la contrecarrer. »* Il accumule les parenthèses, les incises, les excursions, les détours. Il se laisse porter, en un mot, par le jeu des associations d'idées : *« Je ne conduis pas ma plume, elle me conduit. »* Rabelais ? Oui, mais qui aurait lu John Locke, le théoricien de l'« entendement humain ».

Avec la plus grande désinvolture, Sterne met à nu le dispositif romanesque lui-même. Le voilà qui se dépêche, parce qu'il n'a plus que trente-cinq minutes pour finir son chapitre. Ou bien il se demande ce qu'ont pu faire ses personnages pendant les deux heures où il parlait d'autre chose. Parfois, il se décourage : arrivera-t-il jamais au bout ? Depuis un an déjà il travaille sans relâche, et le premier jour de sa biographie n'est pas encore achevé. Dans cet entrelacs des temps — celui de l'« histoire », celui du livre — apparaît la tâche infinie de l'écriture : *« Je ne me rejoindrai jamais, fût-ce par la plus effrénée des galopades. »*

Tristram sans cesse apostrophe le lecteur, embarqué avec lui dans l'aventure Il l'interpelle tantôt d'un « madame », tantôt d'une « Votre Honneur ». Il lui ordonne de relire tout un chapitre, lui demande de ne pas se mettre en colère si l'auteur a jeté le manuscrit à la place du brouillon. Il l'invite, au sixième volume, à s'asseoir sur les précédents. Il lui accorde généreusement le droit de dormir dix pages durant, à choisir n'importe où dans le texte, s'il fait bien attention à ce qui suit. Et au sortir d'un de ces « écheveaux » dont il a le secret, il s'enquiert de sa santé : *« Comment va votre tête ? La mienne me fait un mal affreux. »*

En tout sens on le voit explorer l'espace du livre : la préface surgit au milieu, certains chapitres ne sont pas à leur place (l'auteur n'en est-il pas le maître ?), un autre manque totalement (il aurait rompu l'unité du ton). Tristram laisse des blancs (*chacun y inscrira son juron préféré*), fait des dessins (les moulinets décrits par la canne de Toby traversant le jardin de sa bien-aimée), passe d'un tome à l'autre au milieu d'une phrase... Est-ce le devancier de nos « textologues », ou bien *Hellzapoppin* dans le dix-huitième siècle ?

« Les menus hasards »

Qu'importe. Oubliez tout ce que vous aurez pu lire. Oubliez l'énorme thèse d'Henry Fluchère sur Laurence Sterne et les ouvrages de Traill, Stapfer, Cross, Sichel, Melville, Connely, Howes et quelques autres. Oubliez même l'excellente étude de John Traugott *Sterne's Philosophical Rhetoric* (California, 1954). Ne songez pas que la vie de Tristram Shandy, *« éternel jouet des menus hasards »*, où apparaît à chaque page *« le triomphe des menus incidents sur l'esprit »*, est une mine d'or pour psychanalystes. Chassez l'idée que ce récit débridé est une construction complexe, un paradis pour sémioticien. Et ne retenez qu'une seule chose : *« Le vrai shandysme, quoi que vous en pensiez, dilate le cœur et les poumons. »*

Et si c'était à cela qu'on reconnaît ses adeptes ?

ROGER-POL DROIT.

LA PROSPÉRITÉ DES VICES

★ **LA FABLE DES ABEILLES, de Bernard Mandeville. Traduit de l'anglais par Lucien et Paulette Carrive. Vrin, 212 p., 33 F.**

DANS une ruche qui ressemblait à s'y méprendre à une société humaine, régnaient la fourberie, l'imposture, l'escroquerie systématique. Des avocats aux prêtres, des médecins aux marchands, nul n'était honnête. Mais « leurs crimes conspiraient à leur grandeur ». *Les abeilles étaient prospères, leurs mœurs raffinées, leur armée forte et leur nation respectée. Du jour où Jupiter décida de les débarrasser de toute malhonnêteté, leur bien-être disparut ; le luxe fit place à la frugalité, et les abeilles vertueuses vécurent misérables.*

Moralité ? Une société n'est riche qu'au prix de la corruption, et « les vices privés font le bien public ». *Publiée pour la première fois à Londres en 1714, cette fable corrosive, assortie de longues remarques d'économie politique, défraye la chronique tout au long du siècle. On la critique, la réfute, la jugeant aussi pernicieuse que les doctrines de Machiavel, Hobbes ou Spinoza. On s'en inspire aussi, de Hume à Rousseau, d'Adam Smith à Helvétius. Marx y voit la plus virulente critique de la société bourgeoise.*

Il faut donc saluer la remarquable édition de L. et P. Carrive, qui nous restitue dans sa fraîcheur ce texte acide, acerbe, actuel, qui n'avait pas été traduit en français depuis... 1740.

R.-P. D.

— **LE PEN-CLUB FRANÇAIS** vient d'élire un nouveau membre associé, l'écrivain soviétique Vladimir Kornilov, qui réside à Moscou. Né en 1928, membre de l'Union des écrivains soviétiques, Kornilov est l'auteur de deux recueils de poésie, « le Débarcadère » (1964) et « l'Age » (1967), ainsi que d'un récit historique : « Ce que je ne désire pas dire » (1973).



NGERES

Rafael Alberti entre l'œillet et l'épée

CLAUDE COUFFON

ISTRAM SHANDY
« le plus fou » de l'Occident

Ernst Bloch, philosophe de l'espérance

LE philosophe allemand Ernst Bloch, qui fêtera en juillet prochain son quatre-vingt-dixième anniversaire, recevra vendredi 7 mars à 15 h. 30, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le titre de docteur « honoris causa », en même temps que l'archevêque brésilien Dom Helder Camara, le linguiste polonais Adam Schaff, Robert Braidwood, professeur à l'Institut d'études orientales de Chicago, Leonid Kantorowich, membre de l'Académie des sciences d'U.R.S.S., et Robert Solow, professeur au Massachusetts Institute of Technology.

Il faut souhaiter que cette cérémonie officielle inaugure la véritable découverte dans notre pays d'un des grands penseurs de ce siècle. Son œuvre considérable demeure en effet injustement méconnue de ce côté du Rhin, faute de traductions. Alors qu'il existe des éditions anglaises, italiennes, espagnoles, yougoslaves, japonaises de ses ouvrages. Ernst Bloch pouvait confier à Jean-Michel Palmier, au cours d'un long entretien publié par « le Monde » le 30 octobre 1970 : « Si je m'intéresse beaucoup à la France, les Français s'intéressent peu à moi. »

Arno Münster, écrivain et journaliste, qui fut pendant plusieurs années l'élève d'Ernst Bloch, rappelle les thèmes essentiels de sa réflexion et le sens de sa démarche.

Un défenseur de l'utopie

(★ *Dessin de Vasco.*)

« *JE suis. Mais je ne me possède pas. Nous ne sommes donc qu'en devenir.* » Cette phrase aux accents d'oracle ouvre l'œuvre du jeune Bloch, *Traces*, recueil d'aphorismes paru en 1930 après *l'Esprit de l'utopie* et *Thomas Münzer, théologien de la révolution*. Elle exprime de façon exemplaire le fondement de la pensée d'Ernst Bloch qui demeure le plus grand philosophe marxiste de langue allemande, et dont l'importance est comparable à celle de Georg Lukacs.

Son œuvre a en effet pour thème central une réflexion ontologique sur l'homme. Ce n'est point l'homme de Heidegger, être-jeté-dans-le-monde, ni celui de Sartre, dans son attitude angoissée et interrogeante, mais l'être tâtonnant qui émerge de « *l'obscurité de l'instant vécu* » pour accéder à une forme d'existence plus élevée, plus consciente, à l'être-dans-l'utopie, au sein d'un monde rayonnant du « soleil de l'espoir ».

La conviction que tout être, défini comme « dynamis », « puissance » ou potentialité au sens aristotélicien du terme, se dirige vers un but domine la réflexion d'Ernst Bloch. Le point de départ philosophique de son œuvre maîtresse, « *Principe espérance* » est cette ontologie du « non-être-encore » qui se poursuit dans l'émergence du « préconscient ». Ainsi, tandis que Freud, prisonnier d'une tradition de pensée scientifique, ne voit dans l'inconscient que la matrice de comportements conscients, Bloch insiste sur la fonction créative et ascendante de l'onirique.

C'est lorsque l'homme s'affirme, créateur en peinture, en musique, en poésie, en architecture, en philosophie, que Bloch voit franchie la frontière qui sépare le « non encore conscient » du « préconscient ». L'œuvre d'art exprime pleinement cette tendance latente qui jaillit de l'être et qui, tout en se remémorant le fonds primordial, va de l'avant. C'est cette irrésistible « clarté croissante vers l'avant », cette marche du monde en train de se faire, vers le monde réel de l'espérance, qui caractérise l'être utopique.

Bloch a suivi à la trace les manifestations artistiques et philosophiques de cette *aurore vers l'avant* aussi ancienne que l'humanité : dans les mythes antiques, les contes orientaux, la Bible, dans les utopies du bonheur des philosophes de la Renaissance (Campanella, Giordano Bruno), dans les utopies sociales (surtout Saint-Simon et Fourier), mais également chez Kant, Fichte et Schelling, et dans l'œuvre de Marx.

Car Bloch a lu celle-ci de façon intensive et exhaustive. Face au « *courant froid* » qui s'exprime dans l'analyse économique de Marx, adéquate mais limitée dans ses perspectives (parce qu'elle exclut en grande partie l'utopie), Bloch plaide pour le « courant chaud », présent chez Marx, dans la tendance utopique sociale Un courant chaud qui se nourrit des prolongements communistes de la *révolution* française (Babeuf), des présocialistes (Saint-Simon, Fourier, Cabet) et des retombées de l'héritage idéaliste philosophique.

Bloch constate que l'œuvre de Marx établit une liaison entre les deux courants, mais il fait cette réserve : « *Ce qui doit se passer sur le plan économique, ce changement qui sera forcément économique et institutionnel, tout cela, c'est clair chez Marx, mais l'autonomie souhaitable n'est pas encore assurée à l'homme nouveau dans cet ordre social définitif, non plus qu'à l'élan, à la force de l'amour et de la lumière, à la morale elle-même* », écrit-il dans l'*Esprit de l'utopie*. Si l'utopie se concrétise, le socialisme, dit Bloch, sera autre chose que « les Soviets plus l'électricité » (Lénine). Il sera réalisé seulement lorsque l'homme renaîtra réellement dans toute sa dimension morale, et verra ses potentialités créatives entièrement libérées.

Cette déclaration de guerre au déterminisme économique cherche moins à corriger l'image traditionnelle de Marx qu'à critiquer le dogmatisme des pays socialistes. C'est surtout la conception soviétique du marxisme-léninisme qui est l'objet de cette critique : elle constitue une nouvelle idéologie de l'Etat au sein d'un système politico-économique contrôlé par la bureaucratie. Cette réduction de la doctrine marxiste à l'économisme néglige la racine humaniste de l'homme, les facteurs subjectifs, qui sont pourtant essentiels chez Marx. Bloch voit là un grand danger d'assèchement pour la pensée marxiste.

Sa méfiance envers toute limitation du marxisme, envers tout déterminisme économique, tout dogmatisme, tout autoritarisme socialiste s'accompagne chez Bloch, surtout dans son œuvre de jeunesse, d'un scepticisme *fondamental* vis-à-vis de l'Etat. On reconnaît ici l'influence certaine de Bakounine, même lointaine, ainsi que la tendance des expressionnistes à se révolter contre toutes les contraintes de la communauté, fût-elle socialiste.

Sa dénonciation des « intendants » du marxisme, hommes d'affaires figés et scolaires, sa consternation de voir que l'utopie n'est que trop souvent trahie « *au profit de l'affaire que constitue sa réalisation* » (Habermas), ont valu au philosophe les reproches des prosoviétiques et des maoïstes, qui l'ont traité de « révisionniste ».

Les partisans d'un marxisme-léninisme orthodoxe, tels que Rugart Otto Gropp (R.D.A.) voient dans sa théorie de l'humanisation progressive de l'homme et de la société une « philosophie de l'espérance mystique » qui est « proprement inconciliable avec le marxisme ». Les autorités de la R.D.A. prirent comme prétexte ces « errements idéalistes sous le signe de l'antidogmatisme » pour supprimer la chaire de philosophie de Bloch qui enseignait à l'université de Leipzig depuis 1949. On le suspectait, en outre, de nourrir des sympathies pour la « voie yougoslave ».

Une ironique amertume

L'ouverture de Bloch à la métaphysique, à la religion, à la pensée mystique et idéaliste fait de lui un « cas-limite » un « franchisseur de frontières » aussi génial que discuté. Il faut, ici, retenir l'indication de Jürgen Habermas sur le « *caractère spéculatif de son matérialisme* », au centre duquel se trouve la doctrine de l'être en tant que « *matière d'un processus non terminé* ». On peut en tout cas affirmer aujourd'hui que Bloch n'est sûrement pas « un philosophe de la révolution », au sens léniniste du terme. Ses préoccupations s'adressent moins à la « technique » de la stratégie de libération qu'aux implications philosophico-anthropologiques de celle-ci.

Cependant le pathos de la révolution prolétarienne anime son œuvre ainsi que son engagement pour la cause des exploités et des opprimés. Car Bloch a vu concrètement, et à deux reprises, la révolution : la première fois en novembre 1918 en Allemagne. Le jeune écrivain et philosophe vivait alors à Münich. Il mit dans cette révolution tous ses espoirs, mais ceux-ci furent brutalement déçus ! Puis il y eut la révolution d'Octobre en Russie qu'il salua avec allégresse, mais la dégénérescence bureaucratique de celle-ci créa chez lui un traumatisme sensible dans son œuvre philosophique ultérieure, surtout dans le *principe espérance*. Cela n'a pas empêché Bloch de rester attaché à sa foi en la réalisation possible, nécessaire et inéluctable de la société socialiste de la « fraternité ».

Pourtant, à l'occasion de son allocution de Trèves, pour le cent cinquantième anniversaire de Karl Marx, il pose avec une ironique amertume cette question : « *Est-ce que le marxisme s'est modifié dans le stalinisme jusqu'à devenir méconnaissable ou bien s'est-il modifié de place en place jusqu'à devenir reconnaissable ?* » Cette question semble impliquer, outre la condamnation du « culte de la personnalité », une critique cachée de Marx, qui provoqua une certaine inquiétude jusque chez les admirateurs du philosophe Marx reste cependant pour Bloch le libérateur qui, tout en étant le « *détecteur le plus glacial* » dans ses analyses économiques, prend au sérieux le « rêve de l'âge d'or ».

Quant à la déviation stalinienne, il ne l'explique pas, comme Trotzky, par les effets d'un Thermidor néo-bonapartiste, mais par le fait que « la dictature du prolétariat dut être implantée directement sur le sol du tsarisme, en l'absence des libertés bourgeoises... C'est ainsi que naquit le culte de la personnalité et un centralisme pour la plus grande part absolutiste. Terreur et Etat policier, police d'Etat toute-puissante, et qui le demeurera même après que la puissance socialiste fut complètement assurée à l'intérieur. »

La pensée ultime de Bloch, influencée par les utopies de la Renaissance et de la philosophie idéaliste, rejoint le Marx des manuscrits philosophiques et économiques qui, en 1844, voyait dans « *l'évolution de la richesse de la nature humaine* » le but final de tout changement révolutionnaire de la société. Bloch s'élève donc passionnément contre tous les « trancheurs » de Marx qui dressent une barrière entre les *Manuscrits de 1844* et *le Capital*. Pour lui, c'est dans la liaison entre le nouvel ordre économique et l'apprentissage de la « marche debout » distinguant l'homme socialiste émancipé de l'homme sous tutelle, que résident les conditions de tout véritable progrès social. Il est caractéristique que la dernière œuvre de Bloch écrite en R.D.A. s'intitule *Droit de la nature et dignité humaine*. L'idée fondamentale s'en exprime dans cette phrase : « *Il n'y a pas de dignité humaine sans fin de la misère, mais il n'y a pas non plus de bonheur à la mesure de l'homme sans la fin de l'ancien ou du nouvel esprit de sujétion.* »

ARNO MUNSTER.

Une œuvre en seize volumes

L'édition complète des œuvres d'Ernst Bloch, publiée par les éditions Suhrkamp (Francfort), comprend 16 volumes. (Le principe de cette édition ne respecte pas toujours l'ordre chronologique des œuvres) :

Vol. I : Spuren (« Traces »).
Vol. II : Thomas Münzer als Theologe der Revolution (« Thomas Münzer, théologien de la Révolution »).
Vol. III : Geist der Utopie (« L'Esprit de l'Utopie »).
Vol. IV : Erbschaft dieser Zeit (1935), 2e éd. augmentée, 1962 (« L'Héritage de ce temps »).
Vol. V. : Das Prinzip Hoffnung (« Principe Espérance »), 1954.
Vol. VI : Naturrecht und menschliche Würde (« Droit de la nature et dignité humaine ») 1961.
Vol. VII : Das Materialismusproblem, seine Geschichte und Substanz, 1972 (« Le problème du matérialisme, son histoire et sa substance »).
Vol. VIII : Subjekt-Objekt (« Sujet-Objet ») Erläuterungen zu Hegel. (« Commentaires relatifs à Hegel »), 1951 ; édition augmentée 1962.
Vol. IX : Literarische Aufsätze, 1965 (« Essais littéraires »).
Vol. X : Philosophische Aufsätze zur objektiven Phantasie, 1969 (« Essais philosophiques sur l'imagination objective »).
Vol. XI : Politische Messungen, Pestzeit, Vormärz, 1970 (« Considérations politiques, temps de la peste »).
Vol. XIII : Tübinger Einleitung in die Philosophie (« Introduction tübingoise à la philosophie »), 1970.
Vol. XIV : Atheismus im Christentum (« L'athéisme dans le christianisme »), 1968.
Vol. XVI : Geist der Utopie (« L'esprit de l'Utopie), 1971. (1re version de 1918.)

En traduction française

— *Thomas Münzer, théologien de la révolution*, Julliard, 1964. Traduction de Maurice de Gaudillac.
— *Traces*, Gallimard, 1968. Traduction de Pierre Quillet et Hans Hildebrand.
— *La Philosophie de la Renaissance*, Payot, 1975. (Voir « Le Monde des Livres » du 7 février 1975.)

D'autres traductions sont actuellement en cours. Aux éditions Payot, « *Droit naturel et dignité humaine* » devrait paraître en octobre 1975, et « *l'Héritage de ce temps* » en 1976.

* * *

Les éditions Gallimard annoncent avant la fin de l'année 1975 la parution de *Principe Espérance*, et à une date ultérieure des traductions de *Sujet-Objet*, *l'Esprit de l'Utopie* et *l'Athéisme dans le christianisme*.

Points de repère

1885. — Le 8 juillet, naissance d'Ernst Bloch à Ludwigshafen, en Allemagne, dans une famille de cheminots.
1904-1908. — Etudes de philosophie, de lettres et de musicologie à Munich, Wurzburg et Heidelberg.
1915. — Pacifiste, il refuse de prendre part à la première guerre mondiale et s'exile en Suisse, où il collabore à la « Frankfurter Zeitung » et écrit son premier grand livre.
1918. — « L'Esprit de l'utopie ».
1921. — « Thomas Münzer, théologien de la révolution », étude consacrée à un grand hérétique d'inspiration révolutionanire.
1923. — « A travers le désert », essais critiques.
1930. — « Traces » (« Spuren »), recueil d'aphorismes.
1933. — La victoire du nazisme conduit Ernst Bloch, d'origine juive, à s'exiler de nouveau en Suisse, puis à Paris, à Vienne et à Prague. Il collabore à la revue des antifascistes allemands en exil, « Weltbühne » (« Tribune du monde »).
1935. — « L'Héritage de ce temps », une analyse de la montée du nazisme.
1938. — Départ de Bloch pour les Etats-Unis, où il reste jusqu'à la fin de la guerre, rédigeant son œuvre prinicipale : « Principe Espérance ».
1949. — A la fondation de la R.D.A., il décide de rentrer en Allemagne et accepte la chaire de philosophie de l'université de Leipzig.
1954 - 1955. — Publication de « Principe Espérance » (trois volumes). Bloch reçoit le Prix national de la R.D.A.
1956. — Vives attaques contre Bloch des représentants du parti socialiste unifié d'Allemagne (S.E.D.).
1957. — Il est suspendu de toute activité universitaire et on lui interdit d'enseigner.
1961. — Lors d'un séjour en République fédérale, le philosophe décide de rester à l'Ouest. Il s'installe à l'université de Tübingen.
1967. — Il reçoit le Prix de la paix des libraires allemands.



L'Afrique à travers les livres

par Philippe Decraene

LA DÉSESPÉRANCE DE MONGO BETI

★ PERPETUE ET L'HABITUDE DU MALHEUR, de Mongo Beti. Buchet-Chastel, 300 pages, 29,85 F.

PROFESSEUR dans un lycée de Bretagne, Mongo Beti a passé de longues années à Paris, Aix-en-Provence et Rouen, sans jamais perdre le contact avec son Cameroun natal. Farouchement anticolonialiste, il condamne avec la même véhémence militante le régime de M. Ahidjo et l'ancienne administration coloniale française, dont ce dernier est l'héritier direct. Et, s'il a choisi de vivre en exil, c'est parce qu'il estime tout compromis impossible avec l'actuel gouvernement camerounais.

Considéré comme un des meilleurs écrivains d'Afrique noire francophone, Mongo Beti a déjà écrit trois romans qui ont fait l'objet de mémoires et de thèses, et qui figurent au programme d'études de plusieurs universités : « le Pauvre Christ de Bomba », « le Roi miraculé », « Mission terminée ». Comme ses trois ouvrages précédents, « Perpétue » est d'abord une philippique, à la fois déchaînée et désespérée, contre toutes les formes d'autocratie. En effet, pour Mongo Beti, production littéraire et combat politique restent inséparables.

Dans ces perspectives, l'histoire mélodramatique de Perpétue, véritable esclave d'un fonctionnaire médiocre et vénal, avec lequel la vie en commun est un enfer quotidien, passe au second plan. « Perpétue » n'est qu'un prétexte pour décrire un univers policier, caractéristique de trop de pays appartenant à ce monde issu des anciens empires coloniaux. Pas une lueur d'espoir n'éclaire la désespérance des personnages.

La fin du colonialisme portugais

★ LE COLONIALISME PORTUGAIS EN AFRIQUE : LA FIN D'UNE ERE, de Eduardo de Sousa Ferelra. Les Presses de l'UNESCO, 176 pages, 20 F.

CE livre, qui traite des effets du colonialisme portugais sur l'éducation, la science, la culture et l'information en Afrique portugaise, ruine le mythe de l'assimilation lusitanienne, présenté comme une réalité vivante par les dirigeants de Lisbonne depuis plusieurs siècles. Repris systématiquement comme un thème de propagande par le régime défunt de M. Caetano, le dogme de l'assimilation apparaît à la lecture de ces pages, rédigées à l'intention de l'UNESCO par Eduardo de Sousa Ferelra, comme une véritable mystification à l'usage de l'opinion internationale.

Comme le démontre l'auteur, statistiques officielles à l'appui, seules une poignée d'Africains atteignirent le niveau d'instruction requis par les autorités coloniales pour bénéficier du statut d'*assimilado* autorisant l'exercice de droits civiques. Jusqu'à ce que se lève le grand vent de décolonisation, issu du coup d'Etat du 25 avril 1974, l'immense majorité des Africains, placés sous domination coloniale portugaise, restèrent dans un état de sujétion politique et culturelle total. Les taux d'alphabétisation témoignent contre Lisbonne, soulignant le niveau d'instruction extrêmement bas des masses africaines : 13 % en Angola en 1966. Certes, sous la pression conjuguée de l'opinion internationale — notamment celle des nouvelles nations africaines indépendantes, — et celle des mouvements de libération qui menèrent simultanément lutte armée et combat contre l'analphabétisme, d'importants progrès ont été récemment accomplis. Mais, dans les universités d'Afrique portugaise, le nombre des étudiants noirs se limite encore à quelques centaines.

L'auteur analyse aussi les conséquences de la domination coloniale sur les cultures autochtones, et montre les différences d'impact de cette politique sur les citadins, dont le gouvernement portugais aura vainement cherché à faire des citoyens exclusivement portugais, et sur les paysans, qui conservèrent, pour la plupart, leur culture ancestrale. D'autre part, il souligne combien les efforts déployés pour créer une élite intellectuelle afro-portugaise se retournèrent contre l'ancienne puissance *coloniale*.

Rédigé avant le renversement de la dictature au Portugal, cet ouvrage constitue un document capital. Il permet non seulement de comprendre pourquoi le système colonial portugais déboucha sur le même échec que tous les autres systèmes coloniaux — allemand ou belge, britannique ou français, — mais aussi d'entrevoir l'ampleur exceptionnelle des tâches d'éducation auxquelles vont être confrontés, dès cette année, l'Angola, le Mozambique et Sao-Tome, qui vont accéder à l'indépendance en 1975, et les difficultés que s'efforce de surmonter depuis l'année dernière la Guinée-Bissau.

La préface de Basil Davidson, africaniste britannique qui, il y a bientôt vingt ans, fut un des premiers à informer l'opinion sur la stagnation économique et culturelle des provinces portugaises d'Afrique, notamment dans *le Réveil de l'Afrique*, donne un poids accru à ce sévère réquisitoire anticolonialiste.

NOTES DE LECTURE

● LA RÉPUBLIQUE DU MALI, d'Edmond Jouve

★ ENCYCLOPEDIE POLITIQUE ET CONSTITUTIONNELLE. Berger-Levrault. 100 pages, 13 F.

Cinquante pages de présentation générale et cinquante pages de documents, dont une abondante bibliographie sélective, telle est la règle difficile que s'imposent généralement les auteurs de la collection « Encyclopédie politique et constitutionnelle ».

Reprenant le schéma retenu pour la vingtaine d'ouvrages déjà publiés dans cette collection, l'auteur a su éviter les écueils d'un genre ingrat parce que trop rigoureusement scolaire. La société malienne est présentée d'une façon pertinente, et le régime du colonel Moussa Traore fait l'objet d'une analyse intelligente.

● GUINÉE, LE TEMPS DES FRIPOUILLES, de Sako Konde

★ LA PENSEE UNIVERSELLE, 222 pages, 27,82

Ancien directeur général des douanes, l'auteur appartient à la diaspora guinéenne, qui compte déjà plus d'un million et demi d'hommes en rupture avec le régime de M. Sekou Touré. Bien long pour un pamphlet, trop imprécis pour constituer un véritable réquisitoire, trop véhément dans la forme pour avoir la valeur d'un bilan, ce livre n'en constitue pas moins un document intéressant sur l'opposition guinéenne en exil : sur ses écœurements et sur sa paralysie à peu près totale devant l'action...

● LE DANXOME de Maurice Ahanhanzo Glelé

★ Editions Nubia, 50, boulevard de Port-Royal, Paris-5e, 282 p., 50 F.

Descendant direct du roi Glelé, qui présida aux destinées du Danxome, aujourd'hui partie intégrante de la République dahoméenne, Maurice Ahanhanzo Glelé était particulièrement qualifié pour interroger les détenteurs de la tradition orale que sont princes et princesses de sang royal. Il a écrit, à partir de cette longue et minutieuse enquête, une intelligente étude sur un royaume qui brilla de ses derniers feux au moment de la pénétration militaire française dans l'Ouest africain, à la fin du siècle dernier. Cette intéressante incursion au cœur de l'histoire précoloniale permet de mieux appréhender certaines des réalités appartenant à la science politique africaine contemporaine.

Amilcar Cabral et la longue marche des guérilleros de Guinée-Bissau

★ UNITÉ ET LUTTE D'AMILCAR CABRAL. 2 volumes, 384 pages, 352 pages. Maspero, 45 F chaque volume.

LE poète Mario de Andrade a réuni ces textes qui retracent les trente années de vie politique, dont dix années de lutte armée, vécues par Amilcar Cabral, ancien agronome, fondateur du P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert), en septembre 1956. Communications et rapports devant les divers congrès ou colloques, discours et articles de celui qui est considéré comme une des plus pures et des plus grandes figures du nationalisme africain ont été regroupés, par ordre chronologique, sous deux grandes rubriques : « l'Arme et la Théorie » (premier volume) et « la Pratique révolutionnaire » (deuxième volume).

Les historiens de la décolonisation puiseront ici de nombreux renseignements, propres à éclairer l'action de Cabral, qui mourut assassiné à Conakry, le 20 janvier 1973, et qui ne vit pas son pays accéder à l'indépendance. De toutes les sources nationalistes guinéennes, celle-ci reste la plus importante, pour qui veut à la fois connaître l'évolution interne d'un des partis politiques les plus structurés de toute l'Afrique occidentale et l'histoire d'une insurrection qui débuta le 23 janvier 1963 par l'attaque de la caserne portugaise de Tite.

Critique du colonialisme et de l'impérialisme, sous leurs formes traditionnelles et nouvelles, théorie de la révolution nationale, élaboration d'une stratégie révolutionnaire, aucun de ces aspects de la lutte de libération n'est négligé par Amilcar Cabral. Comme Frantz Fanon ou Kwame Nkrumah, le chef de la rébellion guinéenne laisse une œuvre d'un intérêt exceptionnel pour les exégètes de l'histoire moderne du continent noir.

« L'Insurrection malgache de 1947 »

★ L'INSURRECTION MALGACHE DE 1947, de Jacques Tronchon. Maspéro, « Textes à l'appui », 400 pages, 45 F.

CET essai d'interprétation historique de l'insurrection qui éclata à Madagascar, au cours de la nuit du samedi 29 au dimanche 30 mars 1947, est le résultat d'un long et minutieux travail universitaire, qui a fait l'objet d'une thèse de doctorat de troisième cycle, présentée à l'université de Paris VIII en septembre 1973.

Ce travail original fait moins appel aux archives d'Etat qu'aux documents privés, exploités à l'issue d'une enquête menée auprès de plus de de deux cents personnes, mêlées à des titres divers à l'insurrection. Les vingt-deux « dossiers » sélectionnés par Jacques Tronchon, et qui composent les cent soixante dernières pages de l'ouvrage, constituent une série de témoignages vécus d'un grand intérêt, dans lesquels auront à puiser ceux qui voudront faire une exégèse encore plus complète de l'insurrection.

Pour avoir sorti cet événement de l'oubli (1) dans lequel il était tombé, l'auteur suscitera sans doute de sérieuses polémiques. Quelques-unes de ses conclusions appelent des commentaires, notamment celle-ci : « Au lieu de l'indépendance au sein de l'Union française prônée par les députés, elle (l'insurrection) voulait une indépendance malgache fondée sur des valeurs et une idéologie malgaches. Trop bien placés pour sacrifier une évolution vers l'autonomie de Madagascar, qui se réalisait à leur profit, les « notables » n'étaient aucunement disposés à donner leur caution au mouvement insurrectionnel. Victimes de la répression, les leaders du M.D.R.M. n'en désavouent pas moins les insurgés de manière catégorique. Ils apparaissent en définitive comme les grands perdants dans la compétition livrée entre « notables » pour récupérer l'héritage de « l'occupant ».

Mais jusqu'à présent, ceux des principaux antagonistes du drame qui sont encore vivants ne sont pas départis de leur silence...

(1) Il a fallu attendre 1967 pour que le 29 mars devienne une fête nationale.

■ LES CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES, édités sous l'égide de l'Ecole pratique des hautes études et publiés avec le concours du C.N.R.S., consacrent leur dernière livraison à une série d'études sur le Rwanda. Claudine Vidal, qui a enquêté sur place pendant plusieurs années, a regroupé une douzaine d'articles ordonnés autour du thème de la domination étatique au Rwanda (Ed. Mouton, 210 pages, 26 F).

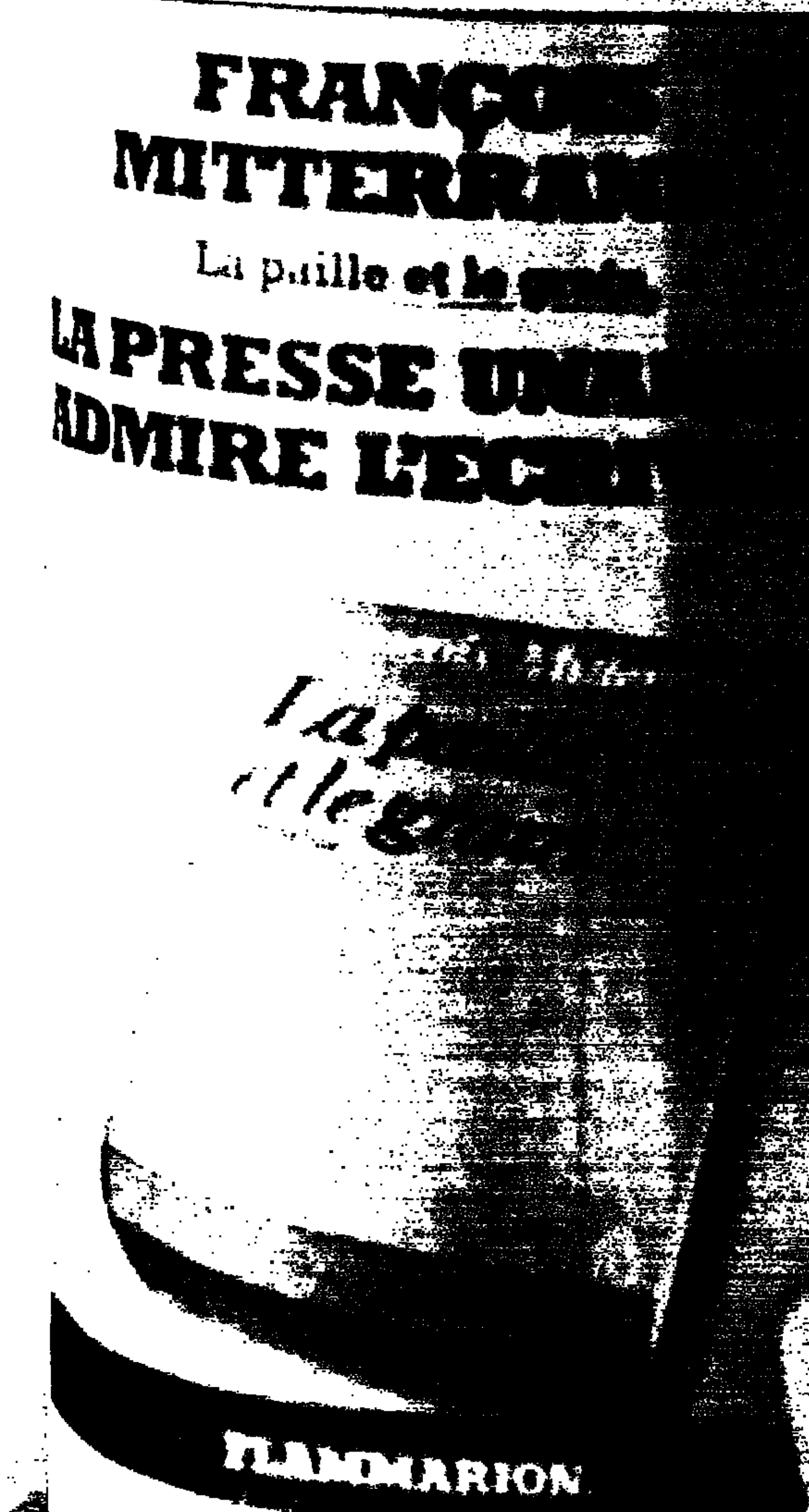
UN TABLEAU MONUMENTAL

★ HISTOIRE DE L'AFRIQUE (tome III), de Robert Cornevin, Payot, 692 pages, 150 F.

Avec la collaboration de Marianne Cornevin, l'auteur a accompli un travail imposant : près de sept cents pages, dont une trentaine d'index et de bibliographie. Il faut ajouter à cet ensemble une trentaine de cartes originales d'André Leroux, précieuses pour la compréhension d'un texte particulièrement dense.

Ce livre est doublement utile. D'abord parce qu'il n'existe aucun ouvrage traitant de l'histoire moderne des pays d'Afrique australe, des Etats issus de l'ancienne Afrique britannique centrale et orientale, et de ceux issus de l'ancienne Afrique belge et de l'ancienne Afrique allemande. Ensuite parce qu'après être obstinément restée ignorée du grand public cette partie du continent noir a commencé d'occuper une place importante dans l'actualité quotidienne — place qui ira croissant.

On est impressionné par le nombre d'ouvrages, ainsi que par celui des articles de revues, de langue anglaise ou allemande notamment, que les auteurs ont dû dépouiller pour mener à bien ce tableau monumental, qui présente l'avantage de ne pas dissocier la vie politique des territoires traités de leur histoire économique, sociale, culturelle et religieuse. D'autant plus impressionné que cet ouvrage est le vingt et unième que Robert Cornevin publie depuis 1956...



LE COURRIER DE L'HISTOIRE

DEUX LIVRES SUR LE NAZISME

« Au nom de la race »

★ **AU NOM DE LA RACE, de Marc Hillel. Fayard, coll. « Documents », 276 pages, 38 F.**

PAR opposition aux gérontocraties qui avaient dominé la fin du XIXe siècle et le début du XXe, le fascisme se présenta en Italie comme un régime jeune s'adressant aux jeunes. Le IIIe Reich allemand prolongea cette tendance à l'extrême, et la pédophilie est certainement l'une de ses meilleures clés. Chaque année, le 19 avril, les enfants allemands de dix ans — cinq cent mille petites filles et cinq cent mille petits garçons — étaient incorporés dans la Jeunesse hitlérienne et prêtaient serment au Führer. Pourquoi le 19 avril ? Parce que le 20 avril, c'était l'anniversaire de Hitler. Baldur von Schirach souligna lui-même le côté ogre, Minotaure du Führer dans un discours prononcé en cette circonstance : « Demain, les dignitaires du régime vont vous faire des cadeaux ; moi, chef de la Jeunesse hitlérienne, je vous offre une génération d'enfants ! » Les régimes fascistes se sont toujours intéressés aux jeunes. Le nazisme prétendit en fabriquer sur mesure et ne se fit pas faute de voler à leurs parents ceux qui lui plaisaient.

C'est à cet aspect du IIIe Reich que Marc Hillel vient de consacrer une enquête. Livre étrange, composite, suite de recherches presque policières qu'il entreprit en collaboration avec sa femme, Clarissa Henry. Rappelons que, parallèlement au livre, les auteurs présentent un film qui passe actuellement dans plusieurs salles. (« Le Monde » du 25 février.)

Les enfants, aux yeux des raciologues du IIIe Reich, étaient bons ou mauvais. Les bons enfants étaient blonds, bleus, roses et dolichocéphales. Les mauvais enfants, bruns et pourvus d'une tête ronde. Aussi le livre de Marc Hillel se divise-t-il logiquement en deux parties : « Les orphelins de la honte » et « Les orphelins de la haine ». Car le destin normal d'un enfant, c'est de devenir un adulte, et il était passionnant d'enquêter pour tenter de retrouver les survivants de cette diabolique cuisine.

Créés et gérés par l'Office supérieur de la race et du peuplement (RUSHA), les établissements Lebensborn étaient à la fois des cliniques d'accouchement et des crèches privilégiées. Y étaient admises — dans une cohabitation qui s'avérait parfois orageuse — aussi bien les femmes des SS que les filles-mères reconnues « racialement valables » et qui seront fortement encouragées à abandonner leur enfant à la grande famille SS. Il ne s'agissait en somme que d'une assistance publique de luxe si le pas suivant n'a pas été franchi : susciter des grossesses illégitimes à partir de reproducteurs sélectionnés. S'il l'a été, les Lebensborn étaient bien ces haras humains dont on a parlé, mais il faut reconnaître qu'aucun document ni témoignage décisif dans ce sens n'a été recueilli à ce jour.

A partir de 1939, l'invasion de l'Europe va donner une impulsion nouvelle à l'organisation. On l'a dit : lorsque deux peuples se rencontrent, ils se battent souvent, mais ils se croisent toujours. Les enfants issus des amours de l'occupant allemand avec des femmes indigènes trouvaient place tout naturellement dans le Lebensborn le plus proche. Mais il appartenait de plein droit à l'organisation qui, tôt ou tard, l'envoyait en Allemagne avec ou sans le consentement de la mère. La Norvège de Quisling fut l'un des théâtres privilégiés de ce pillage d'un genre nouveau.

L'étape suivante consistera à prélever sur les populations occupées — à l'Est notamment — des enfants reconnus « racialement valables », à les déporter en Allemagne sous une identité nouvelle et à les « germaniser » pour nourrir ainsi la substance biologique du Reich. Les kidnappings étaient évidemment facilités dans les territoires polonais et russes bouleversés par la guerre et la défaite. Les auteurs du livre ont recueilli le témoignage de certains de ceux — très rares — qui purent être identifiés après la guerre. On trouvera dans les minutes du procès de Nuremberg (tome XXV, p. 88) les documents concernant l' « Opération Foin » (Heuaktion) ordonnée par Himmler et qui devait amener, dans des villages spéciaux aménagés en Allemagne, quarante mille à cinquante mille enfants sélectionnés blancs-ruthéniens provenant des régions d'U.R.S.S. occupées par le groupe d'armée du centre.

Reste enfin le cas des enfants maudits, indésirables pour des raisons raciales ou morales. Ceux-là, le nom d'un village de Tchécoslovaquie est leur symbole : Lidice. Le 27 mai 1942, Heydrich, « protecteur de Bohême et Moravie », est l'objet d'un attentat à Prague. Il meurt le 4 juin. On soupçonne les auteurs de l'attentat d'avoir trouvé aide et refuge à Lidice. Tous les hommes du village de plus de quinze ans sont fusillés, toutes les femmes sont envoyées en déportation. Les maisons sont rasées. Les auteurs ont le mérite d'apporter quelque lumière sur le sort des enfants dont on ne savait à peu près rien.

La lecture de ce livre — et son succès en librairie — ne manquent pas de soulever pourtant une question. Nous avons parlé de « pédophilie » à propos du nazisme. Or le nazisme ne dut son succès dans les esprits et les cœurs que parce qu'il su toujours flatter les penchants et les passions latentes des foules. Le racisme est l'un de ces penchants. L'émotion soulevée par ces histoires d'enfants enlevés n'est-elle pas, elle aussi, suspecte, et n'y a-t-il pas là un piège psychologique ? Revenons à l'exemple de Lidice : 184 hommes fusillés, 235 femmes déportées, 90 enfants dispersés. Laquelle de ces trois tragédies est la plus « émouvante » ? Si l'on répond « la troisième », ne doit-on pas être taxé de pédophilie ? Un vieillard, une femme et même un soldat ne sont-ils pas aussi respectables qu'un enfant ? Le caractère diabolique mille fois dénoncé du nazisme ajoute finalement aux prestiges romanesques dont il a toujours su s'entourer. La magie pour être noire n'en est que plus efficace. Prenons garde aux sourires de Satan !

MICHEL TOURNIER.

Des circonstances atténuantes ?

★ **LE REICHSMARSCHALL HERMANN GOERING, de Léonard Mosley. Presses de la Cité, 408 p., 45 F.**

D'HABITUDE, on accuse son entourage pour blanchir un chef d'Etat de ses fautes. Mais avec l'hitlérisme, la problématique est inverse. Ah ! si le Führer avait écouté Speer, qui est au fond un brave bougre ! S'il avait compris Dönitz, il aurait gagné avec honneur la guerre sur mer, peut-être la guerre tout court. Si...

Voici maintenant Hermann Goering : grâce à lui l'Allemagne était en mesure de gagner avec honneur la guerre dans les airs, peut-être la guerre tout court...

Le livre que Léonard Mosley consacre au maréchal du Reich pose la même question qu'en son temps le *Hitler* de Joachim Fest (1) : les chefs nazis peuvent-ils être objets d'histoire ?

Certainement, dirons-nous. Mais à condition de les prendre pour ce qu'ils furent : des chefs nazis à part entière. Il n'y a pas prescription. Et l'histoire n'est pas une balance à peser dans un plateau les défauts, dans l'autre les qualités d'un homme. Pour Goering : d'une part un clown, un excentrique vestimentaire, un drogué, un voleur de tableaux, un criminel de guerre, de l'autre des qualités humaines « qui auraient pu faire de lui un grand chef éclairé et accessible au progrès ». Et le fléau n'en finit pas de bouger, dans un grand balancement de regrets.

Infantilisme et clinquant

Le vice profond de Goering, selon L. Mosley, ce ne fut ni sa vanité, ni « son aptitude à jouer du violon pendant que Rome brûlait ». Ce fut son « absence de courage moral », qui lui fit accepter « tacitement » les crimes du nazisme et l'empêcha de « raisonner » Hitler lorsqu'il l'aurait pu. Circonstance atténuante, Votre Honneur : j'étais lâche ; j'aurais pu « changer le cours du national-socialisme » et je ne l'ai pas fait.

Mais on ne change pas le cours du national-socialisme qui est précisément sur le plan politique ce mélange de nationalisme exacerbé et de démagogie sociale, sur le plan moral ce composé de « qualités » et d'abjection, sur le plan intellectuel cet infantilisme camouflé de clinquant, dont le Reichsmarschall Hermann Goering est un prototype particulièrement réussi, c'est-à-dire plus policé que d'autres. Les chemises brunes, dont il se flattait d'être, avec Roehm, le créateur, sont le début du nazisme, et non pas quelque chose qui aurait pu être autre chose.

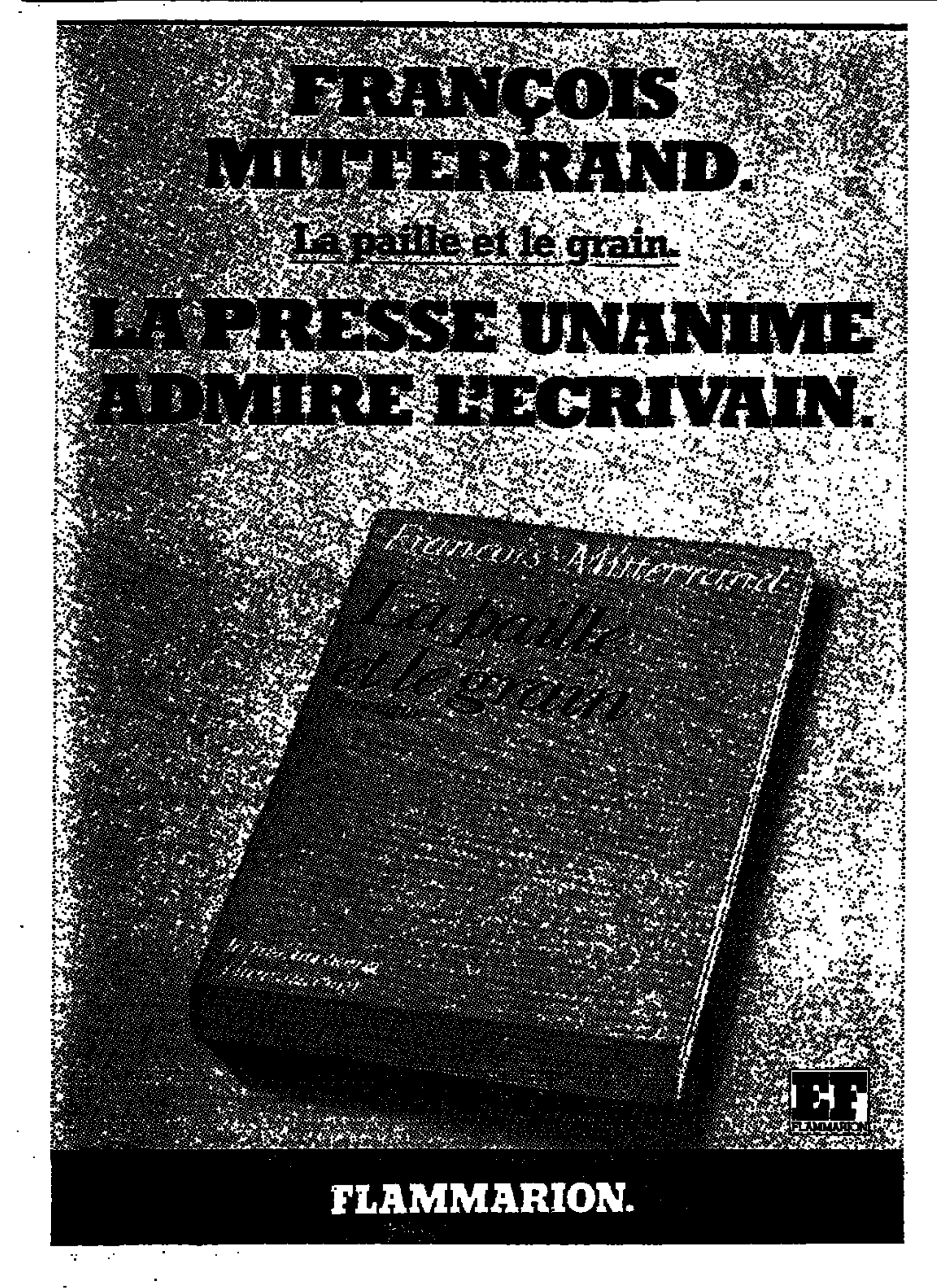
Voilà ce dont on pourrait se souvenir dans la logorrhée éditoriale qui nous vaut tant de volumes sur le nazisme et les nazis, et où l'histoire a bon dos.

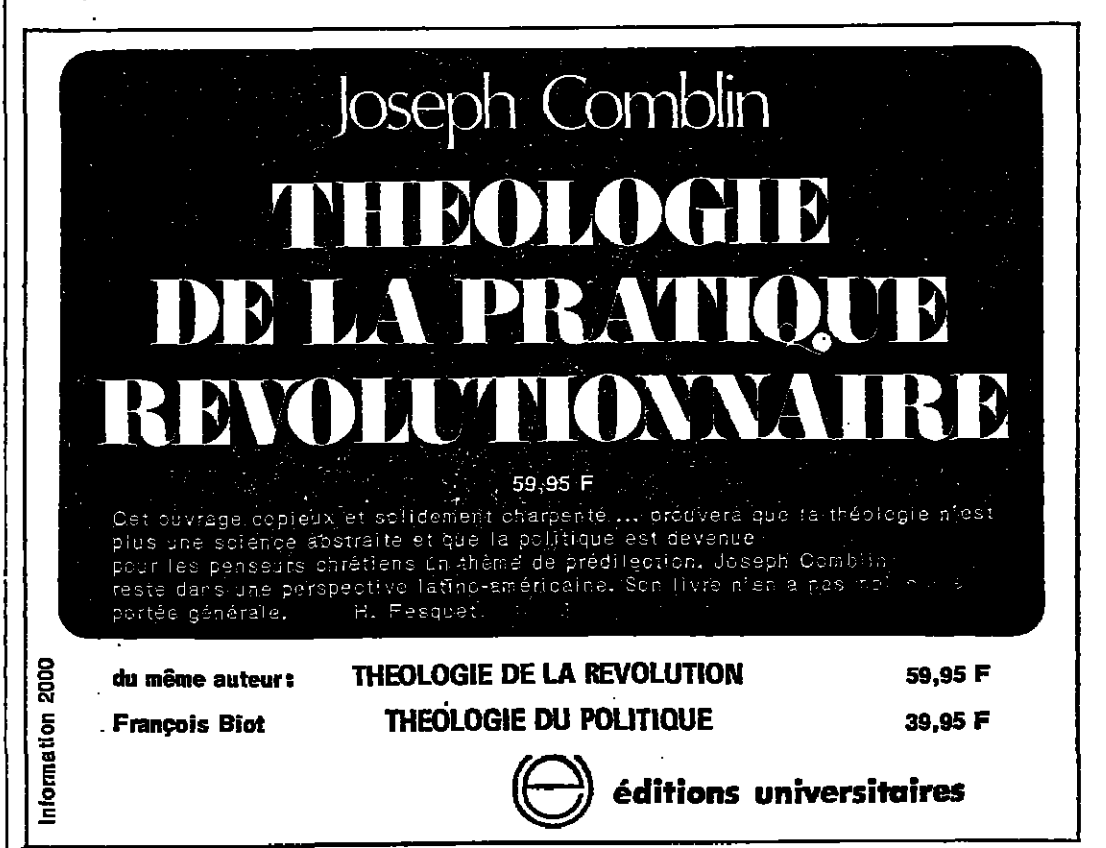
PAUL GILLET.

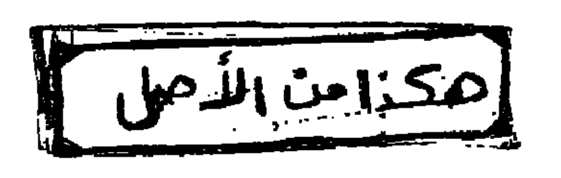
(1) Voir *le Monde* du 1er novembre 1973.











هكذا من الأصل

TÉMOIGNAGE

Les raisons d'un « long exil »

(Suite de la première page.)

» Je n'ai jamais signé aucune lettre préparée d'avance par les « organes officiels », que ce soit contre « l'agresseur israélien » ou contre Pasternak ou Sakharov. Je n'ai jamais participé aux campagnes de haine contre certains compositeurs, écrivains, peintres, savants, et comme vous le savez, j'ai donné pendant quatre hivers asile dans ma maison de campagne à mon ami Alexandre Soljenitsyne. Et voilà, ce sont là tous mes crimes, qui ont abouti au départ de Russie de toute ma famille et de moi-même, pour une longue période.

» Cette lettre a pour but de couper court à tous les bruits soulevés par mon départ.

» Igor Chaffarevitch écrit : « *Sont partis... volontairement.* » Que veut dire ce « *volontairement* » ? Je voudrais parler maintenant des circonstances qui ont forcé deux artistes russes à adresser au gouvernement une demande d'autorisation pour partir à l'étranger avec toute leur famille pour une longue période. J'aurais voulu recevoir la réponse de M. I. Chaffarevitch : comment vous représentez-vous ma vie d'artiste dans ma patrie, si, en tant qu'artiste j'ai été privé des possibilités d'exprimer mon art ? Que faire, si l'art d'un musicien vit et meurt avec lui ? C'est seulement au moyen des disques (bien qu'ils ne donnent pas une impression réelle) qu'un artiste peut laisser son empreinte personnelle, survivant au musicien longtemps après la mort de celui-ci ; mais encore faut-il que l'on autorise ce musicien à faire le disque. Et que se passe-t-il si l'enregistrement, par un ordre mystérieux, est coupé littéralement au milieu d'une phrase, et si l'artiste est chassé des studios, comme cela s'est passé pendant l'enregistrement de *la Tosca*, de Puccini, avec ma femme comme soliste et moi comme chef d'orchestre du Théâtre Bolchoï ?

» Un jour, répondant à la demande de Herbert von Karajan, qui voulait que Galina Vichnevskaya se rende à Vienne pour enregistrer *Boris Godounov*, de Moussorgsky, le ministère de la culture d'U.R.S.S., sans rien demander à Vichnevskaya, répondit à Karajan que Vichnevskaya était un « soprano » et qu'elle ne pouvait pas chanter le rôle de Marina Mnishek, car ce rôle ne correspondait pas à sa voix. Je regrette que M. Karajan ne se soit pas montré un musicien aussi averti que notre ministère de la culture. Ces messieurs sont sans doute mieux informés. Tout de même, après un scandale, l'enregistrement se fit. Ce qui a montré, une fois de plus, quels sont ceux qui comprennent le mieux la musique.

» Que dirait Leontyne Price, si le State Department des Etats-Unis, sans la consulter, interdisait à une société de disques d'enregistrer l'opéra *Carmen* avec elle, sous prétexte qu'à leur avis sa voix n'est pas assez basse ?

» Et jusqu'à quand pouvais-je jouer le rôle de marionnette entre les mains des « Gosconcerts », l'organisation d'Etat qui vend les artistes à l'étranger ? Eux seulement, selon leur bon gré, peuvent décider dans quel pays je peux jouer et ceux où je ne dois pas aller, ce que je peux jouer et ce qui m'est interdit. Lorsqu'ils n'ont pas voulu me laisser me rendre à Paris, en janvier 1974, pour jouer le *Trio* de Beethoven avec Yehudi Menuhin et Wilhelm Kempf (concert donné à l'occasion du jubilé de l'UNESCO), ils ont simplement câblé à M. Menuhin que j'étais incapable de venir pour raison de santé. En réalité, je me portais parfaitement bien.

» Combien de fois pouvait-on annuler mes plans et me mettre en quarantaine pour me « punir », quand il s'agissait de jouer à l'étranger, ou tout simplement d'annuler mes concerts en Russie ?

» Dira-t-on que je voulais constamment jouer à l'étranger et que je ne donnais pas assez d'efforts et de temps pour jouer pour mon propre peuple ? Non. Au cours des vingt-cinq années, où j'ai travaillé au conservatoire de Moscou, plus de vingt lauréats aux concours internationaux sont sortis de ma classe ; je me suis efforcé de stimuler les compositeurs pour qu'ils créent de nouvelles œuvres pour le violoncelle ; j'ai été l'un des principaux organisateurs du premier festival de musique de la ville de Gorky ; je n'ai pas hésité à jouer dans les villes les plus lointaines de Sibérie, Choukotka, en Extrême-Orient ; là où il n'y avait même pas le plus petit piano, j'ai joué accompagné d'un accordéon.

» Mais pour grandir, comme musicien et comme artiste, il me fallait jouer avec de grands orchestres, avec de grands chefs et de grands solistes, aussi bien dans mon pays qu'à l'étranger.

» A quarante-sept ans, je suis dans la plénitude de mes forces. J'aurais pu faire beaucoup pour mon pays si l'on m'avait donné la liberté artistique sans intervenir dans mon travail et si l'on n'avait pas voulu détruire ma personnalité et mon art. Tout ceci, simplement pour prouver qu'un talent artistique peut être annihilé s'il ne s'incline pas. Il peut être remplacé par la médiocrité qui obéit aveuglément aux ordres des chefs et qui suit la ligne du parti les yeux fermés.

» J'avais des centaines de projets. Je rêvais de diriger l'opéra *Katherina Ismaïlova* de Chostakovitch, toutes ses symphonies, la *Dame de pique* de Tchaïkovsky, *Boris Godounov* de Moussorgsky... quand j'ai été chassé du Théâtre Bolchoï. Je ne me suis pas croisé les bras : j'ai signé avec deux théâtres de Tachkent pour diriger *la Dame de pique*. Les gens sont venus de Tachkent à Moscou pour discuter avec moi de la mise en scène des spectacles, de même à Bakou (à nouveau *la Dame de pique*). A Vilnous, il s'agissait d'une nouvelle mise en scène du *Prince Igor*, et, une fois de plus, tout cela m'a été interdit. Et j'ai été banni du Théâtre de l'Opéra-Comique de Moscou une semaine avant la première de *la Chauve-Souris* de Strauss, pour laquelle j'avais travaillé sans rémunération pendant plusieurs mois.

Ce n'est pas une fuite

» Je peux continuer à l'infini cette énumération, bien que ces souvenirs me soient très pénibles. Est-ce ma faute si presque tous les rêves de ma vie ne se sont pas réalisés dans mon pays, mais dans les théâtres de New-York, San-Francisco, Londres, Paris, Milan, Vienne et Munich. Peu de temps avant mon départ, au cours d'une conversation officielle avec le sous-secrétaire du ministère de la culture, je me suis entendu dire : « *Il ne suffit pas que vous désiriez diriger un orchestre dans un théâtre, ou jouer avec les meilleurs orchestres de notre pays. Ce sont eux qui ne veulent pas jouer avec vous.* » Remarque qui a provoqué cette réponse de Vichnevskaya : « *Et voici pourquoi nous devons partir, car, à Paris, Londres et New-York, on veut entendre Rostropovitch.* » Et que dire de Galina Vichnevskaya, qui, dans le plein épanouissement de son talent, se trouva dans la situation d'une artiste dont chaque apparition était passée sous silence absolu.

» Est-ce que mon ami Igor Chaffarevitch pense que je devrais attendre chez moi jusqu'à ma vieillesse et ma mort qu'on veuille bien de moi ? Et après ma vie ruinée, sans avoir pu réaliser mes rêves, je devrais me dire : « Ah ! comme j'aurais pu bien jouer toutes ces œuvres. »

» M. Chaffarevitch écrit : « Les représentants de la culture russe qui sont partis volontairement n'ont pas pu tout simplement endurer la pression que supportent pendant des dizaines d'années les croyants. » Dans mon cas, il n'est pas question de pression impossible à supporter. Physiquement, on peut supporter presque tout. Ma femme a vécu le siège de Leningrad. Nous avons supporté avec notre peuple toutes les difficultés, la famine et les malheurs de la guerre. Mais cela n'est possible que lorsqu'on croit à la possibilité de réaliser un idéal dans l'avenir. Un musicien ne doit pas s'enfermer entre quatre murs et jouer pour lui-même. Il doit donner son art à l'humanité, autrement, l'art, ne trouvant pas sa justification, tue l'artiste. Ainsi nous sommes partis, ma femme et moi, pour quelques années, non pas pour fuir le peuple russe, mais pour fuir les bureaucrates à qui ont été donnés les moyens de se moquer des artistes. Nous ne sommes pas partis parce que nous n'étions pas aimés dans notre pays, parce que nous n'étions pas reconnus, ou que nous manquions de confort ou d'argent. Loin de là ! Au contraire, notre vie à l'étranger est devenue beaucoup plus difficile : nos enfants sont en pension en Suisse ; nous changeons constamment de ville, résidant dans un hôtel pour quelques jours seulement.

» Certainement, nous n'avons pas ici le confort que nous avions dans notre magnifique appartement et dans notre immense maison de campagne. Nous sommes partis pour une *seule* raison : réaliser nos plans musicaux. Nous ne pouvons pas végéter. Ce ne peut être le sort d'êtres capables de création artistique. (...)

» Je ne sais si j'ai apporté quelque chose à la culture musicale, mais je sais que ce que je ferai en dehors des frontières de notre pays sera toujours russe. Le séjour à l'étranger de ma femme et de moi-même n'est pas une fuite loin de la Russie, c'est simplement le seul moyen de réaliser nos rêves. C'est dans la réalisation de notre art que nous mettrons tout notre amour pour la Russie et pour notre grand peuple. »

MSTISLAV ROSTROPOVITCH.

Cinéma

« THOMAS » de Jean-François Dion

Un étudiant, fils unique de grands bourgeois, en révolte contre l'autorité paternelle, découvre que sa mère, à laquelle il est très attaché, a un amant. En jetant cette révélation à la figure de son père, il fait ainsi éclater au grand jour une situation que sa famille lui cachait, pour l'épargner, lui. Thomas provoque ainsi la séparation, puis le divorce de ses parents. C'est la fin, douloureusement ressentie, de son adolescence.

Jean-François Dion, qui a vingt-six ans, a tourné ce film à Troyes, sa ville natale. Mais il n'en a pas retenu, montré, le décor touristique. Il a saisi simplement, autour de son personnage, cette atmosphère provinciale dans laquelle finissent par étouffer, là ou ailleurs, les adolescents ombrageux, en conflit avec eux-mêmes. Cette ville, c'est la province en général, dont on s'échappe un jour en prenant le train pour Paris.

Refusant le style psychologique tant à l'honneur dans le cinéma français, Jean-François Dion a porté toute son attention sur les rapports extérieurs de Thomas avec ses parents, ses amis et les deux filles — une étudiante de son milieu, une employée de magasin — entre lesquelles il se partage. Dans ce film, on se parle, on se croise, on se cherche, on s'affronte mais on ne s'explique jamais. D'où un ton très particulier mais juste puisque Thomas, qui se voudrait le centre du monde, doit peu à peu admettre l'existence des autres et leur droit à cette liberté qu'il exige pour lui-même. Il devient adulte mais au prix de la solitude et d'une profonde blessure intérieure.

Patrick Lemauff, jeune comédien de théâtre, ne joue pas Thomas en adolescent romantique. Il prend le risque d'être antipathique, se bloque dans l'égocentrisme du personnage puis, lentement, devient attachant dans son évolution, dans la prise de conscience qui s'impose à lui. Michel Bouquet sort ici de ses emplois habituels. Et Nicole Courcel, dans ses silences, sa retenue, interprète ici un rôle qui lui convient bien mieux que celui de *Madame Bovary* à la télévision. Jean-François Dion sait diriger les acteurs (on remarque aussi Laurence de Monagan, Anne Jousset, Frédéric Duru) et c'est un cinéaste à suivre. — J. S.

★ Bonaparte, Gaumont-Madeleine, U.G.C. Marbeuf, Liberté, Fauvette, Cambronne, Murat.

En bref

« Les prisons aussi... »

Quatre détenus, deux détenues, s'expliquent après leur libération devant les caméras d'Hélène Chatelain et René Lefort. Par une analyse serrée, le montage découpe trois grandes lignes de force : avant la prison, pendant et après. Un groupe de gardiens de prison, représentant des syndicats comme la C.G.T. ou F.O., parlent de la détention vue de l'autre côté de la barrière, disent leur sentiment d'accomplir une mission sociale en même temps qu'ils gagnent leur vie. L'administration interdisant à des étrangers — sauf exceptionnelles dérogations — et encore plus à des cinéastes, de pénétrer dans l'enceinte des bâtiments, la caméra cadre exclusivement des plans d'interviewés ou des images fixes de prison.

Le constat, établi en 1971 et 1972, au moment des révoltes qui ébranlèrent ces murs lépreux et centenaires, est implacable. La prison devient un haut lieu de l'aliénation de la société française, entre la caserne et l'asile. Des hommes et des femmes y sont broyés quotidiennement. Le drame s'accroît du fait qu'il s'agit de délinquants encore jeunes, de milieu pauvre, que la machine répressive vise moins à réhabiliter qu'à punir de manière exemplaire.

La situation a-t-elle changé en 1975 après la visite du président de la République et la « modernisation » projetée des institutions carcérales ?

★ Le Marais.

Théâtre musical

« Idoménée » de Mozart à Angers

mis en scène par Jorge Lavelli

Après le Vaisseau fantôme, il y a deux ans, et l'occasion fait le larron l'an passé, le Centre chorégraphique et lyrique national du Théâtre musical d'Angers, que dirige Jean-Albert Cartier, vient de présenter mercredi soir un admirable Idoménée *de Mozart dans une mise en scène de Jorge Lavelli, un spectacle exquis et à vous arracher des larmes, comparable à la* Clémence de Titus *montée par Jean-Pierre Ponnelle à Munich, mais dans une conception plus délibérément moderne et baroque. Tous les mélomanes (et les professionnels) devraient s'y précipiter pour voir ce que peut et doit être une mise en scène lyrique à notre époque.*

*On savait qu'*Idoménée *est une grande œuvre ; on n'imaginait pas qu'elle pouvait atteindre à ce lyrisme théâtral digne de Racine et de Monteverdi. Diégo Masson, qui dirige l'exécution musicale a bien senti, comme naguère Boehm à Salzbourg, qu'ici la respectabilité de l'opera seria craque et qu'il faut laisser libre cours à ce flot impétueux du génie et de l'émotion, à l'intensité quasi baroque de l'évocation, donner au mot, dans les récitatifs comme dans les airs, toute la puissance secrète dont il est doté. D'où cette exécution nerveuse vibrante, d'une très forte dynamique qui serait expressionniste si elle n'était toujours maîtrisée par la splendeur formelle de Mozart.*

.˙.

Jorge Lavelli a souligné à l'extrême cette puissance expressive dans les attitudes et les rapports des personnages, mais toujours d'un trait merveilleusement léger : c'est le fond des âmes qui transparaît et miroite dans ces gestes où la pudeur embrasse l'émotion la plus véhémente ; on en donnerait cent exemples, tel au dernier acte le duo d'Ilia et d'Idamante qui s'enlacent frénétiquement, avec cette tendresse gauche et cette raideur exquise de deux fiancés s'avouant enfin leur amour.

Mais cette perfection minutieuse des personnages prend tout son sens dans un spectacle d'une conception scénique superbe : décors abstraits de Max Bignens en blanc et noir, où ressortent la tunique bleue d'Ilia, l'extravagante robe noire mouchetée d'or d'Electre, dont les quelque 50 mètres carrés sont portés par cinq judokas, et le tapis rouge sang du sacrifice. Abstraits, mais non pas inertes : des portes, des fenêtres, des miroirs, des flots de rideaux, les forêts de projecteurs qui illuminent, « éclairent » au sens fort cette sombre et déchirante tragédie, avec aussi ces superbes contre-jours et ombres chinoises à la Strehler ; costumes d'un baroque de haute volée qui s'accordent à celui de Mozart, tels ces prêtres noirs avec leur haute coiffure en tube, et cet Idoménée barbu et chevelu, couvert d'une peau de bête comme Ulysse revenant dans sa patrie, plus tard affaissé sur sa litière, écrasé par son vœu imprudent, image pathétique comme celle d'Amfortas.

Sur cette scène nue, Lavelli a organisé d'extraordinaires mouvements réduits à des épures, et pourtant pleinement expressifs : marins pris dans la tempête d'un drap violemment agité, monstre terrifiant derrière un rideau balayant la foule, chœurs réunis par groupes de neuf sous des ponchos couleur de terre, qui tantôt dessinent de grandes fleurs tournoyantes, et tantôt s'écrasent au sol comme des tas de goémon ; et surtout ces marins crétois, qu'on dirait peints sur une urne dans leurs deux canots pneumatiques au mouvement balancé de leurs rames. Tout cela fait avec presque rien, sinon des idées merveilleuses refusant réalisme et illusion, et cependant sans cesse éveillant, berçant, poignant l'imagination et l'émotion du spectateur.

.˙.

Comment dissocier le minutieux travail de Lavelli du talent propre à ses acteurs. Ceux-ci ont été en général excellemment choisis par Brian Dickie, conseiller du Festival de Glyndebourne : seule peut-être Electre (Krystyna Kujawinska) est un peu statique et manque de présence, avec une voix puissante, dure et glacée, pas toujours juste, qui risque de se briser ; pourtant elle correspond sans doute au vœu du metteur en scène qui en a fait une sorte de Turandot raidie dans ses attitudes inhumaines. Ilia (Silvia Baleani) et Idamante, très judicieusement interprété par une mezzo (Sylvia Lindenstrand), forment un couple jeune, touchant d'héroïsme et de tendresse, avec des voix jaillissantes et tendues. Et Philip Langridge chante Idoménée avec le lyrisme et l'émotion de l'Orphée de Monteverdi. Les chœurs de Glyndebourne sont au-dessus de tout éloge, et l'orchestre des pays de la Loire s'élève au grand lyrisme sous la direction de Diégo Masson, qui a acquis une véritable stature de chef mozartien, même si son interprétation n'a pas encore tout à fait l'ampleur et la cohésion nécessaires. Quelques décalages avec les chanteurs sont bien excusables à la première d'un spectacle aussi ambitieux, véritable « spectacle total » dans une conception aussi magistralement moderne.

JACQUES LONCHAMPT.

★ A Angers les 7 et 9 mars (20 h. 30), 11 mars (matinée) ; à la Maison de la culture de Grenoble les 14 (20 h. 45), 16 (15 heures), et 18 mars (20 h. 45).

FOOTBALL

LES QUARTS DE FINALE DE LA COUPE D'EUROPE

Saint-Etienne a pu limiter à un but son handicap pour le match « retour »

De notre envoyé spécial

Chorzow. — Décidément, la Coupe des clubs champions européens est une épreuve hors du commun par l'intensité des rencontres, les passions qu'elle suscite et les émotions qu'elle procure aux footballeurs et à leurs supporters. Après la routine d'un championnat qu'ils dominent en père tranquille, les Stéphanois ont retrouvé mercredi 5 mars, à Chorzow, dans le décor austère d'un petit stade de Haute-Silésie plein à craquer, l'ambiance des combats sans merci où chacun se bat à la limite de ses possibilités.

Pour avoir frôlé la déroute dès la reprise du jeu en deuxième mi-temps, quand le Polonais Bula inscrivit le troisième but sur penalty, les Stéphanois ne cachaient pas leur satisfaction d'avoir remonté la plus grosse partie de leur handicap grâce à deux buts marqués par Larqué (65e minute) et Triantafilos (84e minute) (1). Ainsi, avant de recevoir Ruch Chorzow le 19 mars pour le match retour, les Stéphanois se retrouvent dans une situation à peu près identique à celle qu'ils connurent au mois de novembre 1969 face à un autre club polonais, le Legia de Varsovie. C'est l'une des raisons pour laquelle il convient de modérer ce réflexe de satisfaction. Battus par un but d'écart par le Legia en match aller, les champions de France avaient dû s'incliner, chez eux, en match retour (1 à 0).

Après leur bon comportement à Lisbonne, contre le Sporting, et à Split devant Hadjuk, où une grave défaillance individuelle de l'arrière-gauche Alain Merchadier fut à l'origine d'un score qui ne reflétait pas la physionomie du match, on pensait que les Stéphanois avaient enfin acquis l'expérience et la maîtrise de soi indispensables pour faire face à des adversaires survoltés devant leur public.

La domination polonaise

Sous la pression des Polonais, les défenseurs stéphanois donnèrent, individuellement et collectivement, de nombreux signes d'affolement, comme sur le premier but, où ils se précipitèrent à quatre vers Chojnocki, laissant Maszczyk seul devant Curkovic (10e minute). Nerveux, hésitants, craintifs, ils concédèrent leur second but à la suite d'une grave mésentente entre l'arrière-droit Alain Merchadier et les arrières centraux Oswaldo Piazza et Christian Lopez, qui avaient trop tardé à remonter le terrain, permettant ainsi à l'ailier gauche polonais Beninger de ne pas se retrouver en position de hors jeu (37e minute).

Bien regroupés en défense dès qu'ils perdaient le ballon, vifs et incisifs dans leurs attaques, le plus souvent sous le contrôle de leur capitaine Maszczyk, les Polonais de Ruch Chorzow déchaînèrent pendant plus d'une heure la tempête autour d'une équipe stéphanoise en perdition, qui évita alors par miracle le naufrage.

Au moment où tout semblait perdu pour eux, les joueurs foréziens ont tiré le meilleur profit du relâchement des footballeurs de Chorzow, trop prodigues dans leurs efforts, étant donné leur degré de préparation. Le championnat national polonais étant interrompu du mois de décembre au 9 mars, Ruch Chorzow avait, en effet, dû effectuer, du 25 janvier au 21 février, une tournée éprouvante en Amérique du Sud pour reprendre contact avec le football avant la venue des Stéphanois.

La lucidité et la maîtrise technique dont firent alors preuve les Foréziens en fin de rencontre, où ils auraient même pu obtenir l'égalisation si Hervé Revelli et Triantafilos n'avaient pas trop tardé à exploiter leur avantage numérique devant Wyrobek, l'ultime défenseur polonais, sont quand même, de bon augure pour le match retour.

Déjà l'entraîneur Robert Herbin n'a pas caché son intention de demander ce jour-là à ses joueurs d'attaquer le match au maximum de leurs possibilités pour tenter de provoquer à nouveau l'effondrement des Polonais. Sans doute Herbin pourra-t-il compter pleinement sur Jean-Michel Larqué et Christian Synaeghel, qui reprenaient juste la compétition après des blessures, et constituent en milieu de terrain, avec Bathenay, le point fort de l'équipe.

Le public, de son côté, est prêt à apporter un soutien inconditionnel et exceptionnel, puisque les trente-huit mille places mises en vente ont été enlevées en quelques heures. Ce qui démontrerait, si besoin était, la passion qui s'est emparée des Stéphanois pour la Coupe des clubs champions européens et pour leur équipe qui, pour la première fois depuis le Stade de Reims en 1959, a une chance de représenter le football français en demi-finale de cette épreuve.

GÉRARD ALBOUY.

(1) En cas d'égalité de buts pour les deux matches, ceux qui sont marqués à l'extérieur comptent double.

BASKET-BALL. — *Tours a battu Vire 83-71 au terme d'un match comptant pour le championnat de nationale 1.*

KARATE. — *Au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, la France a battu les Etats-Unis par 5 à 3.*

PATINAGE ARTISTIQUE. — *Pour la troisième année consécutive, les Soviétiques Irina Rodnina et Alexandre Zaitsev ont remporté le titre de champion du monde par couples de patinage artistique. Pour Irina Rodnina (vingt-cinq ans), c'est le septième titre qui lui est décerné dans cette catégorie.*

RUGBY. — *Après la décision du gouvernement sud-africain d'autoriser une rencontre contre une formation multiraciale, M. Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, a annoncé que l'équipe nationale effectuerait, au mois de juin, la tournée prévue en Afrique du Sud.*

RESULTATS

COUPE DES CLUBS CHAMPIONS EUROPEENS

*Chorzow (Pologne) bat Saint-Etienne (France)	3-2
*Leeds (Angleterre) bat Anderlecht (Belgique)	3-0
*Barcelone (Espagne) bat Atvidaberg (Suède)	2-0
*Bayern Munich (R.F.A.) bat Ararat Erevan (U.R.S.S.)	2-0

COUPE DES VAINQUEURS DE COUPE

Ferencvaros (Hongrie) bat *Malmoe (Suède)	3-1
Dynamo Kiev (U.R.S.S.) bat *Borssapor (Turquie)	1-0
*P.S.V. Eindhoven (Pays-Bas) et Benfica (Portugal)	0-0
*Real Madrid (Espagne) bat Etoile rouge (Yougoslavie)	2-0

COUPE DE L'UNION EUROPENNE (U.E.F.A.)

Moenchengladbach (R.F.A.) bat *Ostrava (Tchécoslovaquie)	1-0
*Velez Mostar (Yougoslavie) bat Twente (Pays-Bas)	5-1
*Cologne (R.F.A.) bat F.C. Amsterdam (Pays-Bas)	5-1
*Juventus (Italie) bat Hambourg (R.F.A.)	2-0



ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« Le Cercle de craie caucasien »

Les habitants de deux villages caucasiens détruits par la guerre se réunissent pour décider qui exploitera la terre : ceux qui y sont nés, ou ceux qui peuvent y amener de l'eau. Ils célèbrent leur accord en jouant ensemble une vieille légende géorgienne.

Le metteur en scène Mehmet Ulusoy a installé *le Cercle de craie causasien*, de Bertolt Brecht, dans un décor de ruines rouillées, calcinées, tordues en sculptures apocalyptiques, cachées parfois sous un immense rideau rapiécé qui devient fleuve, torrent, montagne, muraille, et les paysans s'affublent de masques faits de casques bosselés, hérissés d'antennes, prolongés de groins. Ils se cachent derrière des carapaces jaunies de tortues géantes, s'habillent d'encombrants pneus noirs, se métamorphosent en marionnettes grotesques, mi-crapauds mi-insectes, et ce sont les rois, les princes, les officiers. Lorsqu'ils gardent leurs visages nus et leurs haillons, ils représentent le peuple.

Deux sociétés, deux justices, deux mères, s'affrontent dans cette parabole des temps anciens, un temps de luttes terribles : Groucha, la servante, sauve l'enfant de son prince vaincu et l'emmène de l'autre côté de la montagne. Les armées du prince reviennent victorieuses, et la princesse, pour avoir droit à l'héritage, au pouvoir, réclame son fils. Le juge trace autour de l'enfant un cercle de craie. Les deux femmes doivent lui tenir chacune un bras et tirer. Celle qui gagne est désignée comme la vraie mère. Ainsi, la princesse gagne. Mais le juge — car c'est un juge venu du peuple en ce temps de désordre — attribue l'enfant à celle qui l'a élevé. Comme l'enfant, la terre appartient à ceux qui s'en occupent.

Le metteur en scène Mehmet Ulusoy compose des images scéniques frappantes d'où semble partir le texte. Il sait transformer les objets. Il sait, avec une carcasse de sommier, dessiner une maison aux fenêtres grillagées où s'accrochent des figures ricanantes. Il a le goût de la farce, de la vie joyeuse et désordonnée. Il montre une tendresse égale pour tous les personnages. Il n'y a plus les méchants et les bons, mais les ridicules et les autres, les pantins et les hommes. Mehmet Ulusoy casse le parti pris démonstratif de la pièce, mais il en casse en même temps l'architecture. Nombre de scènes et de chansons apparaissent inutiles.

Mehmet Ulusoy a cru que sur une scène frontale, dans une salle traditionnelle, il pouvait reproduire le style de jeu familier, schématique, du théâtre de rue auquel il reste attaché après l'avoir pratiqué dans son pays, la Turquie. Arlette Bonnard est Groucha, fragile et dure, avec une fraîcheur, une luminosité, une force obstinée et rêveuse, mais le reste de la troupe semble chercher en vain où se diriger.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, 19 h. 30.

« Le Pape kidnappé » DE JOAO BETHENCOURT

L'auteur et metteur en scène brésilien Joao Bethencourt est un admirateur de Jean XXIII. Il a donc imaginé que le « pape des pauvres », devenu dans sa pièce Benoit XVI, est enlevé, à New-York, au cours d'une visite officielle, par un chauffeur de taxi de Brooklyn. Cet « original » retient Benoit XVI dans sa maison et lance un appel au monde : le pape sera libéré si toutes les nations consentent à arrêter la guerre, partout où elle sévit, pendant vingt-quatre heures. Ce n'est déjà pas mal. Mais, de plus, ce chauffeur de taxi, Samuel Lebovitch, est juif et son fils aîné a été tué au Vietnam. Ce qui donne à la pièce une résonance qui l'élève au-dessus de la comédie de boulevard.

On sent bien qu'André Roussin, dans son adaptation, s'est voulu fidèle à cet esprit de l'œuvre. Mais *le Pape kidnappé* est monté comme pour un spectacle de « Au théâtre ce soir » avec, d'ailleurs, un décor passe-partout de Roger Hart et des costumes de Donald Cardwell. On entend même, au cours d'un reportage télévisé, la voix de Pierre Sabbagh ! Et la mise en scène n'a retenu que le pittoresque de la situation. On rit, certes, de voir Benoit XVI s'asseoir en invité à la table de son ravisseur et se mêler à la vie de la famille Lebovitch au point d'éplucher les légumes avec Sarah, la maîtresse de maison. Mais ce ne sont pas un chandelier à sept branches sur un buffet et des allusions à la cuisine kasher qui peuvent rendre compte de cet événement considérable : le chef souverain de l'Eglise catholique rapproché d'une petite communauté juive « après deux mille ans de séparation ». Quant à la fable sur « le jour de la paix », elle ne dépasse pas le comique de convention, *alors qu'on aurait pu* la tirer vers la dérision amère. Heureusement, les acteurs croient à la pièce et la défendent bien avec ce qu'ils ont, eux, à donner. Pierre Bertin est un pape à la fois bonhomme et majestueux, témoin passif et participant actif du jeu qui se joue à son propos : Julien Guiomar révèle progressivement les motivations profondes de son personnage, et Rosy Varte, d'instinct, fait vivre dans sa simple vérité cette femme juive de Brooklyn amenée à « recevoir » le pape et à découvrir le sens de l'Evangile en discutant, familièrement, avec lui.

JACQUES SICLIER.

★ Théâtre Edouard VII, 20 h. 30.

Variétés

Pierre et Marc Jolivet

Depuis quelques jours, deux tempéraments comiques exceptionnels éclatent dans le Marais. Pierre et Marc Jolivet ont une vingtaine d'années et ne doivent rien à personne. Conscients que le comique se prépare minutieusement, se polit sans relâche quitte à laisser peut-être la meilleure place à l'improvisation, les frères Jolivet rodent depuis déjà deux ans leur style. Ils ont des idées, une grande disponibilité d'esprit, ils ont de l'espace, se meuvent avec une belle désinvolture loin des personnages fantoches et jouent avec le réel, avec le concret, dialoguent dans une suite de sketches vifs sur le quotidien et les obsessions d'aujourd'hui.

Sans doute n'ont-ils pas encore rompu toutes les digues sous leur délire. Il y a dans ce qu'ils présentent des scories, des choses inachevées ou pas assez élaborées. Mais le potentiel comique qu'ils portent naturellement en eux bouscule tout. Et puis Pierre et Marc Jolivet ont une large gamme à leur disposition : le dialogue, l'aparté, le gag de situation, entrent dans une grammaire où la chanson (avec de belles mélodies qui, ailleurs, pourraient être le support de « tubes ») intervient naturellement. Pour le spectateur, cela débouche sur un certain bonheur.

Pierre et Marc Jolivet sont évidemment leurs propres auteurs.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Pizza du Marais, à 21 heures.

■ Le groupe Zou donnera un concert au Bus-Paladium mercredi 5 mars, à 21 h. 30.

■ Dans les vitrines d'un armurier célèbre et jusqu'au 15 avril, Francis Berille et Pierre Ajacques, tous deux artistes animaliers, exposent quelques-unes de leurs œuvres : des lithographies mais aussi des pierres pour le premier, des oiseaux de tôle d'acier pour le second, qui a abandonné... la carrosserie automobile pour l'art. (Callens et Modé, 5, avenue de la Grande-Armée, 75016 Paris.)

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Don Carlo.
Odéon, 20 h. 30 : Une lune pour les déshérités.
Petit-Odéon, 18 h. 30 : Rodogune.
Théâtre de l'Est parisien, 20 h. 30 : le Retour de Gravilly.
Petit TEP, 20 h. 30 : Atelier spectacle (1).
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Mercedes Sosa ; 20 h. 30 : Turcaret.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Atelier, 20 h. 30 : Un tramway nommé Désir.
Athénée, 21 h. : la Folle de Chaillot.
Biothéâtre, 20 h. 30 et 22 h. : les Chaises (études pour marionnettes).
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : les Iks.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : Pourquoi tu chanterais pas.
Comédie des Champs-Elysées, 21 h. : le Zouave.
Cour des Miracles, 18 h. 30 : la Station Champbaudet ; 20 h. 30 : Julos Bocarne ; 22 h. : la Femme aux ciseaux.
Deux-Portes, 20 h. 30 : la Tentative d'évasion de Franz Kafka.
Edouard-VII, 21 h. : le Pape kidnappé.
Espace Cardin, 20 h. 30 : Hôtel Baltimore.
Essaïon, salle I, 22 h. 30 : La pupille veut être tuteur.
Gaîté-Montparnasse, 20 h. 45 : l'Abime ; la Visite.
Gymnase, 20 h. 30 : Cher menteur.
Hébertot, 21 h. : Raymond Devos.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 20 h 45 : l'Alboum de Zouc.
Lucernaire, 20 h. 30 : Concerts (voir musique) ; 22 h. 15 : Jean-Bernard Moraly ; 24 h. : Plaisir des dieux.
Madeleine, 20 h. 45 : Christmas.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Michodière, 21 h. : les Diablogues.
Moderne, 21 h. : Zorglub.
Montparnasse, 21 h. : Madame Marguerite.
Mouffetard, 20 h. : Hell's Army (en anglais) ; 22 h. : Henri Dès, chansons.
Nouvelle-Comédie, 21 h. : Britannicus.
Œuvre, 21 h. : la Bande à glouton.
Palace, 20 h. 30 : le Marathon ; 23 h. : A bâtons brisés.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Good bye, Mr. Freud.
Quatorze-Juillet, 20 h. : Ça travaille, ça travaille et ça ferme sa gueule.
Renaissance, 21 h. : Derrière le rideau.
Rive-Gauche, 20 h. 45 : les Adieux de la grande duchesse.
Studio des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Studio-Théâtre, 20 h. 30 : Lorenzaccio et les Caprices de Marianne.
Tertre, 20 h. 30 : la Chanson d'un gâs qu'a mal tourné.
Théâtre d'Art, 20 h. : la Femme de Socrate ; 21 h. 15 : le Dernier Empereur.
Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h. : Couples. — [illegible], 21 h. : Nuits sans nuit. — La Resserre, 21 h. : Supplément au voyage de Bougainville.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Christophe Colomb.
Petit-Orsay, 20 h. 30 : Neruda.
Théâtre de Paris, 20 h. 45 : Crime et Châtiment.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Jeppe de la rue du Mont.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : les Voraces ou Tragédie à l'Elysée.
Théâtre 13, 21 h. : Labiche Folies ou le Misanthrope et l'Auvergnat.
Théâtre 347, 21 h. : le Fétichiste.
Théâtron, 18 h. 30 : Alex Métayer ; 20 h. 30 : Parle bas, sinon je crie ; 21 h. : le Baron perché ; 21 h. 30 : le Croque-Note ; 22 h. : la Résurrection de Maloupe.
Variétés, 20 h. 45 : Jacques Martin.

Les théâtres de banlieue

Antony, Théâtre Firmin-Gémier, 14 h. 30 : Bastien et Bastienne.
Boulogne, T. B. B., 20 h. 30 : le Malade imaginaire.
Ivry, Théâtre des Quartiers, 21 h. : Dommage qu'elle soit une putain.
Nanterre, Théâtre des Amandiers, 20 h. 30 : Quelle heure peut-il être à Valparaiso ?
Rueil-Malmaison, ELAM, 21 h. : la Nuit du mystère et de l'illusion.
Sceaux, les Gémeaux, 21 h. : Duo de guitare classique.
Suresnes (chapiteau, place de la Paix), 20 h. 30 : le Misanthrope.
Versailles, Théâtre Montansier, 21 h. : Concert.

Jeudi 6 mars

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 18 h. 30 : Chair pour Narcissusplash ; 20 h 30 : D'où qu't'en es, gars ; 21 h 30 : les Amours de Jacques le Fataliste ; 23 h : la Baby Sitter.
Au vrai chic parisien, 20 h. 15 : Sainte Jeanne du Larzac ; 22 h. 30 : Philippe Val et Patrick Font.
Bar du Marais, 22 h. : Tu ne veux rien de bien méchant.
Café d'Edgar, 20 h. 45 : Chorus débile ; 22 h. 30 : la Moscheta.
Café de la gare, 20 h. : Rufus ; 22 h. : les Semelles de la nuit.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. : la Collection ; 21 h. 15 : Couvre-Jeux.
Le Fanal, 21 h. : Monsieur Barnett ; 22 h. 30 : V comme Vian.
Le Jour-de-Fête, 22 h. : Autant en emporte le vin ; 23 h. : Eux aussi sont secs ; 24 h. : Stephan Reggiani, chansons.
Petit Casino, 21 h. 15 : la Rentrée de Greta Garbo dans Phèdre ; 22 h 45 : l'Affaire du clip de la reine d'Angleterre.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : Jacques Higelin ; 22 h. 30 : Ce soir on récalcitre ; 23 h. 45 : Pierre et Marc Jolivet.
Sélénite, salle I, 20 h. 30 : Prévert ; 22 h. : la Jacassière ; 23 h. 30 : Cinq Restless Boys. — Salle II, 21 h. : Femmes parallèles ; 22 h. 30 : Sélénite, nid d'espions.
Le Splendid, 20 h. 30 : Ma tête est malade ; 22 h. 30 : J'vais craquer.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : Fiesta.

Le music-hall

Cour des Miracles, 20 h. 30 : Julos Bocarne.
Galaxy, 21 h. : Princesse Czardas (sur glace).
Nouveau Carré, 21 h. : Roger Siffer.
Palais des Congrès, 21 h. : Maxime Le Forestier.
Palais des sports, 21 h. : Holiday on Ice.

Les concerts

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Mercedes Sosa.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Musique de l'Inde du Sud.
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Amadeus Quartet (Haydn, Beethoven, Schumann).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : D. Barenboïm, piano, et English Chamber Orchestra (Mozart).
Maison de la Radio, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Radio-France, dir. H. Quach (Sibelius, Copland, Elgar, Devries, Grieg).
Eglise Saint-Roch, 20 h. 30 : Los Rupay de Bolivie (Messe des Andes).
Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 20 h. 45 : L. Novak et J.-F. Laffay, flûte et orgue (Buxtehude, Mozart, Bach, Haendel).
Faculté de droit, 21 h. : J. Kalichtein, piano (Schumann, Chopin).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h. : C. Courtois, violon, et G. Rabol, clavecin (Bach).

Le jazz

Nouveau Carré, 21 h. : les Dransfield Orchidee.

La danse

Espace Cardin, 21 h. : Elle lui dirait dans l'île, par l'Atelier chorégraphique Serge Keuten.



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : les Damnés de l'océan ; les Nuits de Chicago, de J. von Sternberg ; 18 h. 30 : le Grand Inquisiteur, de M. Reevers ; 20 h. 30 : Susana la perverse, de L. Bunuel ; 22 h. 30 : la Première Charge à la machette, de M.O. Gomes.

Les exclusivités

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C. - Marbeuf, 8e (225-47-19)
ANNA ET LES LOUPS (Esp., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90).
AU LONG DE RIVIERE FANGO (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
AU NOM DE LA RACE (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
AU NOM DU PEUPLE ITALIEN (It., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
LES AUTRES (Fr.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
BETTY BOOP - SCANDALE DES ANNEES 30 (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE BOUCHER, LA STAR ET L'ORPHELINE (Fr.) (*) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
CALIFORNIA SPLIT (A., v.o.) : P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : Olympic, 14e (783-67-42).
C'EST PAS PARCE QU'ON A RIEN A DIRE QU'IL FAUT FERMER SA GUEULE (Fr.) : Montréal-Club, 18e (606-18-81).
LA CHAIR DE L'ORCHIDEE (Fr.) (**) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Diderot, 12e (343-19-29).
LA CHAISE VIDE (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
CHINATOWN (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
LA COUPE A DIX FRANCS (Fr.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
DAISY CLOVER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LES DOIGTS DANS LA TETE (Fr.) : Racine, 6e (633-43-71).

Les films nouveaux

LES BIJOUX DE FAMILLE, film français de J.-C. Laureux, avec F. Brion (**) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Marivaux, 2e (742-83-90), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-35), Paramount - Gaîté, 14e (326-99-34), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
UNE PAGE FOLLE, film japonais de T. Kinugasa : Ciné-Halles, 1er (236-71-72).
SMOG, film français de Christian Mottier : Quintette, 5e (033-35-40).
LE SOLEIL QUI RIT ROUGE, film français de Mario Kirschner ; Studio Galande, 6e (033-72-71).
LA TOUR INFERNALE, film américain de J. Guillermin, avec Steve McQueen, Faye Dunaway, P. Newman, W. Holden ; v. o. : Publicis Champs-Elysées, 8e (225-76-23), Ermitage, 8e (359-15-71), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Arlequin, 6e (548-62-25). V.f. : Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Rex, 2e (236-83-93), Moulin-Rouge, 18e (606-63-26), Rotonde, 6e (633-08-22), Paramount - Montparnasse, 15e (326-22-17), Mistral, 14e (734-20-70), Gaumont - Convention, 15e (828-42-27), Telstar, 13e (331-06-19), Lux - Bastille, 12e (343-79-17), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE BANQUET, film français de Dimitri Kollatos (**) ; Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14).
LE FLAMBEUR, film américain de Karel Reisz, avec J. Caan ; v.o. : France-Elysées, 8e (225-19-73), Danton, 6e (326-08-18). V.f. : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Maine - Rive - Gauche, 6e (548-26-36), Maxéville, 9e (770-72-86), Club, 9e (770-81-47), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Palace, 18e (522-37-41).
ZORRO, film français de D. Tessari, avec S. Baker, A. Delon et O. Piccolo ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90), Normandie, 8e (359-41-18), Napoléon, 17e (380-41-46), Rex, 2e (236-83-93), Helder, 9e (770-11-24), Saint-Michel, 5e (326-79-17), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (734-20-70), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).
THOMAS, film français de J.-J. Dion, avec Nicole Courcel ; Murat, 16e (288-99-75), Liberté, 12e (343-01-59), Bonaparte, 6e (326-12-12), Cambronne, 15e (734-42-96), Fauvette, 13e (331-60-74), Gaumont-Madeleine, 8e (073 - 56 - 03), U.G.C.-Marbeuf, 8e (325-47-19).
SALUT LES FRANGINES (**), film français de M. Gérard, avec F. Duru ; Rex, 2e (236-83-83), U.G.C. - Marbeuf, 8e (225 - 47 - 19), Miramar, 14e (326-41-02), Clichy - Palace, 17e (387-77-29), Liberté, 12e (343-01-59), Magic-Convention, 15e (828-20-32).

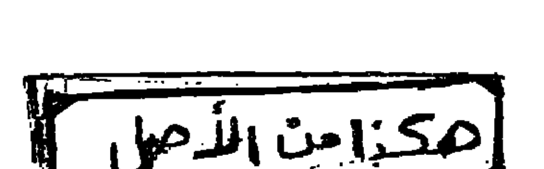
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Dragon, 6e (548-54-74) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
DUPONT LAJOIE (Fr.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Caravelle, 18e (387-50-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Cambronne, 15e (734-42-96), Gaumont - Sud, 14e (331-51-16), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Quartier Latin, 5e (326-84-65), Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
DU SANG POUR DRACULA (A., v.o.) (**) : Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-56-16).
L'ENNEMI PRINCIPAL (Bol., v.o.) : St-Séverin, 5e (033-50-91), 14-Juillet, 11e (700-51-13).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE GHETTO EXPERIMENTAL (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
LA GIFLE (Fr.) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Maxeville, 9e (770-72-86), Concorde, 8e (359-92-84), Athéna, 12e (343-07-48).
LES HAUTES SOLITUDES (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86), à 14 h. et 22 h. 30.
IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97), Caméo, 9e (770-20-89), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
IL ETAIT UNE FOIS UN MERLE CHANTEUR (Sov., v.o.) : La Pagode, 7e (551-12-15).
IL PLEUT TOUJOURS OU C'EST MOUILLE (Fr.) : Panthéon, 5e (033-15-04), Quintette, 5e (033-35-40).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Mayfair, 16e (525-27-06), Quintette I et II, 5e (033-35-40), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Fauvette, 13e (331-56-86).
LE JEU AVEC LE FEU (Fr.) (**) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19), Studio Médicis, 5e (633-25-97), Marotte, 2e (231-41-39), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), Murat, 16e (288-99-75), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Cambronne, 15e (734-42-96), Les Nations, 12e (343-04-67).
JIMI PLAYS BERKELEY - THE DOORS ; FEAST OF FRIENDS (A.) v.o. : Grands-Augustins, 6e (633-22-13), Action République, 11e (805-51-33).
LE JOURNAL INTIME DE DAVID H. (A.) v.o. : le Marais, 4e (278-47-86), à partir de 15 h. 30.
MILAREPA (It.) v.o. : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25), Boîte à films, 17e (754-51-50).
LE MONSTRE EST VIVANT (A.) (*) v.o. : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80), George-V, 8e (225-41-46) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Maine Rive Gauche, 14e (567-06-96), Galaxie, 13e (580-76-86), Max-Linder, 9e (770-40-04), les Images, 18e (522-47-94).
L'ORDRE (Fr.), LE COCHON (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46).
LES PIRATES DU METRO (A.) v.o. : Mercury, 8e (225-75-90), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54), Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Clichy - Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Gaumont - Bosquet, 7e (551-44-11).
PHANTOM OF PARADISE (A.) v.o. : Gaumont-Champs-Elysées Point-Show, 8e (225-67-29), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Plaza, 8e (073-74-55).
LES PRISONS AUSSI (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86), à 14 h. et 22 h. 30.
LA PRISE DE POUVOIR PAR LOUIS XIV (It., v.o.) : la Pagode, 7e (551-12-15)
PAS SI MECHANT QUE ÇA (Fr.) : Concorde, 8e (359-92-84), Lumière-Gaumont, 9e (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), les Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LA RAGE AU POING (Fr.) (**) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Omnia, 2e (231-39-36), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Gaumont-Champs-Elysées II s.f., 8e (225-67-29), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16)
LE RETOUR DU GRAND BLOND (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99), Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16).
SCENES DE LA VIE CONJUGALE (Suéd.) v.o. : Biarritz, 8e (359-42-33), la Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; v.f. : Vendôme, 2e (073-97-52), les Nations, 12e (343-04-67), Murat, 16e (288-99-75).
SERIEUX COMME LE PLAISIR (Fr.) : Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Studio-République, 11e (805-51-97).
LE SHERIF EST EN PRISON (A.) v.o. : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
SKEZAG, (A.) v.o. : le Marais, 4e (278-47-86), de 15 h. 30 à 22 h. 10.
LA SOUPE FROIDE (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
TABARNAC (Fr.) : Hautefeuille, 6e (en quadriphonie) (633 - 79 - 38), Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
TREMBLEMENT DE TERRE (A.) v.o. : Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; v. f. : Berlitz, 8e (742-60-33), Wepler, 18e (387-50-70).
UN JOUR LA FETE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
UNE SAISON DANS LA VIE D'EMMANUEL (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46).
WANDA (A.) v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

Les grandes reprises

CRIS ET CHUCHOTEMENTS (Suéd. v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LES DAMNES (It.-All., v.o.) : Ranelagh, 16e (224-14-08), jeu., sam., dim., lundi, mardi.
2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA DOLCE VITA (It., v.o.) : Olympic, 13e (783-67-42), mer., ven., dim., ma.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LES LOIS DE L'HOSPITALITE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LE MESSAGER (An., v.o.) : Sèvres-Duroc, 7e (734-63-88).
MONKEY BUSINESS (A., v. o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
MUSIC LOVERS (An., v.o.) : Cinéma des Champs-Elysées, 8e (359-61-70).
PLUMES DE CHEVAL (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LES RAISINS DE LA COLERE (A., v.o.) et J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
ROCCO ET SES FRERES (It. v.o.) : Olympic, 13e (783-67-42), jeud., sam., lundi.
LES VISITEURS DU SOIR (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), mer., jeudi, lundi, mardi.

Les festivals

WESTERN PARADE. — V.o., Artistic Voltaire, 11e (700-19-15) : les Chasseurs de scalp.
I. BERGMAN. — V.o., Acacias, 17e (754-97-83), 14 h. 15 : la Honte ; 16 h. 15 : Persona ; 18 h. : la Passion ; 20 h. : le Lien ; 22 h. : l'Heure du loup.
P. PASOLINI. — V. o., Boîte à films, 17e (754-51-50), 13 h. 20 : l'Evangile selon saint Matthieu ; 16 h., 22 h. : les Mille et Une Nuits ; 18 h. 10 : Œdipe-Roi ; 20 h. : Théorème.
VIE ET LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES. — (Fr.-Alg., v.o.), 14-Juillet, 11e (700-51-13), chaque jour, à des heures différentes : Jusqu'au bout ; Margoline ; Emigration ; Penarroya.
HUSTON, HATTAWAY, EDWARDS. — V.o., Action Lafayette, 9e (878-80-50) : Prince Vaillant.
A. HITCHCOCK. — V.o., Action Christine, 6e (325-85-78) : Psychose.
HOMMAGE AUX GRANDS CINEASTES ITALIENS. — V.o., Dominique, 7e (551-04-55) : Main basse sur la ville. — New-Yorker, 9e (770-63-40) : Rocco et ses frères (sauf mar., sam.).
JEUNE CINEMA QUEBECOIS. — André-Bazin, 13e (337-74-39) : la Mort d'un bûcheron.
H. BOGART. — V.o., Action Lafayette, 9e (878-80-50) : Ouragan sur le Caine.
CLASSIQUES DU CINEMA AMERICAIN. — V.o., Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Lettre d'une inconnue.



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	24,00	28,02
AUTOS — BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE
à vocation internationale
recherche

un jeune assistant de valeur

ayant une expérience internationale
(français ou européen de langue française) pour seconder un

CONTRÔLEUR de GESTION

Ce qui est indispensable pour tenir le poste :
- Une formation générale de base à orientation soit financière, soit commerciale (Grande Ecole Niveau Expertise comptable + gestion).
- Une approche concrète et non seulement théorique des systèmes comptables internationaux.
- Une parfaite connaissance de l'anglais

Ce qui est souhaitable :
- Des qualités de contact et de relations
- Une bonne capacité d'analyse et de synthèse.
- Une vision assez large et globale des situations.

Adresser C.V. + lettre manuscrite sous référence 1363 à :
s.n.p.m 100, av. Ch. de Gaulle 92522 NEUILLY

TRES IMPORTANTE FILIALE
d'un des tout premiers Groupes Français
Secteur distribution, produits, techniques et services, recherche

INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES

A.M., MINES, T.P., H.E.C...

débutants ou presque...
Ils se verront confier des missions en FRANCE (Paris, Province) ou à l'ETRANGER dans les domaines techniques, commerciaux et gestion.
Nous leur demandons une grande disponibilité et le sens commercial.

Formation complémentaire marketing et, ou gestion appréciée pour les Ingénieurs techniques.

LARGES PERSPECTIVES D'AVENIR

Env. C.V. détaillé, photo et prétentions, n° 4.910 à : Lévi-Tournay, 5, cité Pigalle - 75009 Paris, qui tr.

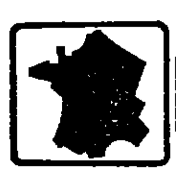
B.E.I.C.I.P. - INGENIEURS CONSEIL

recherche

INGÉNIEUR ENTRETIEN
PÉTROLE - CHIMIE

Bonnes connaissances en mécanique.

Ecrire B.E.I.C.I.P., 366, avenue Napoléon-Bonaparte, 92502 RUEIL-MALMAISON.



emplois régionaux

Chef Service Entretien
Cimenterie Chambéry

L'homme que nous recherchons aura pour mission d'organiser, planifier et diriger toutes les actions d'entretien dans les domaines mécanique, électrique, électronique, automatismes et génie civil.

A ce titre il sera responsable de la gestion du service, de la mise en place d'un budget prévisionnel et de l'animation d'une équipe de 35 personnes.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, de 35 ans mini., possédant plusieurs années d'expérience de l'industrie lourde et de l'entretien de matériels polyvalents.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 160 RM, en indiquant rémunération actuelle à notre Conseil,



algoe
Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Boîte Postale 25 — 69130 ECULLY.

STE THERMALE REPUTEE
recherche
MÉDECIN
SPECIALISTE ORL
POUR CRÉATION D'UN CABINET THERMAL

Situation de départ assurée.

Ecrire n° 48.936, PUBLICITE ZEMOR, 3, rue Saint-Fiacre, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE
mécanique aéronautique
du SUD-OUEST cherche
INGENIEUR
PHYSICIEN-METALLURGISTE
(I.N.S.A., E.N.S.M.A., etc.)
pour essais et contrôles non destructifs.
Anglais lu et parlé indispensable.
Allemand souhaité.

Ecrire avec C.V. et prétent. à TURBOMECA, BORDES, 64320 BIZANOS.

IMPORTANT CENTRE SOCIO-CULTUREL A REIMS
recherche
DIRECTEUR
Ce poste de responsabilités conviendrait à personne avt bonne culture générale, expér. humaine et soc. et goût action culturelle. Ecr. n° 8.094, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

La M. A. C. I. F. recherche pour son centre de gestion régional de Saint-Etienne des
REDACTEURS (TRICES)
contentieux ayant une expérience professionnelle de l'emploi d'au moins deux ans.
Ecrire à M.A.C.I.F., B. P. 57, 42160 Andrezieux-Bouthéon.

Organisme public ch. contractuel ANIMATEUR DE FORMATION CONTINUE, posséd. solide expérience de format. d'adultes et d'animat. sociale pr action dans un gd ensemble urbain de l'Est de la France. Ecrire n° 8.072 : « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS
recherche pour ses services

ETUDE ET DEVELOPPEMENT

ingénieurs "système"
ingénieurs informaticiens débutants
analystes programmeurs "système"

pour élaborer des programmes de tests de systèmes et matériels associés.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et prétentions sous référence 13.382 à

s.n.p.m 100, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY-SUR-SEINE

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE
banlieue sud
recherche pour son CENTRE D'ETUDES

1 A.T.E. III
(niveau DUT ou BTS requis)

- Pour études de cartes à base de circuits intégrés.
- Pour études d'ensembles logiques sur système de visualisation.

Aptitude à maîtriser les connaissances théoriques pour les utiliser dans des applications pratiques.

Intérêt pour l'étude en laboratoire électronique.

Le poste sera transféré à DARMSTADT (R.F.A.) à partir du mois de septembre.

Transport assuré - Restaurant entreprise.

Ecrire en précisant expérience et prétentions à No 96834 - CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
Proche banlieue Sud, recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES
DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

Diplômés Grandes Ecoles
(ESE - ENST - ENSAE - ENSAM - ECP...)

Pour assurer l'expansion de ses activités dans le domaine des systèmes numériques aéroport. évolués.

Les postes proposés conviendront à des candidats attirés par :
- la création de processeurs digitaux à la haute performance ;
- les études de logiciel temps réel ;
- les innovations technologiques.

Une formation complémentaire (licence, master...) sera très appréciée.

Env. curriculum vitae et photo à numéro 92.770, CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

BANQUE MULTINATIONALE
recherche

CADRE

- Age minimum 28 ans.
- Responsable suivi clientèle industrielle FRANCE.
- Contacts, montage dossiers financiers.
- Formation Cciale supérieure (H.E.C. - E.S.S.E.C. - Sup de Co ou similaire).
- Connaissance parfaite de l'Anglais.
- Expérience minimum 2 à 3 ans dans financement export.

Envoyer CV et lettre manus. avec photo, sous référence 3758 à P.LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

PONT DE NEUILLY

La DIRECTION FINANCIERE d'une Importante Société d'Etudes recherche

1o) POUR COMPTABILITE GENERALE
COMPTABLE
Titulaire du Brevet Professionnel
Connaissances en informatique souhaitées

2o) POUR SA COMPTABILITE FOURNISSEURS
COMPTABLE
Possédant 1re et 2e séries du Brevet Professionnel.

— Restaurant d'entreprise.
— Semaine de 5 jours.

Tél. 773-12-12 (P. 73-38) pour prendre rendez-vous ou écrire S.E.P. Tour Nobel, Cedex no 3, 92080 PARIS LA DEFENSE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIÈRE

recherche pour suivre ses projets de développement,

INGÉNIEUR ECP, AM, ENSI, ...

Expérience minimum de 5 ans d'ingénierie dans, au moins, l'un des domaines suivants : Génie Chimique, Minerais, Industrie lourde.
Anglais nécessaire.

Lieu de travail : Sud Paris, avec déplacements en province et à l'étranger.

Faire parvenir courte lettre avec curriculum vitae et prétentions, sous référence « COMINGE », à :

CETAGEP
• 30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 78160 MARLY LE ROI •

GROUPE ELF AQUITAINE
recherche pour un établissement PARIS

UN PROGRAMMEUR

- ayant quelques années de programmation scientifique, connaissant le FORTRAN, ayant des notions d'ASSEMBLEUR.
- Connaissance des techniques de visualisation graphique très souh.

Priorité sera donnée aux personnes ayant un diplôme de l'Institut C.D.C.

Écr. avec CV et prét. sous réf. 205 à
S.N.P.A.
DIRECTION DU PERSONNEL
26, av. des Lilas, 64000 PAU.

Pierre Lichau s.a.

GROUPE FINANCIER NATIONAL EN EXPANSION ELARGIT LES ACTIVITES D'UNE REVUE (100.000 ABONNES) A CARACTERE FAMILIAL, SOCIAL ET JURIDIQUE, ET RECHERCHE POUR RENFORCER SON EQUIPE DE REDACTION :

RÉDACTEUR
EXPÉRIMENTÉ

pour, sous l'impulsion du Directeur de la Revue :
- concevoir des articles en s'appuyant sur une documentation et des services existants ;
- établir des contacts extérieurs tant sur le plan commercial que de l'information.

Formation juridique et expérience journalisme souh.

Ecrire avec C.V. sous le numéro 724.785 - COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui vous assure une totale discrétion et réponse.

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
Leader en Europe dans sa catégorie

recherche
pour son Centre d'Etudes et d'Essais situé dans la Région Sud de Paris

3 INGENIEURS

ayant 4 à 5 années d'expérience industrielle
- 1 INGENIEUR Spécialiste Vibrations.
- 1 INGENIEUR en vibrations ayant une expérience en acoustique.
- 1 INGENIEUR Physicien désirant se spécialiser dans le domaine de la photogravure et de l'éclairage.

Rémunération selon expérience.

Adr. C.V. + photo sous no 724.716 REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e), qui transm.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE PARIS 12e, RECHERCHE :

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
GRANDES ECOLES

Débutant ou ayant 2 ans d'expérience dans les circuits logiques et analogiques, appliqués au PROCESS CONTROL et à l'électronique industriel. Connaissances en programmation très appréciées.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à :
A.O.I.P. INDUSTRIES, B.P. 301 75624 PARIS CEDEX 13.

UN DES PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS
recherche
pour sa DIVISION INTERNATIONALE en pleine expansion

PHARMACIEN RESPONSABLE
DE LA
PREPARATION DES DOSSIERS TECHNIQUES.

Ce cadre supérieur aura pour mission de :
- Participer avec le développement à la définition des procédures de fabrication des produits ;
- Constituer les dossiers analytiques en fonction des réglementations locales ;
- Assister les filiales et les licenciés dans la préparation et le lancement des fabrications et ce en liaison avec la direction du département industriel du groupe.
Etre le Pharmacien RESPONSABLE.
- Assurer plus généralement la préparation des dossiers de visas à partir des éléments fournis par les autres services de la division internationale et par le département recherche et développement.

Le poste ne peut être confié qu'à un pharmacien ayant une excellente expérience pratique des procédures de fabrication, des dossiers analytiques et des dossiers de visas au sein de l'industrie pharmaceutique.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères est indispensable.

La rémunération du poste, à pourvoir à Paris mais qui nécessitera de fréquents déplacements à l'étranger, sera en rapport avec la compétence et l'expérience du candidat.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo récente sous la référence RH/19.751 à : THIBAULT, B.P. 340, 75624 PARIS CEDEX 13.

---

directeur finances et gestion

avec une excellente connaissance de l'allemand.
30 ans minimum, expérience en comptabilité, informatique, finances.
Ecrire sous référence 2839 M

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Important constructeur de machines-outils pour le formage du métal

recherche

pour région parisienne

TECHNICO-COMMERCIAL

— expérience de la vente de biens d'équipement ;
— formation assurée ;
— âge minimum 30 ans.

Nous offrons :
— stabilité d'emploi, salaire fixe + intéressement + primes ;
— avantages sociaux.

Envoyer C.V. et prétent. sous le numéro 633, à SOPIC, 3, rue de Rigny, 75008 PARIS.

OAP

LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE ALLEMANDE
recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Arts et Métiers - IDN ou équivalent
Bilingue anglais - 30 ans minimum

Connaissant bien les problèmes se rapportant à l'utilisation des catalyseurs et si possible bien introduit dans l'industrie pétrochimique, dans le but de développer en France la vente de ses produits auprès des industries chimiques et pétrochimiques. De bonnes connaissances en allemand seront appréciées.

Envoyer C.V. et 2 photos sous référence 269 à :

OAP 29 bd Saint-Martin 75003 PARIS
chargé de la sélection

CADRE DE DIRECTION

— 50 ans minimum.
— Ancien élève de grande école (X, Centrale ...).
— Licencié en droit.
— Connaissances d'informatique pour direction service contrôle dans organisme administratif central.
— Appointements annuels : 150.000 F.

Adresser photo et C.V. sous no 65636 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

GONDARD S.A.
recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ

Poste disponible.
Métro Porte de Vanves.
Ambiance de travail agréable.
Horaire dynamique.

Téléphone : 532-46-21.

Imp. Société engineering rech.
INGENIEURS Mécaniciens
2 à 8 ans d'expér. pour industr. pétrole - chimie. Lieu de travail PARIS. FORTE REMUNERAT. Env. C.V. et prét. à SOPRAS, 100, bd Voltaire, PARIS (11e).

Import. Sté Paris, quart. Nation
ch. COMPTABLE
ANALYTIQUE, coéf. 212, ayant 10 a. exp. Ecr. av. C.V. et prét., SCHMID, 31, r. des Colonnes-du-Trône, 75580 PARIS CEDEX 12.

Cabinet International Conseil Juridique quartier Etoile cherche
JURISTE
parlant anglais, expérimenté en matière de Sociétés.
Ec. av. C.V., no 19.517 B à Bleu 17, rue Lebel, 94 - Vincennes.

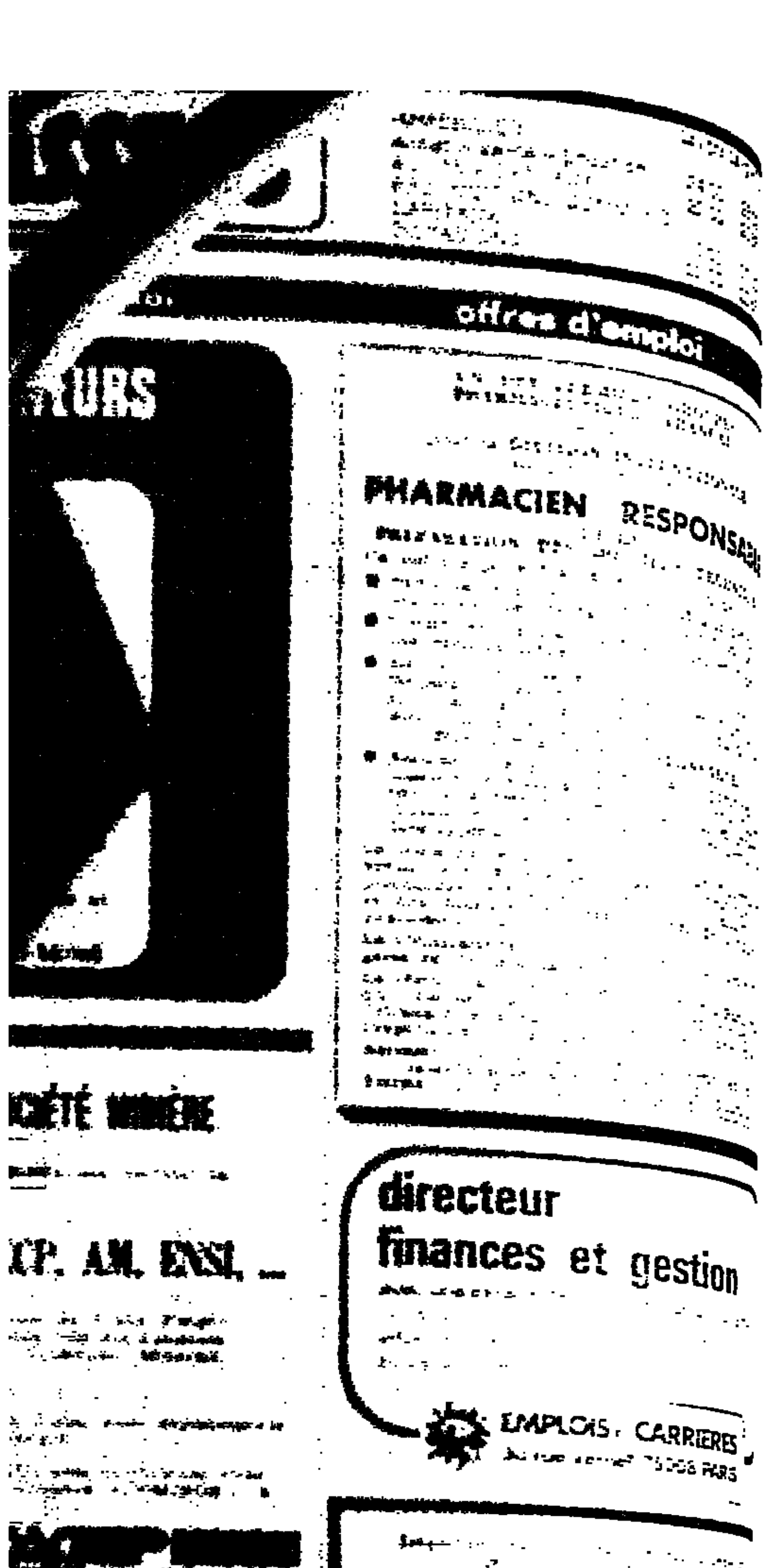
Recherche Direct. Etabl. Socio Educatif. Exp. Gestion Anim. minimum 25 ans. C.V. et photo F.R.M.J.C. B.P. 133 61203 ARGENTAN

MOY. ENTREPR. DE PRESSE près gares NORD et EST rech.
COMPTABLE
PRINCIPAL (E)
5X8X13 - Tickets restaurant
5 sem. congés - Congés 75 poss.
Adresser référ. et prétentions : EDIREGIE
3, cité d'Hauteville, Paris (10e).

Cie EUROP. ACCUMULATEURS
recherche
pour son établ. de CLICHY
UN COMPTABLE INDUST.
coefficient 185
Se prés. Comptabilité Générale, 18, avenue Maréchal-Joffre, 92000 NANTERRE.







offres d'emploi

T.W.A.
recherche pour Paris
COMPTABLES
diplomés (ées) si possible 2 ans expér. av. fr. bonnes connaiss. ALLEMAND bonne écriture. Sal. X 14 variable selon qualification et expérience. Possibil. voyages gratuits apr. 6 mois. Service horaire dynamique. Se prés. T.W.A., 101, avenue des Champs-Élysées de 9 à 11 h. 30, 14 h. à 16 h. 30, sauf samedi.

CHEF DE VENTES
Allemand nécessaire.
Pour Entreprise Multinationale branche plastique, marché bâtiment et T.P.
Responsable d'un C.A. en fort développement.
Expér. applications techniques.
Aptitudes à la gestion
Secteur : Paris-Normandie.
Siège : Paris Nord.
Très bonne rémunération de départ.
Prise fonction : immédiate.
Lettre man. + C.V. + photo + référ. + prét. sous réf. 11.935, SEXTANT/DPA, 7, pl. Vendôme, 75001 PARIS, qui transmettra.

Sté COURBEVOIE-BECON rech. pr travx rapprochements bancaires, analyses comptes clients
COMPTABLE 1er échelon
Format. Administration de biens souhaitée. Adr. C.V. dét. nº 501, PUBLI G.R. 27, Faubg Montmartre (9e), q.tr.

Importante Société d'assurances cherche pour 370/135
PUPITREUR CONFIRME
en DOS - V.S. (3×8)
— ayant plusieurs années expérience professionnelle ;
— libre rapidement ;
— pratique de la multiprogrammation souhaitable.
Tél. : 280-63-78, poste 650.

Bureau d'Etudes RUNGIS recrute pour l'Afrique Noire INGENIEUR en BATIMENT
spécialisé structure béton. Diplôme de Grande Ecole et expér. de plus. années exigée.
Tél. pr rendez-vous à 686-46-08.

Filiale société américaine de distribution de matériels aéronautiques située sur l'aéroport du Bourget recherche
UN COMPTABLE
(H. ou F.) 1er deg. très qualifié
Tél. : 284-64-02

Sté de Services et Conseil en INFORMATIQUE ch. pour son département
MINI INFORMATIQUE
de gestion des
CHEFS DE PROJETS
(5 ANS EXPERIENCE)
chargés auprès des directions générales de P.M.E. ou de direction de département de gdes entreprises, de concevoir des systèmes de traitement d'informations puis d'en animer la mise en œuvre (équipe de 3 ou 4 personnes). - Une format. supérieure est un atout complément. pr un candidat de valeur, désirant évoluer vers de plus hautes responsabilités.
Adr. C.V. man., photo et prét. SERVICE RECRUTEMENT 10, r. Victor-Massé, 75009 Paris.

MARKETING ASSISTANT
MARKETING DIRECTOR EUROPE NEEDS SELLING ASSISTANT FOR MEDICAL PRODUCTS « DISTRIBUTED IN EUROPE since 1958 » - MUST TRAVEL - ENGLISH NECESSARY - AGE THIRTY or More - Salary comensurate with Experience and Results - Situation stable - With Future - Send Resume With Photo and Curriculum vitae.
Ecr. nº 8.087 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Centre hospitalier AULNAY-SOUS-BOIS (93602) ch.
1 AIDE OP PEINTRE
2 OP1 PEINTRES
1 MANŒUVRE MAÇON
Restaur. Self-service 3,50 F repas. Postes stables. Avant. fonction publique. Prime de service annuelle.
Adr. candidat. M. le Directeur.

EXPERT COMPTABLE
Très proche banlieue Sud-Est Paris, recherche
REVISEUR
diplômé ou rompu pratique travaux cabinet, dynamique excellents contacts pour petit groupe clients à développer. Rémunérat. mens. de départ : F 4.000 X 13 et participation développement. Indispensable posséd. voiture Frais déplacements remboursés Forfait ou Réel préavis Cadre possible. — Ecrire avec références précises sous nº 514 CAUTRON Publicité, 14, rue Clauzel, 75009 Paris, qui trans.

IMPORTANTE SOCIETE DISTRIBUTION MATERIEL ELECTRONIQUE recherche banlieue sud
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
en composants électroniques
25 ans minimum, niveau B.T.S. possédant le sens des responsabilités et de dynamisme
Env. C.V., prétent. ss réf. 3160 à J. Manzione, 10, r. de l'Evangile 75018 PARIS, qui transmettra.

GROUPE DE CONSTRUCTION recherche
INGENIEUR ETP
débutant
25 ans minimum, ayant une expérience de BE et de conduite de chantier pour études commerciales.
Tous avantages sociaux Env. C.V. dét., photo, prétent. sous réf. 5040 à J. MANZIONE 10, rue de l'Evangile 75018 Paris qui transmettra

Sté spécialisée matériel pour l'industrie et le transport du pétrole recherche.
TECHNICO-COMMERCIAL
Angl. courant, allem. apprécié. Courts déplacements en Europe et en Afrique du Noord. Négociation avec clientèle. Ecr. av. C.V. et prét. à nº 3.015 Emplois et Entreprises 18, rue Volney, 75002 PARIS.

SOCIETE EXPORTATRICE FRANCO-DANOISE
recherche
COLLABORATEUR EXPERIMENTE
FORMAT. B.P. COMPTABLE ou EQUIVAL. INDISPENS.
Adresser C.V. et prétentions à F.L. SMIDTH et Cie FRANCE, 55, rue Ampère, 75017 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL
recherche
CADRE ADJOINT
A CHEF DE SERVICE
ayant 2/3 ans d'expér. professionnelle dans organisme professionnel ou entreprise. Ayant bonnes connaiss. des questions européennes.
Adr. C.V. et prét. s/réf. 7590, P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois. 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

TED LAPIDUS
SAINT-GERMAIN
cherche pour sa nouvelle boutique de LONDRES, jeune homme minimum 28 ans
RESPONSABLE DE VENTE
Femme et Homme
Ayant minimum 5 ans d'expérience vente boutique prêt-à-porter couture F. et H. Références et certificats exigés. Bilingue anglais. élégant, dynamique.
Se prés. 1, pl. St-Germain-des-Prés, Paris-6e, de 15 à 19 hres.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Porte Nord de Paris
Décentralisation prochaine dans l'Oise
recherche
Un CHEF de Fabrication
Formation chimiste. Expérience des ateliers indispensable.
Adr. C.V. manusc., photo, prét., à S. 123-Brio, 5, pl. des Victoires, 75001 Paris, qui transm.

IMPORTANTE SOCIETE DE TEXTILES
recherche
DIRECTEUR DES VENTES
Très grande expérience dans le domaine du sportswear, bien familiarisé avec l'animation d'un réseau de représentants. Jeune et dynamique, sérieuses références exigées.
Toute discrétion assurée.
Première lettre à CENA, 36, rue Vivienne, PARIS.

ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
recherche pour PARIS
UN JEUNE CADRE COMPTABLE
Libre très rapidement. Titulaire d'un diplôme d'Enseignement Supérieur. Quelques années d'expérience professionnelle notamment en comptabilité analytique.
Ecrire avec curriculum vitae à Nº 97.104, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Société Immobilière
de KOUROU
(Guyane Française)
recherche
CHEF DE SERVICE COMPTABLE
Le titulaire sera chargé de la comptabilité générale de la Société :
— contrôle de la comptabilité analytique, de la comptabilité générale et de l'établissement des comptes.
Formation souhaitée : BREVET de TECHNICIEN SUPER. de COMPTABILITE ou diplôme d'ETUDES COMPTABLES SUPER. Expér. similaire : 5 années.
Envoyer curric. vitae, photo, Nº 97.188, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Crédit à la construction. Organisme de caution mutuelle, rech. Homme jeune ayant expérience en crédit ou en immobilier. Adresser C.V. CAMUCICOOP, 78, av. Saint-Mandé, Paris-12e.

LA GARENNE
92250 enveloppes JEAN S.A. 54, rue Auguste-Buisson, rech.
COMPTABLE
EXPERIMENTE - BON NIV. Devra préparer bilan mensuel, rapport trésorerie, etc. Envoyer lettre manuscr. avec C.V., photo et prétentions.

IMPT GROUPE FINANCIER près Saint-Lazare cherche
JEUNE COMPTABLE
Titulaire Brevet Professionnel. Dégagé O.M. 2 à 3 ans d'expérience.
Adresser C.V. manuscrit à : EPSI, 19, av. Victor-Hugo. PARIS-16e, qui transmettra.

MECANICIEN OU AIDE-MECANICIEN. Avec permis P. L., pour dépôt zone industrielle Wissous. 3' par bus Chilly-Mazarin et Wissous. Se présenter RONDEAU TRANSPORT, 1 bis, r. Friant, 75014 PARIS.

SOCIETE TUYAUTERIE Banlieue SUD recherche
DESSINATEURS ÉTUDES 2
Métreurs en tuyauterie.
DESSINATEURS DÉBUTANTS
avec C.A.P.
Adr. candidat. avec C.V. dét. à PONTICELLI, 69, avenue d'Ivry, 75013 PARIS.

Cabinet administrateur de biens RECHERCHE PRINCIP., FINANC. et COMPT. format. ESC, scienc. éco. appr. Env. C.V. et prét. à Horwath et Horwath, 42, r. du Louvre-1er. Il sera répondu à ttes les cand.

TRADUCTEUR - TRICE Français-RUSSE confirmé(e) en mécanique. PROTECHNA, 770-38-35.

SOCIETE TUYAUTERIE Banlieue SUD recrute
INGÉNIEUR E.S.S.A.
Le candidat, diplômé et confirmé, devra résider dans la Région parisienne, et accepter des déplacements de courte durée en FRANCE et à l'ETRANGER.
Adr. candid., C.V. dét. et prét. à PONTICELLI, 69, avenue d'Ivry, 75013 PARIS.

emplois féminins

COLLABORATRICE ayant voit. et tél. pr trav. agréable, libre et indépendante. - 285-00-59.

URGT - ECOLE ST-CLOUD dem. Jardinière d'enfants et Institutrice Cours moyen Tél. 602-41-93

PRESSE PUBL. Près gares NORD et EST recherche
STENODACTYLO
LIBRE RAPIDEMENT
5X8X13 - Tickets restaurant 5 sem. congés - Congés 75 poss. Adresser référ. et prétentions : EDIREGIE 3, cité d'Hauteville, Paris (10e).

CENTRE MEDICO-SOCIAL (XXe arrondissement) ch. infirmière D.E. pour AVRIL 1975 Ecr. nº 6688 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Travail temporaire
KELLY GIRL
rech. : dactylos, sténodactylos, secrétaires, comptab., telexistes. Nombreux postes Bilingues 5, rue du Helder (9e). - 770-95-49. 83, bd de la Gare (13e). 589-87-20.

Import. Compagnie Assurance et réassurance rech.
SECRETAIRE
STENODACTYLO
Place stable. Tous avantages. Ecr. avec référ. et prétent., à nº 83, à S.I.P., 11, rue d'UZES, Paris (2e), qui trans.

S. A. Import. Matières premières aromatiques rech.
SECRET. DIRECTION POUR ASSISTER P.-D. G.
nécessaire âge mini 30 ans PRESENTATION ET EDUCATION EXCELLENTES BILINGUE ANGLAIS Sténodactylo et ayant EXPER. FONCTIONNEMENT INTERIEUR PETITE STE AIMER CONTACTS HUMAINS pour visite éventuelle clientèle fabricants de parfums et cosmétiques. Ecrire avec C.V. et photo, à nº 3.930. Centrale d'Annonces, 121, r. Réaumur - 2e

Entreprise à expansion rapide République - recherche
SECRETAIRE DU P.-D. G.
Parfait. bilingue français/allemand. Anglais apprécié. Aptitudes aux relat. commerc. Adr. C.V. et prét. ss nº 99.032 INTER PA, 19, rue Saint-Marc, Paris (2e), qui transmettra.

représent. offre

Recherchons
REPRESENTANT MULTICARTES
parfaitement introduit Chaudronnerie, Tolerie, Emboutissage et Construction mécanique, pour diffusion premières Marques Machines-outils
S'adresser :
FORMAGE ASSEMBLAGE SOUDAGE
83, rue Léon-Frot - 75011 PARIS

Représentant ceintures de luxe. Téléphone : 770-99-12.

Imprimeur offset Mater Solna 124 Paris-14e, recherche : 1º imprimeur en chambre; 2º représentants multi-cartes. TR. INTRODUITS. Sérieux. Téléphoner pr rendez-vous au : 783-52-12, M. Turiansky.

capitaux ou proposit. com.

Sté besoin trésorerie céderait parts S.C.I., condition intéress. Ecrire ss nº 13.620 à : J.R.P. 39, rue l'Arcade, Paris-8e, q. trans.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE DE RENOVATION IMMEUBLES A PARIS RECHERCHE CAPITAUX DE 300.000 A 10.000.000 DE FRS GARANTIE HYPOTHECAIRE DE PREMIER RANG SUR IMMEUBLES Intermédiaires et particuliers acceptés.
GIRPA, 92, bd Montparnasse 75014 Paris — 325-25-25

Maison cosmétique allemande avec une gamme spéciale de produits décoratifs spécifiquement pour les teenagers jeunes dames
cherche un
DISTRIBUTEUR EN EXCLUSIVITE
pour la France.
Canaux de distribution : grands magasins hypermarchés, parfumeries, etc.
Prise de contact à travers le chargé conseilleur de marketing et de distribution
STAHL + PARTNER
D-8 Munich 60,
Fritz Berne Str. 50 T. 884386

propositions diverses

M. 33 a., autodid. souh. cont. pr trav. rech. pers. bien docum. en psycho. psychan. sociol. éco. pol. ethnol. Marx. Sopyrol. hist. compar. relig. Ecr. av. référ. BP 1511-1000-Bruxelles, Belgique.

formation profession.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3
Niveau BAC ou 1re
6 à 7 mois — 180 h. de cours
FAX
Ecole privée
6, rue d'Amsterdam, 874-95-69.

demandes d'emploi

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL
connaissant bien la gestion des entreprises de 50 à 1.000 personnes et ses implications financières, bancaires, comptables, administratives, commerciales, techniques et de relations humaines (biens d'équipement, de consommation ou produits semi-ouvrés),
recherche
un poste de Direction à TEMPS PARTIEL (mi, tiers ou quart temps)
CONTRAT COURANT ou ANNUEL RENOUVELABLE.
Ecrire au G.R.E. Sud-Est 60, cours La Fayette - 69003 LYON. Tél. (78) 27-26-38 et 35-25-22, qui mettra en rapport.

CONSEILLÈRE EN FORMATION
cherche poste à PARIS
Animation, organisation, plans. stages...
Expérience, dynamisme, adaptabilité.
Ecrire Nº 8.082, « le Monde » Publicité. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS, qui transmettra.

JEUNE CADRE SUPÉRIEUR DYNAM.
30 ans
- Habitué travail en équipe, possédant diplômes (B.E.C., B.S.E.C., certificat D.E.C.S., diplôme I.C.G.);
- Expérience professionnelle de 8 ans comme : chef comptable, directeur adjoint de gestion, responsable du contrôle interne

CHERCHE
Emploi
avec larges responsabilités, de préférence outre-mer (expérience de l'Afrique noire). Ecr. nº 2.655, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

LABORANTINE niv. B.T.S. ch. emploi ds L.A.M. ou rech. pharmac. sur Paris ou banl. Ouest. Ecrire Mlle PLANTE, 213, rue Gallieni, 92 - BOULOGNE.

UN CADRE SPECIALISTE DE L'ASSURANCE DES RISQ. DE LA CONSTRUCT. H. 30 a., 8 a. expér. technico-ccial, notamm. ds mutuelle professionn. Excellent praticien en responsabilité civile décennale. Tous risques chantiers. Dynam., méthod., sens aigu de la qualité du service à apport., contact humain et commercial appréc. Libre sous préavis. Recherche poste de haut niveau offrant larges perspectives d'avenir ds compagnie ou cabinet courtage. Etudierait également toutes propositions pour situation intéress. dans moyenne entreprise Paris ou banlieue Sud.
Téléph. après 19 h. : 906-54-47.

Homme 37 ans, nationalité américaine, noir, biling. Ph. D. en physique, expérience de Fortran, bonnes références, 7 ans faculté sciences Paris et 3 ans expér. industr. en Afrique, ch. poste. — Ecrire STOVALL, 32, rue François-Bonvin, PARIS (15e).

F. 47 a., Chef service commercial et contentieux, ch. poste correspond. à ses référ. profess. Ecr. nº 8.096, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ingénieur, 12 ans référ. forestières, étudie ttes propositions : gestion, association, direction. — Ecr. nº 2.641, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J'ai 36 a., expér. cciale et publicitaire, esprit créatif, ambitieux, ch. poste direction. Liberté d'action souhaitée. Lieu de trav. préf. 95, 78. Etudierais éventuel. propositions province (Sud) si conditions très intéressantes. — Ecrire nº 724.727, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

CHEF COMPTAB. 27 a., 6 a. d'expér., D.E.C.S. complet, certif. supérieur juridique et fiscal, habitude comptab. sur ordinateur, cherche situation région 77, 45, 89, 10. — Ecrire HAVAS MONTARGIS 45203, nº 41.143.

Cadre dir. fme, excel. référ. et prés., étud. sec., gde expér. aff. secrét. comptab., rel. publ., immob., gest. dir. person., ch. sit. cadre de bur. gestion magas., dir. pers., etc. Paris (ou prov. si logem.). Libre immédiat. Ecrire Ribera, 82, rue Aqueduc, Paris.

J. H. 24 ans, dég. O.M., libre suite, lic. droit privé, anglais scolaire, cherche emploi. Ecrire M. JOEL MERVILLE, 7, rue François-Ponsard, PARIS (16e).

CONSEILLER D'ENTREPR.
SUP., D. Comm., M.B.A., 3 a. d'expér. dans cabinet d'organis. et de marketing. Parfaitement bilingue anglais, rech. poste dans Direction Exportation. Ecrire nº T 66.167, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

INGENIEUR CIVIL
P. & C.
43 ans, recherché
DIRECTION B.E.T. BATIMENT
Ecr. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, PARIS (8e), 62111.

BON VENDEUR, animateur de groupe, bac, psych., trav., sér., bonne présentation, 42 ans, cherche direction commerciale. — Ecr. nº 2.677, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE 30 ans, direct. chantier naval, formation ingénieur électricien mécanicien, 10 ans nautisme, haute compétence, ch. responsabilité ds même secteur. Ecr. Havas Montpellier, 194.689.

TECHNICIEN EN TELEPHONIE cherche responsabilités entretien central Pentaconta, type privé dans toutes industries Paris, 94, 91, 77. — Ecrire nº 97.198, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Cadre comm. 30 ans, directeur ventes marketing branche alimentaire, 6 ans expér. marché boursier oléagineux. Responsab. société multinationale. Recherche direction ventes, achats, relat. publiques France ou étranger. Ecr. sous nº 910, DAG, 76, rue de Rivoli, PARIS, qui transm.

M. 40 ans, célibat., ch. situat. CHAUFFEUR DIRECTION ou similaire. M. SERRET, 74, rue Armand-Carrel, MONTREUIL.

J.F. afr. 29 a., secrét., collaboratrice, form. B.T.S.S., 3 a. expér., ch. pl. stable Sté ayant activ. Afriq. Ecr. 97.141, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J. F. BAC ECONOMIE cherche emploi en RAPPORT AVEC ETUDE. Libre de suite, évolution possible, bonne présentation. Mme SIMOUNET, 5, rue de l'Avenir, 91260 JUVISY.

J. F. 26 ans, bilingue anglais, pour emploi culturel / tourisme. Téléph. 747 - 41 - 53.

J.F. 25 a., ch. pl. st. secrét. st.-dact., lib. ste, pub. ou mark., amb. Ine. dyn., CAP, BEC BAG. G1, 1 a. socio, 2.700×13, bne prés. Interm. s'abst. T. 355-80-44 94/12.

J. F. 25 ans, anglais courant, dactylo, licence lettre, sociologie, cherche EMPLOI SECRETAIRE OU AUTRE. Etudierai toutes propositions. Téléph. 567 - 52 - 37.

AGENT DE FABRICATION Arts graph., résid. Milan, Ital., niv. cadre techn.-comm., resp. achats, spécial. photogr. - impr. offset, reliure, sous-traitance, imp.-exp., français, anglais, italien, références, cherche situat. en rapport auprès éditeurs, ag. de publicité. Ecrire nº 724.478, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e), qui tr.

Responsable organisation et gestion d'un service technico-ccial et d'un service après-vente d'une gde entrepr., 31 a., lib. de suite, étud. ttes propos. Tél. 933-59-80

J.F. - 27 ANS
Licence enseign. Hist., géogr., Maîtr. d'Hist. (ETATS-UNIS). 1 an préparation agrég. angl., conn. en allem., rech. poste chez écriv. ou maison d'Edition, organisme culturel ou organ. international. revue ou quotid (document. rédaction, etc.). Ecr. à nº 1.880 PUBLIPRESS. 31, bd Bonne-Nouvelle-2e, q. tr.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
Dessinateur, projeteur, cadre 45 ans, propose collaboration à centre R.D. ou firme, mécan., énergie, bâtiment, équipement pour recherche, conception, rationalisation, innovation, diversification, design. — Ecrire nº 96.495, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

représent. demande

Pharmacien souhaiterait représenter Groupe Pharmaceutique et devenir responsable de son marché Algérien. Ecrire : M. LE BRETON H. de J. 56660 SAINT-JEAN-BREVELAY

traductions

Demande

Traductions toutes langues par spécialistes, commercial technique juridique, devis gratuits SINTI, 17, rue Saint-Florentin 75008 PARIS — Tél. : 260-10-36.

travail à domicile

Demande

Exécution rapide de ts travaux dactylo IBM Boulle av. lecture optique — Tél. : 266-59-83.

cours et leçons

Anglais par prof. d'orig. exp. succès garanti 231-37-81, mat.

occasions

PIANOS neufs dep. 6.000. occas. dep. 2.500 DAUDE, 75, av Wagram (17e). WAG. 34-17 - Location Crédit

BEAUX LIVRES
Achat comptant à domicile
Cours le plus haut **MER. 26-73**

A VENDRE - NEUFS cause double emploi : 1 armoire avec penderie, 1 table ronde, dessus verre fumé, avec 4 chaises assorties, 1 living, 1 canapé-lit (140) et 2 fauteuils blancs. Tél. : 929-39-75, le soir.

Part. vend 1 table bas. chinoise, dessus original panneau khmer, 17e siècle certifié. Prix 3.500 F. Tél. : 277-61-85, après 19 heures.

Part. vend canapé 2 pl., 1 faut. assorti velours gauffr., tête de nègre, houss. amovib., tr. confl., nfs : 2.800 F. 277-61-85 ap. 19 h.

autos-vente

Part. à part. vend 404 injection Année 64, très bon état. 2.250 F Tél. 350-71-59

Coupé 504 gris métal. 73. Parf. état, av. gar. ETS NEUBAUER P. DOLLE 754-93-02

VW PASSAT L vert métal. 75 11.000 km, av. gar. ETS NEUBAUER, G. WATELET 754-93-02

Véhicul. collab. Mod. 75, gam. complète. ETS NEUBAUER 754-93-02

timbres-poste

URGENT achète timbres collections, France, Colonies, étranger, Accumulation de stock archives d'entreprises correspondance — 359-45-79

L'immobilier

appartements vente

Paris

TROCADERO Très beau DUPLEX Immeuble récent, dern. étage. Liv., cuis. équipée, 3 ch., 2 bns, cab. toil. Superficie 137 m2 + 140 m2, terrasse aménageab. 2 park. en ss-sol. — 966-00-48.

RANELAGH Bel immeuble P.deT. Ravalé Grand **3 P.** tt cft. Px 350.000 impecc. A déb. 727-08-27

BUT.-MONTMARTRE. Beau 3 p. tt cft. dépend., possib. duplex, soleil, calme. Prix : 228.000 F. S/pl. jeudi, vend., sam., 14 h.-19 h., 27, r. Berthe ou 580-01-20.

6e ST-SULPICE. Appt caractère, 4 p., 100 m², tél., ds imm. 17e, parf. état. 222-29-43. 548-03-61.

VUE EXCEPTIONNELLE JARDIN LUXEMBOURG IMMEUBLE NEUF DE CLASSE Appartement 110 m² + loggia, belle réception + 2 chb., 2 bs. D. BOURGEOIS : 522-62-14.

ST-GERMAIN-L'AUXERROIS Ancien grand standing, vue exc. Appt caractère, 5 P., 2 sanit., cuis. équ., lingerie, 2 ch. serv., cft. Exclus. AUDOLI, 525-27-08.

LUXEMBOURG. S/VERDURE Imm. réc., 2 réc., 3 ch.+park. Px intér. Riquelme : 325-49-71.

18e - PROPRIETAIRE vend DIRECTEMENT
STUDIOS DUPLEX
Idéal pied-à-terre ou **PLACEMENT** dans immeuble 100 % rénové au pied du **SACRE-CŒUR**
Renseign. : 325-25-25 + 56-78

ECOLE MILITAIRE IDEAL PLACEMENT Sél. + ch., tél., cuis., bains, parfait état. 260-39-11, p. 242.

ETOILE. Propr. vend ds imm. P.d.T., asc., 4-5 p., s. de bs, réc., ch. indiv. gaz, cuis., wc. possibilité prof. lib., 450.000 F. 734-23-29 - 567-22-80. Sur place ce jour, 14 à 18 h., 15, RUE LAURISTON.

Mº LUXEMBOURG, 4 PIECES P. de T. - Balc. 5e étage ss ascens. — 331-81-11.

LOUIS-BLANC Propr. vd beaux 2 pièces, cab. toil. T. 707-54-44, de 9 à 13 h.

2e - BOURSE
(BANQUE DE FRANCE)
Dans immeuble du 18e siècle rénové 100 %
STUDIOS DUPLEX 2 PIÈCES
Pied-à-terre ou location sélectionnée
AMENAGEMENT LUXUEUX et de standing
Poutres apparentes
PROPRIETAIRE GIRPA
325-56-78 + 25-25

VILLA GUIBERT Magnif. appt. Liv. + 5 pièces, 2 bains, 2 toil., ch. serv., gar. 1.370.000 F - BAL. 10-97.

SAINT-GEORGES (près). Imm. neuf, étg. élevé, plein sud, 3 pièces, balcon, parking. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

113, RUE SAINT-HONORE Rénovation de grand standing. Adresse de prestige, studios et 2 pces, grand conft. Me voir tous les jours, 14-18 h.

19e - Face FUTUR PLAN D'EAU DE PLAISANCE
20 STUDIOS
DECORES - MOQUETTES
IMPORTANTE PLUS-VALUE POUR INVESTISSEURS AVERTIS
LE PROPRIÉTAIRE GIRPA 325-25-25 325-56-78

GRANDS BOULEVARDS
Immeuble rénové
STUDIOS tt conft 49.000 F
SPECIAL PLACEMENT
Le propr. Jeudi, vend., 14-19 h. 22, rue Beauregard.

17e Tr. bel im. P.deT. entièr. rénov. 3 P., cuis., w-c, bs. 65 m2 env.+ch. bne. Et. élevé. VUE S/MONTMARTRE. URGT. PRIX EXCEPTIONN. 170.000 F. Jeudi, vendredi, 15 h. à 18 h. : 17, RUE LEMERCIER.

MUETTE, ds im. réc. tt conft, vds mon liv. dble, 3 ch., c., bs, 2 ent., 2 w-c. Tél. Etat neuf. 23, AV. MOZART, 10 h. à 19 h.

Mº GUY-MOQUET
Très bel immeuble
2 P. cuis., w.-c., s. d'eau poss. Absolument impeccable
Prix total **85.000 F** Avec 8.000 F Solde 20 ans
Vis. vend., samedi, de 15-18 h., 171 bis, RUE CHAMPIONNET.

PARIS-20e Dans petit immeuble neuf, beau 2 P. Prix 165.000 F. Téléphone : 331-65-61 +.

Pr. PL. PEREIRE. R. calme, Beau 3 p., 100 m², imm. 64. impecc., tél., box. 265-35-07.

PLACE CLICHY
Propriét. vend charmant 3 p., cuisine, cabinet toil., 62 m². Tél. 707-54-44, de 9 h. à 13 h.

Ve - CONTRESCARPE Part. vend stud., cft, refait à neuf : 65.000 F. Tél. 346-31-73, OU VISITE LES SAMEDIS DE 14 à 18 heures, 13, rue Rollin.

REPUBLIQUE Propriétaire vend, dans immb. neuf STUDIOS et 2 pièces tout confort - Téléph. : 357-24-96.

STRASBOURG-SAINT-DENIS Idéal placement Immeuble en cours rénovation, 35 studios tout confort, ascens. DID. 97-15, DID. 98-54.

Mº GUY-MOQUET
Très bel imm. - 3e sur rue PLEIN SOLEIL
3 P. cuis., ent., w.-c., débarr., salle de bains possible, chauffage central ind. au gaz.
Prix total **159.000 F** Avec 9.000 F Solde 20 ans
Vis. vend., samedi, de 15-18 h., 226, RUE CHAMPIONNET, escalier droite, 3e droite.

TROCADERO Très bel appt de gd standing Rens. et rendez-vous : 622-27-78.

ALESIA. Exceptionnel, 5-6 P., 3 bs, s/jdin et square, imm. nf, 750.000 F à débat. - 325-15-89.

LE MONTMARTROIS
Résidence de bon standing, au pied de la Butte et des jardins du Sacré-Cœur.
STUDIOS TT CONFT
S. de bains, wc, chauff. cent. Livraison immédiate
A PARTIR DE 68.500 F
CREDIT POSSIBLE
EXCELLENT PLACEMENT
Bureau de vente sur place tous les jours sauf dimanche, 133, rue MARCADET Mº Lamarck - 526-99-74.

LE MARAIS
Superbe imm. P. de T. caract. Un appt de 2 pièces tout conft, 50 m² à rénover - 260-30-15.

BORDURE DU BOIS DE VINCENNES
Imm. récent, gd stdg, P. de T. SPLEND. 155 m² (liv. + 4 ch.). 2 sanit., gd balcon, tél., box + parking. VERNEL, LAM. 01-50.

Région parisienne

Mº MAIRIE-D'ISSY. Récent, Stdg, soleil, 3 p., tout confort. Cave, parking - 736-24-78.

CHARENTON Mº Liberté, Bois, imm. p.d.t., asc., dble expos., clair, entr., 2 p., cuis., bs, wc, ch. c., cave. Px 40.000+125.000, facil. ACS, tél. : ENT. 51-00.

VILLIERS-SUR-MARNE Part. vend appt F4, libre de suite, ch. cent., v.-o. ds cuis., cave, parking, jardin agrément, 115.000 francs, à débattre. Téléphoner à M. Lambert après 19 h. au : 304-33-82, ou aux heures de bureau au : 355-88-00.

VERSAILLES R. D. Standing. 3 p., 90 m² avec jdin 200 m². Exp. sud, 320.000 F. 460-31-22.

CELLE-ST-CLOUD. Réc. 5 P., confort, 214.000 F - 827-57-40.

BOULOGNE, Près Eglise, s/av. et jardinet, imm. en rénovat., 2 pièces occup., dépend. Tél. : 924-96-17, poste 26.

NEUILLY-SAINT-JAMES Imm. anc. P. de T., 3e asc., B. 4 P., 100 m², bs + cab. toil. + serv. 624-58-51 (repas et soir).

BOULOGNE IMMEUBLE STANDING Dble living + 2 chbres, tt conft. Balc. s/jdin. Soleil. Poss. park. Px 339.000 - Vernel, LAM. 01-50

ST-MANDE Près bois. 2 PCES, Cuis., w.-c., bains. Asc. Cht. cal. Px except. 110.000. Av. 15.000 - SERIC : 523-33-93.

LOUVECIENNES Cadre de verd. Magn. duplex 100 m2, liv dble 40 m2, 2 ch., bns, tt cft, terr., à saisir. Px except. 360.000 F. FRANCE - PROMOTION IMMOBILIERE - 976-07-06

Province

AUVERGNE
Part. vd 2 appts tt cft, quartier calme, copropriété réc., 1 F4 9e étg., asc., vue panoram. sur dunes. Px 170.000 F, et F3 entresol, prix 140.000 F, centre CLERMONT-FERRAND. Mº RAUZIER, 39, rue Ballainvilliers. Tél. (15-73) 91-53-09.

PROPRIETAIRE DIRECTEMENT
URGENT - A SAISIR
CHAMBRES et STUDIOS
Dans hôtel particulier
Livrables immédiatement
Grand confort - A DEAUVILLE
Face port de la **TOUQUES**
EXTRAORDINAIRE POUR PLACEMENT
Me vr les 8 et 9, de 14 à 18 h : 14, QUAI DE LA TOUQUES

Etranger

A VENDRE, ESPAGNE
Près de Salou (Cambrils-Playa), appt 3 p., cuis., s. de bs, tout meublé et équipé, avec grand garage, 150 m² de la mer. De particulier à particulier. 75.000 F.
Ecr. à 6.691, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

appartem. achat

Pour Personnel. Sociétés rech. STUDIOS, APPARTEMENTS Paris, Neuilly. - 265-53-94.

locations meublées

Offre

Saint-Cloud, chambre indépendante, confort, 270 F. 602-04-89.

locations non meublées

Offre

QUARTIER MONCEAU
Dans immeuble grand standing, sans intermédiaire :
2 P., 2.000 F/mens. + charges.
3 P., 2.800 F/mens. + charges.
4 P., 3.200 F/mens. + charges.
Téléphone : 267-14-35.

92 - SAINT-CLOUD. Parc Béarn, MAGNIF. 5 P., cuis. am., 2 bs, 2 park. TEL. 4.000 CC. 380-60-79.

91 - VIRY-CHATILLON « Le Trimaran », neuf, jam. hab. SUPER STDG, aménag. except., vue panor. s/lac, GD DOUBLE LIV., 2 CH., cuis. éq.+coin rep., 1 s. de b., park. TEL. Beau balcon, 2.200 F + ch. 754-76-76.

FOCH. Bel appart., 6/7 Pièces, 2 s. de b., cabinet toilette, cuis., office, arrière-cuis., 300 m² + serv. Exceptionn. 548-22-85 mat.

Locat. direct. propriét. à locat., vide ou meublée, 5, rue du Helder, métro Opéra. — 770-95-34.

appartements occupés

Place des Fêtes, ds imm. ren., 2 p., c., wc, toil., 40 m², occupé p/dame 86 a. Px 48.000 F. Vis. s/R.-V. Tél. propr. : 567-50-35.

immeubles

RECHERCHE URGENCE AV. PAIEM. CPT, immeub. de rapp., à Paris, ttes catég. même av. faible rapp. ou travaux à effect. KREMPFF et MORELLO 11, rue Amiral-d'Estaing (XVIe). Tél. : 720-89-13, 84-47 et 81-57.

hôtels-partic.

CALME VERDURE. - Bel hôtel particulier, 16e. Tél. : 622-02-17.

16e, AUTEUIL, H.P., 570 m² + jard. paysagé, à vendre en toute propriété : 3.500.000 F. 265-29-12.

fonds de commerce

PHARMACIE
A MARSEILLE dans quartier excentré, 1.650.000 F C.A. Roger CREMONA, 3, rue Jean-Mermoz 13008 MARSEILLE (91) 53-34-22.

MADELEINE
Hôtel murs et fonds, 67 nos, pos. 75 nos, 3 étoiles. Faculté d'acquérir uniquement les murs. TEL. : 723-38-53.

Pour cause accident, vend importante affaire sans connaissances particulières. Ecrire à : M. René Pinto, avenue du Pont-du-Gard. — 30210 REMOULINS. Tél. : 87-03-27. (Prix 80 unités.)

locaux commerciaux

RUE RICHER. IMM. STAND. 230 m² à louer, 10 lignes tél., sans pas-de-porte. - DID. 97-15.

RUE DE L'ECHIQUIER Locaux commerciaux à vendre dans imm. en cours rénovation. DID. 98-54, DID. 97-23.

94-CHENNEVIERES - Z. I., entrepôt neuf 800 m², haut. 4 m. sans poteaux+burx nfs 250 m², moquette, 3 lig. tél. Loc. précaire. Loy. mens. 12.000 H T. KRONES, 12, rue Lavoisier, 94430 CHENNEVIERES. Téléphone : 933-72-32.

206, BD VOLTAIRE
Local ccial en toute propriété Rez-de-chaussée : 135 m² env. Sous-sol : 80 m2 environ Possibil. 1er étage commercial ou habitation : 100 m² environ. Gde façade sur boul. 755-98-57.

MARAIS à 50 mètres, rue de TURENNE
A vendre en tte ppté ou loyer local ts commerces, actuellem. café-tabac, 5 m façade, 170 m²+ ss-sol 150 m² aménag. Px 700.000 ou loyer à discuter. - SEXIM, 23, bd du Temple, Paris (3e) Tél. 278-66-64, apr. 20 h 254-64-33

propriétés

VESINET-IBIS
Très b. mais. meulière, récept., 6 chb., tt cft, jardin d'angle, 1.500 m², 2 gar. - 567-22-58.

BIARRITZ GOLF, rav. demeure basq., entr., sél. 55 m² + 5 gdes pces, balc., tt cft, cuis., office, 2 gar., atel., 1.200 m² pelouse. Prix 360.000. AVIS, 37, r. Mazagran, Biarritz. T. (59) 24-19-40, ou Paris, 278-09-51 et 02-49.

30 km. sud-ouest Limoux. Ppté 39 ha., mais. habit., 7 p.+cuis., tél., import. bât. Px 300.000 F. Avis, 55, r. Ramon. Carcassonne (16-64) 25-03-91 ou 278-09-51.

80 km. Ouest, STYLE NORMAND, sur 2.135 m² clos, 110 m² habitables + 55 m², possibilité garage 2-3 voitures, sous-sol total, tout confort, ch. central, téléphone. - Prix : 290.000 F. - Mº BOUCHERY, notaire, 28-ANET. Téléphone : (37) 64-90-08.

MOULIN Vallée Eure, hall, living 45 m², bur., cuis., s. bs, wc, 5 ch., cav., gren. amén., gar. 2 v., pav. gard. 3 p., ch. cent. maz., berg. priv., terr. amén. - Prix : 480.000F. Agence St-MAURICE. T. (15-37) 21-36-55.

PPTE UNIQUE - 5 PIECES Dép. Grange. 7.500 m2. 140.000 F. - Crédit 80 % **THYRAULT** St-Fargeau 89 - T. 180

GISORS (4 km) - Jolie VUE Ppté. Entrée, séjour, cuis., 2 ch., toil. Gren. aménag. Chff. maz. Gar. Jdin. Nombreux arbres. 6.000 m2. Prix 270.000 F. Cabinet BLONDEAU-LEBLANC 2, FAUBG CAPPEVILLE, 2 GISORS — Tél. : 620

65 KM OUEST
PAR GAMBAIS
Près de NOGENT-LE-ROI
Magnifique ferme ancienne, de caractère, aménag. av. raffin., cuisine 25m², sél. 70m², avec logg. et cheminée monumentale, 7 chb., bns., chff. cent. mazout, téléph. maison d'amis, 1.500 m² planté, clos de murs, calme total, aucun frais. URGENT 430.000 F. Crédit possible. Tél. : 483-51-55.

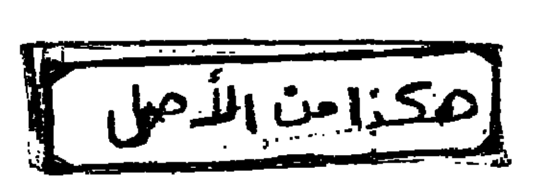
terrains

A VENDRE
BEAU TERRAIN
avec grange, 1.500 mètres carrés. — 3 km de Formerie (Oise) —
Arbres fruitiers. 65 km Tréport. Bien situé. Très calme. 1 200 m. gare (lig. Paris-Beauv.-Aumale.) Ecr. nº 6.651 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

125 km Paris autoroute Sud
13.000 m2 BOISES A BATIR
façade 90 m., eau, électricité, beaux arbres, allées
Prix total : 67.000 F
ROCHET, 5, rue du Longeard 45201 Montargis - 15 (38) 85-15-57

Beau terrain d'un hectare, à 5 km. du centre de Bourges : gde façade sur route de Paris, boisé en partie, clos de haies, possible construire avec les matériaux qui sont sur place, gde maison au milieu d'un parc. Prix : 150.000 F. — VERNEY, chemin de la Prairie, Bourges. Téléphone : (36) 24-11-20.

Voir la suite de notre immobilier en page 26



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat – Vente – Location	24,00	28,02
AUTOS – BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

L'immobilier

exclusivités

locations non meublées

Offre

JOHN ARTHUR & TIFFEN

174, BOULEVARD HAUSSMANN — 75008 PARIS

622-03-30 - 359-47-68 - 924-93-33

vous propose en exclusivité

(LOYERS HORS CHARGES)

STUDIOS

- 5e, r. des Anglais, 25 m2, cuis. équip. 1.000 francs.
- 6e, « Jardins de Raspail », r. de Sèvres (1re occup.), cuis. éq., tél., gar. 1.150 F.
- 6e, rue du Cherche-Midi (1re occup.), 34 m2 env., cuis. semi-éq., tél. 900 F.
- 8e, avenue de Friedland, cuis. équipée. 1.100 F.
- 8e r. Faubourg-St-Honoré, 35 m2, cuisine équipée, téléphone. 1.100 francs.
- 11e, « Résidence Alhambra », 37 m2, tél. 950 F.
- 15e, « Perspective - Front de Seine », 45 m2, cuis. équip., tél., park. 1.150 F.
- 16e, rue François-Ponsard, 35 m2, téléphone, 900 F.
- Neuilly, bd Bourdon, tél., garage. 1.080 francs.
- Neuilly, bd de la Saussaye, 30 m2, à partir de 900 francs.

2 PIÈCES

- 6e, « Jardins de Raspail », r. de Sèvres (1re occup.), 52 m2, cuis. équip., parking, 1.800 francs.
- Puteaux - Bagatelle, « Le France » (1re occupation), tél., garage, 1.300 francs.

3 PIÈCES

- 7e, av. de Suffren, 90 m2, tél., gar. 2.400 francs.
- 16e, avenue Henri-Martin, 85 m2 + balc., ch. serv., tél., garage. 3.800 francs.

4 PIÈCES

- 15e « Perspective - Front de Seine », 29e ét. 100 m2, cuis. éq., tél., gar. 2.500 F.
- 16e, r. Desbordes-Valmore, box. 2.600 francs.
- Neuilly, bd Maurice-Barrès, 104 m2 + balcon, tél. 2.700 francs.

5 PIÈCES

- 9e, av. Trudaine, 127 m2, tél. 2.500 F + 6 % ch.

6 PIÈCES

- 7e, r. de Varenne, 170 m2, ch. service, tél. 4.500 F.

7 PIÈCES

- 8e, rue de Leningrad, 175 m2, ch. service, tél., possibilité professions libérales. 3.200 francs.
- 17e, rue du Colonel-Moll, 230 m2, chambre de service, téléphone. 4.500 F.

SAINT-CLOUD. Résid. s/verd. : lux., gd liv. + 2 ch., cuis., bs, tél., 2.000 F net. Tél. 828-02-74.

JARDIN DU LUXEMBOURG 100 m2, 4 Pièces, refait à neuf, 2.190 C.C. avec bail, reprise justifiée. — Téléphone : 544-29-55.

Importante Société loue : SANS COMMISSION Appartements neufs, tout confort PARIS (XIXe) 36-40, rue du Pré-Saint-Gervais, face au métro Place-des-Fêtes : 5 Pièces, 100 m2, loyer mensuel de 1.300 à 1.400 francs. Charges environ 22 % en sus, parking 110 F. Renseignements sur place, de 14 à 18 heures.

CHAUSSEE-D'ANTIN Imm. stdg, stud., tt cft, impec., tél., 850 F + charges. 366-45-29.

NEUILLY-EN-L'ISLE. Dans immeub. neuf, Part. loue 2 Pces, 58 m2, cuis. équipée, bains, tél., park., 1.400 F + charges, références exigées. Tél. : 747-61-98.

NATION STUDIO 45 m2 meublé avec goût Tél. 1.100 F, ch. c. - 344-20-21.

PTE MAILLOT - Lux. 4-5 Pces, cuis. équip., bns, wc, moq. TEL. 2.500 F. - LAF. 15-66.

NEUILLY S/BOIS. Double liv., 2 ch., 2 bs, cuis., éq. STUDIO. Box. SOMPTUEUS. DECORE. : 5.000 F. - Téléphone : 553-00-26.

Demande

J. F. cherche stud. ou 2 Pces, tél., 11e, 12e, 20e, 650 F C. C. Téléphone : 287-46-21, le soir.

appartements vente

Paris

RESIDENCE MANCINI 2 GDS APPTS D'ARTISTE - UN 2 P., poutres, cheminée, 1 garage + studio. Tél. 343-46-69. Vente sur place, du lundi au dimanche, 10-19 h : 45, rue de CHARENTON

PL. ITALIE Propriét. vd direct. un studio, 32 m2. 148.000 F. Tél. 343-46-69.

BUTTE MONTMARTRE 2 P. en duplex, tt cft + jardinet privat., av. 40.000 F. 770-65-10.

BUTTES-CHAUMONT Imm. récent, très beau 60 m2, tt cft, 6e ét., balcon, soleil. 37, av. Mathurin-Moreau. Sam., 14-18 h. ou tél. mat. : 202-57-79/67-66.

PARIS, pour placement à 11 %, APPT 2 P., cuis., bns, cfl. loué 700 F mens. Prix : 80.000 F si paiement comptant. S'adresser : gérant, MICHEL, 45, r. Vivienne, 75002 Paris. — Tél. : 233-94-98.

XIVe, Maison particulière, 5 Pièces, 2 niveaux, gd jardin privé. Calme. - ODE. 95-10. - Soleil.

BEAU MARAIS. Séjour double, 2 gdes ch., tt cft, v.-o., ch. serv. Etat nf. Jusqu'à 11 h. et après 17 h. 30. Téléphone : 278-36-32.

Si vous cherchez, près de la gare de Lyon, double séjour, 2 chambres, tout confort, soleil. Téléphone : 885-82-53.

XVe, MAIS. PART. AV. ATEL., à rénov., calme, idéal prof. lib. ALGRAIN : 285-00-59 et 09-54.

Près Panthéon — ODE. 95-10 : studio, bains, tout confort, refait à neuf. — CALME. — SOLEIL.

Porte Maillot. - Immeuble standing, 85 m2, 3 Pièces, sur jardin. Téléphone : 901-05-14.

Marais. - Excellent placement : studio, 27 m2, tout confort. Prix 107.000 F. Téléphone : 901-05-14.

SAINT-GERMAIN-DES-PRES Imm. p. de t., 17e, appt 2 P., C., bns, caract., 40 m2. — 633-65-14.

AV. FOCH - ETOILE : APPT, 85 m2, liv., ch., s. de b., entr., cuis., tt cft. 551-68-39, le matin.

17e Tr. BEL APPT, 3 bs, TEL. 2 ch. service. - 704-08-18.

PASTEUR Propr. vd 270.000 F beau 3 p., standg. PROFESS. LIBERALE POSSIB. 197, r. Vaugirard, jdi-vd. 13-17 h

M.-BIZOT Imm. réc., stand. Grand studio cuis. équip., bns, wc, gd balcon s/verdure. URGENT. 343-32-67.

Région parisienne

Joinville-le-Pont, petit immeuble 1970, proximité R.E.R., bois de Vincennes, 4 P., 80 m2 + balc., gar., cave. 165.000 F + 35.000 F C.F. Tél., H. de B. : 256-15-90.

LEVALLOIS, près Mo, b. 5 P., 108 m2, 2e asc. s/verd., imm. réc. ALGRAIN : 285-00-59 et 09-54.

NEUILLY - ST-JAMES, pr. Bois Immeuble récent 3 Pces, 60 m2, tt cft. Balc. Tél. Prix 400.000 F. - LAB. 12-89.

Centre VESINET Ds imm. 1920 Séjour, 3 ch., cuis., bns = 80 m2 Exposit. Sud et Ouest. Bon état, confort. Prix 250.000 F. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90

Province

A NICE un immeuble bijou : Résidence Sophia. Petit imm., élégance, gd stand à 5 min. Promenade des Anglais, dans quartier nouv. Facultés. App. 2 pièces. Px très modérés, FERMES ET DEFINITIFS Excellent plac. locatif. Livrable imméd. Segefrance 06400 Cannes 33, bd Shakespeare (93) 39-50-90 et 75008 Paris, 13, bd Courcelles 522-37-60

SETE vends F3 sur quai agréable. Vue impr. tt cft. ch. central. Guerrin BP 1266 Montpellier-34

LYON PART-DIEU-BROTTEAUX appartement 145 m2 luxueux, salle de séjour 40 m2, 3 chambres, bains, toil. chauff. gaz individuel dans petit imm. style hôtel particulier. Prix intéressant. Crédit possible. Ecrire Havas Lyon 5192

appartem. achat

Sté recherche à acheter appart. près NATION — Tél. 343-62-14.

locations meublées

Offre

GAMBETTA. Luxueus. meublé, 105 m2, liv., 2 ch., cuis., bains, tél., 2.500 F T. C. — 797-93-21.

6e RUE REGIS - Bel immeub. Liv. dble, ch., cuis., bains, tr. bien mblé. 2.500 F. 366-45-29.

hôtels-partic.

XVIe MUETTE Hôtel Particul. à rénover, garage. - 627-78-52.

immeubles

Rech. PARIS immeubles max. 5.000.000. MALINOWSKI, 14, rue Saint-Aspairs. MELUN ou téléphoner 439-18-00

bureaux

BOURSE Affaire rare pr excell. placem., rapport 13 %, avec locataire de 1er plan, bail 9 a., magnif. bur. 160 m2 installé à nf. Prix toute propriété 600.000 F. S.O.E.D.I.C. Téléphone : 272-38-53.

constructions neuves

240 APPARTEMENTS SUR 320 SONT DEJA VENDUS A EVE
Pourquoi ?

Prix fermes, définitifs, frais de notaire compris (4 200 F le m2 en moyenne).
Crédit étudié pour permettre des remboursements raisonnables.
Délais de livraison mai à juillet 1975.
Charges prix au m2 garanti pendant deux ans
Eve à la Défense : sortie no 6 sur le Bd Circulaire.
Visite de l'appartement-témoin au 29e étage tous les jours de 14 h à 19 h sauf le mardi. Nocturne jeudi, samedi jusqu'à 22 h (tél. 775 85-37).

PROMOGIM
9, Avenue de Friedland - 75008 Paris
Tél. 225 54-62 et 63

CHAILLOT - COLLINE Abords jardins du Trocadéro au grand calme, luxueuse résidence CHARDIN 6-8, rue Chardin - Mo PASSY, reste, exposition soleil : un superbe duplex 6 P., 120 m2, terrasse de 18 m2 + balcons ; un 3 Pièces + jardin ; un 3 Pièces 70 m2, habitables fin mars 1975. PRIX FERME - Appart. témoin s/place, 14-19 h. (sf dimanche). Téléphone : 527-33-28, 622-16-08.

RUEIL - EGLISE PETIT IMM. DE 24 APPARTS (STUD. OU 3 PCES) CONSTRUCTION LUXUEUSE Livraison 4e trimestre 1975. Renseignements et vente : S.A. H. LE CLAIR, 65, avenue Foch, à CHATOU. — 976-30-02.

CHAMPS-ELYSEES 11, RUE DE BERRI STUDIOS et 2 P. 6 PIECES, 7e étage, 165 m2 TERRASSE 100 m2 TRES GRAND STANDING PRIX FERMES et DEFINITIFS FINITIONS EN COURS Bur. de vte s/pl. ouv. tous les jours de 14 à 19 h (sauf mercr.) P. DOUX 3, av. Grande-Armée 553-16-62

CHATOU R.E.R. ETOILE Site except. bord de Seine. Pr vivre à DEUX ds 46 m2 « H.O. » NOUVELLE FORMULE LIVRAISON AVRIL 1975 Après PONT de CHATOU, à droite suivre pancartes « LE BELVEDERE » 85, av. Gambetta, à CHATOU De 10 h à 12 h et 14 h à 19 h, le mardi+sam.+dim. apr.-midi. H. LE CLAIR - ELY. 69-36

BOIS VINCENNES Bientôt à 20' de l'Etoile APPTS DE LUXE DANS PARC du STUDIO au 6 P. PRIX FERMES S/place tous les jours, 14 h à 18 h, mardi, mercr. exceptés : 1 BIS, rue de BEAUTE NOGENT 94130 Paris : 225-02-04 - 256-28-96

LIVRAISON IMMEDIATE à 100 m PONT BINEAU Petit imm. rénové. Prestations luxueuses. Rentabilité garantie. RESTE DISPONIBLE : 4 STUDIOS, 71.000 à 92.000 F. DUPLEX style Atelier, poutres appar., 51 m2. Px 190.000 F. S/place : 19, BD DE VERDUN, Courbevoie - 333-08-85 (9 h 30 à 18 h 30). Tous les jours sf dim.

CHAMPS-ELYSEES 11, RUE DE BERRI STUDIOS et 2 PIECES 6 PIECES, 7e étage, 165 m2 TERRASSE 100 m2 TRES GRAND STANDING PRIX FERMES et DEFINITIFS FINITIONS EN COURS Bur. de vte s/pl. ouv. tous les jours de 14 à 19 h (sauf mercr.) P. DOUX 3, av. Grande-Armée 553-16-62

locaux commerciaux

Vd local ccial. nouv. bail. 75 m2 OPERA — Tél. : 742-16-69

Cession pet. boutiq. impec. 500 F mens. + Cession — 337-69-59.

HALLES 300 M2, exclusivement pour création, art, photo, film 6.000 F/ mois. — Tél. 231-22-83.

Loc. nf, stds, 9e, Loc. tout part. médecin/avocat, début. confirm. Px int. 878-58-36. 19 h. +.

NOUVEAU 20e - A louer ou à vdre local 375 m2 en rez-de-chauss. SEPRESIM : 344-20-21 (confrères acceptés).

PARIS XXe Beau LOCAL 430 m2 Tél. Bail 9 ans. 5.000 F mens. Tél. 874-84-77

usines

Usine Bonneterie confection. Toulouse à vendre ou à louer conditions exception. 628-74-98.

terrains

SORTIE DE BEAUGENCY (45) 1.139 m2 à bâtir. Vue sur Loire 70 F m2. Tél. au prop. 929-32-50

CROISSY Proximité CENTRE Beau TERRAIN 900 m2 Gde façade. Entièrem. viabilisé. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90

villas villas

ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU
à 5 minutes de la gare de Melun
LA VILAUBOIS
Piscine chauffée, Club House, tennis.

- 13 villas de 4 à 7 pièces principales, avec jardin privatif, de 213.000 à 270.000 F.
- PETIT IMMEUBLE de 2 à 4 pièces principales, de 103.000 à 167.500 F.

LIVRAISON ETE 75.
PRIX FERMES et DEFINITIFS, NON REVISABLES.
Apport personnel : 30 %.
PRETS PIC au taux moyen de 9,67 %.
Renseignements et vente :
CONSEIL S.A.R.L., 546, avenue Foch, Dammarie-les-Lys. Tél. : 437-17-45, et sur place samedis et dimanches, de 14 h. à 18 h., avenue Emile-Zola, Dammarie-les-Lys.

V. à part. villa 7 pièces, jardin arboré 700 m2 banl. résid. Dijon 240.000 F + 60.000 C.F. à 5,5. Ecrire No 2678 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens 75427 Paris-9e

PARC DE SCEAUX Belle villa 7 Pièces + 2. Possibles. 2 appartements. Excellent état. Jardin. 680.000. ROB. 34-86.

maisons de campagne

Prop. vd gde mais. av. jard. ds vill. Corbières, 50 km. mer, dpt Aude. Garrigues. - 11150 Bram.

Bourg, 100 km. Paris Sud, près RN 7 et autoroute, maison, 5 P., séj., 3 ch., wc, cab. toil., cuis., dép., jard. bordé rivière. Prix : 130.000 francs comptant. Tél. : 16-38-63-16-92, H. de B.

fermettes

SUD DE CHARTRES Bel. fmette, situat. indép., part. gros-œuvre, 3 pces plain-pied + grange am. à la suite. Grenier, cave, bel. dépend. Jard. 800 m2 clos murs, 115.000, av. 25.000 F. CHARON 2, av. Gl-Leclerc, RAMBOUILLET Tél. 483-12-67 ou TUR. 26-76

domaines

FERME, QUALITE EXCEPT. 53 ha, Normandie-Manche herbages, étang, ruisseau. Tél. : propriétaire 525-24-71.

propriétés

VALLEE DE L'YERRES à 25 km pte Charenton, ss-sol total, rez-de-ch. : entrée, living av. chemin., 2 ch., C., bs, wc. A l'étage, 2 ch., bns, wc, grenier sur ter. 1.800 m2 clos, prx 430.000 F. — SERIM 439-15-75

REGION NEMOURS Propté rénovée, chff centr., tél. Salon 50 m2 boiser., 2 cuis., 2 bns, 8 ch., dép., mais. gard., parc clos 5 ha. Tél. et sur place les 7-8-9-10 mars au 428-02-87.

Part. à part. vds belle mais. rurale COTE-D'OR, 240 km. autoroute, 12 km SAULIEU vastes dépendances. 2.200 m2 au sol. 140.000 F. — Renseign. 357-15-84

Oise sortie Beauvais, à vendre villa 7 Pces, 160 m2 habit. + s/sol total. Terrain 1.336 m2. Px 386.000 Créd. agr. T. 445-19-03

EVREUX A 5' Maison de maître, rénovée, briques, ardoises, tuiles, 3 chambres, séjour, bains, 2 toil., bât. en L, 2 gar., piscine béton de 140 m3, chauff., filtrée, splendide fourni rénov. av. chambret. et bar. Le tout s/parc 3.500 m2 clos mur, téléph., chauff. électrique, grenier parqueté s/125 m2. Prix 500.000 F. Téléphone : 742-46-84.

pavillons

Champ Courses ENGHEIN Résident. Coquet pav. Séj. + gde chbre, cuis., bns, w.-c. Garage. Jardinet. Chf. mazout, impecc. 175.000 F — 989-31-74.

SEVRES Proche Bellevue Séj. 35 m2 + 5/6 ch. Part. ét. Jardin. 680.000 F. — 825-90-39.

Rech. urgt Pavil. ou Villa banl. ouest. Paie compt — 969-85-12.

constructions neuves

un placement sur LE PASCAL 5e arrt
à deux pas de la rue Mouffetard
un petit immeuble de grand standing
Studios, 2 p, 3 p, 5 p/duplex
Prix fermes et définitifs
(studios à partir de 124.100 F)
Claude LACHAL S A Tél 033.51.67
92 bd du Montparnasse 75014 Paris

XIIIe - PORTE D'ITALIE : 3 Pièces, 70 m2, prix 245.000 F, cave et parking compris. Habitables immédiatement. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, avenue Friedland. BAL. 93-69.

LECOURBE 201 4 pièces, 96 m2 50 habitables 5 pièces, 114 m2 70 habitables Très bel appartement au dernier étage 175 m2 habitables avec 22 m2 de balcon et 45 m2 de terrasse Quelques studios encore disponibles Prix fermes et définitifs Livraison juin 1975 Renseignements sur place : 201, rue Lecourbe ou CIME Tour Maine Montparnasse Tél. : 538-52-52

XVIIIe - Mo JULES-JOFFRIN proximité de la rue du Poteau : chambres, studios au 4 Pièces. Habitables au 2e trimestre 1976. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, avenue Friedland. BAL. 93-69.

MONTPARNASSE 16e ETAGE AU MILIEU D'UN PARC — 2 APPTS 5 pièces 150 m2 + 130 m2 terrasse de plain-pied. V. panoram. s/tout PARIS. Livraison JUIN 75 PRIX DEFINITIFS. — 2 DUPLEX 3/4 PIECES MICHEL BERNARD 7, avenue de la Grande-Armée PARIS-16e. Tél. : PAS. 03-11.

MONTMARTRE VUE et CALME rue du Chevalier-de-la-Barre — DUPLEX 5 PIECES — DUPLEX 3 PIECES — 2 PIECES — STUDIOS. LIVRAISON JUIN 75 PRIX DEFINITIFS MICHEL BERNARD 7, av. de la Grande-Armée, PARIS-16e. Tél. : PAS. 03-11.

MAISONS-LAFFITTE Vue sur la vallée de la Seine : Studios, 3 et 4 Pièces. Habitables au 3e trimestre 1975. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, avenue Friedland. BAL. 93-69.

PARC MONCEAU — STUDIO 30 m2. — Trois 5 pièces 165 m2 — Un 6 pièces 190 m2 + terrain. LIVRAISON JUIN 75 PRIX DEFINITIFS MICHEL BERNARD 7, avenue de la Grande-Armée PARIS-16e. Tél. : PAS. 03-11.

CLICHY (PROXIMITE XVIIe) Studios, 2 et 4 Pièces, habitables 1er trimestre 1976. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, avenue Friedland. BAL. 93-69.

pensions

Recom. hôtel. pens., demi-pens., gd cft, TV, calme, jard., quart. résid. 149, bd Malesherbes-17e

villas

A VENDRE Villa F4, garage gde terrasse, vue sur les Pyrénées, terrain de 6.000 m2, très reposant à 1,5 km du lac et de la piscine de Barbazan et à proximité de Luchon et de l'Esagne. Prix 150.000 F (meublée). Ecrire M. et Mme SANS LABROQUERE. 31510 BARBAZAN.

pavillons

LE PECQ. Résidentiel, domaine privé, construct. 60, rez-de-jd., 130 m2 + terras. 64 m2 + gar. + cave, séj. 47 m2, 3 p., conft, tél., terr. 980 m2, lib. oct. 75. Except. 600.000. 266-16-65, p. 8.

91-MONTGERON. 9, r. Racine, pr. gare. Part. vd pav., exc. état, 4-5 pièces, cuis., bs, cave, buand., dépend., gar., ch. c. gaz, tél. Terr. 530 m2. Vis. : sam.-dim., 14 heures-17 heures.

LA VILLE-DU-BOIS. Pav. neuf, style campagne jumelé, très belle construction isotherm. électr. dble paroi 110 m2 + ss-sol. 2 voitures. Terrain 550 m2. Exceptionnel, 250.000 F. Urgent. 266-16-65, poste 8.

En raison mutation vend à 5 min. de la gare de Robinson, quart. calme, coquet pavillon de 2 étages, 3 chbres, sal. de séj., cave, gar., jardinet, tél., terr., tout confort, chauffage central gaz. T. 661-18-87, tte la journée.

bureaux bureaux

A DEUX PAS DE L'ÉTOILE
Bureaux modernes équipés
A SERVICES COMPLETS

- Standardistes et hôtesses d'accueil trilingues.
- Télex.
- Salle de conférences.
- Parking visiteurs sous-sol.
- Location à partir d'un mois.

HERSA - Tél. : 553-50-11.

NEUILLY Propriétaire loue 1 ou plus. bur. immeuble neuf. Tél. 758-11-10.

1 à 20 BURX. Tous quartiers. Location sans pas-de-porte. MAILLOT, 293-45-55, 522-19-10.

PARIS-12e. Pptaire loue burx nfs 40-60 m2. Lignes téléph. Possib. domiciliations commerciales. 344-02-37 et 344-04-16.

BUREAUX A LOUER Métro Porte-de-Montreuil Imm. neuf 400 F le m2 BERIC 589-80-90 707-01-12

8e PROPRIETAIRE loue 1 ou plus. bureaux. Refait neuf. Tél. 720-05-89.

320 F LE M2 charges comprises BURX 100 m2 entièr. aménag., tél., park., imm. neuf standing. 7, RUE OMER-TALON - 11e Sur place ou 229-56-46

16e - RANELAGH propriétaire loue directement 135 m2 de bureaux aménagés luxueux, 3 lignes téléphonique. Bail 3-6-9 ans, sans pas-de-porte. Tél. : 225-43-53.

villégiatures

CORSE. Loue près AJACCIO très belles villas meublées 2 à 10 personnes, pieds dans l'eau sur plage. Abri naturel pour bateaux. Lava Locations 1, rue Chaptal 34-MONTPELLIER Tél. 92-46-14

fermettes

VALLEE OUANNE - 110 km aut. Sud - Pr. bois, riv. S/coteau. Tr. bon. fermette fac. à amén. 3 P. pl.-pied, toil., w.-c. Gren. amén. dépend 1 HA boisé atten. Px 145.000 F. Facil. G.I.M. FACE EGLISE NEMOURS - 428-03-09 et 11-74

FORET LYONS. Magnif. fermet. normande, 5 b. P., 2 bns, wc, chf. cal, tél., cuis., 608 m2 terr. Prix 161.000, gr. crédit. AVIS, 8 Fg Cappeville, Gisors. T. 485.

châteaux

Château isolé, région Provins-77, parc 3 ha, source et rivière, ruines prieuré, chff. cal, 3 S. de B., dépend., tél., S. à M., boiseries, 3 salons, cuis. équipée, 8 chbres, perron pierre. Prix 1.380.000 F. Téléphone : 808-92-96.

AUVERGNE Dans un site exceptionnel. CHATEAU XIIIe, 27 p. princ., dépend., logem. gardiens, 12 ha jardin, parc et bois, bord rivière, entièrement rénové. TRANGEICO, 117, bd Wilson 06160 JUAN - LES - PINS. Tél. : (93) 61-14-68.

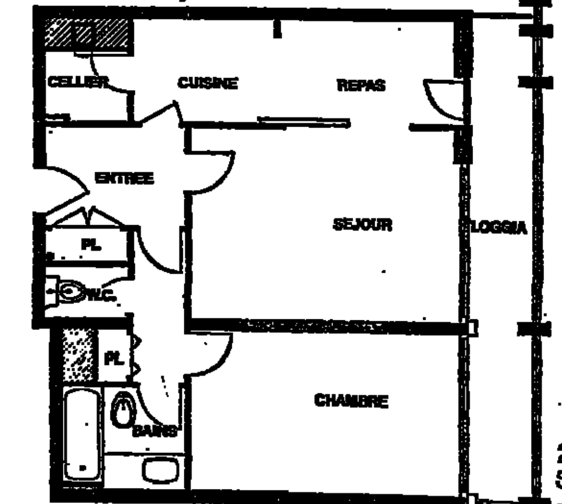
viagers

Vendez rapidement en viager Expertise gratuite. Discrétion ETUDE LODEL — 700-00-09 25, bd Voltaire. PARIS-XIe

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone au **233.44.31**
pour tous renseignements : **233.44.21**

à l'angle de l'avenue Emile-Zola et de la rue de Lourmel

installez-vous cette année dans le 15e



2 Pièces
Surface habitable : 51 m2
+ Loggia : 9,80 m2

DES 2 OU 3 PIECES INTELLIGEMMENT CONÇUS A DES PRIX FERMES ET NON REVISABLES

Métro Charles-Michel à 150 m

les jardins de lourmel



Renseignements sur place angle avenue Emile-Zola - rue de Lourmel 75015 Paris
Téléphone : 578.00.46, tous les jours de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h (sauf mardi et mercredi).
Appartement témoin
et : Sinvim construction
18 avenue George-V, 75008 Paris - tél. 704.72.00

ambassade publicité

ENVIRONNEMENT

L'AFFAIRE DU LARZAC

L'enquête d'expropriation s'achève dans un climat tendu

De notre correspondant

Rodez. — L'enquête parcellaire d'expropriation pour l'extension du camp du Larzac, ouverte le 12 février, a pris fin le mercredi 5 mars, à 16 heures. Les paysans du Larzac et leurs amis ont célébré l'événement en sablant le champagne dans la mairie des Creissels, qu'ils occupaient depuis le matin.

Ce fut le dernier d'une longue série d'incidents au cours desquels les défenseurs s'opposèrent systématiquement à la procédure d'expropriation. Dix municipalités sur les onze concernées avaient refusé les dossiers de l'enquête et les maires s'étaient vu substituer des délégués de l'administration. Parmi ces municipalités figurait celle de Millau elle-même, qui, jusque-là, n'avait jamais fait obstacle à l'extension du camp, mais qui a entendu marquer sa déception devant l'inconsistance des « compensations » promises à la ville et à sa région.

Le 12 février, les paysans et leurs amis ont fait échec à l'ouverture de la mairie de Millau. Par la suite, à diverses reprises, dans plusieurs mairies, les dossiers de l'enquête ont « disparu ». Le 20 février, à Millau, le bureau du commissaire enquêteur a été sorti dans la rue. Le 21 février, dans les mairies des dix communes réfractaires, des commandos ont déchiré dossiers et registres. Le 1[er] mars, à Millau, le délégué de l'administration a été expulsé et la mairie occupée.

Ces « désordres » ne sont pas sans avoir embarrassé les pouvoirs publics qui n'ont usé de fermeté que de façon épisodique. Ainsi, tout soudainement, le 25 février, le quartier de la mairie, à Millau, a-t-il été investi par une troupe impressionnante de gendarmes mobiles armés et casqués pour prévenir une manifestation du comité millavois de défense du Larzac (1).

Dans un contexte troublé, le ministre de la défense nationale, M. Yvon Bourges, a reçu, le 1[er] mars, une délégation du conseil municipal de Millau conduite par M. Gabriac, maire de Millau, député U.D.R., et une délégation des paysans du Larzac. Il a confirmé aux uns et aux autres que la décision du camp était irrévocable. Les paysans ont retiré de cette entrevue « *peu sérieuse* » la conviction que le ministre « *ne connaissait absolument pas le dossier* ».

Le dimanche 2 mars, enfin, le général de Bollardière et son compagnon d'équipée de Mururoa, Jean-Marie Muller, représentant le « *Mouvement pour l'alternative non violente* », sont venus sur le Larzac proposer aux paysans, « *face à l'épreuve de force imposée par le pouvoir parisien* », une autre stratégie. « *La véritable défense de la communauté humaine,* a dit le général de Bollardière, *les paysans la font ici mieux que ne sauraient jamais le faire les forces militaires. Je ne vois pas comment l'armée pourrait la défendre mieux sur le Larzac.* »

Le climat qui s'est instauré à Millau à la faveur de ces événements est loin d'être à la sérénité, et la municipalité, qui « *ne saurait approuver l'attitude du gouvernement* », déplore en outre maintenant « *l'exploitation politique de ce douloureux problème* ».

(1) Au début du mois de février, le parti communiste et la C.G.T. s'étaient retirés du comité millavois de défense du Larzac au prétexte que ce dernier se condamnait à l'inefficacité en ne situant pas véritablement les responsabilités politiques. Ils reprochaient également au parti socialiste d'y collaborer avec des opportunistes ayant soutenu Giscard d'Estaing aux présidentielles et avec des gauchistes irresponsables.

● ALLO FORET. — A partir du 15 mars le ministère de l'agriculture et l'office national des forêts mettent à la disposition du public un service de renseignement téléphonique « Allô forêt », 1 ter, avenue de Lowendal, 75007, Paris, tél. 551-61-71. Qu'il s'agisse de prêts du fonds forestier national, de visites guidées en forêt, de renseignements sur les carrières forestières ou de tout autre problème forestier, « Allô forêt » désignera à son correspondant l'interlocuteur compétent.

FAITS ET PROJETS

Paris

FÊTE SAUVAGE DANS LE MARAIS

Un millier de personnes ont défilé, dans l'après-midi du 5 février, entre la Bastille et l'Hôtel de Ville, pour protester contre les projets de restauration dans le Marais, notamment ceux de la fondation Maeght (« le Monde » du 21 janvier). Après la manifestation, qui s'est déroulée dans une atmosphère de kermesse populaire et sans incident, des orchestres « sauvages » se sont installés dans les arrière-cours de plusieurs immeubles et ont joué une partie de la nuit.

Une motion a été préparée à l'intention du président du Conseil de Paris. Il y est dit notamment : « Nous n'acceptons plus les expulsions massives qui continuent à frapper les habitants du quartier au seul profit des promoteurs publics et privés. »

P.T.T.

● LE DIRECTEUR DE « L'HUMANITE » VISITE LES CHEQUES POSTAUX. — M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, député de Seine-Maritime et membre du secrétariat du parti communiste, a visité, le 6 février, deux des centres de chèques postaux parisiens : Bourseul et Vaugirard. Avec l'accord du secrétaire d'État aux P.T.T., il a été reçu par le directeur régional des chèques postaux

Transports

● LES PILOTES ET LA PIRATERIE. — Deux cent cinquante pilotes, représentant cinquante-cinq mille membres de la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne (IFALPA), sont réunis à Vienne où sont organisées leurs assises annuelles. Ils vont insister sur la nécessité de prendre des mesures accrues contre la piraterie aérienne. Selon eux, seize mille sept cents passagers ont été impliqués dans des détournements d'avion au cours des six dernières années. Le nombre des détournements réussis a toutefois fortement diminué : soixante-dix en 1969, sept en 1974. — *(Reuter.)*

● LE TRAFIC DES COMPAGNIES AERIENNES REGIONALES. — L'Association des transporteurs aériens régionaux (ATAR), qui groupe quinze compagnies exploitant soixante-dix lignes permanentes, annonce que ses adhérents ont, en 1974, transporté quatre-cent cinquante-cinq mille passagers, soit une progression de 16 % par rapport au trafic de 1973.

Urbanisme

● LA BAULE ET LA ROCADE DE GUERANDE. — A propos du projet de rocade routière de Guérande, dont nous avons fait état dans *le Monde* du 5 mars sous le titre : « La Baule devant les tribunaux », M. Olivier Guichard, ancien ministre, député et maire de La Baule, nous écrit notamment : « *Cette affaire ne concerne pas la ville de La Baule. Elle est située sur le territoire de la commune de Guérande et le recours est fait contre un arrêté préfectoral que les communes intéressées avaient du reste examiné et approuvé.* »

A PROPOS DE...

UN RAPPORT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS

L'anti-pollution vue par les industriels

Tout vient à point à qui sait attendre. La chambre de commerce et d'industrie de Paris (1) vient d'adopter les conclusions d'un rapport sur « les nuisances industrielles et la défense de l'environnement ». C'est la première fois que cet important organisme, qui représente cent quarante mille entreprises de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, se penche sur un dossier qui est devenu le souci quotidien des Français. Quatre ans, presque jour pour jour, après la création du ministère de l'environnement !

Le document pose en préalable que « *le combat contre les nuisances ne peut se transformer en lutte contre la croissance* ». Certes, mais qui paiera le « gommage » des nuisances industrielles qu'engendre l'expansion ? La chambre de commerce se rallie au principe « *qui pollue paie* ». Cela signifie que les frais de prévention et de suppression des nuisances seront répercutés sur les prix, et donc payés par les consommateurs. Cela les incitera à « *substituer aux consommations polluantes des consommations non polluantes* ». Bien entendu cette politique ne peut être qu'européenne pour ne pas fausser les règles de la concurrence.

Après avoir ainsi élégamment enfoncé nombre de portes largement ouvertes (la nécessité de l'information, du renforcement des administrations, de la prévention, des actions d'ensemble, etc.), les rapporteurs en viennent à la réglementation. Ils la reconnaissent indispensable mais ne la souhaitent ni trop générale, ni trop précise, ni « *excessive* ». Ils lui préfèrent l'incitation économique telle qu'elle est déjà pratiquée à travers le système des agences de bassin et des contrats de branche.

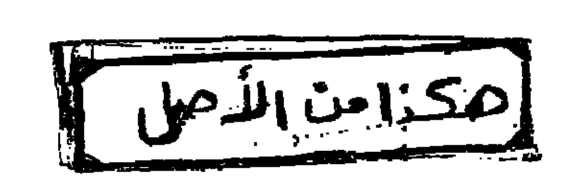
Avec l'argent des contribuables

Aussi en demandent-ils l'extension sur plusieurs points précis. D'abord que les dispositifs anti-pollution puissent continuer à être amortis de 50 % dès la première année alors que cette faveur exceptionnelle doit être supprimée à la fin de 1975. Les industriels réclament — sous prétexte que leur lutte contre les nuisances est d'intérêt général et qu'elle ampute leurs profits — une exonération de la patente qu'ils payent aux collectivités locales sur les équipements anti-pollution. Ils souhaitent encore comme cela se fait pour encourager l'exportation, des crédits à moyen terme « désencadrés », des bonifications d'intérêt pour les emprunts à long terme, des primes et des prêts du Fonds de développement économique et social (F.D.È.S.). En clair, les industriels veulent que l'Etat allège leurs charges d'anti-pollution avec l'argent des contribuables. N'est-ce pas porter un sérieux coup de canif au principe « qui pollue paie » ? « *Nous ne croyons pas aux grandes idées,* répondent les représentants des chambres de commerce, *mais aux mesures pratiques.* »

Ils accueillent favorablement l'Agence nationale des déchets prévue par le gouvernement et même une éventuelle redevance pour pollution de l'air. Ils sont prêts à encourager la création de centres de destruction des déchets industriels comme celui qu'a suscité la chambre de commerce de Mulhouse. Celle de Paris, précisément, a mis à l'étude un projet similaire en Seine-Saint-Denis. On jugera donc les industriels sur leurs réalisations et non sur leurs idées.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) C.C.I.P., 27, avenue de Friedland, 75008 Paris



LA VIE ÉCONOMIQUE

HONORAIRES MÉDICAUX

LA CONFÉDÉRATION DES MÉDECINS DEMANDE UNE LOI D'ORIENTATION

Le docteur Monier, président de la Confédération des syndicats médicaux (C.S.M.F.), a présenté mercredi 5 mars les grandes lignes des propositions qu'elle avancera lors des négociations sur la future convention nationale des médecins. La C.S.M.F. souhaite ainsi voir modifier les modalités de dégagement autoritaire (exclusion d'un médecin de la convention) et renforcer le rôle des commissions paritaires médecins-caisses de sécurité sociale. L'article 18 de l'ancienne convention, qui donne aux syndicats médicaux le droit de veto sur l'autorisation d'ouverture de centres de santé, devra être maintenu.

La C.S.M.F. souhaite que les tarifs soient désormais réévalués annuellement et que soit instaurée une clause de sauvegarde qui ouvrirait de nouvelles négociations tarifaires dès que la hausse des prix dépasserait 5 % en six mois. Une réforme de la nomenclature est également souhaitée pour renforcer la cotation de certains actes. La C.S.M.F. reste opposée au principe du « tiers payant », mais propose la création d'un organisme délégué, qui, dans certains cas comme l'hospitalisation, verserait les honoraires au médecin par délégation du patient.

Tous les problèmes ne seront pas résolus par la nouvelle convention: certaines mesures, estime le C.S.M.F., relèvent directement du gouvernement (formation du praticien, formation continue, médecine salariée) et devraient rentrer dans le cadre général d'une « loi d'orientation de la médecine ».

● AU JAPON, la production industrielle a diminué de 4,7 % en décembre (chiffre révisé) par rapport à novembre. En un an, par rapport à décembre 1973, la baisse s'établit à 14,9 % et devrait, selon le ministère japonais du comblit à 14,9 %.

CONJONCTURE

Le patronat prend la tête des contestataires de la politique attentiste du gouvernement

« La France connaît sa récession la plus grave depuis la guerre »

Le chef de l'Etat et le gouvernement résisteront-ils encore longtemps au pilonnage dont ils sont l'objet de la part de ceux qui les poussent à relancer d'urgence l'économie ? Au fil des semaines, les nouvelles se font plus alarmantes, déclenchant, fort logiquement, un concert de plus en plus bruyant de doléances ou de S.O.S.

Le fait le plus significatif est sans doute que le patronat prend désormais la tête des contestataires de la politique attentiste des pouvoirs publics, avec des mises en garde au moins aussi sévères que celles des syndicalistes. « *Au cours des quatre mois suivant* [l'été], *l'indice de la production industrielle a fléchi de 10 %, soit un rythme de baisse pratiquement jamais connu. En janvier et février, il semble que l'activité ait continué à baisser,* [bien que] *de façon moins rapide* », écrit le Conseil national du patronat français dans sa dernière note de conjoncture.

L'investissement « *s'essouffle dans la majorité des entreprises* », les exportations stagnent depuis cinq mois (excepté en Suisse), la consommation fléchit depuis novembre en raison de l'aggravation du chômage et de la tendance des particuliers qui le peuvent à mettre de l'argent de côté.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ne renieraient ni le fond ni le ton de ce propos, bien qu'elles soient fondées à le trouver un peu tardif. M. Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, qui a été reçu ce jeudi matin par M. Chirac, a déclaré mercredi à Chalons-sur-Marne : « *Le moment est venu de relancer l'activité ; les mesures énoncées récemment par le président de la République étant insuffisantes, il faut aller plus loin, en décidant notamment l'ouverture de grands travaux qui permettraient une relance du bâtiment, des travaux publics, de la sidérurgie, des matériaux de construction, etc.* »

La production va encore baisser

Propos intéressés de part et d'autre : le patronat ayant intérêt à la reprise des affaires, qui rentabilisera le capital investi, et les syndicats cherchant à enrayer le gonflement du chômage, pour développer plus facilement leur campagne sur la garantie et l'élévation du pouvoir d'achat ? A ceux qui le penseraient, on peut opposer l'opinion de la Banque de France, qui ne s'attend pas à une reprise de la production avant le second semestre. Et aussi l'avis de l'INSEE, qui, dans l'enquête publiée ce jeudi, confirme la baisse quasi générale de la production et note même une détérioration nouvelle dans le secteur des biens d'équipement (notamment dans sa fonderie, la mécanique de précision, la construction de machines, l'optique), ainsi que dans les branches produisant des biens intermédiaires.

La réduction d'activité devrait, selon l'Institut de la statistique, se poursuivre au cours des prochains mois, dans les branches où le retournement a été le plus tardif, la production de métaux et le papier-carton, par exemple. Ces perspectives sont peu rassurantes, quand on sait que les statistiques officielles, qui ne tenaient pourtant pas compte des derniers reculs, en raison du retard apporté à leur publication, signalaient déjà une baisse en quelques mois de 12 % de la production chimique et de l'activité du textile, de 11 % de celle de l'industrie du papier, de presque autant de celle du cuir... Le dernier bilan de la sidérurgie fait état d'un recul de 17 % de la production de l'acier.

Pire que sous Pinay

Peut-on dire pour autant que la France connaît sa « *récession... la plus brutale de la période d'après guerre ?* » Le C.N.P.F., en employant l'expression, force peut-être un peu la note. Car s'il est vrai que l'indice de la production industrielle a cette fois fléchi de 10 % en quatre mois (décembre par rapport à juillet-août), contre 8 % seulement en dix mois (mars 1952 à janvier 1953) lors de la première « *expérience Pinay* », chacun sait que les baromètres mesurant les deux périodes ne sont pas comparables, l'INSEE ayant bouleversé entre-temps la composition de ses indices. A l'époque de M. Pinay aussi la récession avait été « *sévère* » : — 26 % en six mois (mars à septembre) dans l'industrie de transformation des métaux, — 24 % dans la machine agricole (tracteurs), — 16 % dans le secteur des biens de consommation, — 15 % dans la chimie, — 14 % dans le papier-carton, — 11 % dans le textile...

Le nombre des demandeurs d'emploi a, il est vrai, beaucoup plus augmenté cette fois qu'à l'époque, puisqu'il atteint aujourd'hui quelque huit cent mille salariés, contre seulement deux cent dix-sept mille sous M. Pinay. Même si, là aussi, la façon d'établir les statistiques a changé, l'ordre de grandeur n'est plus du tout le même. Le chômage est bien pire sous M. Giscard d'Estaing qu'il ne l'était à l'époque où la France était gouvernée par celui qui lui fit faire ses premières armes.

Comment redresser la barre ? MM. Ambroise Roux et Jacques Ferry, au nom du patronat, viennent de réclamer à quelques jours d'intervalle des mesures de nature à relancer les investissements et à stimuler les exportations : réévaluation des bilans, desserrement du crédit, détaxation des investissement, élargissement de la couverture des risques pour les exportateurs, soutien des secteurs les plus gravement atteints : bâtiment, travaux publics, machine-outil, électronique. Faute de quoi la pente actuelle « *risque de nous entraîner au-delà du seuil duquel la relance deviendra impossible ou du moins très difficile... Le mal gagnant l'un après l'autre tous les compartiments de l'économie* ».

Ces propositions diffèrent substantiellement de celles qu'a avancées récemment M. Mitterrand, qui prévoyait une relance par la consommation aussi bien que par l'investissement. Mais elles s'écartent encore plus de l'attitude du gouvernement, qui, après les mesures prises en décembre en faveur de Citroën, de Berliet et du bâtiment (dans ce dernier cas, il s'est d'ailleurs agi d'un engagement accéléré des crédits, non d'une augmentation), s'en tient présentement à de timides décisions de sauvegarde de la consommation populaire (représentant au total à peine 0,5 % de la consommation nationale). A l'évidence, le chef de l'Etat — pour une fois soutenu par M. Debré — préfère que la cure de désinflation continue et que la reprise effective de la production, qui pourrait être stimulée par des mesures financières actuellement à l'étude, n'ait lieu qu'en septembre. L'espoir du président de la République et de M. Fourcade est, en effet, qu'à ce moment, l'activité reparte d'elle-même, les stocks étant épuisés et la confiance des consommateurs reprenant grâce au ralentissement de la hausse des prix. L'enquête de l'I.N.S.E.E. auprès des chefs d'entreprise va probablement alimenter l'optimisme naturel de M. Giscard d'Estaing : les employés interrogés, s'ils ne s'attendent pas dans l'immédiat, à une reprise de la croissance, sont moins pessimistes qu'auparavant sur l'avenir industriel, notamment en ce qui concerne l'automobile.

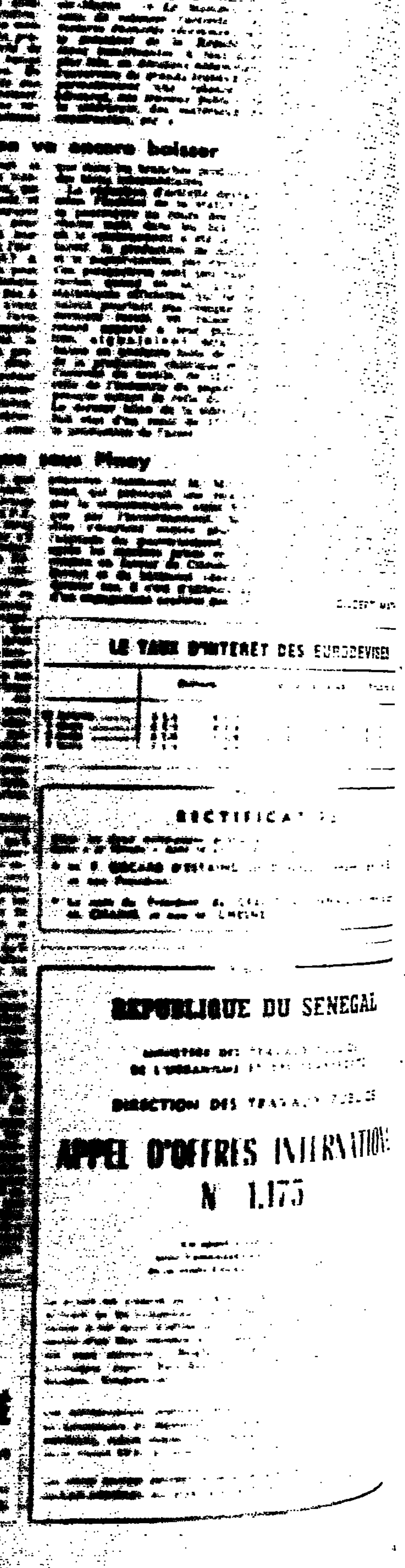
Le pouvoir peut s'appuyer sur ce sentiment pour juger urgent... d'attendre. Ce comportement laxiste, qui, sur le plan politique, ne lui a guère été reproché jusqu'ici, que par l'opposition, commence cependant à être critiqué au sein de la majorité. Le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale a réclamé, mercredi, une « *relance ponctuelle (...) adaptée à chaque entreprise* » en difficulté (voir page 8). Les présidents des groupes parlementaires favorables au gouvernement ont, de leur côté, souligné auprès de M. Chirac les conséquences de la détérioration de l'emploi et réclamé plus de dynamisme de la part des pouvoirs publics.

M. Giscard d'Estaing se laissera-t-il convaincre ? A vouloir gagner du temps, il a déjà, à plusieurs reprises, compromis ses objectifs. L'inflation, combattue trop tard, a pris une ampleur qu'il n'avait pas prévue. L'engourdissement économique s'étend maintenant très au-delà de ce qu'envisageait le gouvernement (qui prévoyait, il y a encore quelques semaines, 4,2 % de croissance cette année). Faute d'avoir pris à temps les nécessaires mesures de relance sectorielle, le pouvoir risque de se trouver contraint d'organiser en catastrophe une relance générale, avec toutes ses répercussions inflationnistes.

GILBERT MATHIEU.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 1/2	6 1/2	5 1/2	6 1/2	1 1/2	2 1/2
1 mois	6 1/4	6 3/4	5 5/8	6 1/8	4 1/8	4 5/8
3 mois	6 7/8	7 3/8	5 5/8	6 1/8	4 5/8	5 1/8
6 mois	7 1/4	7 3/4	5 3/4	6 1/4	5 3/8	5 7/8



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE

Le « scénario pétrolier » de M. Giscard d'Estaing

Le projet de conférence internationale sur l'énergie lancé par M. Giscard d'Estaing à sa réunion de presse du 24 octobre prend corps peu à peu. Avec plus ou moins d'empressement, les invités acceptent un à un la réunion préparatoire le 7 avril. Le président de la République ne sera cependant certain d'emporter la première manche que lorsque l'Agence internationale de l'énergie (à laquelle appartiennent, parmi les invités, les Etats-Unis, le Japon et les pays de la Communauté eurpoéenne sauf la France) aura donné son « feu vert ». Elle en délibère en ce moment.

L'idée de M. Giscard d'Estaing était d'organiser la concertation internationale pour résoudre les problèmes nés de la crise pétrolière en garantissant les revênus des exportateurs de pétrole et en « *ajustant* » d'un commun accord l'économie mondiale aux circonstances nouvelles. Vaste programme qu'il proposait d'aborder par la réunion d'une conférence « *restreinte* » de pays producteurs de pétrole, de pays consommateurs industrialisés et de pays consommateurs non industrialisés. Il a lancé le 2 mars dix invitations pour une réunion préparatoire le 7 avril, selon une liste suggérée par le ministre saoudien, M. Yamani. Ces premiers élus sont, pour les producteurs de pétrole : l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Venezuela ; pour les importateurs industrialisés : la Communauté européenne, les Etats-Unis, le Japon ; et pour les autres importateurs : le Brésil, l'Inde et le Zaïre.

Cette première réunion doit se tenir au niveau des hauts fonctionnaires. L'ambassadeur de France à l'ONU, M. de Guiringaud, en assurera la présidence « technique ». Son rôle se bornera à mettre les interlocuteurs en présence.

Il ne représentera pas la France à proprement parler. Celle-ci ne participera à la réunion préparatoire et à la conférence qu'en tant que membre de la Communauté européenne, représentée par un haut fonctionnaire irlandais puisque c'est l'Irlande qui préside actuellement le conseil des ministres de la Communauté.

Le choix des élus

Des organisations internationales seront-elles présentes ? C'est vraisemblable. Les pays pétroliers veulent faire inviter l'OPEP, et les consommateurs industrialisés, l'O.C.D.E. (organisme économique qui réunit la totalité des pays occidentaux). Mais certains de ces derniers veulent également inviter l'Agence internationale de l'énergie, ce qui déséquilibrerait leur représentation. Une solution est possible qui consisterait à désigner comme représentant de l'O.C.D.E., dont tous les membres de l'A.I.E. font partie, une personnalité jouant un rôle important dans celle-ci. Reste à trouver l'équivalent de ces organismes pour les consommateurs non industrialisés. Le seul qui semble possible est le groupe dit des Soixante-Dix-Sept, qui réunit à l'ONU les pays non alignés. Encore faudrait-il en retrancher, pour la désignation de son représentant, les pays de l'OPEP qui en font partie. Cette question des organisations internationales n'est pas accessoire. Comme on le verra, elles peuvent être amenées, en effet, à jouer un grand rôle dans l'avenir.

La réunion préparatoire n'aura qu'un rôle de procédure, mais en diplomatie ,la procédure et le fond sont intimement liés.

La première question à trancher est celle de la composition de la conférence proprement dite. Pour des raisons d'efficacité il est indispensable — nul n'en disconvient — que cette conférence soit restreinte, mais il importe aussi qu'elle soit représentative. Le choix des élus sera difficile. Sans doute laissera-t-on chacun des trois groupes pressentis en décider.

Une seconde question difficile est celle du champ d'action de la conférence. L'Algérie — et elle n'est pas seule de cet avis — insiste pour que la conférence traite non seulement de l'énergie, mais de toutes les matières premières importantes, ce que refusent les Etats-Unis. Elle propose donc qu'après la réunion du 7 avril, et parallèlement aux procédures qu'elle aura créées pour traiter de l'énergie, des commissions spécialisées traitent de chaque matière première.

La troisième question est celle de l'objectif de la conférence. A quoi veut-on aboutir ? M. Giscard d'Estaing avait dit, le 24 octobre, que les garanties de revenus aux producteurs de pétrole pourraient être offertes par « *l'indexation du prix du pétrole sur un certain nombre d'éléments de référence* ». Il semble que le mot « *indexation* », trop brutal et générateur d'inflation, soit abandonné du côté français. On souhaiterait maintenant une formule plus souple, liant une garantie « *raisonnable* » des revenus aux producteurs à une garantie d'approvisionnement à un prix « *raisonnable* » aux consommateurs. Cette double garantie pourrait prendre la forme d'une déclaration commune des participants de la conférence et un engagement sur un schéma de concertation organique. C'est là que les organismes internationaux (OPEP, O.C.D.E. et un organisme international représentant les consommateurs non industrialisés) auraient leur rôle à jouer. C'est par leur intermédiaire, si tout va bien, que pourrait prendre corps cette concertation.

On voit que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, pas plus que la Chine, ne jouent un rôle dans ce scénario. Mais aucun d'entre eux n'a manifesté jusqu'ici d'intérêt à cet égard. Il ne serait sans doute pas impossible de leur ménager une place si cette attitude changeait, mais la question n'est pas d'actualité.

MAURICE DELARUE.

L'affaire du boycottage arabe embarrasse le gouvernement américain

Peu de décisions nouvelles à la réunion du Caire

Le boycottage d'entreprises occidentales par les Arabes provoque des réactions hostiles aux Etats-Unis et agite les hommes politiques américains. Cependant, au Caire, comme nous indique notre correspondant Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, l'Office arabe de boycottage d'Israël a, au terme d'une réunion d'une dizaine de jours, « inscrit sur sa liste six nouvelles sociétés étrangères, tandis que huit autres et leurs trente-cinq filiales en ont été rayées ».

Ce résultat apparaît mince, alors que les responsables politiques de l'office laissaient prévoir un durcissement à l'égard des entreprises étrangères ayant des relations avec Israël, à l'exception toutefois des sociétés françaises. Aucune information n'a filtré en ce qui concerne les banques françaises Rothschild et Lazard. Quant aux entreprises allemandes Volkswagen, Audi et N.S.U., elles recevront un préavis de trois mois. Rappelons que les décisions prises par l'office de boycottage n'ont pas force de loi dans les pays arabes et que nombre d'entre eux jugent irréaliste la politique de l'office.

A Washington, l'affaire du boycottage de certaines entreprises américaines par les pays arabes a pris rapidement une ampleur suffisante pour mettre le gouvernement dans l'embarras.

De notre correspondant

Washington. — Les accusations portées par la Ligue contre la diffamation — une organisation patronnée par divers groupes prosionistes, — contre quelques sociétés qui, cédant à la pression de leurs clients arabes, auraient pris des mesures discriminatoires à l'égard d'hommes d'affaires, ont coïncidé avec la réunion, dans la capitale, de la commission de coopération économique américano-saoudienne. Une petite tempête politique s'est ainsi développée, encouragée par l'initiative du sénateur Church, de publier une « liste noire » de quinze cents entreprises et organisations américaines boycottées par les gouvernements arabes, en raison de leurs liens commerciaux avec Israël.

Cette série de coïncidences a provoqué de tels remous dans les milieux politiques que le président Ford, en même temps qu'il ordonnait une enquête sur les faits reprochés aux sociétés américaines, a dû dénoncer vigoureusement « *une discrimination entièrement contraire à la tradition des Etats-Unis et aux principes américains* ». M. Kissinger a parlé dans le même sens, et M. Simon, secrétaire au Trésor, a jugé bon d'annuler la conférence de presse qu'il devait tenir conjointement avec le chef de la délégation saoudienne.

Toutefois, malgré le mauvais climat créé par la « révélation » — qui, en fait, n'en était pas une, puisque la liste noire datait de 1970 — du sénateur Church, la commission américano-saoudienne a terminé ses travaux sans heurts et les « *relations économiques spéciales* » qu'il s'agissait de promouvoir ne paraissent pas avoir souffert de l'incident. D'après M. Parsky, secrétaire au Trésor adjoint, « *on s'est expliqué... Les Saoudiens ont dit que le boycottage ne se fondait pas sur la religion ou sur la race, mais concernait seulement les entreprises commerçant avec Israël.* »

Dans l'ensemble, du côté officiel, on a tout fait pour minimiser l'affaire. M. Parsky a dit qu'il fallait distinguer entre l'existence d'une liste noire et la pratique du boycottage. Le Département d'Etat lui a fait écho en soulignant que les Arabes recouraient au boycottage d'une manière sélective, ne l'appliquant pas lorsqu'il jouait contre leurs intérêts. Les négociateurs américains et saoudiens se sont mis d'accord pour décider qu'à l'avenir ils se consulteraient avant de procéder à des inxestissements « substantiels » dans leurs pays respectifs.

En fait, le souci le plus important des dirigeants américains concerne les investissements arabes et, d'une manière plus générale, les investissements étrangers dont le Congrès s'inquiète. L'affaire de la liste noire a été sensiblement « gonflée » par les parlementaires qui voudraient adopter une législation restrictive à l'égard de ces investissements. Certes, sur la liste figurent 1 500 compagnies américaines de dimensions variées ; certaines très importantes, comme Ford, les aciéries de Republic Steel, Xerox, Coca-Cola ; des grands magasins, comme Sears Roebuck; beaucoup d'entreprises d'importance moyenne et des stations de radio-télévision comme N.B.C., C.B.S., qui, à en croire un dirigeant arabe, « *pourraient être rayées de la liste si elles donnaient des nouvelles servant la cause arabe* ».

Pour la très grande majorité des entreprises, le boycottage n'a pas jusqu'à présent eu beaucoup d'effet, puisqu'elles faisaient plus d'affaires avec le seul Israël qu'avec l'ensemble des Etats arabes. Mais la situation est changée avec le développement en flèche du marché arabe, « *le seul marché en plein boom* », selon le sénateur Church.

Dans la course aux pétrodollars, il faut raisonnablement prévoir quelques coups bas. Mais, jusqu'à présent, les entreprises américaines ont bien résisté aux pressions, puisque la Ligue ne rapporte que treize cas de discrimination. Certaines entreprises même ont préféré perdre des contrats alléchants plutôt que d'accepter des conditions discriminatoires posées par leurs clients arabes.

Sur le plan politique, il est clair que l'affaire du boycottage a renforcé dans leur conviction ceux qui redoutent une utilisation des pétrodollars à des fins politiques et une intervention arabe dans la gestion des entreprises, bref une emprise accrue des pays de l'OPEP sur l'économie des Etats-Unis, poursuivant des objectifs contraires aux intérêts nationaux américains. Le gouvernement s'inquiète, quant à lui, de la législation restrictive préparée par le sénateur Williams, qui déclarait récemment qu' « *il était impossible d'ignorer plus longtemps les dangers inhérents à notre politique de la porte ouverte à l'égard des investissements étrangers* » (1). L'administration craint que cette législation ne détourne les capitaux étrangers et notamment les pétrodollars des Etats-Unis, qui en ont besoin, et surtout qu'elle provoque des mesures de représailles affectant les investissements américains à l'étranger, qui représentent 120 millions de dollars.

Des arrangements souples

Ainsi l'affaire du boycottage pousse le gouvernement à agir vite, à devancer l'initiative du Congrès en révélant plus rapidement que prévu les dispositions qu'il envisage pour contenir la poussée protectionniste, tout en tenant compte de l'état d'esprit des parlementaires, plutôt que d'établir une législation nouvelle comportant des mesures rigides qui pourraient contrevenir aux accords bilatéraux des Etats-Unis avec d'autres pays industriels. Sur la liberté des investissements, le plan gouvernemental repose essentiellement sur les sauvegardes en vigueur et sur des arrangements souples et non formalisés avec les gouvernements arabes. Il prévoirait des dispositions visant à organiser la consultation préalable sur les investissements substantiels, l'identification et la divulgation des investissements étrangers aux Etats-Unis, la création d'un organisme chargé de contrôler ces investissements, de coordonner les diverses lois les concernant (des restrictions sont déjà appliquées dans les secteurs de la défense, de l'énergie nucléaire, des banques, des lignes aériennes, des communications, etc.) et d'aviser le président.

Le Congrès trouvera vraisemblablement ce programme insuffisant ; mais le gouvernement ne partage pas l'inquiétude des parlementaires, en considérant que les bénéfices pétroliers ne seront pas aussi grands qu'on ne le prévoyait. M. Parsky a parlé de 170 milliards en 1980, alors que ses services les avaient antérieurement évalués à 250 milliards.

HENRI PIERRE.

(1) Les achats de compagnies américaines par des capitaux étrangers ont atteint une moyenne de 500 millions de dollars par an pendant la période 1967-1972. Ils ont monté jusqu'à 1 800 millions de dollars en 1973 et dépassé les 2 milliards en 1974. Le total des investissements de l'étranger dans des compagnies américaines contrôlées par eux est d'environ 20 milliards de dollars.

LE « SOMMET » DE L'OPEP

(Suite de la première page.)

Ces quatre pays ne seront pas mandatés par l'OPEP, mais ils pourront s'appuyer sur le *consensus* dégagé à Alger. Comme l'a dit le chah lui-même à quelques journalistes, mercredi après-midi, « *le président Giscard d'Estaing a invité ces quatre pays en tant que pays souverains, mais non pas en tant que membres de l'OPEP. Mais, comme nous appartenons à cette organisation, nous ne pourrons que représenter les intérêts de cette dernière* ».

L'Algérie, et, à un moindre degré le Venezuela, on le sait, sont, en principe, en désaccord tant sur la liste des invités à la Conférence internationale, dite « *liste Yamani* », que sur la limitation de l'ordre du jour aux problèmes de l'énergie.

Pour l'Algérie, la réunion du 7 avril ne devrait être que « pré-préparatoire » ; ce n'est que si elle obtenait des garanties quant à la liste des invités et à l'ordre du jour, qu'elle participerait à la réunion préparatoire proprement dite.

Le Venezuela, pour sa part, serait prêt à envoyer un ministre à Paris alors que la réunion doit se tenir, en principe, au niveau des experts.

Les deux autres pays invités feront sans doute beaucoup moins de difficultés. On voit mal l'Arabie Saoudite remettre en cause une liste qu'elle a elle-même proposée. La représentation du tiers-monde à la conférence internationale, qui inquiète tant l'Algérie, ne doit pas non plus soucier beaucoup le chah d'Iran. Quant à l'ordre du jour, celui-ci a eu, devant les journalistes, une formule qui en dit long : « *On ne pourra jamais s'empêcher de parler des problèmes de matières premières et de développement, car, qu'il y ait une crise de l'énergie ou pas, ce sont des questions qui seront toujours à l'ordre du jour.* »

La déclaration solennelle des chefs d'Etat de l'OPEP, signée jeudi en fin de matinée, reprend pour l'essentiel les thèses présentées par M. Boumediène dans son allocution d'ouverture. Dans ce texte les chefs d'Etat expriment leur accord sur le principe de la réunion d'une conférence internationale réunissant ensemble pays développés et pays en voie de développement. Cette conférence cependant ne peut en aucun cas être confinée à l'examen des problèmes de l'énergie. La déclaration insiste également sur la coopération internationale. « *Le plan d'action* », qui permettra d'appliquer les grands principes de cette nouvelle charte de l'OPEP, sera dans un premier temps formulé par les experts de l'Organisation, puis par les ministres. Les discussions sont donc loin d'être terminées.

Les chefs d'Etat ont-ils abordé le problème crucial du niveau de production de l'OPEP ? Comme des journalistes demandaient au chah ce qu'il pensait de la position de l'Arabie Saoudite, que l'on soupçonne de ne pas vouloir s'associer à une éventuelle coordination des réductions de production, l'empereur a répondu mercredi en début d'après-midi : « *Les Saoudiens ne se sont pas encore exprimés sur ce sujet.* » N'était-ce pas reconnaître implicitement que les chefs d'Etat avaient abordé le problème ?

Le chah eut alors cette réflexion : « *Quel intérêt auraient les Saoudiens à ne pas réduire leur production, alors qu'ils ont d'importants excédents financiers ? S'ils veulent faire des aumônes, eh ! bien, qu'ils les fassent sur leur propre caisse !* »

Autrement dit : que les Saoudiens fassent ce qu'ils veulent avec leur argent, mais qu'ils n'utilisent pas leur potentiel de production pour casser les prix du pétrole. Si l'on ajoute que les termes d'« aumônes » et de « caisse » n'ont pas été prononcés de la manière la plus agréable possible, on mesurera l'animosité qui caractérise les relations entre les deux géants rivaux du golfe Persique.

Quant au discours de M. Boumediène, il reflète, selon le chah, « *beaucoup de nos points de vue et beaucoup de points de vue communs des membres de notre organisation* ». Sur une éventuelle baisse du pétrole, le président algérien a été, selon l'empereur iranien, « *très clair* ». Elle ne pourrait se produire que si les pays industrialisés baissaient les prix de leurs propres exportations. C'est une formule que le chah avait lui-même employée plusieurs fois. Pourtant, la proposition algérienne est d'une beaucoup plus grande envergure, si elle est moins précise.

L'Algérie a profité du « sommet » pour diffuser un volumineux mémoire, dont on retiendra pour le moment trois idées principales :

1) Même en combinant les hypothèses les plus fortes sur les programmes d'investissement et d'économie d'énergie des pays industrialisés, « *la capacité maximale des productions additionnelles des diverses formes d'énergie que ces pays entendent substituer au pétrole OPEP ne suffira même pas à couvrir l'augmentation prévisible de leurs besoins énergétiques globaux, dont l'estimation est elle-même volontairement minorée. La dépendance des pays industrialisés occidentaux à l'égard du pétrole OPEP va donc s'accentuer. Au cours de la période qui nous sépare de l'horizon 90, ces pays ne pourront, dans le meilleur des cas, que freiner l'augmentation de leur importation pétrolière en provenance des pays de l'OPEP.* »

2) L'indexation des prix du pétrole doit reposer sur le coût de l'ensemble des biens et services importés par les pays de l'OPEP, mais aussi de « *l'acquisition du capital technologique* ». Elle doit contenir « *une provision pour le coût du développement futur, quand le pétrole aura cessé d'être un produit stratégique, et donc constituer une source significative de revenus* ». (On voit ici M. Kissinger sursauter en lisant cette formulation de l'indexation !)

3) La balance commerciale des pays de l'OPEP pris dans leur ensemble deviendra déficitaire dans les années 1979-1980. Les avoirs extérieurs de l'OPEP devant atteindre, selon les experts algériens, un maximum de 271 milliards de dollars, ils seront totalement absorbés entre 1982 et 1984. L'Algérie prévoit qu'a partir de 1980 il faudra augmenter la valeur réelle du prix du pétrole brut, cette valeur réelle étant restée constante de 1975 à 1980 (ce qui suppose, bien sûr, que le prix du pétrole a été correctement indexé).

Pour le dialogue recherché, cette avalanche de statistiques est un bon signe. Les experts vont pouvoir parler chiffres.

PHILIPPE SIMONNOT.

La « déclaration solennelle » des chefs d'État

Voici les principaux extraits de la « déclaration solennelle » des chefs d'Etat de l'OPEP, qui devait être adoptée ce jeudi en fin de matinée. Ce que nous donnons est notre propre traduction du texte anglais.

« L'interdépendance des nations, que manifeste la situation économique mondiale, requiert que l'on mette un nouvel accent sur la coopération internationale. Les chefs d'Etat se déclarent préparés à contribuer par leurs efforts aux objectifs du développement économique et mondial et de la stabilité, comme cela a été établi par la déclaration et le programme d'action pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international adopté par l'Assemblée générale des Nations unies pendant sa sixième session spéciale. (...)

» Les chefs d'Etat rejettent toute accusation attribuant aux prix du pétrole la responsabilité dans l'instabilité actuelle de l'économie mondiale. (...) En outre, les chefs d'Etat condamnent les menaces, les campagnes de propagande et les autres mesures qui attribuent à l'OPEP l'intention de saboter les économies des pays développés. (...) Face à ces menaces, les chefs d'Etat réaffirment la solidarité qui les unit. (...)

» Les chefs d'Etat sont d'accord sur le principe de la réunion d'une conférence internationale réunissant ensemble pays développés et pays en voie de développement. Ils considèrent que l'objectif d'une telle conférence devrait être de faire des progrès significatifs afin d'alléger les difficultés majeures qui existent dans l'économie mondiale, et que, par conséquent, la conférence devrait accorder une égale importance aux problèmes des pays développés et des pays en voie de développement.

» En conséquence, l'agenda de la conférence en question ne peut en aucun cas être confié à l'examen des problèmes d'énergie ; cet agenda doit inclure évidemment la question des matières premières des pays en voie de développement, la réforme du système monétaire international et la coopération internationale en faveur du développement.

» Cette conférence peut, pour des raisons d'efficacité, se tenir avec un nombre limité de pays, à condition que toutes les nations concernées par ces problèmes soient adéquatement et honnêtement représentées. (...)

» Les chefs d'Etat considèrent que l'intérêt des pays membres de l'OPEP, aussi bien que celui du reste du monde, implique que le prix du pétrole soit déterminé de façon à tenir compte des facteurs suivants :

» — Les impératifs de la conservation du pétrole ; la valeur du pétrole en fonction de ses utilisations non énergétiques.

» — Les conditions de disponibilité, d'utilisation et de coût des sources d'énergie de substitution. (...)

» Les chefs d'Etat déclarent que leurs pays sont prêts à continuer à faire des contributions positives pour la solution de problèmes majeurs affectant l'économie mondiale. (...)

Solidarité avec les pays en voie de développement

» Les chefs d'Etat réaffirment leur solidarité naturelle qui les unit avec les autres pays en voie de développement. (...) Ils reconnaissent que les pays les plus affectés par la crise économique mondiale sont les pays en voie de développement. Ils réaffirment donc leur décision de prendre des mesures qui renforceront leur coopération avec ces pays. Ils réaffirment leur volonté de coopérer avec les autres pays en voie de développement qui sont exportateurs de matières premières et autres produits de base dans leurs efforts pour obtenir un prix équitable et rémunérateur pour leurs exportations.

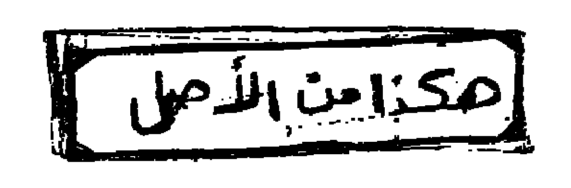
» En ce qui concerne la fourniture de pétrole aux pays développés, les chefs d'Etat réaffirment qu'ils sont prêts à assurer ces approvisionnements pour satisfaire les besoins essentiels des économies des pays développés, à condition que les pays consommateurs ne se servent pas de barrières artificielles pour troubler le jeu normal des lois de l'offre et de la demande. (...) Ils font remarquer que, en dépit de l'apparente importance du réajustement du prix du pétrole, l'inflation a déjà rogné une partie importante de la valeur réelle du prix du pétrole, et que le prix actuel est notablement plus bas que celui qui aurait résulté du développement des sources d'énergie de substitution. Néanmoins, ils sont prêts à négocier les conditions pour la stabilisation des prix du pétrole, qui rendra les pays consommateurs capables de faire les ajustements nécessaires dans leurs économies. (...)

La réforme du système monétaire international

» Les chefs d'Etat insistent sur la mesure fondamentale et urgente qui devrait être prise pour réformer le système monétaire international de façon à fournir un instrument adéquat et stable pour l'expansion du commerce, le développement des ressources productives intérieures et une façon d'équilibrer l'économie mondiale. (...) Les décisions portant sur la valeur des monnaies de réserve, les droits de tirage spéciaux et le rôle de l'or ne devraient pas être prises sur une base unilatérale. La réforme du système monétaire devrait accorder un accroissement substantiel à la part des pays en voie de développement dans le processus des décisions.

» Les chefs d'Etat attachent une grande importance au renforcement de l'OPEP, et en particulier à la coordination des activités de leurs compagnies pétrolières nationales à l'intérieur du schéma de l'Organisation.

» Les chef d'Etat proclament leur foi profonde dans la capacité de tous les peuples à établir un nouvel ordre économique fondé sur la justice et la fraternité. »



LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

RENAULT : la situation se dégrade au Mans après de nouvelles réductions d'horaires

Après les nouvelles réductions d'horaires décidées par la direction de la régie Renault, la situation se dégrade à l'usine du Mans, où ces mesures, s'ajoutant à celles prises au début de la semaine, frappent notamment quatre mille deux cents O.S. Un meeting unitaire a eu lieu ce jeudi matin 6 mars à l'usine du Mans. A Boulogne-Billancourt, en revanche, aucune manifestation n'était prévue ce jeudi.

La section Renault du parti communiste a annoncé qu'elle organiserait le 7 mars une journée d'action contre les sanctions à la Régie et pour le programme commun.

De notre correspondant

Le Mans. — Le conflit qui, depuis quelque trois semaines, entraine une chute de production aux usines Renault du Mans est entré dans une phase critique. Lors d'une nouvelle réunion extraordinaire du comité d'établissement, mercredi 5 mars, la direction locale a fait savoir que la réduction quotidienne des horaires de deux heures, décidée la veille pour le seul département 81 du montage des trains avant et arrière des R-4 et des R-6, serait étendue à l'ensemble des département qui font la « grève de l'enthousiasme », à l'exception des ateliers des presses, du département de la peinture, de la division « tracteurs » et des ouvriers professionnels. Cette mesure devait prendre effet dès jeudi après-midi pour les équipes du soir et vendredi matin pour les autres équipes. Alors que la réduction de deux heures frappant le département 81 ne touchait que six cent cinquante personnes, cette réduction d'horaires générale concerne, selon la direction, environ quatre mille deux cents des O.S.

Comme précédemment, la direction invoque la nécessité de *« ramener les horaires de l'usine à un niveau qui tend à être en harmonie avec l'activité pratiquée par le personnel »*. Les représentants syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. ont protesté vigoureusement contre *« cette nouvelle escalade »* et ont organisé ce jeudi matin un débrayage d'une heure trente, suivi d'une assemblée de personnel devant les locaux de la direction, à l'issue de laquelle les ouvriers se sont prononcés pour la poursuite de l'action sous ses formes actuelles.

A propos des déclarations de M. Chirac, la section C.G.T. de l'usine du Mans, recevant les journalistes, a réaffirmé en effet mercredi soir qu' *« il n'y avait aucune velléité politique de la part du personnel »*, ajoutant : *« Si nous réclamons une prime de 250 F, ce n'est pas pour faire plaisir au parti communiste, mais parce qu'on a besoin d'argent. Le véritable responsable, c'est le pouvoir, qui, depuis un an, crée une situation intolérable pour les travailleurs. »*

Débrayages à Saint-Ouen

Des débrayages de courte durée ont lieu ces jours-ci à l'usine Renault de Saint-Ouen, qui emploie sept cents ouvriers, en majorité hautement qualifiés, à la fabrication d'outillage. Les revendications sont, bien sûr, la grille unique, de l'O.S. à l'ingénieur, la retraite à soixante ans, le retour aux quarante heures dès 1975 sans perte de salaire. Mais, plus spécifique aux O.P., une augmentation minimum de 300 F sur le salaire de base. Au cours d'une conférence de presse, organisée le 5 mars, la C.G.T. (87 % aux élections professionnelles, annonce par ailleurs le transfert prévu de l'atelier 38 de Billancourt à Saint-Ouen, ce qui porterait à deux mille les effectifs de l'usine de Saint-Ouen.

M. Etienne Fajon, membre du secrétariat du P.C., a précisé, à propos des récentes déclarations de M. Chirac, que ce n'est pas en tant que membres du P.C. mais en tant qu'élus locaux que des membres du P.C. ont répondu à l'invitation du syndicat C.G.T. de Renault-Saint-Ouen.

A Cléon (Seine-Maritime), la direction de l'usine Renault a annoncé, au cours d'une réunion extraordinaire du comité d'établissement, que deux journées seraient chômées, les 7 et 10 mars, formule préférée à une réduction quotidienne d'horaires et qui devrait permettre au personnel d'être indemnisé.

AFFAIRES

ROUSSEL-UCLAF PREND LE CONTROLE DES PARFUMS ROCHAS

Un accord vient d'être conclu entre le groupe de M. Albert Gosset, actionnaire majoritaire de la Société des parfums Rochas, et Roussel-Uclaf, filiale du groupe allemand Hoechst.

Aux termes de cet accord, qui a été approuvé par l'administration, Roussel-Uclaf détiendra 51 % du capital des Parfums Rochas.

● COMMANDES POUR LES CHEMINS DE FER ALGÉRIENS. — La Société nationale des chemins de fer algériens vient de passer commande à Francorail-M.T.E. (Matériel de traction électrique), filiale de Creusot-Loire, de cent soixante-cinq voitures de voyageurs et de trente-quatre fourgons.

FAITS ET CHIFFRES

Économies étrangères

● UN ACCORD ECONOMIQUE QUINQUENNAL SAOUDO-ITALIEN a été conclu, le 5 mars, à l'issue de la visite à Ryad du président de la République italienne, M. Giovanni Leone, prévoyant la coopération dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des mines et des télécommunications. Cet accord facilitera l'établissement de contrats à long terme pour la fourniture à l'Arabie Saoudite de produits italiens et les transferts de capitaux entre les deux pays. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Immigrés

● APRES LA VENUE DE M. GISCARD D'ESTAING A MARSEILLE, l'union départementale C.F.D.T. des Bouches-du-Rhône a écrit à M. Gaston Defferre pour lui dire que cette visite *« laisse planer un profond malaise chez les travailleurs. Nous croyons,* écrit la C.F.D.T., *que vous auriez dû user de votre autorité afin que les représentants des unions syndicales C.F.D.T., C.G.T., FEN soient reçus par le président de la République comme ils en avaient fait la demande devant l'hôtel de ville. Cette exigence était d'autant plus normale que cette visite avait pour objet officiel l'examen de la situation des travailleurs immigrés. Tout naturellement, les travailleurs immigrés et leurs organisations syndicales avaient à se faire entendre pour donner leur position sur leurs problèmes et les projets en cours les concernant dans ce département ». — (Corresp.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AMREP

Le conseil d'administration d'AMREP, dans sa séance du 28 février 1975, a coopté M. Pierre Celerier en qualité d'administrateur, en remplacement de M. Jean-Pierre Lacroix, démissionnaire pour raison de santé.

Il a approuvé les comptes de l'exercice qui laissent apparaître un bénéfice d'exploitation de 4 423 856,63 F (3 431 693, 15 F en 1973) ; compte tenu de profits exceptionnels, le bénéfice net atteint 5 911 186,59 F (3 800 623,83 F en 1973). Il propose à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende à 9 F + impôt déjà payé au Trésor, 4,50 F (7,34 F + impôt déjà payé au Trésor, 3,67 F pour 1973).

L'activité de l'ensemble des sociétés du groupe a été soutenue et les comptes consolidés, lorsqu'ils seront définitivement arrêtés, confirmeront les prévisions contenues dans la lettre du 26 octobre 1974, adressée par le président André Miller aux actionnaires et obligataires.

LOCINDUS

COMPAGNIE FINANCIÈRE POUR LA LOCATION D'IMMEUBLES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le conseil d'administration du 4 mars 1975 a arrêté les comptes de la Société au 31 décembre 1974 qui se soldent par un bénéfice net de 29 620 819 F (dont 228 355 F de profit net exceptionnel) contre 27 279 382 F (dont 1 532 506 F de profit net exceptionnel) l'exercice précédent.

Au cours de cet exercice, marqué par un renforcement des mesures prises en matière d'encadrement du crédit, les contrats nouveaux qui ont été signés représentent un investissement prévisionnel de l'ordre de 75 000 000 de F.

Pendant la même période, le total des recettes d'exploitation nettes (préloyers, loyers et intérêts créditeurs) a atteint 100 971 000 F H. T. contre 68 947 000 F l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 12 mai, la distribution d'un dividende par action de 17,50 F contre 15,25 F l'exercice précédent, cette distribution correspondant à 85,18 % du bénéfice net de l'exercice.

	En milliers de francs		%
	1973	1974	
Montant des engagements	730 493	805 551	+ 10.27
Montant des recettes H. T. (loyers, préloyers, produits financiers)	68 947	100 971	+ 46,45
Cash-flow (bénéfice net + amortissements + provisions)	39 897	51 467	+ 29,00
Bénéfice net	27 279 (1)	29 620	+ 8,58
Bénéfice net hors plus-values exceptionnelles	25 751	29 392	+ 14,14
Dividende par action	15,25	17,50	+ 14.75

(1) Dont 1 532 506 de plus-values exceptionnelles.

FONCIER INVESTISSEMENT

Dans sa séance du 20 février 1975, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale, prévue pour le 10 avril 1975, la mise en paiement d'un dividente net de 14,87 F auquel s'ajoutera un crédit d'impôt de 1,75 F, portant à 16,62 F le revenu global de l'action.

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

Le conseil d'administration de la Compagnie Parisienne de Réescompte, réuni le 26 février 1975 sous la présidence de M. René Cassou, a approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Après amortissements et constitution de 20 millions de provision hors exploitation, ayant payé l'impôt sur les sociétés, le bénéfice net annoncé atteindra 25 398 558 F, marquant ainsi une progression de 25 % sur celui de l'an dernier.

Ces résultats devraient permettre au Conseil de proposer à l'assemblée générale du 30 avril 1975 le maintien du dividende (5 % statutaire + 3 % supplémentaire) et l'affectation aux réserves de plus de 21 millions.

PRICEL

Le conseil d'administration de Pricel a, dans sa séance du 28 février 1975, arrêté les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

Compte tenu des revenus du portefeuille pour 26 386 619 F et des produits financiers pour 5 962 320 F, le bénéfice d'exploitation de l'exercice 1974 se monte à 28 335 699 F au lieu de 27 011 989 F en 1973.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 26 039 450 F contre 26 517 107 F en 1973. Ce résultat s'entend après prélèvement de 4 820 673 F sur la provision pour éventualités pour couvrir des pertes nettes exceptionnelles sur titres de placement et après imputation sur le report à nouveau de la majoration exceptionnelle de 228 975 F de l'impôt sur les sociétés afférent à l'exercice 1973.

Il sera proposé à l'assemblée générale annuelle la distribution à chacune des 2 186 500 actions, composant le capital du fait de son doublement par distribution d'une action gratuite par action ancienne, d'un dividende brut et net de 8 F, correspondant à un revenu global, avoir fiscal compris, de 12 F, en très légère augmentation sur le précédent.

Au cours de la même réunion, le conseil a, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire, décidé de transférer le siège social à Paris (8e), rue Paul-Baudry, n° 6.

GROUPE PRÉTABAIL

Le protocole d'accord relatif à la bonne fin du remboursement des dettes contractées par huit sociétés du groupe Prétabail, vient de faire l'objet d'une concrétisation.

Les fonctions de l'administrateur provisoire des sociétés : PRETABAIL-SICOMI ; BATIBAIL-SICOMI ; COFIPA-SICOMI ; PRETABAIL-EQUIPEMENT ; TRANSBAIL ; PRETABAIL-AUTO ; LOCMARINE ; LOCAERO, ont été prorogées pour six mois, en vue de la restructuration de leurs organes de gestion.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Marché ferme
Baisse de l'or

Amorcée la veille en cours de séance, la reprise des cours s'est amplifiée mercredi à la Bourse de Paris, l'activité restant modérée toutefois.

Aux yeux des opérateurs, l'alourdissement du climat social, illustré par le conflit Renault, est heureusement contrebalancé par les propos apaisants du président Boumediène, évoquant une baisse possible du prix du pétrole, et par la confirmation de la baisse des taux d'intérêt.

A Paris, comme à Londres, à Francfort ou à New-York, les milieux financiers négligent délibérément tous les aspects négatifs de la conjoncture pour n'en retenir, à l'avance, que les aspects positifs. Et comme le disait un vieux boursier, on ne peut rien contre la tendance...

Parmi les compartiments les plus favorisés figurent la construction électrique (Legrand, L.M.T., Moulinex, Radiotechnique, Thomson, Télémécanique), les pétroles (C.F.P., Aquitaine, Française BP, Primagaz), les banques (Compagnie Bancaire), l'alimentation (Radar, Ricard), et quelques grands « monstres sacrés » (Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Pont-à-Mousson), plus L'Oréal, Bic, etc.

Sur le marché de l'or, en revanche, le recul du cours du métal à Londres (voir d'autre part) entraîne celui du lingot et du kilogramme en barre à 24 550 F et 24 500 F contre 24 685 F et 24 795 F, de même que celui du napoléon à 265,10 F contre 268,20 F. La rente 4 1/2 % 1973 accompagne le mouvement en cédant du terrain.

Aux valeurs étrangères, vif repli des mines d'or et des allemandes. Irrégularité des américaines et des pétroles internationaux.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Gontreville, c. 33	2 p. 5	.. ..
Guyenne-Gascogne, c. 2	1 p. 8	19 90
Merlin-Gerin, c. 18	2 p. 5	8 50

LONDRES

Irrégulier

Dans un marché hésitant après les vifs progrès des deux dernières séances, les fonds d'Etat sont vivement recherchés dans l'espoir d'une nouvelle réduction des taux d'intérêt. Irrégularité des pétroles et des industrielles, et redressement des mines d'or en liaison avec celui du métal.

OR (ouverture) dollars : 178 25 contre 178 50

VALEURS	CLOTURE 5/3	COURS 6/3
War Loan 3 1/2 %	25 5/8	25 5/8
Beechams	213 1/2	214 1/2
British Petroleum	427 1/2	424 1/2
Shell	252 ..	249 ...
Vickers	134 3/4	135 3/4
Imperial Chemical	222 ...	224
Courtaulds	102 ...	104 1/4
De Beers	248 ...	251 ...
* Western Holdings	37 7/8	35 3/4
Rio Tinto Zinc Corp	162 ...	163 ...
* West Driefontein	44 1/4	45 ...

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	4 mars	5 mars
Valeurs françaises	117,6	118,8
Valeurs étrangères	125,5	124,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	68,5	69,4

MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics	.. ..	...
Effets privés	....	9 1/2 %
Moyen terme	... ...	9 7/16 %

NOUVELLES DES SOCIETES

LOCINDUS. — Bénéfice net pour 1974 : 29 millions de francs contre 25,7 millions de francs en 1973. Dividende : 17,50 F contre 15,25 F.

ARJOMARI-PRIOUX. — Les résultats de 1974 sont en augmentation sur ceux de 1973. La société prévoit que le chiffre d'affaires de 1975 devrait être du même ordre que celui de 1974.

COMPAGNIE DU NORD. — Bénéfice brut en 1974 : 35 millions de francs, dont 20 millions de francs de résultats d'exploitation contre 9 millions de francs et 15 millions de francs de plus-value de cession, ramené à 2,5 millions de francs après déduction de 12,5 millions de francs pour dépréciation du portefeuille et 20 millions de francs pour éventualités diverses (pertes sur opérations immobilières dans le treizième arrondissement, à Paris).

NEW YORK

Marché heurté

Le marché s'est montré très heurté mercredi à Wall Street, où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, après avoir perdu initialement 5 points sur la lancée de la séance de la veille, en regagnait près de 10 sur la nouvelle baisse des taux d'intérêt, pour en reperdre à nouveau 5 en clôture sous le poids des ventes bénéficiaires, s'établissant à 752,82. Le volume des transactions a diminué, avec 24,12 millions de titres échangés contre 34,13 millions mardi.

Il semble que la détente du taux d'intérêt ait de moins en moins d'effet positif sur la tendance et que le marasme croissant de l'économie commence vraiment à impressionner les opérateurs, qui voient s'éloigner les perspectives d'une relance : les commandes continuent à diminuer et les stocks à augmenter.

Le compartiment du pétrole a été particulièrement éprouvé (Exxon, Mobil Oil) : le brut est surabondant partout, le Koweit vient de nationaliser intégralement ses gisements et le Congrès menace de supprimer la provision pour reconstitution de gisement. Seules les mines d'or se sont montrées fermes.

Indices Dow Jones : transports, 164,54 (— 3,48) ; services publics, 80,07 (— 0,23).

VALEURS	COURS 4/3	COURS 5/3
Alcoa	36 ..	36 7/8
A.T.T.	51	50 5/8
Boeing	19 1/4	19 1/4
Chase Manhattan Bank	33 5/8	33 1/2
Du Pont de Nemours	101 1/2	102 ..
Eastman Kodak	91 1/8	90 5/8
Exxon	78 1/4	76 1/4
Ford	34 3/8	34 3/8
General Electric	45	44
General Foods	24 ..	24 1/2
General Motors	39 5/8	40
Goodyear	15 5/8	16 5/8
I.B.M.	214 1/2	216 3/8
I.T.T.	18 7/8	18 7/8
Kennecott	35 5/8	35
Mobil Oil	41 1/2	41 1/4
Pfizer	36 1/8	35 3/8
Schlumberger	101 ..	99 3/8
Texaco	26 1/2	26 1/2
U.A.L. Inc.	21 1/2	21
Union Carbide	53 1/2	52 1/2
U.S. Steel	51 1/4	52
Westinghouse	12 3/4	12 5/8
Xerox	78 3/4	.. ...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5/3	6/3
1 dollar (en yens)	285	285 35

BOURSE DE PARIS — 5 MARS — COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
215	Amer. Tel.	216 90	219 50	213	216
26	Ang. Am. C.	24 35	23 55	24 60	23 65
250	Angold	230 50	223 80	229	223 20
255	Astor Mines	274	266 10	269	266
260	B. Ottoman	286	289	289	283 50
260	BASF (Akt.)	282	273	264 50	273
215	Bayer	246 80	238 50	238	233 80
125	Buffelsfont	116 80	111 10	112	113 30
14	Charter	15 20	14 95	15 ..	14 65
145	Chase Manh	139 50	142 90	139	142 90
385	C.F. Fr.-Can.	389	393	393	388
15	De Beers (S)	14 75	14 85	14 95	14 75
235	Dome Mines	216	212	211	211 50
425	DuPont Nem	432	433	437	424 50
355	East. Kodak	385 20	376 50	387 ..	376 60
77	East Rand	69 90	68 80	68 10	69 60
230	Ericsson	238	240	241 50	235 50
320	Exxon Corp.	338	334	323 ..	330
152	Ford Motor	141 50	144 90	145 ..	146
165	Free State	159 80	156 90	158 ..	158 50
46	Philips	48 80	48 50	48 90	48 15
155	Prés. Brand	142 ..	138 50	139	140
230	Quilmès	225 10	225 10	225 10	225
190	* Randfont.	187	177 20	179 ..	175
61	Rand. Selec	60 80	60 ..	60 ..	60 80
136	Royal Dutch	148 80	146 60	146 50	146 10
14	Rio Tinto Zinc	18 30	16 10	16	15
195	St-Helena	188 ..	184	183 50	186
435	Schlumberger	424 50	430 60	430 50	429 90
22	Shell Tr (S.)	24 10	25 ..	25 25	25 ..
445	Siemens A.G.	485 ..	479	475	485
32	Sony	36 80	37 10	37 05	37 40
13	Tanganyika	13 70	13 65	13 70	13 60
182	Unilever	190 50	190 50	190 50	193 50
27	Union Corp.	27 10	26 75	26 75	26 50
168	U. Min. 1/10	172	168	173	168
285	West Drief	262 50	260 50	258 ..	260
126	West Deep	117 ..	114	113 ..	114 80
210	West Hold.	205	200 50	200 30	204
4	Zambia Cop.	3 80	3 75	3 75	3 75

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

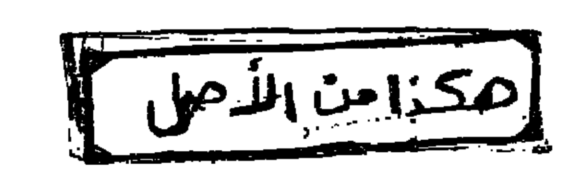
COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/3	COURS DES BILLETS échangé de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 175	4 198	4 20
Canada ($ can. 1)	4 180	4 208	4 19
Allemagne (100 DM)	182 400	182 275	181 25
Belgique (100 fr.)	12 270	12 285	12 05
Danemark (100 krd.)	77 370	77 200	76 60
Espagne (100 pes.)	7 512	7 535	7 36
Grande-Bretagne (£ 1)	10 140	10 180	10 20
Italie (100 lires)	0 664	0 664	0 67
Norvège (100 krn.)	85 620	85 420	84 75
Pays-Bas (100 fl.)	177 800	178 100	177
Portugal (100 esc.)	17 510	17 580	17 50
Suède (100 krs.)	107 470	107 520	106 75
Suisse (100 fr.)	171 ...	170 800	170 25

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/3
Or fin (kilo en barre)	24685	24480
Or fin (kilo en lingot)	24795	24550
Pièce française (20 fr.)	268 20	265 10
Pièce française (10 fr.)	185	184 50
Pièce suisse (20 fr.)	258	254
Union latine (20 fr.)	236 30	231
Souverain	244 10	242
Pièce de 20 dollars	1110 40	1111 60
Pièce de 10 dollars	582 .	558 .
Pièce de 5 dollars	425 .	410 .
Pièce de 50 pesos	1000 .	990
Pièce de 10 florins	225 20	224 30





Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE



Le numéro du « Monde » daté 6 mars 1975 a été tiré à 564 563 exemplaires.

A B C D E F H

AU COURS DE LEURS DEUX JOURNÉES D'ÉTUDES

Les centristes tentent de faire converger les différentes entreprises de regroupement

Les parlementaires centristes ont tenu, mercredi 5 mars au Palais-Bourbon, la première de deux journées d'études. Sous l'autorité de MM. Max Lejeune, président du groupe réformateur de l'Assemblée, et André Fosset, président de l'Union centriste du Sénat, les élus, au nombre d'une cinquantaine, ont entendu notamment, mercredi matin, les rapports de Mme Anne-Marie Fritsch, député de Moselle, et de M. Pierre Schiélé, sénateur du Haut-Rhin, sur les conditions de travail parlementaire (les centristes sont favorables à l'allongement des sessions et à l'accroissement du nombre des commissions). Mercredi après-midi, ils ont examiné la situation économique, et les parlementaires ont écouté les exposés de MM. Michel *Durafour, ministre du travail, et Jacques Barrot,* secrétaire d'Etat au logement, secrétaire général du C.D.P.

La journée de jeudi est consacrée aux affaires politiques et en particulier à l'avenir des divers regroupements centristes actuellement en cours. M. Jean Cluzel, sénateur de l'Allier, devait présenter un rapport sur cette question.

La deuxième journée d'étude des parlementaires centristes pourrait être l'occasion d'une tentative de rapprochement entre les deux entreprises de regroupement actuellement en cours au centre : celle de M. Michel Durafour, promoteur du Mouvement de la gauche réformatrice (qui réunit ses assises le week-end prochain) et celle de M. Jean Lecanuet, qui a proposé la création d'une Fédération des réformateurs. C'est en tout cas dans cette perspective que se sont tenues mercredi, parallèlement aux débats officiels de la journée d'étude, deux réunions plus discrètes.

C'est d'abord M. Bernard Stasi, vice-président du C.D.P., ancien ministre (et qui figure au nombre des promoteurs du Mouvement de la gauche réformatrice), qui avait invité, mercredi en fin d'après-midi à l'hôtel Sofitel, une quinzaine d'élus réformateurs et centristes avec lesquels il a discuté des moyens d'« arrimer » la tentative « gauche réformatrice » à la tentative « Fédération des réformateurs ». A cette occasion, a été examiné — et modifié sur certains points — le rapport établi par M. Jean Cluzel, sénateur, sur les structures nécessaires à un mouvement centriste à vocation unitaire.

Ce texte a aussi fait l'objet des débats d'une autre réunion au cours de laquelle se sont retrouvés, de *21 heures à près de minuit,* les représentants du Centre démocrate (parti de M. Lecanuet), du Centre Démocratie et Progrès (parti de M. Duhamel) et du Centre républicain (parti de MM. André Morice et Michel Durafour).

Etaient réunis au secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications (en l'absence de M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat, mais en présence d'un membre de son cabinet, M. Christian Dufour) pour le Centre démocrate MM. André Diligent, Loïc Bouvard, Jean-Marie Daillet, Roger Poudonson, René Monory et Fernand Chaussebourg ; pour le C.D.P. : MM. Bernard Stasi, Jacques Barrot, Jean Cluzel et Pierre Bernard-Reymond ; pour le Centre républicain : MM. Jean-Jacques Carpentier, Gérard Jousseaume et Jean Lavergne.

A partir du projet établi par M. Jean Cluzel, les participants ont discuté des formes que pourrait prendre une *« formule fédérative à vocation unitaire »* ou encore un *« mouvement fédéral à vocation d'action commune ».* L'une des solutions envisagées prévoirait, comme organes dirigeants, outre un consei politique, un conseil fédéral réunissant ministres présidents et secrétaires généraux de chaque formation, un exécutif collégial dans lequel chaque parti constitutif serait représenté de manière égale (deux délégués par exemple) et dont serait issu un secrétariat général. De larges délégations de compétences seraient accordées aux instances fédérales notamment en ce qui concerne la presse ou les investitures électorales.

Les représentants du Centre démocrate, du C.D.P. et du Centre républicain ont aussi discuté de la procédure à adopter pour tenter de faire se rejoindre les deux regroupements en cours. La constitution d'une délégation parlementaire a été envisagée.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

LES RADICAUX DE PARIS S'ALLIENT AUX GISCARDIENS ET AUX CENTRISTES

Le comité directeur de la fédération de Paris du parti radical a décidé, mercredi 5 mars, à l'unanimité, d'adhérer à l'association Paris-Avenir, qu'anime M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants et à laquelle participe déjà la fédération de Paris du Centre démocrate (« le Monde » du 28 février). Les radicaux de Paris — qui constatent « une totale communauté d'inspiration » entre leurs propres projets et le manifeste rendu public par l'association Paris-Avenir — sont d'autre part engagés aux côtés de MM. Michel Durafour et André Rossi dans la tentative de constitution, au niveau national, d'un Mouvement de la gauche réformatrice. Le président de la fédération de Paris du parti radical est M. Didier Bariani.

LE PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME DE BUENOS-AIRES EST LIBÉRÉ PAR SES RAVISSEURS

Buenos - Aires *(A.F.P., A.P., U.P.I.).* — Le président de la Cour suprême de Buenos-Aires, M. Hugo Anzorreguy, a été libéré le mercredi 5 mars après une séquestration de cinq jours. Le gouvernement argentin avait, auparavant, accepté de relâcher un guérillero qui était aux mains des autorités policières. Le ministre de l'intérieur a, néanmoins, assuré qu'il ne s'agissait pas d'un *« échange »,* la libération du jeune détenu ayant été décidée avant l'enlèvement du juge.

D'autre part, M. Léon Maissonave, ancien secrétaire général du gouvernement de la province de Buenos-Aires et ancien président de la commission chargée d'organiser, le 20 juin 1973, l'accueil du général Péron au retour de son long exil à Madrid, a été découvert assassiné près de l'aéroport international d'Ezeiza.

● *L'imprimerie Georges Lang est occupée par des grévistes.* — Les travailleurs des rotatives offset de l'imprimerie Georges Lang ont voté jeudi à 83 % une grève reconductible avec occupation des locaux, en raison de menaces de licenciements qui porteraient sur plus de cent trente personnes, alors que le service offset emploie cent quarante-cinq ouvriers. Depuis six semaines des réductions d'horaires sont appliquées dans le service concerné.

Recevant une délégation de Force ouvrière

M. CHIRAC N'ÉCARTE PAS UNE RELANCE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le premier ministre s'est entretenu, ce jeudi 6 mars au matin, avec une délégation de Force ouvrière conduite par M. André Bergeron. A l'issue de l'entrevue, M. Bergeron a annoncé qu'il avait été convenu que, dans la période de difficultés actuelles, Force ouvrière rencontrerait le premier ministre périodiquement pour suivre la situation de l'emploi. Un prochain rendez-vous a même été fixé pour le 28 mars.

Une grande partie de l'entretien a porté sur les problèmes du chômage et aussi sur les possibilités de réanimer l'activité. Le secrétaire général de Force ouvrière a expliqué que M. Jacques Chirac était conscient des difficultés, mais qu'il est pris entre, d'une part, le problème de l'emploi et, d'autre part, ceux de l'inflation et de la hausse des prix. Cependant, a indiqué M. André Bergeron, quelques « inflexions » à la politique économique de l'Etat seraient décidées. Elles auraient pour le moment un caractère sectoriel ou géographique. Il a également été question de chômage partiel et de la nécessité de débloquer la situation dans l'immédiat.

L'AFFAIRE DU BAR « LE THÉLÈME »

Me Benachenhou affirme qu'il a été frappé après la fusillade

Interrogé à l'hôpital Sainte-Anne où il est actuellement en traitement, Me Benachenhou, grièvement blessé lors de l'intervention de la « brigade antigang au bar le Thélème le 28 février, a confirmé le témoignage de son confrère, Me Oussedik, et rappelé les injures que lui avaient adressées les policiers.

Au cours d'une interview accordée au journal télévisé sur TF 1, l'avocat a affirmé avoir *entendu, après avoir été roué* de coups : *« Il faut l'achever, c'est un raton. »* Me Benachenhou a également accusé des gardiens de la paix de l'avoir insulté lors de son transport à l'hôpital.

Dans une autre interview publiée par *l'Humanité,* il a déclaré avoir donné son identité à plusieurs reprises aux policiers et il a, d'autre part, précisé : *« Tous les coups que j'ai reçus, cela a été une fois la fusillade passée. Celui qui semblait diriger l'opération avait fouillé mes papiers. Il avait ramassé mes lunettes et me les a jetées en me disant : « J'espère que tu n'en » auras plus besoin. »*

Dans un communiqué publié à propos de cette affaire les sections parisiennes du syndicat de la magistrature s'étonnent que les pouvoirs publics aient réduit ces faits à de simples « *bavures* » alors que *« la conception même de ce genre d'opérations appelle de sérieuses réserves ». « Il est à craindre,* conclut le syndicat *qu'une fois encore, si des sanctions sont prises, elles ne frappent que les simples exécutants qui ont agi dans le cadre d'instructions données par un pouvoir plus soucieux d'opérations spectaculaires que d'une véritable efficacité. »*

MORT DU SCÉNARISTE CHARLES SPAAK

Charles Spaak, qui a été le grand scénariste du cinéma français de l'entre-deux-guerres, est mort mardi soir dans le midi de la France des suites d'une opération. Il était âgé de soixante et onze ans.

Charles Spaak, critique et auteur belge, vint à Paris en 1928 comme secrétaire de son compatriote le cinéaste Jacques Feyder. En le faisant son collaborateur pour le scénario des Nouveaux Messieurs, *d'après la pièce de Robert de Flers et Francis de Croisset, Jacques Feyder le mit sur une voie qu'il n'allait plus quitter.*

On peut même dire qu'avec lui est né, dès 1931, ce « cinéma de scénariste » *où allaient s'illustrer successivement Henri Jeanson, Jacques Prévert, Louis Chavance, Jean Aurenche et Pierre Bost. Le nom de Charles Spaak restera lié pour le meilleur de son œuvre aux années 30. Avec Feyder surtout, il chercha à faire passer à l'écran une certaine forme de réalisme plus ou moins issue d'un naturalisme littéraire :* le Grand Jeu, Pension Mimosa *et la célèbre* Kermesse héroïque, *où fut recréée dans une comédie de mœurs la Flandre du début du XVIIe siècle.*

Ce souci du réalisme donna aux œuvres de Charles Spaak, à cette époque, une certaine unité, même lorsqu'il travaillait avec des réalisateurs aussi différents que Jean Grémillon (la Petite Lise, l'Etrange M. Victor), *Julien Duvivier* (la Bandera, la Belle Equipe *et* la Fin du jour) *ou Jean Renoir avec lequel il devait partager en 1937 le succès mondial de* la Grande Illusion. *Par la suite Charles Spaak s'engage dans d'autres directions, tout en restant fidèle à son principe :* « S'attacher à l'homme de bonne volonté mis en présence de problèmes qui le dépassent. »

Premier Bal *de Christian-Jaque (1941),* Le ciel est à vous, *de Jean Grémillon (1943), puis* Justice est faite *(1950) et* Nous sommes tous des assassins *(1951) d'André Cayatte refléteront encore cette personnalité.*

● *Deux cents appelés* du 3e régiment de cuirassiers, stationné à Chenevières (Meurthe-et-Moselle), se sont rassemblés dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 mars, dans la cour de la caserne, où ils ont observé une minute de silence à la mémoire de M. Jean-Pierre Meliot, qui s'est donné la mort mardi dans sa cellule (*le Monde* daté 6 mars). Il n'y a pas eu d'incident et aucune sanction n'a été prise.

La nouvelle baisse des taux d'intérêt aux États-Unis compromet le redressement du dollar

Le redressement du dollar, observé mardi après-midi et mercredi matin après les déclarations conciliantes de M. Boumediène à la conférence d'Alger, n'aura été que de courte durée : dans la soirée de mercredi, la nouvelle et sensible réduction du taux de base (« prime rate ») de la cinquième banque des Etats-Unis, la Morgan Guaranty Trust, provoquait un retournement de tendance; la monnaie américaine s'affaiblissait à nouveau. Jeudi matin, il est vrai, un léger raffermissement limitait les dégâts, de sorte qu'à Paris le dollar valait 4,16 1/2 FF environ, *contre 4,18 1/2 F mercredi à midi,* et 4,16 F mercredi soir, tandis qu'à Francfort il s'établissait à 2,29 1/2 DM, contre respectivement 2,30 1/2 DM et 2,28 1/2 DM. La tendance a été identique à Zurich, avec 2,43 1/2 FS, contre 2,44 FS la veille, et 2,42 FS jeudi matin à l'ouverture.

La faiblesse persistante du dollar préoccupe les Américains plus qu'on ne le pense. Leur « tranquille insouciance » a fait place à une politique de soutien délibéré de leur monnaie, bien que le fardeau en repose essentiellement sur les banques centrales européennes, qui ont consacré à un tel soutien en dix-huit mois 56,2 milliards de dollars (sur 58 milliards affectés globalement à cette tâche). *Le* président de la Réserve fédérale, M. Arthur Burns, s'inquiète des « effets pervers » de la dépréciation continue du dollar, qui, en renchérissant les importations, contribue à entretenir l'inflation, sans parler du coup très grave porté au prestige des Etats-Unis. Malheureusement, *il ne voit guère de remède* dans l'immédiat, la nécessité de relancer l'économie par une baisse des taux prenant le pas sur le souci de défendre la monnaie nationale. Pris dans ce dilemme, il peut seulement s'efforcer de freiner la détente des taux et d'obtenir des Européens qu'ils réduisent le leur, afin de freiner l'afflux des capitaux, attirés chez eux par une meilleure rémunération.





